DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 12332 – 4 F | Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : André Laurens | MERCREDI 19 SEPTEMBRE 1984

Accord franco-libyen : consensus en France

Pari tenu

Les meilleures intentions se jugent à leur réalisation. C'est lorsque ont été levés les doutes et les incertitudes qui pesaient sur elles qu'on les prend en compte. Surtout dans un domaine aussi pragmatique que celui des relations internationales, dominé par les rapports de force.

Les intentions affirmées par la France en Afrique se trouvent brillamment confortées par le succès diplomatique qu'elle vient de remporter en obtenant de la Libye un accord sur le retrait des troupes étrangères au Tchad.

La question tchadienne n'est pas, pour autant, définitivement réglée, rien n'assurant que les mêmes causes ne reproduiront pas les mêmes effets. Il n'empêche que la France se tire d'une situation difficile qu'elle n'aurait pu éviter sans renier ses engagements avec le Tchad et inquiéter ses partenaires africains et que, sauf à entrer directement en conflit avec la Libye, elle ne pouvait régler rapidement et de son propre chef.

Dans l'immédiat, le succès est double : il se situe sur le terrain, au Tchad, mais il reste à vérifier ; il produit son effet partout où l'on est fondé à s'interroger sur la portée et les limites des engagements de la France, et particulièrement de ses engagements militaires.

L'accord ne pouvait qu'être accueilli avec satisfaction par les partenaires africains de la France, puisque celle-ci a rempli son contrat en obtenant de Tripoli la fin d'une ingérence militaire qui avait le don de préoccuper sérieusement plusieurs Etats de la région. Les capitales africaines peu favorables à Paris qui s'irritaient de voir ses troupes de nouveau stationnées au cœur du continent n'ont elles-mêmes qu'à se louer d'une solution qui, en principe, devrait contribuer à la détente dans une zone où guerres, guérillas et soulèvements militaires ont freiné le développement.

Le colonel Kadhafi a, trop souvent, appuyé les mouvements subversifs dans cette partie du monde, qu'il rêve d'intégrer à un vaste Sahara arabo-musulman, pour que la méfiance ne subsiste pas chez beaucoup de ses voisins. Les accords qu'il vient de passer, d'abord avec Rabat, puis avec Paris, sont souvent perçus comme des gestes de circonstance qui offrent à la Libye un ballon d'oxygène sans vraiment remettre en cause ses ambitions. Des Etats, comme le Niger, qui s'inquiétaient autrefois d'un éventuel débordement du conflit tchadien voient sans enthousiasme le parapluie militaire français se refermer en l'espace de six semaines. Au début du mandat de M. Mitterrand, plusieurs capitales francophones du continent s'étaient alarmées de voir Paris accorder moins d'importance aux questions de sécurité. L'opération Manta ne pouvait que les rassurer.

Le président de la République a tenu son pari, puisque Tripoli a fait, au moins provisoirement, marche arrière. Lorsqu'il se rendra en décembre au Burundi pour le sommet annuel franco-africain, les félicitations qui lui seront adressées seront sans doute tempérées par le scepticisme, et parfois même la crainte : tant il est vrai que le colonel Kadhafi sait changer, quand cela l'arrange, de registre, passant de l'ingérence flagrante à l'intervention déguisée chez des voisins qui n'ont les moyens ni de se défendre ni de maintenir la cohésion chez eux.

Le retrait des contingents sera contrôlé par des observateurs africains

L'accord franco-libyen a été approuvé par tous les milieux politiques français. Les contingents des deux pays devront avoir évacué le Tchad d'ici au 15 novembre, sous le contrôle d'un corps d'observateurs africains qui restent à désigner. Soucieux de rassurer M. Hissène Habré, M. Cheysson a reçu, lundi soir à Paris, le ministre tchadien des affaires étrangères.

C'est un beau « coup », comme on dit dans le langage des joueurs, que vient de réaliser M. Claude Cheysson grâce à ses deux voyages très secrets à Tripoli : en quarante-huit heures, le ministre des relations extérieures a tenu plus que son contrat.

Si tout se passe conformément au scénario mis au point avec le colonel Kadhafi, les troupes françaises stationnées au Tchad et les *« éléments d'appui libyens »* infiltrés dans le même pays – le colonel Kadhafi a poussé le respect de la fiction jusqu'à refuser de parler, dans le communiqué publié lundi simultanément à Paris et à Tripoli, de troupes libyennes – auront quitté l'ancienne colonie française dans quarante-cinq jours très exactement, c'est-à-dire à la mi-novembre.

La France, qui plus est, n'aura pas à se désolidariser de M. Hissène Habré, comme l'avait longtemps réclamé le colonel Kadhafi. M. Cheysson l'a affirmé très nettement lundi soir à TF1 : M. Hissène Habré est le seul chef d'Etat que Paris reconnaît officiellement, et l'accord de coopération militaire qui nous lie au Tchad fonctionnera en principe en sa faveur demain comme hier, si Tripoli viole ses engagements. L'affirmation est d'autant plus remarquable que le chef de la diplomatie française n'est jamais passé pour un très chaud partisan de M. Hissène Habré.

Son « coup », M. Cheysson le préparait de longue date, avec bien sûr l'approbation de M. Mitterrand. Les grandes lignes de l'entente conclue avec la Libye étaient connues depuis février dernier, c'est-à-dire depuis le précédent voyage du ministre à Tripoli. Mais, d'après d'excellentes sources françaises, le versatile colonel libyen n'était alors pas encore « mûr » pour conclure et s'obstinait à réclamer le départ de M. Hissène Habré.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 4.)

Budget militaire : austérité en 1985

Les engagements de la loi-programme ne pourront être respectés

Il manquera 1 300 millions de francs au projet de budget militaire de 1985 pour être conforme aux engagements, que le gouvernement avait déclaré *« intangibles »*, de la loi de programmation militaire 1984-1988 adoptée l'an dernier par le Parlement. C'est le signe le plus évident que le ministère de la défense n'échappera pas à l'austérité budgétaire en 1985, comme, du reste, l'avait annoncé M. François Mitterrand dans son message aux armées du 14 juillet dernier. Mais c'est aussi l'occasion pour deux députés de l'opposition, MM. Yves Lancien (RPR, Paris) et Jean-Marie Daillet (UDF, Manche), de dénoncer le fait que le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a, dès la deuxième année d'application de son plan quinquennal, choisi de n'en pas réaliser tous les objectifs.

En réalité, la situation n'est pas aussi simple. On explique au ministère de la défense que le projet de budget pour 1985 résulte d'une double volonté : tenir compte de l'intention du chef de l'Etat de maîtriser les dépenses publiques, y compris celles des armées contraintes à la solidarité avec la nation à laquelle est demandé cet effort, et ne rien compromettre d'essentiel dans l'équipement nucléaire et classique des forces françaises. C'est un budget *« tendu »*, dit-on, mais c'est un budget *« volontariste »* qui préserverait l'avenir.

Avec 150,2 milliards de francs, auxquels il faut ajouter 28 milliards de francs de pensions civiles et militaires, les armées françaises ne disposeront donc pas des 151,5 milliards que leur allouait, en principe, la loi de programmation militaire pour 1985. Le manque à gagner est de 1 300 millions de francs courants, soit l'équivalent du coût d'un sous-marin nucléaire d'attaque. L'abattement a porté principalement sur les crédits d'équipement, c'est-à-dire qu'il se traduira par des étalements dans l'exécution de certaines commandes pour la raison qu'il était devenu difficile de réduire davantage les crédits de fonctionnement, déjà fortement comprimés.

Les crédits de fonctionnement inscrits pour 1985 atteignent 78,5 milliards de francs, ce qui est la stricte application de ce que prévoyait la loi de programmation militaire.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 16.)

Dollar : plus de 9,50 F

Le cours du dollar, qui avait dépassé les 9 F le 5 septembre, a accentué sa progression ces jours derniers pour franchir la barre des 9,50, le mardi 18 septembre, atteignant le cours officiel de 9,5170 F à Paris, nouveau record.

A Francfort, après avoir, la semaine dernière, franchi allégrement le seuil des 3 DM il a dépassé les 3,09 DM, au plus haut depuis onze ans et demi.

Les marchés font preuve d'une extrême nervosité. Il y a de quoi, car le nouvel accès de fièvre du « billet vert » est en contradiction avec un certain nombre de données, qui, en d'autres temps, auraient poussé le dollar à la baisse.

En début de semaine, les autorités de Washington ont fait état d'un déficit-record de la balance des paiements des Etats-Unis (24,4 milliards de dollars pour le deuxième trimestre 1984) et, probablement, 100 milliards de dollars pour l'année.

Elles avaient déjà annoncé, fin août, un déficit-record de la balance commerciale pour juillet, de 14 milliards, avec une prévision de 130 milliards pour l'année suivante. Par ailleurs, la hausse des taux d'intérêt américains, moteur traditionnel de la hausse, non seulement s'est arrêtée pour le court terme, mais a fait place à une baisse pour le moyen terme.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 40.)

LIRE D'AUTRE PART :

Rousseau, le douanier sans frontières

Henri Rousseau, dit le Douanier – à tort puisqu'il ne fut jamais que modeste employé à l'octroi de la Ville de Paris, – *« ce cher vieil ange »*, comme l'appela son ami Apollinaire peu de temps après sa mort, en 1910, comme pour se repentir d'avoir un jour dit de lui qu'il n'aurait dû être qu'un artisan, a trop souvent été cité au panthéon des naïfs, et, même au titre de grand patron, trop souvent réduit à des schémas de lecture conventionnels, qui siéent aux innocents, pour qu'on ne se réjouisse pas de l'exposition du Grand Palais.

Celle-ci fournit l'occasion de corriger l'image en engageant Rousseau dans son époque et dans l'aventure de la modernité comme père spirituel de l'avant-garde.

C'est le fait surtout de la contribution américaine au catalogue, dans lequel Carolyn Lanchner et William Rubin proposent une étude fouillée des rapports que les artistes du vingtième siècle ont eus avec Rousseau, des citations et des références au Douanier qu'ils ont mises dans leur œuvre, non seulement les cubistes qui firent connaître le peintre, mais aussi Kandinsky et Chirico, et Beckmann, et les surréalistes (à cause bien entendu de la rencontre du canapé et de la forêt vierge dans *le Rêve* de 1910).

Ce travail inédit a l'extraordinaire vertu de renvoyer à l'œuvre de Rousseau, à sa richesse thématique et formelle, et non au personnage, à la légende, à l'anecdote et à l'histoire de vie que le peintre a presque toujours suscitées.

Il faut bien admettre que, sans cette lecture, l'exposition n'aurait pas tout à fait la carrure de l'événement qu'on attendait pour la rentrée. Cela vient-il de l'espace malcommode du Grand Palais ? Toujours est-il que la présentation est affaiblie par la coupure de la rotonde (où sont présentés les documents) qui sépare les grandes jungles du reste de l'œuvre, cela d'une manière d'autant plus flagrante qu'on y a fait des murs d'un vilain orange fauve, alors que les autres salles ont la sobriété grise qui convient aux gris métalliques de certains tableaux.

Est-ce à cause d'un accrochage pris entre la tentation de la chronologie, du classement thématique et l'obligation de tenir compte des formats comme des cadres, ou encore du nombre finalement assez restreint d'œuvres – une cinquantaine, – parmi lesquelles figurent des petites choses d'importance inégale ?

Soulignons toutefois la présence de pièces capitales, venues de loin : celle du *Rêve* et de *la Bohémienne endormie* (du Musée d'art moderne de New-York), de *Moi-même, portrait-paysage* de Prague, du *Portrait de Pierre Loti* de Zurich, de *l'Enfant au polichinelle* de Winterthur ou encore de pièces moins connues comme *le Rendez-vous dans la forêt* de Washington, *la Muse inspirant le poète* (Marie Laurencin et Apollinaire), le *Portrait de Joseph Brummer*, qui viennent s'ajouter aux œuvres des collections nationales : *la Carriole du père Junier, la Charmeuse de serpent, la Guerre*, les deux portraits de femmes.

L'ensemble permet bien évidemment de mesurer que, si une fois de plus on n'échappe pas au pouvoir des « jungles », l'œuvre du Douanier est loin de se résumer au versant exotique, ou à la veine imagerie d'Epinal.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 17.)

AU JOUR LE JOUR

Chic

Des flics plus chics !

Adieu képi, bonjour casquette ! Dès l'an prochain, le gardien de la paix abandonnera – sauf cérémonies exceptionnelles – le couvre-chef cylindrique, encombrant mais bien visible, qui avait fait, avec le bâton blanc et l'antique pèlerine, sa silhouette familière et le plus souvent sympathique.

Voici donc la casquette, dessinée par Pierre Balmain : aérodynamique, elle offre peu de prise au vent ; collant au crâne en cas de course-poursuite, elle risque moins de rouler sur le pavé au premier incident.

La police française se modernise par le haut.

BRUNO FRAPPAT.

Le Monde

idées

Deux actes courageux

par FRANÇOIS LEHIDEUX et RENÉ MINGUET (*)

LE cœur, la raison, et le sens de la grandeur ont inspiré le président de la République : invité par lui, le chancelier allemand l'accompagnera à la fin de ce mois, à Verdun, pour rendre hommage aux adversaires de la plus terrible des guerres qui ont mené un combat acharné pour leur patrie.

En ces temps où les intérêts, les sophismes et la démagogie ravivent trop souvent les passions partisanes et dressent entre eux les peuples qu'un destin commun devrait pourtant maintenir solidaires, cette décision noble honore M. François Mitterrand.

D'un geste hautement significatif, la France, par le premier des siens, exprime à l'Allemagne une nouvelle fois – et de manière spectaculaire – sa détermination de voir les deux grandes nations qui animent l'Europe aller désormais d'un même pas et parler si possible d'une même voix, pour que l'esprit de paix et le respect mutuel président à leurs recherches, à leurs échanges et à leurs travaux.

Engagé dans cette voie où la volonté d'entente abolit les obstacles, le président des Français doit, nous semble-t-il, aller jusqu'au terme de sa démarche courageuse.

Il serait choquant et injuste que le chef victorieux de la plus grande bataille de tous les temps, dont le nom s'identifie à Verdun, et dont le vœu, exprimé depuis 1928, souvent rappelé de son vivant, était de reposer au milieu des hommes qu'il a menés au combat, ne soit pas associé, par sa présence, dans une sépulture qu'il voulait être la sienne, à cette digne célébration.

En ce jour où, après la guerre franco-allemande écrite avec des larmes de sang, une page vierge s'ouvre dans le grand livre de l'histoire, le président de la République perpétuerait son nom s'il mettait fin à la guerre franco-française en permettant que le corps du maréchal soit transporté à l'ossuaire de Douaumont où un caveau l'attend.

Aussi loin que l'intelligence puisse percer la tradition des hommes civilisés, elle ramène la certitude qu'au long des siècles le vœu d'un mort fut toujours respecté. Le vœu d'un mort est sacré. 800 000 anciens combattants émettaient, il y a quelques années, le souhait que le vœu du maréchal soit réalisé. Ce vœu ne peut être ignoré ou traité par le mépris.

En cette époque de sondages, n'en doutons pas, si nos compatriotes pouvaient s'exprimer, une majorité massive se prononcerait sur tout le territoire national pour le transfert des cendres du maréchal Pétain jusqu'au lieu où il a souhaité reposer pour l'éternité.

Monsieur le président, daignez accueillir la requête de tous ceux qui n'ont rien oublié des jours où les jours étaient d'affreuses nuits et qui ont l'honnêteté de se souvenir.

En ce domaine, vous êtes souverain. C'est vous – et vous seul – qui détenez le pouvoir de décision, le pouvoir, par un acte, de réaliser, d'un coup, la réconciliation nationale : le premier et le plus grand de tous les biens.

Sans avoir l'occasion de le dire, innombrables sont les gens qui, dans nos villes, nos bourgs et nos villages, comptent sur vous.

(*) Respectivement président et secrétaire général de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain.

LETTRES AU Monde

Réponses à M. Martial Lemoine

L'article de M. Martial Lemoine « *Les beaux jours des fonctionnaires* » nous a valu un courrier assez abondant. Nous publions ci-dessous quelques extraits de cette correspondance.

Ne pas diffamer l'ANPE

Lorsque M. Lemoine écrit qu'à l'ANPE les « *fonctionnaires donnent le sentiment d'avoir déjà pris leur retraite si l'on en juge par leur diligence à envoyer un plombier quand on leur réclame un coiffeur* », l'amalgame qu'il pratique entre une erreur aberrante toujours possible et une pratique quotidienne de très grande ampleur relève purement et simplement de la diffamation.

Chômeur à trois reprises dans les dix dernières années, j'ai rencontré à l'ANPE et aux ASSEDIC des employés compétents et d'autres qui l'étaient moins, dans des proportions probablement assez voisines de celles que l'on constaterait dans la communauté des économistes dont fait partie M. Lemoine, ou dans toute autre communauté de travail.

En revanche, j'y ai parfois rencontré compréhension et attention, malgré la charge de nervosité qu'induisent des « clients » souvent désorientés, toujours soucieux..., et parfois très incompréhensifs.

Pour finir, je tiens à rappeler, par un souci d'exactitude que ne paraît pas avoir M. Lemoine, que ni les agents de l'ANPE ni ceux des ASSEDIC ne sont des fonctionnaires, et que la garantie de leur emploi tient au premier chef à la malheureuse prospérité de leur « marché ».

JEAN-YVES DE LÉPINAY
(Bourg-la-Reine).

Socialement dangereux

Gardons un peu le sens de la mesure. Il est stérile de chercher à dénigrer une catégorie de citoyens ou à l'inverse de la porter aux nues. Mon propos est simplement de rappeler qu'il serait stupide, car socialement dangereux, en développant trop souvent de telles « idées », de réveiller le « racisme » antifonctionnaire latent qui existe par tradition chez un certain nombre de nos concitoyens. Tout le monde aurait à y perdre, même les économistes non fonctionnaires. Travaillons plutôt à améliorer l'outil administratif pour un meilleur service public qui est loin d'être « prétendu » même s'il doit se rénover grandement.

PHILIPPE PITAVY,
ingénieur, fonctionnaire, et militant CFDT.
(Fontaine-lès-Dijon).

Jalousés ou méprisés

L'administration, au dire des usagers, et des étrangers, reste l'une des meilleures du monde. Or ce sont les fonctionnaires qui la font. Qu'il y ait ici et là, comme ailleurs, des cas abusifs ou notoires, des plaies aussi, nul ne le conteste. Que la répartition des effectifs laisse à désirer, c'est vraisemblable. De là à parler de sinécures, de féodalisme ou d'égoïsme généralisé, il y a loin.

En effet, combien de tâches obscures mais utiles sont accomplies, au sein de l'immense machine qu'est l'administration, dans le plus complet anonymat, simplement par conscience, par formation, par souci d'être utile ? Les traitements chichement calculés, l'échelle étroite entre les rémunérations de grade à grade, montrent assez qu'il s'agit de serviteurs.

Un ancien vice-président du Conseil d'Etat disait : « *Lorsque les temps sont durs, les fonctionnaires sont jalousés ; lorsqu'ils sont fastes, ils sont méprisés.* » Le signataire de cette lettre est l'un de ceux-là, qui se voue et se dévoue à longueur d'année à la chose publique.

LOUIS CANIER
(Yzeure).

Solidarité de classe

Que vous ayez publié l'article de M. Lemoine, cela m'étonne. C'est nouveau. C'est courageux. Les fonctionnaires forment pourtant une belle tranche de votre lectorat.

Il voit bien, ce Lemoine. Comme collaborateur pendant dix ans d'un quotidien régional, je me suis occupé quelquefois d'affaires de justice, tout seul, car personne ne me le demandait. La justice, cela n'intéresse que la toute petite minorité des citoyens au moment où ils ont affaire à elle. Bref, ayant aussi longuement observé le fonctionnement de l'Etat, je suis arrivé à la conclusion que c'est dans le système judiciaire que le Français fonctionnaire a sombré le plus bas. Parce que les juges sont au-dessus de la justice, et qu'ils ont une solidarité de classe.

M. C. STRICKER,
ingénieur
(Strasbourg).

RECTIFICATIF. Mme Odette Fabius nous fait savoir, après publication de sa lettre dans *le Monde* du 14 septembre, qu'elle a commis une erreur, qu'au reste nous aurions dû déceler. Si Laurent Fabius a bien été baptisé, ce n'est pas au moment de l'invasion allemande puisqu'il est né en 1946.

A propos de Victor Serge

Je ne puis laisser passer sans protestations et rectifications la lettre de M. Janover sur Victor Serge.

Celui-ci, connu sous le nom de Kibaltchiche, fut impliqué en 1913 dans le procès des survivants de la bande à Bonnot et Garnier, sous la seule inculpation d'avoir refusé de dénoncer les anarchistes que les bandits tragiques avaient rencontrés. Il fut naturellement condamné, et je crois qu'il ne fut libéré qu'en 1917. Il gagna la Russie, où les bolcheviks avaient pris le pouvoir avec comme mots d'ordre : la paix et la terre aux paysans. Il ne fut pas le seul libertaire révolutionnaire séduit par cette vision d'une révolution que l'on croyait essentiellement et exclusivement prolétarienne. M. Janover – pourtant historien – n'a-t-il pas tenté d'expliquer le « mythe d'Octobre »... non par influence de « *révolutionnaires d'essence* » (?), mais par la tragédie qui pendant cinquante et un mois pesa de toute sa monstruosité infernale sur l'Europe. En Occident, l'Octobre russe représentait pour nous la libération d'un peuple qui avait imposé la paix par son action spontanée (*sait-on que le 1er janvier 1917, avant la révolution de février*, qui détruisit le tsarisme, *on comptait dans les armées russes* 1 200 000 déserteurs, d'après des documents officiels ?)

M. Janover reconnaît que Victor Serge n'a jamais renoncé à sa liberté de critique. Nous pouvons en témoigner. Même lorsqu'il semblait accepter les nécessités révolutionnaires (les héritiers des jacobins de 1793 peuvent-ils le lui reprocher ?), il signalait déjà les dangers d'une concentration des pouvoirs dans les mains d'une bureaucratie de plus en plus hiérarchisée. On peut même dire qu'il fut antistalinien avant même que Staline fût devenu le maître omnipotent de l'URSS. Il avait épousé une Russe dont la famille fut particulièrement persécutée.

Notre revue syndicaliste-révolutionnaire *la Révolution prolétarienne*, fondée par Pierre Monatte en 1925, mena une campagne tenace pour arracher Victor Serge des mains des bourreaux staliniens. Magdeleine Paz, avec un beau courage, souleva le cas de Victor Serge dans un congrès d'intellectuels où d'éminents savants et de grands écrivains étaient manœuvrés par des staliniens dociles. C'est seulement – si mes souvenirs sont exacts – en 1935 que Victor Serge, *enfin libéré*, put rentrer en France.

ROGER HAGNAUER,
professeur honoraire
(Meudon-la-Forêt).

L'élection des sénateurs

A propos de l'article de Maurice Duverger « Moderniser le Sénat » (*le Monde* du 8 septembre) : s'il est vrai que le président des États-Unis, dont il croit pouvoir opposer le caractère démocratique de l'élection à celle du Sénat français, est élu au suffrage universel indirect, il ne l'est « véritablement pas » en fait, puisque les candidats à cette élection sont essentiellement désignés par les états-majors des partis. Les électeurs américains n'ont le choix qu'entre les candidats des deux appareils, républicains et démocrates.

Par contre, tous les grands électeurs des sénateurs français que sont les députés, conseillers généraux et d'arrondissements et les représentants des conseils municipaux, sont élus au suffrage universel direct. Les représentants des communes, soit 97 % des grands électeurs, sont spécialement élus pour participer à l'élection des sénateurs.

Le professeur Duverger se plaint, également, de l'« inégalité » de la représentation de ce grand collège aux dépens de la démographie et au profit des communes.

Pourquoi ne rappelle-t-il pas, cette fois-ci à bon escient, l'exemple des États-Unis dont les États, quelle que soit leur importance, élisent deux sénateurs ? Ce qui donne, par exemple, à l'Idaho, avec 200 000 habitants, la même représentation qu'à la Californie – cent vingt fois plus peuplée.

CHARLES AMOS
(Paris).

Le Chili est loin...

Votre numéro du 4 septembre étale, en première position sur la première page, « Regain de tension au Chili ». Nous, lecteurs fidèles du *Monde* depuis plus de trente ans, connaissons fort bien votre nostalgie tendre et angoissée pour Salvador Allende et votre hostilité féroce pour tout ce qui est le général Pinochet. Mais le bon journalisme exige un certain sens des proportions. Comment est-il possible de mettre en gros titre un papier envoyé par courrier sur un sujet qui n'a que peu d'actualité et surtout un minimum d'intérêt pour les Français, pour qui le Chili est aussi lointain que dénué d'attrait ?

Il vaut mieux mettre la douce Claude Sarraute sur la première page qu'une polémique de plus contre Pinochet.

LOWELL BENNETT
(Lafat).

Quelle vérité ?

« 82 % des sondés estiment que les hommes politiques ne disent pas la vérité » (*le Monde* du 6 septembre). Vous appelez ça une information ?

Une telle question me paraît stupide et nuisible (dans la mesure où elle encourage la stupidité). D'abord il y a cette idée enfantine de la vérité comme chose, qu'on serait libre de montrer ou de cacher. La vérité est en fait (ce qu'on appelle...) un résultat sanctionné par le temps. Dans le présent, il n'y a que des informations et des opinions.

Accuse-t-on les « hommes politiques » de dissimuler leurs informations ? C'est-à-dire, attend-on de la classe politique dans son ensemble qu'elle publie immédiatement et sans commentaire *toutes* les informations qu'elle détient ? Agir en politique, n'est-ce pas trier, privilégier certaines informations sur d'autres ?

Ou bien accuse-t-on les politiques de dissimuler leur opinion ? Ce reproche-là pourrait être plus fondé, encore que pour qui lit ou écoute réellement les déclarations de nos leaders (et de leurs challengers) l'illusion ne soit guère possible. Voilà déjà deux sens à la question posée : auquel ont réagi les sondés ? Et du coup, quelle est la valeur de l'information ?

L. CUZIN
(Paris).

LU

« LA BONNE ÉCONOMIE », de Serge-Christophe Kolm

Sagesse dans les lointains

ETRANGE ! Deux économistes dont on ne peut dire qu'ils ont des atomes crochus, François Perroux et Serge-Christophe Kolm, se rapprochent un instant depuis que le second vient de publier un gros livre sur la « bonne économie ». On parle ici de don, de communauté, et dans un langage parfois lyrique, bien connu des lecteurs de « l'Europe sans rivages ». Cela dit, Kolm se lance dans une aventure où il prend des risques énormes : ceux qu'après une cinquantaine de pages le lecteur referme l'ouvrage sur les mots désabusés : « *Encore un rêveur !* ».

La réponse pourrait être double. Pourquoi ne pas rêver dans une société devenue aussi dure ? Pourquoi ne pas essayer de démontrer ce que pourrait être « l'économie de la meilleure société possible », même si la sagesse et l'amour qu'elle requiert risquent comme l'horizon de reculer à mesure que l'on paraît s'en approcher ? Après tout, Marx n'a-t-il pas osé proposer le communisme ?

Ce n'est pas sur cette longueur d'onde que se situe Serge-Christophe Kolm, ayant regardé ce qui se passait à l'Est. Son inspirateur serait plutôt Kant : « *Que chaque homme prenne chaque autre comme fin et jamais comme moyen.* » La grande thèse défendue par notre auteur est celle de « *la réciprocité générale* ». Qu'est-ce à dire ?

Le marché... ne marche pas toujours et le Plan (ou si l'on veut l'intervention étatique) est lourd. Ni *l'un* ni l'autre n'exaltent les plus belles *qualités de l'homme* mais fonctionnent, au contraire, à partir de sentiments bien peu nobles : avidité, jalousie, désir de domination, etc. Bien sûr, on ne peut se passer totalement du marché et du Plan, mais il faut que la « ressource humaine », comme dirait François Perroux, soit « exploitée » autrement que dans son sens péjoratif. La seule manière d'y arriver efficacement est d'appliquer concrètement le « *tous pour un, un pour tous* ». « *Chacun donne à la société, et réciproquement elle reçoit de l'ensemble des autres.* » Attention ! dans cette zone de l'économie, il ne s'agit plus d'échanges, mais véritablement de dons.

La dimension altruiste

Les motivations altruistes ne pourraient-elles être systématiquement développées pour le plus grand bien de l'économie ? Serge-Christophe Kolm le pense qui a découvert, on le sait, dans le bouddhisme, une force à ses yeux irremplaçable. « Réciprocité » ne rime pas seulement avec efficacité, mais elle rendrait plus gratifiants les rapports humains, portant même à mieux circonscrire les besoins réels et la vanité de certains autres. Déjà Alfred Sauvy plaidait depuis des années pour qu'on élabore enfin la « matrice des besoins », seule plate-forme valable pour mieux maîtriser l'emploi.

Avec l'acharnement et la culture qu'on lui *connaît*, Serge-Christophe Kolm tâche de prouver que la « bonne économie » n'est pas une utopie, qu'en commençant par des groupes assez restreints on pourrait ensuite, de proche en proche, gagner des territoires plus larges, par l'effet d'imitation, et fournir l'« information » indispensable et non moins bonne que celle du marché et du Plan, et les motivations suffisantes.

La puissance de travail de Kolm et ses vues sur les ressorts économiques de l'altruisme sont impressionnantes. Comme toujours, dans ce genre (assez rare) d'ouvrage, ce qui manque, c'est la bonne réponse à la question « Quelle politique faut-il mener dans l'histoire concrète pour aller vers ce progrès social ? ». Notre auteur renvoie à ses œuvres précédentes, et notamment à son ouvrage *Sortir de la crise* (1).

C'est à nos yeux très insuffisant. Il y a plus qu'un « chaînon manquant » entre les sociétés occidentales d'aujourd'hui et celle que Serge-Christophe Kolm appelle de ses vœux. Tant pis ! Qu'un économiste ait le courage de faire fond sur ce qu'il y a de meilleur en l'homme, pour sécréter des rapports de production, des transferts et des modes de consommation « différents », est trop rare pour que l'on ne salue pas cette entreprise avec faveur.

PIERRE DROUIN.

(1) Hachette, collection « Pluriel » 1983 (*le Monde* du 31 janvier 1984).

★ Presses universitaires de France, collection « Politique d'aujourd'hui », 480 pages, 150 F.

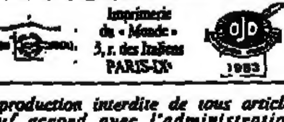
Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS – Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 500 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	605 F	859 F	1080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

étranger

LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES ET LIBYENNES DU TCHAD

Prudence, sinon méfiance à N'Djamena, satisfaction affichée des rebelles, telles sont les premières réactions tchadiennes à l'accord franco-libyen. De passage à Paris, M. Gouara Lassou, ministre tchadien des affaires étrangères, a déclaré, lundi 17 septembre, avant d'être reçu par M. Claude Cheysson : *« Nous ne comprenons pas que l'on ne nous ait pas mis au courant de ce qui se tramait, alors que c'est nous qui avons demandé à nos amis français de nous aider à nous défendre. »* M. Lassou a ajouté : *« Même si les troupes libyennes faisaient semblant de partir, elles ne feraient que se retirer au nord du Tchad, stationner à Aouzou, pour revenir dès que les soldats français seront partis. »* Au micro de Radio Monte-Carlo, M. Gouara Lassou a précisé que *« le gouvernement tchadien pense que la Libye ne fait que reculer pour mieux sauter »*.

A Tripoli, le porte-parole du GUNT de M. Goukouni Oueddeï, M. Adoum Yacoub, s'est félicité, dans une première réaction, de l'accord. *« Le GUNT,* a-t-il affirmé, *tenu constamment informé de l'évolution des contacts entre la Jamahiriya libyenne et la France en vue de l'évacuation totale et concomitante du Tchad des forces françaises et zaïroises et des éléments libyens d'appuis à l'armée nationale de libération, se félicite de l'accord intervenu. »*

A Paris, on relève toutefois que les troupes zaïroises — deux mille hommes environ — stationnées au Tchad ne sont pas mentionnées dans les textes annonçant l'accord franco-libyen. M. Gouara Lassou a déclaré à leur sujet qu'il appartenait *« au gouvernement zaïrois de voir quelle attitude adopter »*.

Entre-temps, plusieurs démarches ont été entreprises par le gouvernement français auprès de ses alliés africains. M. Charles Hernu a regagné Paris dans la nuit de lundi à mardi, après avoir été reçu, lundi en fin de matinée, pendant quarante-cinq minutes, par le chef de l'Etat tchadien à N'Djamena. Le ministre de la défense nous a affirmé qu'il se trouvait dans le bureau de M. Hissène Habré une heure avant la diffusion du communiqué du Quai d'Orsay, entendant ainsi démentir les informations selon lesquelles le président tchadien aurait appris la nouvelle de l'accord par la presse. Le général Lacaze, chef d'état-major général, qui accompagnait le ministre, est demeuré au Tchad, se rendant sur les positions françaises de Biltine, Salal, Moussoro et Abéché.

De son côté, M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération, s'est rendu lundi à Dakar, où il a été reçu par le président Abdou Diouf. Il devait regagner Paris ce mardi en milieu de journée. Quant à M. Guy Penne, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines et malgaches, il est arrivé, mardi matin, à Kinshasa, pour de brefs entretiens avec les autorités zaïroises sur le conflit tchadien.

Au Maroc, nous signale notre envoyé spécial Paul Balta, les autorités ont accueilli avec une vive satisfaction un accord qui, annoncé un mois après la signature de l'« union » avec Tripoli, ne pouvait survenir plus opportunément pour Rabat. Bien que les dirigeants marocains n'aient pas été associés aux négociations franco-libyennes, ils ne manquent pas de faire valoir que leur influence, autant que la conclusion de l'union avec la Libye, a pu indirectement contribuer à leur heureux dénouement. Même son de cloche, à Tunis, où le ministre des affaires étrangères, M. Beji Caïd Essebsi, a déclaré à notre correspondant Michel Deuré : *« C'est une bonne chose dont nous nous félicitons, parce qu'elle permet à la France et à la Libye de se dégager. L'essentiel est que les raisons ayant entraîné la présence des forces des deux pays au Tchad n'existent plus aujourd'hui. En outre, nous nous sommes toujours prononcés contre la présence de troupes étrangères sur le sol africain. »*

L'Algérie s'est également félicitée de *« l'annonce du retrait progressif des troupes étrangères »* qui *« favorise la réunion des conditions nécessaires à l'amorce d'un processus devant aboutir à un règlement durable du problème tchadien »*, selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Le secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine a exprimé, de son côté, son *« immense satisfaction »*, et se dit *« persuadé que cette décision peut assurer l'intégrité territoriale du Tchad et ouvrir la voie à un règlement pacifique et durable »*.

A Washington, tout en exprimant leur *« scepticisme »* à l'égard de toute promesse libyenne, les autorités américaines se sont déclarées *« favorables »* à l'accord. Le porte-parole du département d'Etat a rappelé que le gouvernement américain avait toujours été *« partisan au Tchad d'une solution pacifique qui préserve la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays et mette un terme à l'agression libyenne »*.

Alors que le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, se félicitait d'un *« pas dans la bonne direction »*, à Moscou, l'agence Tass s'est bornée, lundi après-midi, à annoncer l'accord entre Paris et Tripoli sans l'accompagner de commentaires.

La diplomatie secrète a joué un rôle majeur dans la conclusion de l'accord

« Un accord avec la France ne sera possible que le jour où elle admettra que le Tchad appartient aux Tchadiens, tout autant que l'Afrique aux Africains », nous déclarait le colonel Kadhafi à la veille de l'arrivée, à Tripoli, de M. Claude Cheysson. Le « guide de la révolution » libyenne formule ce *« principe fondamental »* sans une trace d'agressivité dans le ton. Détendu et souriant, il est assis comme à l'accoutumée au seuil de la tente dressée dans le parc verdoyant de Bab Azizia, qui entoure sa résidence. Plutôt qu'une interview, nous dit-il d'emblée, il préfère une conversation à bâtons rompus.

L'air tiède et embaumé, les cricris des grillons semblent concourir à la sérénité du colonel. Il égrène des souvenirs, évoque la carrière de Gamel Abdel Nasser, le fondateur de la République égyptienne, son mentor. *« Il m'avait donné un ultime conseil avant sa mort,* dit-il, l'air rêveur, *celui de nouer d'étroites relations avec la France, dans l'intérêt même de la Libye et du monde arabe. »*

Le conflit du Tchad, selon lui, n'est qu'un épiphénomène, un obstacle, qu'il faudra écarter pour atteindre cet objectif. *« Nous pourrions y rester jusqu'à la fin des temps ; la France n'en a pas les moyens. Alors, pourquoi ne pas s'entendre ? »*, ajoute-t-il.

Le colonel Kadhafi venait d'apprendre qu'un ministre français viendrait négocier un règlement. Mais il est visiblement sceptique. Pendant plus d'un an, de nombreux émissaires, français ou libyens, se sont succédé, à Tripoli et à Paris, *« mais nous continuons à tourner en rond »*, remarque-t-il, amer.

La mission secrète qu'avait entreprise M. Roland Dumas durant l'été de l'année dernière avait été pourtant couronnée de succès. L'ami de toujours et confident du président Mitterrand, qui, à l'époque, n'assumait aucune responsabilité ministérielle — s'était rendu à Tripoli à trois reprises avant d'informer le colonel Kadhafi, le 15 août 1983, que la France ne s'en prendrait pas aux forces libyennes, à condition que celles-ci ne franchissent pas la « ligne rouge » établie par les unités françaises pour séparer les belligérants tchadiens. Le « guide de la révolution » réagit vivement à cet avertissement, dénonçant pêle-mêle les *« colonialistes »* français qui s'ingèrent dans les affaires d'un pays voisin crucial pour la sécurité de la Libye et les *« impérialistes »* américains coupables d'avoir installé au pouvoir leur *« marionnette Hissène Habré »*. M. Roland Dumas l'écouta, sans mot dire, pendant près d'une heure. Pour lui dire ensuite, calmement, le sourire aux lèvres : *« Alors, colonel, c'est la paix ou la guerre que vous souhaitez ? »*.

La chronique ne dit pas si l'émissaire du président Mitterrand a révélé ou non au leader libyen les dispositions offensives de l'armée française. Quatre jours plus tôt, le 11 août, le président français avait reçu de l'état-major général un plan prévoyant la destruction du dispositif militaire libyen dans la bande d'Aouzou, qui servait de base arrière aux forces de Tripoli et des opposants tchadiens. Toujours est-il que le colonel Kadhafi se laissa convaincre, on ne sait comment, par M. Roland Dumas. Il est vrai que celui-ci l'avait assuré que l'opération Manta n'avait d'autre objectif que de mettre un terme aux hostilités pour favoriser des négociations entre Tchadiens, éventuellement sous l'égide de l'OUA (Organisation de l'unité africaine). Les deux hommes tombèrent d'accord pour estimer que le Tchad devrait demeurer un *« Etat indépendant, souverain et neutre »*. Le « guide de la révolution » s'engagea à empêcher tout affrontement entre forces adverses. L'émissaire français évoqua une éventuelle rencontre entre le chef de la révolution libyenne et le président Mitterrand. De retour à Paris, M. Roland Dumas confia à des amis : *« Kadhafi n'est pas fou ; il tiendra parole. »*

Le député de la Haute-Vienne a eu raison. Mais le gel des opérations militaires n'a pas été suffisant pour inciter les belligérants tchadiens à négocier, chacun des deux camps estimant que le soutien de ses protecteurs, libyens ou français, lui permettrait de maintenir indéfiniment ses exigences préalables. L'impasse a eu surtout comme effet de nourrir suspicions et méfiances entre la Libye et la France. La mission entreprise en février dernier par M. Claude Cheysson à Tripoli a été elle aussi positive puisque le ministre des relations extérieures était convenu avec le colonel Kadhafi que l'évacuation des deux armées s'effectuerait dès qu'un compromis aurait été conclu entre le chef de l'Etat tchadien, M. Habré, et le président du GUNT, M. Goukouni Oueddeï. Mais, quelques semaines plus tard, M. Francis Gutmann, secrétaire général du Quai d'Orsay, se présenta à Tripoli avec un plan de retrait échelonné, en commençant par un repli de 50 kilomètres de part et d'autre de la « ligne rouge ».

« L'imprévisible colonel »

La proposition a mis en colère le colonel Kadhafi, qui y a vu une manœuvre pour prolonger *l'« occupation »* française. Le projet du Quai était en réalité conçu pour mettre à l'épreuve la bonne foi du « guide de la révolution », loin d'être évidente aux yeux de la plupart des responsables français. D'autant moins que le colonel Kadhafi et ses représentants, surtout, ne cessaient de suggérer que les deux « chefs de guerre » — MM. Hissène Habré et Goukouni Oueddeï — devraient être « écartés » au profit d'un *« troisième homme »* qui serait acceptable à la Libye et à la France. A cette offre insolite, le président Mitterrand — qui n'a cessé d'être le maître d'œuvre de l'action diplomatique dans cette affaire — avait opposé un non catégorique : la France ne se prêtera pas à une telle opération, contraire au principe de non-ingérence dans les affaires d'un pays tiers, et demeurera fidèle aux engagements pris envers le gouvernement de N'Djamena.

A la mi-avril, le colonel Kadhafi avance davantage sur la voie de la conciliation. Par l'entremise de l'ancien chancelier autrichien Kreisky — qui entretient des relations amicales tout autant avec le chef de l'Etat libyen qu'avec le président de la République française, — il fait parvenir au président Mitterrand un message confidentiel dans lequel il prône un retrait *« immédiat, total et concomitant »* des deux armées, sans attendre le règlement du conflit inter-tchadien, et renouvelle son souhait de nouer des relations confiantes et fructueuses avec Paris dans tous les domaines. N'ayant pas reçu de réponse en mai, il rend publiques — dans une interview au *Monde* (du 12 mai) — ses propositions, en ajoutant qu'il conférait davantage d'importance à la coopération franco-libyenne qu'à l'avenir du régime de N'Djamena. Le doute persiste néanmoins à Paris, où l'on se demande si l'on peut faire vraiment confiance à « l'imprévisible » colonel. La réponse que ce dernier reçoit à sa missive en juin lui paraît *« singulièrement tardive »* et surtout *« évasive »*.

Le colonel change son fusil d'épaule. Dès la mi-juillet, il engage des négociations avec le roi du Maroc, qui aboutissent, le 13 août, à la signature du traité d'union. Ce *« mariage contre nature »* brise l'isolement de la Libye, brouille les cartes au Maghreb, du coup embarrasse la France tout en privant Hissène Habré du soutien auquel celui-ci pouvait prétendre de la part du royaume chérifien et de ses alliés « modérés » en Afrique. Le colonel Kadhafi feint de changer de cible. *« Notre conflit n'est plus avec Habré mais avec la France, qui refuse d'évacuer le Tchad ! »*, s'exclame-t-il, le 2 août, dans un discours prononcé à Benghazi. Et — sans rancune — il annonce qu'il *« tend la main à Habré pour l'aider à libérer son pays... »*. Une semaine plus tard, il reçoit dans le plus grand secret — tout en le laissant savoir — des dirigeants indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, auxquels il promet une aide financière. Dans son allocution du 1er septembre, enfin, il menace d'infliger à la France une débâcle *« pire que celle de Dien-Bien-Phu »*.

Les responsables français ne sont nullement impressionnés par la rhétorique du colonel Kadhafi, d'autant moins que les échanges secrets avaient repris dès la mi-août avec de multiples émissaires libyens, qui, chacun de son côté, expliquaient, que Tripoli souhaitait sincèrement une normalisation. Leurs interlocuteurs français en sont déjà persuadés grâce à une analyse approfondie de la difficile conjonture intérieure qu'affronte les dirigeants de Tripoli. Certains émissaires s'adressent à M. Roland Dumas, d'autres se confient au Quai, d'autres encore à des membres de l'entourage de M. Mitterrand. M. Guy Penne, conseiller à l'Elysée, se rend dans diverses capitales africaines pour les sonder et les rassurer, dans la perspective d'un proche retrait des forces françaises du Tchad. On connaît la suite avec la mission de l'ancien ambassadeur Guy Georgy.

Lors de ses entretiens avec M. Cheysson, le colonel Kadhafi accepte d'emblée toutes les propositions françaises, y compris la mise en place d'observateurs de pays choisis en commun pour veiller à l'évacuation totale du Tchad. Mais les Libyens avaient demandé, entre autres choses, un délai plus long pour retirer leurs troupes. Il est vrai qu'en 1981 il avait fallu seulement une dizaine de jours pour rapatrier l'armée libyenne — environ 18 000 hommes se trouvaient alors au Tchad. Mais les quelques quatre mille militaires libyens actuellement éparpillés dans le désert septentrional du pays se heurtent à des problèmes de logistique autrement plus complexes. Jugeant cet argument légitime, l'état-major français a donné son accord pour que l'évacuation soit achevée en quarante-cinq jours et non en cinq, comme Paris le souhaitait initialement.

Est-ce le début de la détente ? Le colonel Kadhafi paraît prendre en considération les préoccupations de la diplomatie française. Avant même que l'accord ne soit conclu avec M. Cheysson, il nous disait qu'il estimait *« positive »* la proposition de M. Chadli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe (*le Monde* du 11 septembre), de réunir un sommet des pays du Maghreb pour résoudre, entre autres, le conflit du Sahara occidental. *« Le roi du Maroc et moi-même,* ajoutait-il, *souhaitons rassembler et non diviser les pays de cette région. »*

ERIC ROULEAU.

Vingt années d'affrontements

1960

11 AOUT. — Proclamation de l'indépendance.

1965

JANVIER. — La moitié nord du pays, qui était sous contrôle de l'armée française, passe sous administration tchadienne. Quelques mois plus tard, début de la rébellion dans le Ouaddaï, province frontalière du Soudan, dans le Nord-Est.

1966

JUIN. — Création d'un Front de libération nationale (Frolinat), au Soudan.

1968

28 AOUT. — Le président Tombalbaye fait appel aux troupes françaises pour mettre fin à la rébellion dans le nord du pays.

1969-1972

Nouvelle intervention militaire française.

1973

Occupation de la bande d'Aouzou, dans l'extrême Nord, par les forces libyennes (N'Djamena a rompu ses relations avec Tripoli en 1971).

1974

21 AVRIL. — Trois Français, dont Mme Claustre, sont pris en otages dans le Tibesti par les rebelles sous le commandement de MM. Goukouni Oueddeï et Hissène Habré. Ils seront libérés trois ans plus tard. Entre-temps, en 1975, le commandant Galopin a été exécuté par les rebelles.

1975

13 AVRIL. — Assassinat du président Tombalbaye, auquel succède le général Malloum.

1977

20 JUIN. — La France fournit un appui logistique au général Malloum face à une offensive des rebelles dans le Nord.

1978

29 AOUT. — A la suite d'un compromis, M. Hissène Habré devient premier ministre du général Malloum.

1979

FÉVRIER. — Début du conflit armé entre M. Hissène Habré et le général Malloum.

23 MARS. — Accord à Kano (Nigeria) sur la mise en place d'un « Conseil d'Etat provisoire » présidé par M. Goukouni Oueddeï.

10 NOVEMBRE. — A la suite des accords de Lagos, signés le 21 août, un gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), présidé par M. Goukouni Oueddeï, est mis en place. Il rassemble onze « tendances », et M. Hissène Habré en est le ministre de la défense.

1980

21 MARS. — Début de la guerre civile entre les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré et ses trois principaux anciens partenaires, MM. Goukouni Oueddeï et Acyl Ahmat, ainsi que le lieutenant-colonel Kamougué. M. Hissène Habré est démis de ses fonctions par M. Goukouni Oueddeï tandis que les forces françaises entreprennent d'évacuer le pays.

17 MAI. — Fin de l'évacuation des forces françaises.

15 JUIN. — Accord de défense entre la Libye et M. Goukouni Oueddeï.

14 DÉCEMBRE. — L'intervention de l'artillerie et des blindés libyens à N'Djamena contraignent les FAN de M. Hissène Habré à se replier sur la frontière soudanaise.

1981

SEPTEMBRE. — De durs combats contre les forces libyennes permettent aux FAN d'élargir la zone sous leur contrôle dans l'est du pays. Au même moment, M. Goukouni Oueddeï est reçu à l'Elysée.

22 OCTOBRE. — De Cancun, M. Mitterrand réclame l'envoi « d'urgence » d'une force interafricaine au Tchad.

26 OCTOBRE. — Paris confirme l'envoi d'un « appui logistique » à M. Goukouni Oueddeï.

3 NOVEMBRE. — Annonce du retrait des troupes libyennes du Tchad à la demande du GUNT de M. Goukouni Oueddeï.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE. — Après le refus, par M. Goukouni Oueddeï, de leur proposition d'armistice, les FAN de M. Hissène Habré étendent leur contrôle à l'est du pays et occupent Abéché.

1982

FÉVRIER-MAI. — Les FAN occupent progressivement le nord du Tchad, à l'exception de la bande d'Aouzou, sous contrôle militaire de Tripoli.

7 JUIN. — Les troupes de M. Hissène Habré prennent N'Djamena.

AOUT-SEPTEMBRE. — Les FAN occupent le Sud tchadien. Les coalisés du GUNT se sont repliés sur le Tibesti.

1983

MAI-JUIN. — Les coalisés, équipés par Tripoli et appuyés par l'armée libyenne, reprennent plusieurs oasis dans le Nord tchadien avant de lancer une offensive sur l'Est et d'occuper momentanément Abéché.

FIN JUILLET. — A l'occasion d'un raid-surprise, M. Hissène Habré, à la tête de ses troupes, reprend Faya-Largeau. Mais il doit l'évacuer six jours plus tard sous les bombardements de l'aviation libyenne.

8 AOUT. — Déclenchement de l'opération Manta. Trois mille soldats français occupent le centre tchadien, jusqu'à la hauteur du 15e parallèle.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE. — Des contacts ont lieu en vue de la tenue d'une conférence de réconciliation entre Tchadiens.

1984

JANVIER. — Echec de la réunion d'une conférence de réconciliation sous l'égide de l'OUA, à Addis-Abeba.

FÉVRIER. — A la suite d'un accrochage, au cours duquel un pilote français est tué, le contrôle opérationnel des troupes françaises est étendu au 16e parallèle. M. Claude Cheysson se rend à N'Djamena, à Addis-Abeba et à Tripoli.

FIN AOUT. — M. Mitterrand se rend à deux reprises au Maroc, qui vient de signer une union d'Etats avec la Libye. Au même moment, représentant le gouvernement français au quinzième anniversaire de la révolution libyenne (1er septembre), M. Guy Georgy négocie avec les Libyens.

15 et 16 SEPTEMBRE. — M. Cheysson séjourne secrètement à Tripoli, où il est reçu par le colonel Kadhafi.

17 SEPTEMBRE. — Paris et Tripoli annoncent le retrait « simultané et concomitant » des troupes françaises au Tchad et des éléments d'appui libyens.

LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES

Consensus en France

(Suite de la première page.)

Même chose, dit-on toujours du côté français, au mois de mai, lorsque le colonel Kadhafi affirme dans une interview au *Monde* — reconnaissant ainsi pour la première fois la présence de ses *« éléments d'appui »* au Tchad — qu'il accepte le principe d'un retrait simultané de ses forces et des forces françaises du Tchad (1).

La France a-t-elle fait la sourde oreille, comme on l'ffirme aujourd'hui à Tripoli ?

On le nie à Paris, mais avec une certaine mollesse. L'intérêt de la France, après tout, n'était-il pas d'attendre que le matériel militaire sophistiqué du colonel commence à « pourrir » dans le désert du nord du Tchad, que la grogne se développe dans le contingent libyen et dans la Légion islamique de même obédience, que la situation intérieure se détériore en Libye, que les fractures décelées dans le front anti-Hissène Habré s'élargissent ? N'avait-on pas toujours maintenu dans la capitale française que toute négociation sérieuse dépendrait du rapport des forces sur le terrain et qu'il fallait accepter, avant de pouvoir se dégager d'une manière honorable, de tenir le terrain le temps qu'il faudrait ?

C'est au début de l'été que la situation paraît « mûre » à M. Cheysson. Après avoir obtenu l'accord du président de la République, le ministre des relations extérieures envoie un nouveau « ballon d'essai » au colonel Kadhafi en la personne d'un vieux briscard de la Tripolitaine, M. Guy Georgy, ancien ambassadeur à Tripoli, à Alger et à Téhéran, ancien directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay.

M. Georgy est à la retraite, mais qu'importe, il a le « contact » avec le colonel Kadhafi. Il part donc représenter officieusement la France aux cérémonies du 1er septembre pour la célébration du quinzième anniversaire de la prise du pouvoir par le colonel Kadhafi.

« Je viens n'importe quand »

M. Georgy rentre à Paris sans message formel de ses hôtes. Il n'a pu rencontrer à Tripoli que M. Triki, le ministre des affaires étrangères, et le commandant Jalloud, le numéro deux de la Jamahiriya libyenne ; les propos tenus en mai par le colonel Kadhafi lui ont certes été répétés, mais sans conviction, semble-t-il. Soudain, jeudi dernier, le 13 septembre, tout commence à bouger : Tripoli fait savoir à Paris qu'on est prêt à accueillir M. Cheysson. Réponse immédiate de ce dernier : *« Je viens n'importe quand. »* Le lendemain, nouveau message libyen : le ministre français est attendu le samedi 15 septembre à 17 h 30 par le colonel Kadhafi.

M. Cheysson sera au rendez-vous, mais, vu l'importance de l'enjeu et les difficultés apparues au cours de cette première discussion, il décide de retourner dans la nuit de samedi à dimanche à Paris pour rendre compte à M. Mitterrand. Les deux hommes se rencontrent dimanche matin, au domicile privé du président de la République, rue de Bièvre, et mettent les choses au point. Pour donner le change à ses collaborateurs, M. Cheysson prend soin d'en appeler quelques-uns au téléphone sous divers prétextes. Ayant ainsi « prouvé » sa présence à Paris, il peut repartir en fin de matinée pour Tripoli, toujours accompagné du seul Bruno Delaye, membre de son cabinet, mais qui ne prendra pas part aux négociations.

L'affaire sera conclue dans les heures qui suivent, d'abord avec le colonel Kadhafi pour les grandes lignes, ensuite avec M. Ali Triki pour les détails, mais ce dernier ponctue les ultimes palabres de nombreux coups de téléphone à son chef suprême. Retour de M. Cheysson à Paris : lundi matin, vers 4 heures. Le ministre est manifestement épuisé, mais il est ravi. Ne dit-on pas en effet qu'il avait craint un moment que l'obstination de M. Mitterrand à se rendre en visite, fût-elle *« strictement privée »*, au Maroc ne mette en péril toute l'opération ? Le voilà aujourd'hui rassuré. Sans doute M. Mitterrand a-t-il parlé du Tchad au roi Hassan II, lors de son séjour à Ifrane. Sans doute Hassan II a-t-il parlé ensuite du Tchad au colonel Kadhafi. Mais qu'on se le dise : la France n'a jamais eu besoin d'un médiateur et n'y a jamais eu recours dans cette affaire... Il n'empêche : la signature du traité d'union marocolibyen, le 13 août dernier, à Oujda, a sans aucun doute influencé dans un sens positif l'évolution des rapports franco-libyens, et ce n'était pas évident au départ.

L'accord de Tripoli, cela dit, a ses limites. Tout d'abord parce que ce n'est pas un accord. En quarante-huit heures passées en Libye, M. Cheysson n'a rien signé ; il a simplement négocié les termes d'une déclaration simultanée. En droit international, cela ne vaut même pas ces chiffons de papier que l'on déchire. Peut-être est-ce pour cela, d'ailleurs, que l'on ne crie qu'à moitié victoire à Paris.

Plutôt que de victoire, c'est d'un nouvel « épisode » de la guerre du Tchad qu'on parle en privé. Un épisode certes important, mais qu'il convient de ramener à sa vraie mesure, et qui sera jugé au fil des semaines et des mois (personne n'ose encore parler d'années). Du respect des engagements non écrits de Kadhafi, ajoute-t-on, dépendront les promesses (également non écrites) qui auront pu être esquissées par la France : invitation du bouillant colonel à Paris ; pressions sur M. Hissène Habré pour qu'il « ouvre » encore plus son équipe ; compréhension pour régler le contentieux économique qui existe encore entre les deux pays.

Ainsi va la crise du Tchad, à petits pas, à longues palabres. A très court terme, il va falloir que Paris et Tripoli s'entendent sur la nationalité de ces quelques dizaines d'observateurs qui vont être chargés de vérifier l'évacuation *« totale et concomitante »* des forces françaises et libyennes du Tchad.

Des Marocains seront-ils de la partie ? On ne le pense pas, puisque le voyage de M. Mitterrand dans ce dernier pays a été *« strictement privé »*. Alors ? Peut être des Sénégalais seront-ils volontaires, puisque M. Nucci était lundi à Dakar. Peut-être aussi faudra-t-il compter des Nigérians puisque le ministre des affaires étrangères de Lagos déjeune ce mardi avec M. Cheysson. Mais quelle importance après tout, puisque tous ces observateurs, si les informations recueillies à Paris sont vérifiées, devront eux aussi quitter le Tchad *« avec la dernière colonne »* étrangère stationnée là-bas ?

L'absence de tout observateur après le 15 novembre constitue, si elle est confirmée, l'un des points faibles de l'accord de Tripoli. Comment en effet établir les vraies responsabilités en cas de reprise des hostilités dans le nord du Tchad puisqu'il est prouvé qu'il n'y a jamais de guerre civile strictement nationale dans ce pays ? Paris, certes, dispose de moyens d'écoute et d'observation fort sophistiqués, encore qu'on ne veuille pas en faire état officiellement, mais n'eût-il pas été plus prudent de pouvoir compter sur le témoignage de représentants de pays tiers ?

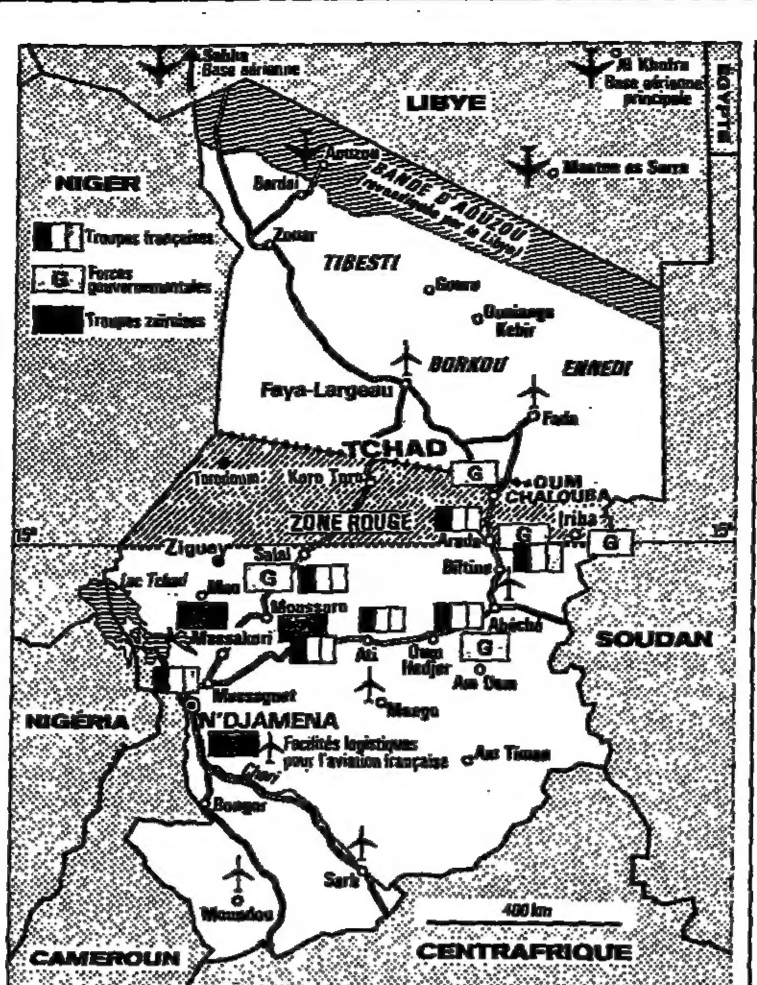
Autre zone d'ombre : l'accord de coopération militaire qui lie la France à N'Djamena. Pour Paris, cet engagement tient toujours, et il dépend du seul colonel Kadhafi qu'il soit réactivé ou non. C'est ce que M. Cheysson a voulu exprimer sous une forme lapidaire, lundi, lorsqu'il a déclaré à Antenne 2 : *« Les Libyens restent, nous restons. Ils partent, nous partons. Ils sont revenus, nous sommes revenus. »*

Le colonel Kadhafi doit sans doute faire une autre analyse de la situation et peut être enclin à considérer l'accord franco-tchadien comme caduc. Ses difficultés actuelles rendent peu probables de nouveaux développements à court terme, mais on ne doit pas se contenter du court terme lorsqu'on parle du Tchad, tant les renversements de situation sont brusques et nombreux. Le colonel Kadhafi, qui ne manquera pas un jour de tirer argument de l'accord de Tripoli pour « justifier » son occupation de la bande d'Aouzou, dont l'évacuation n'est pas prévue, le sait mieux que tout autre (2). N'a-t-il pas d'ailleurs déjà présenté l'accord de Tripoli comme *« un cadeau à la France socialiste »*, cadeau qu'il serait prêt à refaire en ce qui concerne la Martinique et la Réunion ? La partie de bras de fer entre Paris et Tripoli n'est peut-être pas terminée, même si MM. Mitterrand et Cheysson viennent de remporter un round déterminant.

JACQUES AMALRIC.

(1) *Le Monde* du 11 mai 1984.

(2) *« C'est une vieille histoire. L'ONU s'en occupera le moment venu »*, a déclaré à ce sujet lundi à N'Djamena M. Herna, qui venait d'être « détourné » de son voyage en Jordanie pour avertur *in extremis* M. Hissène Habré de l'accord franco-libyen.



La Libye occupe militairement la bande d'Aouzou depuis 1973. Les principales bases libyennes dans le BET (Borkou Ennedi Tibesti) sont celles de Faya-Largeau et de Fada. Les troupes françaises sont stationnées entre le 14e et le 15e parallèle, mais elles exercent, depuis février 1984, une surveillance opérationnelle jusqu'à la hauteur du 16e parallèle, dans la « zone rouge ». Les troupes gouvernementales tchadiennes, de M. Hissène Habré, occupent le Tchad au sud du 16e parallèle, où vivent plus de 90 % de la population. Mais elles montent également des opérations de reconnaissance au nord du 16e parallèle, notamment dans le Nord-Est, aux alentours de Fada. Les forces zaïroises (2 000 hommes) sont installées à N'Djamena avec une antenne à Ati, dans le centre du pays.

Les antagonistes tchadiens

L'histoire des mouvements politico-militaires au Tchad est l'une des plus compliquées d'Afrique noire, puisque ce pays, aujourd'hui peuplé de six à sept millions d'habitants, a compté jusqu'à onze « tendances » qui ont signé, en 1979, à Lagos (Nigéria), un accord — d'ailleurs rompu au bout de sept mois — sur la formation du GUNT (gouvernement d'union nationale de transition). Le panorama politique tchadien s'est, cependant, considérablement simplifié depuis puisque, face aux forces pro-gouvernementales, on compte aujourd'hui trois groupes d'opposants d'importance inégale.

● **Les forces gouvernementales**

— *L'UNIR.* — A N'Djamena, le gouvernement élargi formé le 24 juillet par le président Hissène Habré s'appuie sur l'UNIR (Union nationale pour l'indépendance et la révolution), créée un mois plus tôt. Les anciennes FAN (Forces armées du Nord, de M. Hissène Habré) et d'autres « tendances » de 1979 sont regroupées au sein de ce mouvement présidé par le chef de l'Etat.

● **Les oppositions**

— *Le groupe de Bardaï.* — Dirigé par M. Goukouni Oueddeï et appuyé par la Libye, le GUNT a été remanié au mois d'août. Il s'appuie, pour l'essentiel, sur deux mouvements politico-militaires : les FAP (Forces armées populaires) de M. Goukouni Oueddeï et la faction du CDR (Conseil démocratique de la révolution) fidèle à M. Rakhis Manani. En effet, le chef du CDR, M. Acheikk Ibn Omar, a été démis, fin août, de ses fonctions de « ministre de la défense ».

— *Le groupe de Ouagadougou.* — Réunis, en août, dans la capitale du Burkina (ex-Haute-Volta), plusieurs opposants à M. Hissène Habré se sont séparés de M. Goukouni Oueddeï, accusé d'être *« inféodé »* à la Libye, et renvoient N'Djamena et le groupe de Bardaï dos à dos. Ils ne semblent pas disposer de groupes sur le terrain.

— *Les opposants de Paris.* — Un certain nombre de personnalités tchadiennes, exilées en France, conservent leurs distances à l'égard du gouvernement de N'Djamena.

Sur le plan militaire, l'évaluation des forces en présence est d'autant plus difficile qu'on ignore l'équipement dont disposeront, après un retrait libyen, les rebelles de Bardaï (Tibesti). Les FAP et le CDR regrouperaient, actuellement, quelques milliers de combattants aguerris. En face, les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) compteraient entre vingt mille et trente mille hommes, dont une dizaine de milliers seraient opérationnels.

Les réactions dans la presse quotidienne nationale...

« L'annonce de l'évacuation « totale et concomitante », à partir du 25 septembre, des troupes françaises et libyennes stationnées au Tchad est une bonne nouvelle », écrit José Fort dans *l'Humanité*. La presse quotidienne nationale est presque unanime à voir dans cette évacuation un succès de la diplomatie française. Dans *Libération*, Serge July souligne : *« Il est vrai qu'à partir d'une situation particulièrement difficile, c'est-à-dire militairement très favorable au colonel libyen, Mitterrand a réussi à mettre le temps de son côté. (...) Au regard des objectifs que poursuivait Mitterrand en intervenant militairement au Tchad, cette décision commune de retrait est un succès. »* Mais il ajoute : *« Reste l'avenir du Tchad. Et là, rien n'est sûr. »*

Pour Guy Claisse (*le Matin*) : *« L'annonce du retrait simultané des troupes libyennes et françaises du Tchad devrait logiquement apparaître comme un succès pour la France. (...) Les troupes françaises ont rempli la mission qui leur était assignée. Elle n'était pas aisée. »* Il note toutefois : *« La crise tchadienne a connu depuis dix ans trop de rebondissements pour que l'on puisse d'ores et déjà pousser un « ouf » de soulagement définitif. »*

Dans *le Quotidien de Paris*, Philippe Tesson écrit : *« On retiendra seulement, pour s'en féliciter, que cet accord a été signé. Dans le principe, c'est une bonne chose, pour la paix, pour le Tchad et pour la France. Pour la France, car notre pays était engagé depuis plus d'un an dans une aventure précaire, dont l'issue apparaît aujourd'hui un peu miraculeuse. Mitterrand se tire de ce guêpier non sans habileté, et avec les honneurs de la guerre. »* (...). Puis il s'interroge : *« De quel prix la France paie-t-elle le retrait libyen du Tchad? »*, avant d'affirmer : *« Le président français prend sur Kadhafi un pari bien aventureux. »*

Michel Dumont (*la Lettre de la Nation*) exprime une inquiétude analogue : *« Quelles garanties le gouvernement français a-t-il obtenues de la Libye afin que, d'ici quelques semaines ou quelques mois, celle-ci ne s'installe pas de nouveau en territoire tchadien? »*

Sous le titre « Règlement provisoire », Serge Maffert constate dans *le Figaro* : *« Un « ouf! » de soulagement est perceptible très nettement à Paris : le piège tchadien ne se refermera pas définitivement sur les soldats français qui montent la garde depuis plus d'un an dans le désert tchadien. « Ouf! » aussi à Tripoli où le colonel Kadhafi s'est finalement aperçu que le temps, en Afrique, ne travaille pas forcément pour lui. »*

...et régionale

« François Mitterrand a réussi à sortir la France du bourbier tchadien, écrit Alain Genestas dans *l'Echo républicain*. Il ajoute : *« Incontestablement, ce double retrait négocié est une victoire personnelle pour François Mitterrand. On ne peut pas dire que l'opposition et le Parti communiste l'aient beaucoup aidé et beaucoup soutenu dans sa tâche. Sa quasi-solitude politique sur ce problème précis ne fait aujourd'hui que conforter sa victoire. »*

« L'accord entre la France et la Libye (...) est un succès pour François Mitterrand », peut-on lire dans *le Courrier de l'Ouest* sous la plume d'Alain Danjou. Joël Aubert, dans *Sud-Ouest*, n'écrit pas autre chose.

Pour Patrick Le Dantec (*Ouest-France*), le président de la République *« peut se vanter d'avoir manœuvré au Tchad mieux que tous ses prédécesseurs de la Ve République »*.

Mais les éditorialistes de la presse régionale restent aussi circonspects que leurs confrères parisiens sur les conditions de l'application par les Libyens de l'accord conclu.

N. A.

Les autorités françaises disposent de plusieurs atouts pour réaliser un dégagement en bon ordre

En se retirant progressivement et simultanément de leurs positions actuelles, les forces libyennes auront atteint la bande d'Aouzou, dans le nord du Tchad, qu'elles occupent depuis onze ans maintenant, plus vite que l'armée française n'aura rallié sa base arrière de N'Djamena. Question de distance géographique et de dissymétrie des deux dispositifs militaires qui se font face depuis treize mois et demi. Les deux armées se sont observées et défiées sans jamais s'affronter directement, laissant à leurs partenaires locaux le soin d'en découdre à l'intérieur d'un *no man's land* parfaitement circonscrit, telle une arène où chacun se contente de pousser ses propres pions.

C'est l'image d'une étrange guerre des sables, qui aura coûté à la France de l'ordre de 1 500 millions de francs dans l'état actuel des choses, et qui aura provoqué la mort de douze militaires français, dont onze par accidents. C'est aussi un lieu, l'Afrique, où, jamais depuis la fin de la guerre d'Algérie, la France n'aura engagé autant d'hommes en armes d'un seul coup, soit un contingent permanent de 3 200 cadres et engagés, dont 2 800 environ pour la seule armée de terre.

En août 1983, il a fallu un véritable pont aérien pour acheminer ces 3 200 hommes et leurs 3 500 tonnes de matériels divers au sein d'une force baptisée Manta et successivement commandée par le général Jean Poli et le général Yves Béchu. Cette force devait ensuite recevoir l'appui de l'aviation de combat (Jaguar d'attaque protégés par des Mirage et soutenus par des Transall et des KC-135 de ravitaillement) et de l'aéronavale (Breguet-Atlantic de guidage et de surveillance).

L'état-major ne lésina pas sur la qualité du matériel de combat expédié sur place, à commencer par les hélicoptères Gazelle armés de canons-mitrailleurs ou de missiles antichars Hot, par les blindés à roues AMX-10 RC équipés des derniers « gadgets » électroniques, par les équipements de guerre électronique les plus modernes ou par ces missiles sol-air à très courte portée en cours d'expérimentation, encore, chez leur constructeur. Le tout dispersé sur la base arrière de N'Djamena et selon deux axes de défense : Moussoro-Salal à l'ouest du pays et Arada-Biltine-Abéché à l'est. Ce dispositif était censé stopper sur le quinzième parallèle une pénétration adverse.

Un tournant

Officiellement, la force Manta était là pour soutenir les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) du président Hissène Habré, c'est-à-dire pour les instruire, recompléter leurs matériels ou leur logistique et les soigner. Une mission accomplie à ce jour, à raison de 800 personnels instruits et 720 autres « recyclés » dans trois centres d'entraînement, à Moussoro, Biltine et à Koundol, près de la capitale.

En face, le dispositif libyen prit au fil des jours une certaine consistance, avec de l'ordre de 3000 hommes stationnés entre la bande d'Aouzou et une ligne de défense qui passait par Faya-Largeau et Fada, dans le nord du Tchad, au début du mois d'août, puis avec environ 5000 hommes durant l'hiver dernier et un matériel aussi perfectionné que du côté français. Les interceptions électromagnétiques opérées par les forces Manta en témoignent, même si les Libyens et leurs alliés de la coalition du Gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) de M. Goukouni Oueddeï eurent des difficultés.

Ces difficultés, précisément, apparurent en janvier dernier, lorsque les éléments hostiles à M. Hissène Habré tentèrent de contourner le dispositif franco-tchadien lors du raid contre Ziguey, dans l'ouest du pays, qui entraîna la mort en service commandé d'un pilote de Jaguar, le capitaine Michel Crocci. L'échec de ce coup de main constitue, probablement, le tournant des opérations. D'un côté, la France décida de déplacer, à 100 kilomètres plus au nord, sa ligne de défense, jusqu'au seizième parallèle, en avertissant qu'elle ouvrirait désormais le feu en état de légitime défense. De l'autre, les Libyens et leurs alliés prirent sans doute conscience de leur enlisement, les premiers en ne venant pas à bout de leurs difficultés logistiques et les seconds en constatant un début de désertion dans leurs rangs, avec des ralliements en faveur des FANT.

L'accord de coopération militaire

De quelque manière qu'il soit organisé, un dégagement en bon ordre est toujours aussi périlleux que l'installation du dispositif militaire, qui l'a précédé. En la circonstance, la France dispose de trois atouts qui peuvent le favoriser.

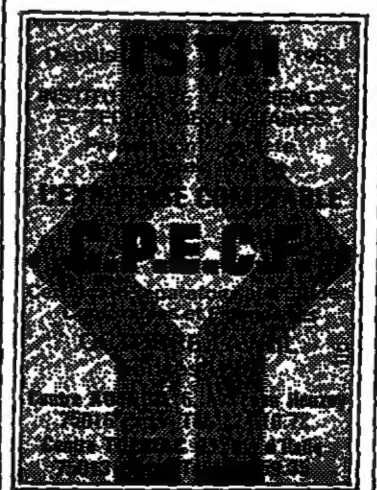
En premier lieu, l'armée française aligne des avions, du modèle Breguet-Atlantic ou Transall, qui lui permettent d'observer l'application d'un plan de dégagement concomitant et cela pour son propre compte, sans l'aide d'autrui. Cette panoplie viendrait en aide à l'action, sur le terrain, d'observateurs de tiers pays. En second lieu, elle peut utiliser la nouvelle piste, allongée, de l'aéroport de N'Djamena où, désormais, atterissent des avions gros-porteurs, de la classe d'un Boeing-747. Pour rembarquer les matériels lourds et encombrants acheminés durant l'été de 1983, de tels avions sont préférables aux Transall qui les y amenèrent et dont les perfomances sont insuffisantes, au point de requérir des escales intermédiaires.

Mais surtout, et il s'agit du troisième avantage dont bénéficient les autorités françaises, l'accord de coopération militaire technique, conclu le 6 mars 1976 à N'Djamena entre les deux pays, n'a jamais été dénoncé par le Tchad et, à plus forte raison, par la France. Cet accord intergouvernemental, ratifié par le Parlement français, fixe les conditions d'une assistance de Paris à N'Djamena pour tout ce qui concerne la mise à disposition de conseillers militaires français, la formation et le perfectionnement de cadres tchadiens, et la fourniture de matériels et d'équipements militaires, sans parler des droits de survol de l'espace aérien tchadien, d'escale et de transit pour les forces armées françaises.

Cette convention interdit, en principe, à un conseiller militaire français au Tchad de participer directement à des opérations de guerre ou de maintien de l'ordre ou de la légalité.

Néanmoins, ce texte fonde les conditions dans lesquelles le gouvernement tchadien peut réclamer de la France son concours en personnels militaires pour l'organisation, l'encadrement et l'instruction des forces armées régulières. Autant de considérations qui, le cas échéant, sont une garantie offerte, au gouvernement tchadien, de la solidarité qui le lie à son allié français et, du même coup, une dissuasion face à de nouvelles velléités expansionnistes d'un voisin trop remuant.

JACQUES ISNARD.



22 300 MILITAIRES FRANÇAIS STATIONNÉS OUTRE-MER

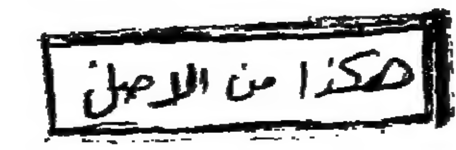
Outre le Tchad, où la France maintenait jusqu'à présent environ 3 200 hommes de l'opération « Manta », le dispositif militaire français outre-mer comprend 19 100 hommes (militaires d'active, appelés volontaires et personnels civils), soit de l'ordre de 2,7 % des effectifs totaux des armées françaises.

Cette présence outre-mer requiert, en 1984, un budget estimé à 4 175 millions de francs, soit un peu moins de 3 % des dépenses militaires globales de la France, tant pour ce qui concerne le fonctionnement que l'équipement de ces forces.

Le dispositif comprend quatre commandements dans les départements et territoires d'outre-mer (Antilles-Guyane, Polynésie, sud de l'océan Indien, Nouvelle-Calédonie) et quatre autres commandements à l'étranger (Djibouti, Sénégal, Côte-d'Ivoire et Gabon). A ce réseau de bases permanentes, il convient d'ajouter un détachement d'un millier d'hommes en République centrafricaine (à Bangui et à Bouar), un pays qui a servi de base-relais et de base-arrière à l'opération « Manta ».

ET LIBYE

L'opération



هكذا من الاصل

EN DÉPIT DES FRICTIONS AVEC PARIS

L'opération Manta a permis à M. Hissène Habré de renforcer son régime

M. Hissène Habré, depuis plus d'un an déjà, considère la France comme son alliée. Mais comme un allié difficile, dont les objectifs ne coïncident pas toujours avec les siens et avec lequel les relations sont teintées, pour le moins, de soupçon. En août 1983, il avait amèrement reproché à Paris de ne pas lui fournir l'appui aérien nécessaire à la défense de Faya-Largeau, qu'il avait dû abandonner sous un déluge d'obus libyens. Quelques jours plus tard, une fois l'opération Manta déclenchée, il s'était sans doute félicité de l'appui militaire français mais avait regretté que la France ne l'aide pas à reconquérir le nord du territoire tchadien.

Cette fois, il y a eu quelques grincements de dents supplémentaires à N'Djamena, notamment parce que les autorités tchadiennes n'ont pas été, pour autant qu'on le sache, tenues au courant des tractations entre la Libye et la France et que l'audience de M. Charles Hernu, lundi en fin de matinée, par le président tchadien, a pratiquement coïncidé avec la première dépêche de l'Agence France-Presse annonçant l'accord entre Paris et Tripoli. M. Gouara-Lassou, ministre des affaires étrangères de N'Djamena, a même déclaré sa surprise au micro de Radio Monte-Carlo. Il a surtout émis de sérieuses réserves sur les intentions libyennes : *« Nous ne croyons pas que la Libye puisse réellement se retirer du Tchad »*, a-t-il résumé.

M. Hissène Habré, auquel les socialistes français avaient préféré, au départ, M. Goukouni Oueddeï, son principal adversaire, n'en reste pas moins le principal bénéficiaire de l'opération Manta, même si l'accord franco-libyen mettant un terme à cette intervention ne pourra se juger réellement qu'à son application.

En premier lieu, l'opération Manta a gelé les combats, empêchant toute offensive des Libyens et de leurs alliés locaux sur N'Djamena après la chute de Faya-Largeau. En second lieu, elle a permis à M. Hissène Habré de réorganiser sa petite armée, alors à bout de souffle, puisque les meilleurs éléments avaient été contraints, dans des conditions périlleuses, de se sauver de Faya-Largeau, abandonnant alors une partie de leur matériel.

Sous la protection du parapluie militaire français, le président Hissène Habré a pu également relancer une machine administrative complètement désorganisée – les salaires n'étaient plus payés depuis deux ans – lorsqu'il avait pris N'Djamena, le 7 juin 1982. Même si des poches de disette font leur réapparition, en ce moment, au Tchad, le pays est gouverné. Dans le Sud, région du coton, les ralliements de dissidents ne se sont pas fait aisément, d'autant que N'Djamena n'a pas toujours de quoi les loger, les nourrir et les payer. On l'a vu encore récemment quand des « commandos rouges » ont choisi de retourner en brousse et que des incidents ont eu lieu dans plusieurs localités.

Mais pour l'instant, le Sud – région la plus peuplée du pays – pose un problème d'une autre nature : ses relations avec N'Djamena ont toujours été difficiles, quel que soit le pouvoir en place. Pour peu que le colonel Kadhafi, conformément à l'esprit, sinon à la lettre, de l'accord qu'il vient de passer avec Paris, évite d'y intervenir, M. Hissène Habré peut, s'il le veut, négocier un *modus vivendi* avec une région lassée par des années de conflit et d'anarchie.

L'opposition scindée

Sur le plan politique, faute d'une négociation entre les principaux protagonistes tchadiens du conflit, l'opération Manta aura permis à M. Hissène Habré de marquer plusieurs points. Ces dernières semaines, plusieurs scissions se sont produites au sein de l'opposition – réfugiée en Libye, dans le nord tchadien ou à l'étranger – tandis que N'Djamena formait un rassemblement – l'UNIR – et élargissait son gouvernement en y incluant même plusieurs nouveaux représentants du Sud.

En décembre 1980, M. Hissène Habré et ses partisans armés avaient été contraints d'évacuer N'Djamena sous un déluge d'artillerie, les blindés libyens étant venus occuper la capitale tchadienne pour le compte de M. Goukouni Oueddeï et du GUNT (gouvernement d'union nationale de transition). L'armée libyenne avait alors occupé le Nord, la zone centrale du Tchad, tandis que les hommes de M. Hissène Habré se terraient dans la région de Koulbous, sur la frontière soudanaise.

En novembre 1981, le colonel Kadhafi décidait de se replier sur l'extrême nord tchadien, par lassitude et, également, parce que la guérilla de M. Hissène Habré commençait à lui coûter cher en hommes. Huit mois plus tard, face aux coalisés du GUNT en déroute, M. Hissène Habré réoccupait N'Djamena, pratiquement sans combats et après avoir repris les principaux points stratégiques dans le nord du pays.

Le chemin qu'il vient de parcourir, en l'espace de trois ans, est donc considérable. Même quand ils se félicitent de l'accord franco-libyen, les anciens coalisés semblent aujourd'hui trop divisés – notamment à propos de l'attitude de la Libye – pour que certains, au moins, ne soient pas tentés par un marché avec N'Djamena. L'accord entre Paris et Tripoli n'affecte pas les accords de défense entre le Tchad et la France, au nom desquels avait été justifiée, du moins au départ, l'opération Manta.

Pour M. Hissène Habré, la partie n'est pas forcément gagnée. Il lui reste à affronter le problème posé par les repaires du Tibesti, où les hommes de M. Goukouni Oueddeï sont probablement bien retranchés. D'un autre côté, l'accord ne précise pas si l'administration de N'Djamena reprendra pied dans les grandes oasis du Nord, à commencer par celle de Faya-Largeau, où est né M. Habré. Mais pour peu que les Libyens soient contraints de jouer le jeu, l'aide militaire française lui aura permis de se retrouver en position de force. L'immense majorité de la population tchadienne est placée sous son administration. Rien, dans le texte de l'accord franco-libyen, ne met en cause une légitimité reconnue à la fois par l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine. Enfin, si tout appui militaire de la Libye leur est retiré, les anciens coalisés n'auront pas, en toute logique, les moyens de faire face à son armée qui, par le passé, les avait dispersés sans grand mal. L'accord franco-libyen ne signifie pas, tant s'en faut, le retour de la paix au Tchad. A plus ou moins long terme, il débouchera même, peut-être, sur la reprise de la guérilla dans le Nord. Mais, pour N'Djamena, le bilan de plus de treize mois d'intervention militaire directe française est loin d'être négatif.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

LES RÉACTIONS EN FRANCE

De gauche à droite aucune réserve

Beau succès pour M. François Mitterrand dans les milieux politiques français : l'accord franco-libyen ne suscite aucune réserve, à droite comme à gauche, tout au plus quelques recommandations évidentes de vigilance sur les conditions dans lesquelles s'effectuera le retrait des troupes libyennes. Cette approbation générale contraste avec les réactions qui avaient suivi, au PCF et dans l'opposition, la décision d'intervention au Tchad.

A l'époque, l'UDF et le RPR, d'accord sur le principe même de l'intervention, s'étaient étonnés des *« hésitations »* (MM. Lecanuet et Chirac) qui avaient précédé et des *« contradictions regrettables »* (M. Lecanuet) de la diplomatie française. Le président de l'UDF déploraient alors que les désaccords entre socialistes et communistes aient de telles répercussions sur la politique africaine de M. Mitterrand.

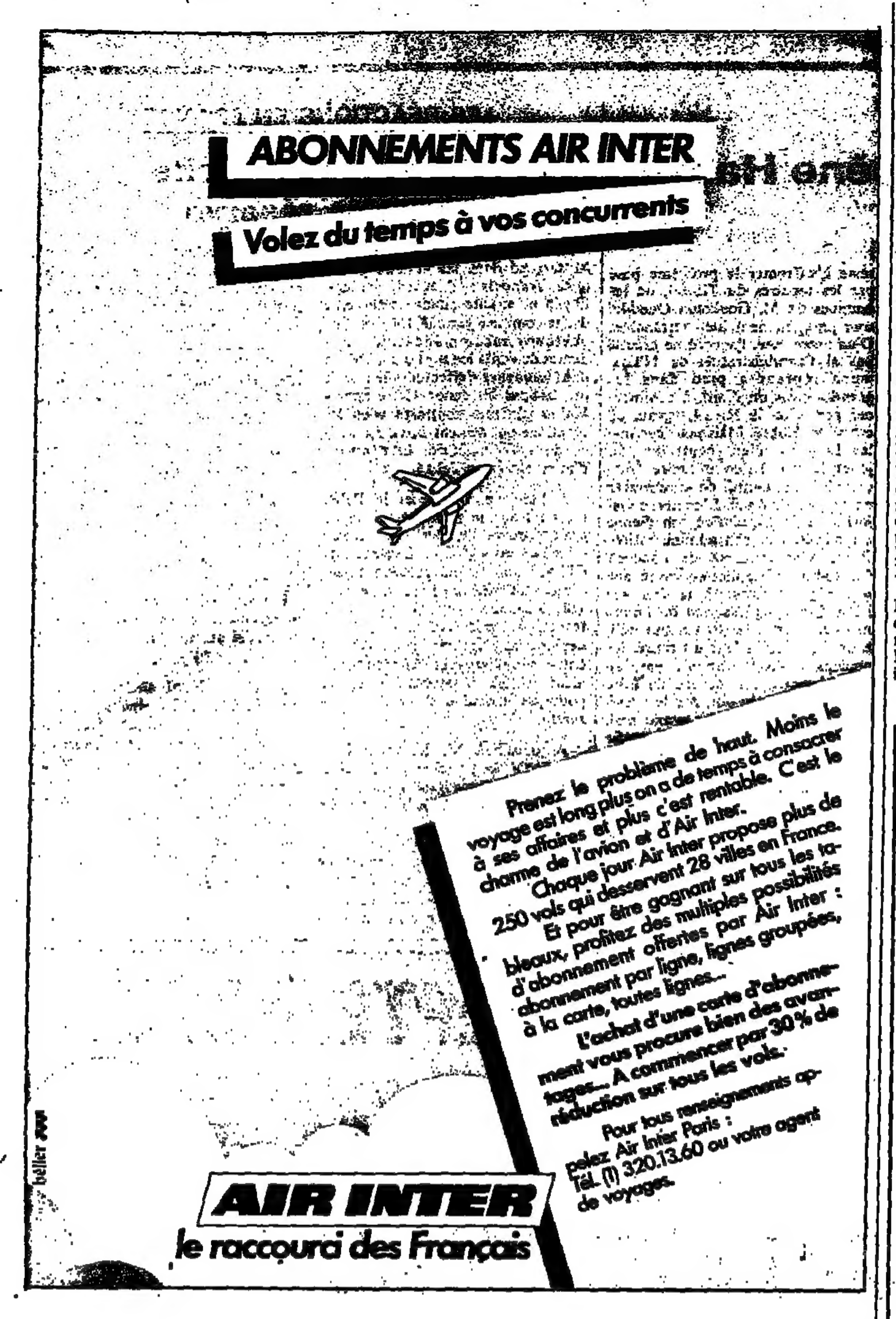
Aujourd'hui, M. Lecanuet juge *« positif »* le principe de l'accord qui, dit-il, *« s'inscrit dans la ligne de la politique suivie depuis des années par la France »*. Le président de l'UDF souhaite naturellement que *« les modalités de la mise en œuvre de cette évacuation garantissent l'établissement d'une paix durable au Tchad dans le respect de sa souveraineté nationale »*. M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, recommande, au président de la République et au gouvernement, de rester *« extrêmement vigilants »* sur la réalité du retrait libyen et sur *« la possibilité pour le gouvernement légal du Tchad d'assumer la totalité de sa responsabilité sur la totalité du territoire du Tchad »*.

La direction du Parti communiste, qui redoutait, l'année dernière, que la France ne s'enlise dans le *« bourbier tchadien »* et émettait de sérieuses réserves sur le caractère militaire de l'intervention, se *« félicite »* de l'accord conclu qui répond, selon M. Maxime Gremetz, à la nécessité d'une recherche d'un « règlement politique ». M. Gremetz, lui aussi, appelle à la *« vigilance »*.

Seul, le Parti socialiste avait approuvé sans la moindre réticence officielle l'intervention française. Comme M. Lionel Jospin l'avait fait la veille en saluant ce *« succès marquant »*, M. André Billardon, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, estime qu'il s'agit là de l' *« aboutissement naturel »* des choix opérés par la France dans cette région.

J.-Y. L.







DIPLOMATIE

DANS LA FUTURE COMMISSION EUROPÉENNE

Paris proposerait le second siège français à une personnalité de l'opposition

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne, présidée par M. Delors, prendra ses fonctions en janvier 1985. L'ancien ministre français des finances succédera à M. Thorn (Luxembourg) à la tête de l'institution européenne. La plupart des membres actuels quitteront Bruxelles. Du côté français, M. Ortoli, vice-président responsable des affaires économiques et financières, est donné comme partant. S'agissant de M. Pisani, il semble que ses chances soient minces de conserver son poste. Le gouvernement offrirait le second siège français à une personnalité de l'opposition. Les rumeurs circulant à Bruxelles mentionnent les noms de MM. Giraud, Chalandon et Stoleru.

Des commissaires sortants, seul M. Andriessen (Pays-Bas), qui détient le portefeuille de la concurrence, est assuré d'être maintenu. MM. Natali (démocrate-chrétien italien), vice-président responsable du dossier sur l'élargissement, et Narjes (CDU), chargé de celui du marché intérieur européen, ont cependant de fortes chances de rester à Bruxelles.

Plusieurs gouvernements ont désigné leurs nouveaux représentants dans les prochaines commissions :

— Royaume-Uni : lord Cockfield (conservateur), membre sans portefeuille du cabinet Thatcher, et M. Davis (travailliste), secrétaire d'État aux transports de 1974 à 1979 ;

— Danemark : M. Christophersen, ministre danois des finances jusqu'en juillet dernier ;

— Irlande : M. Sutherland (Fine Gael, parti du premier ministre, M. Fitz Gerald), secrétaire d'État à la justice ;

— Grèce : M. Varsis, ancien secrétaire d'État aux affaires européennes dans le gouvernement Papandréou.

Les autres États membres n'ont pas encore communiqué les noms des prochains commissaires mais de fortes probabilités existent pour MM. Pfeiffer (SPD), Dido (socialiste italien), parlementaire européen, de Clercq (libéral flamand), ministre des finances, qui prendrait le poste belge de M. Davignon, le responsable des affaires industrielles. Pour le Luxembourg, la désignation se jouerait entre deux chrétiens-sociaux : MM. Estgen, député à Strasbourg, et Mosar, président du groupe parlementaire de son parti à l'assemblée grand-ducale.

Une fois connue la composition de la nouvelle commission, M. Delors pourra entamer ses consultations sur la répartition des portefeuilles. Il devra tenir compte de l'adhésion prochaine de l'Espagne et du Portugal pour attribuer, le moment venu, aux représentants de Madrid et de Lisbonne leurs compétences. Pour l'instant, il est trop tôt pour prévoir la configuration de la commission Delors, mais on connaît déjà les aspirations de certains membres.

Lord Cockfield souhaite prendre le relais de son prédécesseur conservateur, M. Tugendhat, aux affaires budgétaires. Ce portefeuille, qui a pris une importance considérable ces dernières années, est visé par Bonn. Le gouvernement Kohl souhaiterait que le commissaire ouest-allemand représentant la CDU, en principe M. Narjes, soit chargé de ce dossier. M. Narjes serait plus tenté par les relations extérieures, convoitées également semble-t-il par M. Andriessen. M. Natali songerait à l'agriculture, mais il va rencontrer l'opposition des Français, qui préfèrent pour ce portefeuille un commissaire danois ou néerlandais. Paris pourrait appuyer en échange M. Natali pour se charger de la coopération au cas où la France ne pourrait conserver son deuxième représentant à ce poste.

MM. Davis et Pfeiffer ne devraient pas avoir de grandes difficultés pour satisfaire leurs préférences. Le commissaire britannique souhaite les transports et le représentant ouest-allemand les affaires sociales.

MARCEL SCOTTO.

La cheville ouvrière de l'Europe

Les commissaires sont au nombre de 14 : 2 pour la France, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie, et 1 pour chacun des 6 autres États membres, auxquels il faudra ajouter les représentants de l'Espagne (2) et du Portugal (1), soit 17 membres dans une Communauté à 12. Ils sont nommés pour une durée de quatre ans.

Le mandat du président et des cinq vice-présidents, limité à deux ans, est renouvelable, en principe, de manière automatique pour les deux années suivantes. Les commissaires prêtent serment d'indépendance devant la Cour européenne de justice. Les décisions du collège sont prises à la majorité simple (8 voix).

La Commission est la cheville ouvrière de la Communauté économique européenne (CEE). Le conseil des ministres ne peut prendre de décision que sur la base de ses propositions. La Commission est la seule institution européenne à avoir la capacité de présenter des projets dans les domaines relevant de la CEE, de la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA) et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM). Le dossier d'élargissement est la seule exception. Dans les négociations d'adhésion, en effet, les États membres sont également compétents pour formuler des propositions. S'agissant des relations extérieures, la Commission négocie toujours au nom des Dix les accords internationaux. Ici aussi, une seule exception existe : la négociation avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la convention de Lomé, est conduite par la présidence du conseil des ministres.

La Commission est, en outre, chargée de la gestion des politiques décidées par les Dix. Dans le cas de l'Europe verte, ses pouvoirs sont très importants. Par exemple, en fixant le niveau des subventions à l'exportation, elle joue un rôle déterminant dans la politique des ventes de la CEE. Bruxelles détient enfin des pouvoirs de décision propres. La législation européenne lui donne l'autonomie nécessaire pour faire respecter, par les États membres (mesures protectionnistes, aide nationale) et les entreprises (entente sur les prix, répartition de marchés, etc.), les règles de concurrence en vigueur dans la Communauté. La CECA lui attribue des compétences exceptionnelles qui permettent à Bruxelles d'appliquer un contingentement obligatoire de la production d'acier des Dix.

La Commission n'est responsable que devant le Parlement européen, qui peut la renverser par le vote d'une motion de censure. L'indépendance de Bruxelles est toutefois limitée par l'attitude des capitales européennes qui n'hésitent pas à exercer de fortes pressions. Les commissaires nommés par les gouvernements présentent encore l'inconvénient d'appartenir à des familles politiques différentes, parfois opposées. La cohésion de la Commission est également hypothéquée par les convictions européennes plus ou moins solides de ses membres. Au total, la position des commissaires reflète souvent la ligne des gouvernements dans les dossiers communautaires qui font l'objet de conflits entre les Dix (agriculture, budget, élargissement, relations commerciales avec les États-Unis).

M. S.

Les Dix n'ont pu se mettre d'accord sur la résorption des excédents viticoles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Affaires budgétaires, élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, réforme de la politique agricole commune (PAC) : tels sont les trois thèmes de rentrée qui constituent l'essentiel de l'ordre du jour des ministres des affaires étrangères et des ministres de l'agriculture des Dix réunis lundi 17 et mardi 18 septembre à Bruxelles.

Dimanche, les entretiens informels des ministres des finances à Dromoland Castle, en Irlande, s'étaient terminés dans l'euphorie. Les Britanniques ayant assoupli leurs positions, les Dix se montraient convaincus qu'un accord sur le problème essentiel de la « discipline budgétaire », c'est-à-dire sur la manière de maîtriser la progression des dépenses de la Communauté, et en particulier des dépenses agricoles, était désormais tout proche.

Lundi il a fallu déchanter. « *Le projet préparé en Irlande donne aux ministres des finances des pouvoirs exorbitants qui sont contraires aux règles du traité* », a commenté M. Roland Dumas, le ministre français des affaires européennes.

Pourquoi ce langage sévère ? Le texte, mis au point à Dromoland Castle, prévoit la fixation chaque année d'une enveloppe budgétaire à l'intérieur de laquelle devraient être maintenues les dépenses agricoles et non agricoles de la Communauté (l'enveloppe en fait serait donc divisée en deux, la progression des dépenses de la PAC étant supposée devoir être moins rapide que celle des autres dépenses). Mais, et c'est là où le bât blesse, il donnait la possibilité aux ministres des finances — et même semble-t-il à un seul d'entre eux — de bloquer toute décision qui risquerait d'aboutir à un dépassement du seuil des dépenses autorisées. En clair, cela veut dire que le chancelier de l'Echiquier britannique se verrait pratiquement reconnaître un droit de veto sur toute décision agricole un tant soit peu importante.

Le débat sur les affaires budgétaires reprenait mardi. Les ministres de l'agriculture ont délibéré des réformes à apporter à la réglementation du marché du vin dans la perspective de l'entrée de l'Espagne et du Portugal. Personne ne conteste la nécessité de réduire une production qui, d'ores et déjà, est largement excédentaire ce qui entraîne des coûts considérables pour le budget européen. Paris préconise la mise en place, comme pour les autres produits agricoles, de « *seuils de production garantis* ». Dans l'esprit des Français, la partie excédentaire de la production devrait être distillée à bas prix. Ils insistent pour que cette distillation à bas prix frappe de façon prioritaire les rendements les plus élevés. La proposition française était appuyée, au moins dans son esprit, par l'Allemagne et, dans une certaine mesure, par le Royaume-Uni et par les Pays-Bas. Mais les Italiens n'ont rien voulu savoir. Les seules mesures qu'ils sont prêts à accepter, pour assurer un meilleur équilibre entre l'offre et la demande, c'est l'aide à l'arrachage des vignobles.

PHILIPPE LEMAITRE.

En visite à Tokyo

M. CHIRAC SOULIGNE LA COMMUNAUTÉ D'INTÉRÊTS ENTRE LA FRANCE ET LE JAPON

De notre envoyé spécial

Tokyo. — M. Jacques Chirac a commencé le lundi 17 septembre, son deuxième voyage officiel au Japon. En juillet 1976, quelques semaines avant de démissionner de l'Hôtel Matignon, il y avait été reçu en tant que premier ministre par M. Miki, alors chef du gouvernement. Aujourd'hui, il est l'hôte, en tant que maire de Paris, de son homologue, M. Suzuki, gouverneur de Tokyo.

Au cours de son séjour, M. Chirac doit bénéficier d'attentions spéciales. Il déjeunait ce mardi avec les dirigeants du Keidanren, équivalent japonais du CNPF, et devait ensuite être reçu en audience par l'empereur Hirohito, au palais impérial. Il rend, en outre, visite à M. Miki, son homologue d'il y a huit ans, et reçoit les dirigeants de plusieurs groupes financiers et industriels, Mitsui, Tokyo Sogo Bank, ainsi que le directeur du puissant journal *Asahi Shimbun*. La suite du programme pour les autres jours est tout aussi chargée et variée avec, notamment, un déjeuner avec le premier ministre et un dîner à l'ambassade de France.

Au cours du vol entre Paris et Tokyo à bord d'un long-courrier d'Air France, M. Chirac avait été reconnu et applaudi par un groupe d'une cinquantaine d'ouvriers de Dunlop-France partant en stage au Japon après que leur usine eut été rachetée par un industriel nippon.

Lundi soir, après son arrivée à Tokyo, M. Chirac, au cours d'un dîner, a répondu aux vœux de son hôte, M. Suzuki. Il a souligné, à cette occasion, les convergences entre les deux pays, au-delà de l'amitié entre les deux capitales, en disant : « *Nos intérêts communs sont essentiels. Nous sommes tenus à avoir la même vision globale des affaires du monde. Nous appartenons à la communauté du monde libre et nous faisons face à des menaces analogues. Il y a une même nécessité pour la France et pour le Japon à assumer leurs responsabilités dans les affaires du monde. C'est pourquoi nous saluons la part croissante prise par le Japon dans ces responsabilités mondiales.* »

ANDRÉ PASSERON.

Nations unies

La trente-…

s'ouvre dans…

Une série de blocages

هكذا من الاصل

DIPLOMATIE

Nations unies

MARQUÉE PAR LA RENCONTRE ENTRE MM. REAGAN ET GROMYKO

La trente-neuvième session de l'Assemblée générale s'ouvre dans un climat d'expectative et de résignation

De notre correspondant

New-York. — Une quinzaine de chefs d'Etat et de gouvernement, parmi lesquels le président des Etats-Unis, et plus d'une centaine de ministres des affaires étrangères, dont celui de l'URSS, vont, dans les jours qui viennent, prendre le chemin de New-York pour participer à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies, dont les travaux commencent ce mardi 18 septembre et se prolongeront trois mois. Le rituel rassemblement annuel du gotha politique mondial sur les bords de l'East River s'ouvre dans un climat d'expectative, mais aussi de résignation.

D'expectative, car l'URSS a saisi cette occasion pour renouer, au moins formellement, le dialogue avec les Etats-Unis. Vétéran de l'ONU, M. Gromyko, qui avait préféré boycotter, l'an dernier, les travaux de l'Assemblée générale, au lendemain de la destruction du Boeing-747 des lignes sud-coréennes par la chasse soviétique, plutôt que de se plier aux conditions rigoureuses mises à sa venue à New-York par une Amérique indignée, rencontrera le 26 septembre le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. Les choses auraient pu en rester là, étant donnée l'atmosphère de tension régnant entre les deux pays et la volonté de Moscou de ne rien faire qui puisse aider M. Reagan à obtenir un second mandat présidentiel, en novembre prochain. La direction soviétique a pourtant choisi de répondre favorablement à l'invitation faite à M. Gromyko de se rendre à la Maison Blanche, et celui-ci sera reçu par le président Reagan le 28 septembre, après avoir rencontré, il est vrai, la veille, son adversaire démocrate, M. Mondale.

Le président Reagan montera, le 24 septembre, à la tribune de l'ONU, et M. Gromyko s'y exprimera le lendemain. Une chose est certaine : les questions de désarmement, tant les armes antisatellites que les deux négociations nucléaires de Genève suspendues depuis décembre 1983, tiendront une place privilégiée dans leurs discours.

Une série de bloquages

Traditionnellement, l'URSS a toujours réservé à l'Assemblée générale la primeur d'une ou deux initiatives dans le domaine du désarmement. Mais ses propositions ont toujours été rejetées par les Occidentaux, qui leur reprochent leur aspect vague et rhétorique et leur caractère de propagande. En sera-t-il de même le 25 septembre, quand M. Gromyko s'adressera à l'Assemblée ? Ou choisira-t-il ce terrain pour avancer une concession sur la question des fameuses négociations sur les armes antisatellites, auxquelles Moscou attache tant de prix, afin de relancer la balle dans le camp américain ?

Le retour de M. Gromyko sur la scène onusienne sera aussi l'occasion d'entretiens bilatéraux du chef de la diplomatie soviétique avec ses principaux collègues d'Europe occidentale, dont M. Cheysson, ainsi sans doute qu'avec ceux du Japon et de la Chine. La présence des ministres des affaires étrangères occidentaux à New-York donnera lieu également, en marge de l'Assemblée générale, à des réunions entre eux devenues traditionnelles : la rencontre à quatre « sur Berlin » (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, RFA), celle des sept grands industrialisés et, enfin, celle des pays du groupe de contact sur la Namibie, dont la France, en principe, devrait rester absente depuis qu'elle boude les travaux de ce groupe.

Cette trente-neuvième session devrait être aussi celle de la résignation. Toutes les sources diplomatiques interrogées, qu'elles soient de l'Est, de l'Ouest ou du tiers-monde, s'accordent pour prédire que rares sont les éléments nouveaux à attendre des travaux de l'Assemblée, dont la présidence reviendra cette année au groupe africain. Celui-ci a choisi, pour succéder à M. Jorge Illueca (Panama), l'ambassadeur de Zambie à l'ONU, M. Paul Lusaka, qui, seul candidat, devrait être élu mardi par acclamations.

Aussi peut-on s'attendre que les problèmes du continent africain occupent une large place au cours des travaux de l'Assemblée générale. En d'autres temps, on aurait sans doute assisté à une offensive en règle sur le problème de la Namibie et de la mise en application du plan d'indépendance établi par l'ONU pour ce territoire. Mais les pays africains ne semblent guère désireux de jouer les trouble-fête dans la délicate partie qui se joue depuis le printemps dernier entre Pretoria et Luanda. Il est d'ailleurs frappant de constater que les troubles raciaux qui affectent depuis quelques semaines l'Afrique du Sud n'ont jusqu'ici fait l'objet d'aucun recours devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

En fait, les Africains ont choisi cette année de se battre sur le terrain économique, en présentant deux des quatre nouvelles questions à l'ordre du jour de la trente-neuvième session : la situation économique et alimentaire de l'Afrique et les problèmes de désertification et de sécheresse. Les deux autres points inédits de l'agenda sont le droit des peuples à la paix, soulevé par la Mongolie, et le cent cinquantième anniversaire de l'émancipation des esclaves de l'Empire britannique, soulevé par Antigua.

Les Etats-Unis, qui pourtant font un gros effort financier en faveur de l'Afrique sur le plan bilatéral, risquent fort de se retrouver isolés face à une Assemblée qui réclamera sans doute une intensification de l'assistance multilatérale à ce continent. Le débat se déroulant actuellement au sein de la Banque mondiale, qui brandit un plan d'urgence pouvant atteindre 1 milliard de dollars, auquel les Etats-Unis et la RFA sont hostiles, aura certainement des prolongements à l'Assemblée.

Du côté du Proche-Orient, les choses apparaissent bloquées. Comme dans bien d'autres domaines, le déroulement de la campagne présidentielle américaine a gelé toute initiative pouvant venir de Washington. Les divisions internes du monde arabe ont fait le reste. L'OLP a bien essayé de relancer le débat sur la question palestinienne en réclamant la réunion du Conseil de sécurité, mais elle s'est heurtée au refus de la Syrie, qui n'entend toujours pas se prêter à une manœuvre susceptible d'aider M. Arafat.

Les perspectives ne semblent guère différentes sur les autres grands dossiers traditionnels abordés à l'Assemblée générale : les négociations globales sur la création d'un nouvel ordre économique international sont mortes et presque enterrées. Chacun a fini par s'accommoder du conflit afghan. La guerre Iran-Irak, dont on avait craint l'an dernier les répercussions sur les approvisionnements pétroliers occidentaux et la stabilité des monarchies du Golfe, n'a pas entraîné les effets redoutés. Mme Thatcher n'entend pas plus qu'hier négocier la souveraineté des îles Malouines avec l'Argentine. Les pays de l'ASEAN se montrent des plus circonspects devant les ouvertures de Hanoï sur le conflit cambodgien. Quant aux problèmes du désarmement, ils donneront lieu, comme par le passé, à des joutes oratoires et à des dizaines de recommandations qui resteront lettre morte.

La France, elle, paraît surtout préoccupée par les velléités du Vanuatu de saisir l'Assemblée générale de la question de la Nouvelle-Calédonie. Les pays du Forum du Pacifique s'étaient montrés satisfaits des explications récemment données par Paris sur l'avenir de l'île, et avaient renoncé à soulever le problème aux Nations unies. Mais le gouvernement de M. Walter Lini pourrait bien en décider autrement.

(Intérim.)

PROCHE-ORIENT

Israël

Le procès de vingt membres d'un réseau terroriste juif s'est ouvert à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Le procès des vingt membres du réseau terroriste juif démantelé fin avril par les services de sécurité s'est ouvert le dimanche 16 septembre devant le tribunal de district de Jérusalem. Quatre autres accusés — qui avaient préféré conclure une transaction avec le ministère public et reconnu leur culpabilité, notamment dans la conspiration visant à détruire les deux grandes mosquées de Jérusalem — ont déjà été condamnés à des peines allant de dix-huit mois à dix ans de détention, et un cinquième attend de passer en jugement.

Malgré les charges accablantes pesant sur eux, les vingt accusés ont décidé de plaider non coupables. Ils devront répondre, selon les cas, des chefs d'accusation suivants : meurtre, tentative de meurtre, appartenance à une organisation terroriste, tentative d'attentat, utilisation d'explosifs, détention illégale d'armes. Composée de trois magistrats, la cour examinera cinq affaires imputables au même réseau : la tentative d'assassinat contre trois maires de Cisjordanie, MM. Bassam Chakaa, Karim Khalaf et Abraham Tawil (juin 1980) ; l'explosion d'une grenade piégée sur un stade d'Hébron (octobre 1982) ; le meurtre de trois étudiants du collège islamique d'Hébron (juillet 1983) ; l'explosion de deux grenades dans deux mosquées d'Hébron (décembre 1983) ; la pose d'engins piégés dans cinq autobus de Jérusalem-Est (avril 1984). Six prévenus sont accusés de meurtre prémédité contre les étudiants d'Hébron. Cette affaire sera examinée en fin de procès. La quasi-totalité des accusés appartiennent au Goush Emounim (Bloc de la foi), mouvement nationaliste qui fut le fer de lance de la colonisation juive en Cisjordanie. Le cerveau du groupe est un ingénieur électronicien, Menahem Livni, ancien responsable de la reconstruction du quartier juif au centre d'Hébron.

La défense veut insister sur le caractère politique des délits et crimes commis par les accusés. Désirant rejeter cet argument, l'avocat général, Mme Dorit Beniche, a souligné d'emblée dimanche que le procès « était purement criminel ». La défense reproche aux forces de sécurité d'avoir été informées à l'avance de l'attaque contre le collège d'Hébron mais de n'avoir rien fait pour l'empêcher. Elle a demandé qu'on lui communique les rapports établis par les services des renseignements sur cette affaire. Mais la requête a été repoussée, les documents en question étant placés sous le sceau du secret. Des officiers ont présenté à la cour les bombes à retardement placées par les accusés dans les autobus de Jérusalem-Est. Elles étaient dotées de mécanismes d'horlogerie artisanaux mais très efficaces.

On s'attend que ce procès dure plusieurs mois. Les accusés sont détenus à la prison de Tel-Mond, où ils jouissent d'une liberté de mouvement inhabituelle, qui a suscité récemment une vive controverse.

J.-P. L.

Les autorités menacent de fermer une agence de presse opérant dans les territoires occupés

De notre correspondant

Jérusalem. — Les autorités israéliennes menacent de mettre un terme aux activités de l'agence palestinienne de presse PPS (Palestinian Press Services), la seule du genre opérant dans les territoires occupées. Elles lui reprochent d'être liée à l'OLP.

Le préfet de Jérusalem, M. Raphaël Lévy, a engagé une procédure judiciaire contre l'agence. Dans une lettre adressée aux directeurs de PPS, Mme Raimonda Tawil et M. Ibrahim Karaim, le préfet, affirme *« avoir reçu des informations et des documents prouvant que leurs deux publications* — le service de l'agence et un hebdomadaire en arabe et en anglais intitulé *Al Awdah* (le retour) — *sont financées par le Fatah et utilisées au service des activités illégales de cette organisation ».*

Mme Tawil et M. Karaim sont convoqués le 3 octobre au ministère de l'intérieur. Ils devront répondre aux arguments des autorités qu'ils ont qualifiées, lundi 17 septembre, d'« *absurdes* » et d'« *infondés* ». « *Toutes nos publications,* a ajouté Mme Tawil, *sont soumises à la censure israélienne. Nous n'avons rien fait d'autre récemment que poursuivre notre travail de journalistes. On veut chercher à étouffer la voix du peuple palestinien dans les territoires occupés.* » Les responsables de l'agence sont d'autant plus étonnés qu'ils assurent « *entretenir d'excellentes relations avec le Parti travailliste. Il n'a jamais été question de fermer notre bureau, même du temps où Sharon était ministre de la défense* », observent-ils. M. Karaim a lancé un appel à l'aide à l'ancien chancelier autrichien, M. Bruno Kreisky, et au premier ministre portugais, M. Mario Soarès.

Créée en 1977, l'agence PPS emploie douze journalistes. Ses bureaux sont situés dans la partie arabe de Jérusalem. En septembre 1982, l'agence avait été contrainte de cesser la diffusion de deux lettres quotidiennes fort appréciées des diplomates et des correspondants de presse. Mme Tawil fut arrêtée pendant un mois et demi en 1978, puis assignée à résidence pendant quatre mois. On lui a interdit à plusieurs reprises cette année de se rendre à l'étranger. En juin, le rédacteur en chef de PPS, M. Radouane Abou Ayash, fut, à son tour, assigné à résidence pour six mois à Ramallah. Pour tous les journalistes étrangers en poste en Israël, l'agence PPS représente une précieuse source d'informations sur les territoires occupés.

J.-P. L.

Jordanie

La France est prête à livrer de nouvelles armes à Amman

Correspondance

Amman. — Le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, a prévu de se rendre à nouveau à Amman, en Jordanie, probablement à la fin d'octobre, après avoir dû interrompre son séjour officiel, commencé dimanche 16 septembre, pour aller informer, lundi 17 septembre, à N'Djamena, le président du Tchad, M. Hissène Habré, des conversations franco-libyennes sur un retrait simultané et progressif des forces des deux pays. « *C'est parce qu'il y a une grande convergence de vues entre la Jordanie et la France qu'il peut y avoir une coopération militaire. Coopération que je suis décidé à pousser aussi loin que le pourront nos industries* », nous a déclaré le ministre de la défense. Cette volonté répond aux vœux des dirigeants jordaniens, qui souhaitent s'affranchir de leur dépendance à l'égard des Etats-Unis en matière d'armements, en diversifiant leurs sources d'approvisionnement.

Les besoins d'Amman couvrent une large palette d'équipements, des avions de type Mirage-2000 aux missiles antichars ou antiaériens, en passant par les hélicoptères, le matériel de transmissions et des camions. Leur priorité demeure la défense aérienne antiaérienne et les matériels terrestres. Des discussions sont d'ores et déjà en cours sur la fourniture éventuelle par l'industrie militaire française d'un nouveau système de contre-mesures électroniques, destiné à équiper les Mirage F-1 jordaniens, et d'un système ultra-moderne de commandement intégré et informatisé de l'ensemble de la défense antiaérienne du royaume hachémite.

« *Les Jordaniens nous demandent un effort,* a confirmé M. Hernu, *que nous sommes disposés à faire en partie.* » Le ministre de la défense a mentionné à ce propos sa volonté, dès son retour à Paris, de convaincre son collègue des finances de « *faire les gestes nécessaires* » pour des facilités de paiement.

En attendant, un groupe de travail franco-jordanien a été formé pour examiner les besoins d'Amman et en établir une hiérarchie afin que la France puisse satisfaire les priorités de l'armée hachémite.

EMMANUEL JARRY.

SEPT BLESSÉS DANS L'ATTAQUE D'UN AUTOBUS ISRAÉLIEN EN CISJORDANIE

Cinq Israéliens et deux Palestiniens ont été blessés, lundi soir 17 septembre, au cours de l'attaque d'un autobus par des inconnus près de Bethléem.

De source militaire israélienne, on précise que des rafales de Kalachnikov ont été tirées contre l'autobus, qui assurait le service entre Jérusalem et Kyriath Arba (colonie de peuplement proche de Hébron). Cinq Israéliens ont été blessés. Les occupants de l'autobus ont riposté, et, au cours de l'échange de tirs, deux Palestiniens se trouvant dans une voiture qui roulait derrière l'autobus, ont été, eux aussi, atteints.

D'autre part, de violents affrontements ont opposé, lundi matin, en plusieurs endroits de Cisjordanie occupée, l'armée israélienne, qui manifestait à l'occasion du deuxième anniversaire du massacre des camps palestiniens de Sabra et de Chatila. Selon des sources israéliennes, ces manifestations se sont limitées à trois camps de réfugiés, et la plupart des Cisjordaniens n'ont pas suivi le mot d'ordre de grève lancé par l'OLP.

A Beyrouth, une importante manifestation a groupé plus de dix mille Palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila à l'occasion du second anniversaire des massacres. La manifestation — la première de cette envergure depuis le départ des combattants palestiniens de Beyrouth en août 1982 — était organisée à l'appel de l'Alliance démocratique palestinienne (FDLP, FPLP, FLP et Parti communiste palestinien). — *(AFP, Reuter.)*

● *M. Shimon Pérès a invité le président Mitterrand à se rendre en Israël.* — Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a remis à M. Gaston Defferre une invitation au président de la République française à se rendre en visite officielle en Israël. M. Pérès a rencontré dimanche, au cours d'un déjeuner, le ministre français du Plan et de la décentralisation, en visite privée en Israël. Après ce déjeuner, le premier ministre israélien avait seulement déclaré à la presse que M. Mitterrand serait « *toujours le bienvenu en Israël* ». — *(AFP.)*

EUROPE

UNION

Les tribulations d'un journaliste transfuge

Après presqu'un an de confortable séjour en Occident, le journaliste transfuge soviétique Oleg Bitov, ancien rédacteur en chef adjoint de la *Litteratournaya Gazeta*, est subitement réapparu à Moscou, ce mardi 18 septembre. Il a aussitôt dénoncé la « *captivité cauchemardesque* » et les « *violences physiques* » qu'il a dû subir, tandis que l'agence Tass renchérissait en le présentant comme « *un otage des services spéciaux britanniques, qui a vécu l'horreur d'une tragédie montée sur modèle emprunté aux archives des bouchers nazis* » (sic).

Ce dénouement spectaculaire n'est pas vraiment une surprise. M. Bitov avait, en effet, disparu subitement de Londres, où il résidait, le 16 août dernier, et sa voiture avait été retrouvée peu après aux abords de l'ambassade soviétique.

Ses déclarations actuelles sont hautement invraisemblables (de nombreuses personnes ont rencontré l'intéressé pendant son séjour à l'Ouest, et peuvent témoigner qu'il était parfaitement libre de ses mouvements), mais l'épilogue de l'affaire laisse ouverte une question majeure : M. Bitov était-il un agent en mission à l'Ouest, déguisé en transfuge ? A-t-il été « convaincu de rentrer », ou tout simplement enlevé par les services soviétiques ?

Dès l'origine, la première disparition de M. Bitov, alors qu'il se trouvait à Venise, en septembre 1983, à l'occasion du Festival, avait éveillé certains soupçons, ne serait-ce qu'en raison des liens étroits et notoires entretenus entre son journal et le KGB.

Alors qu'elle observe d'habitude une grande dicrétion dans ce type d'affaire, la presse soviétique avait très rapidement parlé en termes dramatiques de la « *disparition* » de M. Bitov (« *qui repose peut-être au fond d'un canal de Venise* »), et publié des appels pathétiques de sa mère.

M. Bitov réapparut ensuite à Londres, où il reçut l'asile politique, et écrivit plusieurs articles, notamment pour le *Daily Telegraph*, enregistra une émission d'une demi-heure pour Radio-Liberty (station américaine émettant en russe vers l'URSS) et une autre pour la BBC, et se rendit aux Etats-Unis à l'invitation du *Reader's Digest*.

Tout cela lui permit de s'enrichir rapidement, puisqu'il a laissé 40 000 livres (près de 500 000 F) sur son compte à Londres. Il avait aussi acheté une voiture, une machine à traitement de texte, une chaîne stéréo...

Selon les déclarations faites à ses amis, et rapportées notamment dans le *Sunday Telegraph* du 16 septembre, cet homme impulsif, qui buvait sec sans s'enivrer, avait d'abord espéré que les autorités soviétiques laisseraient sa famille (sa femme et sa fille de quinze ans) le rejoindre, mais avait ensuite perdu tout espoir et semblait très nerveux.

Les conversations qu'il avait eues — notamment à Paris — avec des experts et des journalistes avaient été également marquées par une certaine ambiguïté. Tout en ne se privant pas de dire tout le mal possible des dirigeants et du système soviétiques, il plaidait aussi pour certaines thèses chères aux agents d'influence soviétiques : éviter toute démarche qui serait susceptible de renforcer le « camp des durs » au Kremlin, prendre garde de ne pas nourrir le « complexe d'encerclement » des Soviétiques, ne pas aider la résistance afghane...

Oleg Bitov a-t-il trompé tout son monde, ou bien a-t-il voulu éviter une tragédie personnelle en se prêtant *in extremis* à la mise en scène plutôt loufoque organisée ce mardi ? Il n'est pas sûr qu'on le sache un jour.

J. K.

● *Un enseignant condamné pour « propagande hostile » en Yougoslavie.* — M. Miodrag Markovic, un enseignant accusé de « *propagande hostile* » à la Yougoslavie, a été condamné à trois ans et demi de prison ferme, vendredi 14 septembre, par le tribunal de Doboj (Bosnie-Herzégovine). M. Markovic, trente-quatre ans, aurait, à plusieurs reprises, entre 1980 et 1984, présenté d'une manière « *malveillante et mensongère* » la situation politique et sociale en Yougoslavie. Il aurait également tenu des propos « *insultants* » pour la mémoire du maréchal Tito. — *(AFP.)*

SOVIÉTIQUE

TÉMOIGNAGE

Un procès de routine

Nous avons reçu le témoignage suivant sur le procès de M. Alexandre Bogoslovski, condamné le 18 juillet dernier, à trois ans de camp pour *« diffusion de calomnies antisoviétiques »* (*le Monde* du 20 juillet).

Moscou, le 18 juillet 1984, à l'aube. Un fourgon cellulaire contourne la gare de Leningrad et vient s'arrêter derrière le bâtiment du tribunal de la ville. Un homme en descend, sous bonne escorte. Il s'appelle Alexandre Bogoslovski. Agé de quarante-sept ans, marié, père d'un garçon de six ans, il travaille comme archiviste. C'est un passionné de littérature russe et les spécialistes ont souvent recours à son érudition. Qu'est-ce qui lui vaut d'être conduit ici comme un dangereux malfaiteur ? L'article 190-1 du code pénal : il est accusé d'avoir *« diffusé des assertions notoirement fausses dénigrant le régime soviétique »*.

Les gardes l'introduisent dans la salle d'audience, une pièce minuscule en sous-sol, où une dizaine de personnes à peine pourront bientôt trouver place : le « public ». Vers 10 heures, les juges pénètrent dans la salle, le président, Mme Markina, en tête. Deux pièces à conviction seront présentées : un cahier d'écolier et un fichier saisis l'année dernière par le KGB au domicile de l'inculpé. Huit pages de ce cahier sont remplies de notes tirées d'ouvrages édités à l'étranger, tels les *Mémoires* du professeur Etkind (1). Or lesdits ouvrages affirment « mensongèrement » que le régime soviétique ne satisfait pas les besoins de la population et prétendent même qu'il devrait être amélioré. Il est vrai que si l'on s'en tient à la lettre de l'article 190-1, celui-ci ne vise pas la détention de littérature antisoviétique, mais seulement sa diffusion. Et puis l'inculpé ne possédait même pas les livres en question.

Un petit coup de pouce va tout arranger : *« L'accusé fabriquait sous forme manuscrite des extraits d'œuvres antisoviétiques dans le but de les diffuser. »* A-t-il fait lire ce cahier par quelqu'un ? Non, mais il aurait pu. Quant au fichier, c'est la bibliographie d'un poète russe, Boris Poplavski (2). Alexandre Bogoslovski explique qu'il s'agit d'un travail littéraire, sans aucun caractère politique, entrepris à la demande d'une célèbre collection soviétique ; il y a consacré quinze années de recherches. Peu importe, ce fichier devra être détruit.

On passe à l'audition des témoins. On appelle d'abord l'oncle de l'accusé, Pavel Bogoslovski. Un homme malade, alcoolique. Officier du ministère de l'intérieur, il a démissionné du parti lors de son départ en retraite. Bref, ce n'est pas une figure très présentable aux yeux d'un tribunal soviétique, mais il faut faire avec : c'est au fond sur lui que repose le procès, car au cours de l'instruction on a obtenu qu'il dépose contre son neveu. Il bredouille, n'arrive pas à s'exprimer et se contente finalement d'acquiescer aux questions du président.

« Votre neveu vous a bien prêté des ouvrages antisoviétiques ?

— Oui.

— Il s'agissait bien, n'est-ce pas, de tels et tels numéros du journal La Pensée russe *et de la revue* Continent ? (3).

— (Après un silence). *Oui.*

— Vous avez bien reçu également, par l'intermédiaire d'un ami de l'accusé, Dimitri Markov, trois numéros de La Pensée russe ?

— (Nouveau silence). *Oui.* »

Deuxième témoin : Dimitri Markov. Lui-même condamné en 1983 à trois ans de détention pour diffusion de littérature antisoviétique, il a été extrait d'un camp pour venir à la barre. Livide, les joues creusées, voûté, très faible, cet homme autrefois bien en chair affirme sans hésiter :

« L'inculpé ne m'a jamais donné d'ouvrages antisoviétiques et je n'en ai jamais transmis de sa part à qui que ce fût.

Le tribunal fera comme s'il on n'avait rien entendu et rédigera le procès-verbal sans se laisser intimider : *« Le tribunal n'a aucune raison de ne pas ajouter foi à la déposition de l'oncle de l'accusé, puisqu'elle est confirmée par celle de Markov. »*

Dans sa dernière déclaration, Alexandre Bogoslovski répète qu'il n'a jamais commis les délits dont on l'accuse, qu'il n'a jamais transmis d'ouvrages antisoviétiques, que toutes les notes qu'il prenait étaient motivées par ses recherches littéraires.

Si les juges refusent d'entendre des témoins supplémentaires, ne tiennent aucun compte des arguments de la défense et n'examinent même pas les documents que celle-ci lui présente et qui contribuent à disculper l'accusé, ils sauront au moins faire preuve d'humanité dans l'énoncé du verdict : *« Considérant la santé de l'accusé, considérant sa situation de famille, considérant la mauvaise santé de sa femme et de sa mère, etc. »*, le tribunal le condamne... à la peine maximum prévue par l'article 190-1 : trois ans de détention dans un camp à régime ordinaire. La séance est levée.

(1) Traduits en fançais sous le titre *Dissident malgré lui.*

(2) Né en 1903, mort à Paris en 1935, Boris Poplavski était considéré par ses contemporains comme le meilleur poète de l'émigration russe. Il n'avait aucun engagement politique.

(3) Périodiques publiés en russe par des émigrés.

RFA

Bonn accepte les « regrets » de M. Andreotti

Correspondance

Bonn. — Malgré l'émotion suscitée à Bonn par les déclarations du ministre italien des affaires étrangères sur l'unité allemande, le gouvernement fédéral a accepté lundi 17 septembre les « regrets » de M. Andreotti.

Le ministre italien a rencontré lundi pendant quarante minutes à Bruxelles, en marge du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE, son collègue ouest-allemand M. Hans-Dietrich Genscher. Il a indiqué qu'il n'avait pas voulu remettre en question *« les objectifs à long terme du peuple allemand »*. Il a également réaffirmé que son allusion au pangermanisme visait non la politique du gouvernement de Bonn, mais la parade organisée le 9 septembre dernier à Innsbruck, en Autriche, en l'honneur des nationalistes tyroliens du siècle dernier, à laquelle avait pris part une délégation du Tyrol du Sud italien. Des slogans en faveur du rattachement du Tyrol du Sud à l'Autriche avaient été lancés pendant la manifestation.

Si cette affaire doit avoir des suites, ce sera probablement au niveau des partis démocrates-chrétiens ouest-allemand et italien. Les dirigeants de la CDU ont très mal pris qu'un responsable d'un parti frère ait pu non seulement donner prise à la propagande soviétique mais également fournir des arguments à l'opposition social-démocrate.

H. B.

RDA

● ACCORD DE COOPÉRATION AVEC LA CHINE. — La République démocratique allemande et la Chine ont signé, le lundi 17 septembre, un accord de coopération de dix ans et décidé de constituer une commission économique mixte, rapporte l'agence est-allemande ADN. L'accord a été signé par Mme Chen Muhua, ministre chinoise du commerce extérieur, et M. Horst Soelle, son homologue est-allemand. — *(Reuter.)*

Suède

AU CONGRÈS DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE

M. Palme se prononce pour la fermeté et la poursuite du dialogue avec l'URSS

De notre correspondant

Stockholm. — Trois cent cinquante délégués participent au vingt-neuvième congrès national du Parti social-démocrate suédois, qui s'est ouvert, le samedi 15 septembre. A un an des élections législatives, M. Olof Palme, chef du parti depuis 1969, et premier ministre, s'efforce de préserver l'unité du mouvement ouvrier et de mettre une sourdine aux divergences, qui s'expriment notamment à propos de la politique économique et de la défense.

M. Palme a prononcé lundi un long discours de politique étrangère, dans lequel il a évoqué les tensions avec l'URSS, consécutives aux violations des eaux territoriales et de l'espace aérien scandinaves ces dernières années. Une fois de plus, il a affirmé que la Suède entendait rester fidèle à sa politique de neutralité traditionnelle, et il a rappelé ce qu'il disait il y a deux ans déjà, à savoir que *« le gouvernement peut donner l'ordre militaire de couler un submersible étranger surpris dans les eaux suédoises ». « Les infiltrations soviétiques sont graves, et nous sommes intransigeants en matière de sécurité nationale et de droit international*, a-t-il ajouté. *Nous ne courbons pas l'échine devant les grandes puissances »*. M. Palme a précisé avec plus de clarté que d'habitude la politique des sociaux-démocrates à l'égard de l'URSS : condamner l'invasion de l'Afghanistan, défendre la cause d'Andreï Sakharov et soutenir les revendications des ouvriers polonais ne signifie pas à ses yeux faire de *l'« antisoviétisme »*. La Suède souhaite entretenir les meilleures relations possibles avec le grand pays voisin mais protestera chaque fois que ses intérêts nationaux seront menacés.

Le dirigeant social-démocrate estime donc qu'il faut être ferme avec Moscou tout en maintenant le dialogue. Il considère que les « représailles » sous forme d'interruption des relations bilatérales ou d'annulations de visites officielles sont inefficaces. Ainsi le ministre suédois des communications et des transports, M. Curt Boström, se rendra-t-il prochainement comme prévu à Moscou en dépit du récent incident aérien au-dessus de l'île de Gotland en mer Baltique. Par ailleurs, la Suède et l'URSS ont des points de vue convergents sur certains aspects du désarmement.

Le chef du parti s'est ainsi clairement démarqué des conservateurs et des centristes de l'opposition, qui estiment que les rapports avec l'URSS devraient être gelés tant que les incursions de sous-marins dans les archipels de la Baltique n'auront pas définitivement cessé.

Au cours des débats, plusieurs représentants des Jeunesses du parti, du Mouvement chrétien et de la Fédération des femmes ont demandé au parti de s'engager à limiter les crédits militaires et à définir un modèle suédois de désarmement. Leur motion a toutefois été repoussée, la majorité estimant que la neutralité suédoise exige une défense armée forte.

La politique économique donne lieu par ailleurs à de vifs échanges entre *« les deux branches du mouvement ouvrier »* : le parti et la centrale ouvrière LO qui compte plus de deux millions de membres et finance en grande partie les campagnes électorales social-démocrates. Le puissant syndicat estime que la gauche, depuis son retour au pouvoir en 1982, a manqué à ses promesses et n'a pas pris suffisamment de mesures contre le chômage, qui touche 3,7 % de la population active, alors que les travailleurs ont consenti des sacrifices importants en acceptant une baisse du pouvoir d'achat de 2 % l'année dernière.

Le syndicat préconise une politique de relance et d'expansion par les investissements publics, notamment dans le bâtiment et le secteur énergétique. Mais le ministre des finances, M. Feldt, personnellement visé par ces critiques, doit faire face à un déficit budgétaire supérieur à 10 % du produit national brut. Il donne la priorité à la rigueur, au ralentissement des dépenses publiques et à la lutte contre l'inflation. Celle-ci n'a pas donné les résultats escomptés : la hausse des prix atteindra sans doute 7 % cette année contre les 4 % prévus et l'objectif de 3 % fixé pour 1985 ne paraît guère réaliste. M. Palme a affirmé, pour apaiser les esprits, qu'il n'existe pas de « guerre des roses » comme on l'appelle ici, entre le parti et le syndicat, mais simplement une discussion approfondie. Il a toutefois tranché le différend en faveur de son ministre des finances, en indiquant que les rôles devaient être clairement définis au sein du mouvement ouvrier : la tâche des syndicats est de défendre les intérêts des travailleurs, celle du parti de mener la politique qui s'impose pour redresser les finances publiques et stabiliser l'économie.

ALAIN DEBOVE.

AMÉRIQUES

Nicaragua

EN VISITE A PARIS

Les dirigeants de la Contra veulent organiser « des élections libres un an après la chute des sandinistes »

« Si les sandinistes reçoivent des Mig soviétiques, nous ferons tout pour les détruire. » Les représentants – de passage à Paris – des organisations armées antisandinistes ayant récemment fusionné (1) paraissent plus déterminés que jamais à renverser le gouvernement de Managua par la force.

Ils dénient naturellement toute valeur aux élections qui doivent avoir lieu normalement le 4 novembre au Nicaragua. *« Pour le régime,* disent-ils, *c'est un simple produit d'exportation, et tous les partis inscrits se situent dans l'orbite sandiniste... Pourtant, Managua doit admettre que ce produit n'a déjà plus de marché ».*

Ils doutent, d'autre part, que ces élections puissent être reportées, bien que de fortes pressions internes et externes s'exercent dans ce sens (2). C'est ainsi que plusieurs dirigeants d'Amérique latine, en particulier le président colombien Belisario Betancur, ont conseillé un report aux leaders du Front sandiniste. Sans succès, semble-t-il, du moins jusqu'à présent.

Curieusement, le gouvernement de Managua ne s'est pas opposé en septembre au voyage officiel dans plusieurs capitales d'Amérique latine d'une délégation de la Coordination démocratique, dirigée par M. Cruz, et pourtant mise « hors la loi » en juillet pour avoir décidé de ne pas prendre part aux élections de novembre en raison du manque de garanties démocatiques.

Une ambiguïté de plus dans une situation nicaraguayenne complexe, violente, et que les leaders antisandinistes dépeignent d'abord *« en termes de guerre ».*

« Nous avons douze mille combattants, tous volontaires, à l'intérieur même du Nicaragua, affirme M. Calero, dirigeant de la FDN (Force démocratique nicaraguayenne, basée au Honduras). *Et le tiers de cette force se bat déjà dans le centre et au sud. Ce n'est pas une guerre de frontière. Nous attendons une reprise de l'aide militaire américaine. Et nous sommes effectivement sollicités par des organisations dirigés par des vétérans du Vietnam. Ce sont nos conseillers. Mais ils prennent parfois trop de risques. Cela dit, nous manquons encore de moyens et d'armes, bien que d'autres pays que les Etats-Unis nous aident... »*

Sur le rôle des anciens membres de la garde de Somoza dans la FDN, M. Calero est catégorique. *« Ce sont les civils qui commandent aux militaires chez nous. Et sur vingt-quatre groupes de combat, quatre seulement sont dirigés par d'anciens gardes nationaux... »*

Aussi, M. Calero, comme M. Robelo, leader de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique, basée au Costa-Rica), rejettent-ils l'argument avancé par M. Eden Pastora (l'ancien commandant Zero dirigeait le « bras armé » de l'ARDE jusqu'à sa rupture avec cette organisation) pour ne pas se joindre à UNIR. *« Ce qu'il voulait,* disent-ils, *c'est être le chef militaire suprême de toutes les forces antisandinistes. Il n'est pas notre allié. Nous nous sommes définitivement séparés de lui en septembre, de corps comme de biens... Un divorce à l'amiable. »*

« La révolution, ajoutent-ils en forme de boutade, *est trop sérieuse pour être confiée à un seul homme, fût-il Pastora... »* M. Robelo, ancien dirigeant de la social-démocratie nicaraguayenne et ancien membre de la junte de Managua, insiste, lui, sur *« le refus de toute tentative de retour au passé somoziste »* et sur la volonté des signataires de l'accord de Panama d'*« organiser des élections vraiment libres et démocratiques un an après la chute des sandinistes ».*

M. N.

---

(1) UNIR (Unité nicaraguayenne de réconciliation) a été créée à Panama le 24 juillet 1984. En sont membres l'ARDE, la FDN, des organisations miskitos (à l'exclusion du groupe du sud de Brooklin Rivera, ami de Pastora) et des représentants des Noirs de la côte atlantique.

(2) Le Parti communiste, prosoviétique, lié au gouvernement de Managua, s'est lui-même prononcé la semaine dernière pour un report des élections du 4 novembre.

● *L'Eglise demande au groupe de Contadora d'intervenir pour que l'opposition participe aux élections.* – Mgr Obando y Bravo, archevêque de Managua, a demandé aux pays du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Vénezuela, Panama), d'intervenir en faveur de la participation aux élections du 4 novembre de Coordination démocratique, principale coalition d'opposition. L'archevêque a également rappelé qu'il préconisait « un dialogue national » comprenant les groupes armés antisandinistes.

Uruguay

ANCIEN CHEF DES TUPAMAROS, M. SENDIC EST CONDAMNÉ A QUARANTE-CINQ ANS DE PRISON

Montevideo *(AFP)*. – Un tribunal militaire a confirmé en appel, au mois d'août, la peine de quarante-cinq années de prison infligée, en première instance, en juillet 1980 à M. Raul Sendic, fondateur et idéologue du Mouvement de guérilla uruguayen les Tupamaros, a indiqué, le lundi 17 septembre, le frère de l'intéressé, M. Victoriano Sendic.

Le procès a eu lieu hors de la présence de l'avocat de M. Raul Sendic, Me Hugo Batalla, a-t-il précisé. La peine se décompose en trente années de réclusion et quinze années de détention moins stricte. M. Raul Sendic a été, depuis 1972, plusieurs fois incarcéré dans des conditions inhumaines : les autorités ont explicitement indiqué qu'elles le considéraient comme un *« otage »*, en cas de reprise de la lutte révolutionnaire armée en Uruguay. M. Sendic avait été blessé au visage lors de son arrestation. Il avait dû subir alors une délicate opération. Ses proches assurent, d'autre part, que son état de santé demeure précaire en raison des tortures qu'il a subies. M. Sendic est âgé de cinquante-huit ans.

Il avait fondé le Mouvement de libération nationale (MLN) Tupamaros en 1963 et avait commencé de pratiquer la guérilla urbaine après avoir constaté les limites de son action syndicale auprès des coupeurs de canne à sucre dans le nord du pays. Le mouvement, d'abord populaire, puis critiqué lorsqu'il avait commis des crimes de sang, avait été démantelé en quelques mois par les forces de l'ordre en 1972.

Bolivie

NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LE PRÉSIDENT SILES ZUAZO

L'opposition conservatrice, majoritaire au Congrès, a annoncé son intention de lancer une procédure de révocation du président social-démocrate, M. Hernan Siles Zuazo, au pouvoir depuis octobre 1982. Elle entend ainsi censurer le fait que le chef de l'Etat ait couvert une rencontre, en juin 1983, entre l'ex-président du Conseil national de lutte contre la drogue, M. Rafael Otazo, et le « roi de la cocaïne », M. Roberto Suarez, actuellement recherché par les polices de son pays et des Etats-Unis. Selon le ministre de l'information, M. Mario Rueda Pena, le président avait délégué M. Otazo afin que celui-ci puisse procéder à l'évaluation de l'armement dont disposait le caïd en vue de préparer son arrestation. Cette version, cependant, a été démentie par M. Otazo lui-même. Selon cette personnalité, l'objectif de la rencontre était un véritable « dialogue » ; au cours de l'entretien, M. Suarez aurait offert de prêter 2 milliards de dollars au gouvernement de La Paz, assailli par les difficultés économiques. M. Otazo a été récemment démis de ses fonctions pour avoir accusé deux députés du parti du président (MNRI) d'être liés au trafic de drogue. Si le Congrès vote la révocation du président Siles, le texte devra encore être ratifié par la Cour suprême, où l'opposition est également majoritaire. – *(AFP.)*

Canada

La formation du gouvernement de M. Mulroney

Le poids des provinces anglophones de l'Ouest se fera davantage sentir

De notre correspondant

Montréal. – Le chef du Parti conservateur, M. Brian Mulroney, a pris ses fonctions de premier ministre en annonçant, lundi 17 septembre, à Ottawa, la formation d'un gouvernement qui accordera la priorité aux problèmes économiques. Pour la première fois dans l'histoire du pays, l'équipe formée donne une part importante aux représentants des provinces de l'Ouest.

Les ministres francophones du Québec sont moins nombreux – dix, y compris M. Mulroney – qu'à l'époque de M. Trudeau, et, surtout, ils occupent des fonctions moins importantes. Le nombre de femmes, en revanche, n'a jamais été aussi élevé : elles détiennent six portefeuilles.

M. Mulroney, l'homme du juste milieu, a formé un gouvernement à son image. Toutes les tendances du Parti conservateur et toutes les régions du pays sont représentées au sein du gouvernement, ce qui donne un cabinet pléthorique – quarante ministres. Il est vrai que le premier ministre devait récompenser beaucoup de monde, puisque son parti a obtenu 211 sièges sur 282 – un autre record – aux élections du 4 septembre. Il a notamment largement puisé dans l'ancien cabinet de M. Joseph Clark, qui fut un éphémère premier ministre conservateur en 1979-1980. M. Clark lui-même obtient, comme il le désirait, le portefeuille des affaires extérieures. Il est improbable qu'il soumette de nouveau un projet – le transfert de l'ambassade du Canada en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem – qui lui valut quelques ennuis avec les pays arabes, lorsqu'il était premier ministre. On ne connaît pas très bien les idées de M. Clark en politique étrangère, mais on sait déjà que M. Mulroney souhaite renforcer les relations avec Washington (le Canada réalise 70 % de son commerce avec les États-Unis) et ne plus faire cavalier seul en matière de désarmement et de relations avec le tiers-monde.

Le nom de M. Sinclair Stevens, qui fut ministre dans le gouvernement Clark, avait été souvent cité pour diriger la diplomatie canadienne. Il s'était fait remarquer en soutenant à fond le président Reagan, en particulier, à propos de l'Amérique centrale. M. Mulroney l'a sans doute trouvé trop extrémiste pour occuper cette fonction et a préféré lui confier un portefeuille économique, le ministère de l'expansion industrielle régionale. M. Stevens a déclaré quant à lui, que, pour relancer l'économie, il accorderait la priorité à la recherche de nouveaux débouchés pour les produits canadiens et au rétablissement de la confiance chez les investisseurs étrangers.

Deux ministres seront plus particulièrement responsables du dossier économique : M. Robert De Cotret, qui, à titre de président du conseil du Trésor, contrôlera les dépenses du gouvernement, et, surtout, le ministre des finances, M. Michael Wilson. Tous les deux viennent des milieux financiers – le premier de Montréal, l'autre de Toronto – et bénéficient de la confiance des hommes d'affaires.

« Nous devrons étudier les dossiers avant de prendre des décisions, a déclaré M. Wilson. *Nous voulons remettre de l'ordre dans les finances du pays et réduire le taux de chômage »* (11 % actuellement). M. Wilson est un ennemi du déficit budgétaire, qui est plus élevé proportionnellement au Canada qu'aux États-Unis (plus de 30 milliards de dollars sur un budget de 100 milliards de dollars). Mais il sera confronté à des exigences contradictoires qui risquent d'aggraver ce déficit : d'une part, maintenir les avantages sociaux que M. Mulroney s'est même engagé à améliorer, d'autre part, augmenter les dépenses militaires.

Les « Red Tories »

La nomination à la défense nationale d'un homme proche des idées en vogue dans les milieux conservateurs d'Amérique du Nord, M. Robert Coates, semble indiquer que M. Mulroney entend respecter les promesses qu'il a faites au cours de la campagne électorale. Il s'était notamment engagé à augmenter substantiellement le budget de la défense (+ 6% par an en termes réels) et à augmenter les effectifs de l'armée. Ce n'est sûrement pas un hasard si, le jour même de la prise de fonctions du gouvernement conservateur, un important groupe de pression, le Business Council on National Issues, a fait connaître les grandes lignes d'un rapport préconisant la modernisation des forces armées canadiennes et une participation plus active au sein de l'OTAN.

Le nouveau gouvernement devrait donc être conservateur sur les plans économique et militaire et plutôt libéral en matière sociale. Quelques « Red Tories » (« conservateurs rouges ») détiennent en effet les portefeuilles sociaux. Mme Flora MacDonald, qui fut ministre des affaires extérieures dans le gouvernement Clark, est nommée ministre de l'emploi et de l'immigration. C'est un ménonnite (une secte d'anabaptistes) de quarante-cinq ans, M. Jack Epp, qui appartenait à l'aile « gauche » du parti conservateur, qui détient le portefeuille de la santé et du bien-être social.

S'il est vrai que l'orientation du gouvernement sera déterminée essentiellement par les seize ministres qui ont déjà exercé le pouvoir pendant quelques mois en 1979-1980, il reste que la majorité des ministres sont des inconnus et, pour la plupart, des nouveaux venus sur la scène politique fédérale.

C'est le cas de la majorité des ministres québécois. Seuls MM. Robert De Cotret (conseil du Trésor), Roch La Salle (travaux publics) et Marcel Masse (communications) ont une véritable expérience. Les autres détiennent des *portefeuilles mineurs. 25 %* des ministres viennent du Québec, ce qui correspond au poids démographique de la province francophone, mais absolument pas à l'appui que les électeurs québécois ont accordé aux conservateurs dans 58 circonscriptions sur 75. Le *« french power »* a pris du plomb dans l'aile, ce qui – ce n'est pas un paradoxe – devrait faciliter les relations entre Ottawa et le gouvernement indépendantiste du Québec.

L'Ouest, qui a également élu 58 députés conservateurs à la Chambre des communes, se taille en revanche la part du lion avec treize ministères, et non des moindres : les *affaires extérieures,* le poste de vice-premier ministre, les *transports,* l'énergie. Il est vrai que l'Ontario, la province industrielle, s'en tire très bien aussi puisqu'elle contrôle les principaux ministères économiques.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Le nouveau cabinet

Voici la liste des membres du nouveau gouvernement qui a prêté serment le lundi 17 septembre (dans l'ordre protocolaire) :

Premier ministre : M. Brian Mulroney ; *anciens combattants :* M. Georges Hees ; *chef de la majorité au Sénat :* M. Duff Roblin ; *affaires extérieures :* M. Joseph Clark ; *emploi et immigration :* Mme Flora MacDonald ; *vice-premier ministre et président du conseil privé :* M. Erik Nielsen ; *justice :* M. John Crosbie ; *travaux publics :* M. Roch La Salle ; *transports :* M. Donald Mazankowski ; *solliciteur général (ministre de l'intérieur) :* M. Elmer MacKay ; *santé et bien-être social :* M. Jack Epp ; *pêches et océans :* M. John Fraser ; *expansion industrielle régionale :* M. Sinclair Stevens ; *agriculture :* M. John Wise ; *ministre d'Etat, chef de la majorité à la Chambre des communes :* M. Ramon Hnatyshyn ; *affaires indiennes et Nord canadien :* M. David Crombie ; *président du Conseil du Trésor :* M. Robert De Cotret ; *revenu national :* M. Perrin Beatty ; *finances :* M. Michael Wilson ; *défense nationale :* M. Robert Coates ; *ministre d'Etat, chargé du multiculturalisme :* M. Jack Murta ; *approvisionnements et services :* M. Harvie Andre ; *ministre d'Etat, à la condition physique et au sport amateur :* M. Otto Jelinek ; *ministre d'Etat, chargé des sciences et de la technologie :* M. Thomas Siddon ; *ministre d'Etat, commission canadienne du blé :* M. Charles Mayer ; *travail :* M. William McKnight ; *secrétaire d'Etat, affaires culturelles :* M. Walter McLean ; *ministre d'Etat au tourisme :* M. Thomas McMillan ; *énergie, mines et ressources :* Patricia Carney ; *ministre d'Etat, petites entreprises :* M. André Bissonnette ; *environnement :* Mme Suzanne Blais-Grenier ; *ministre d'Etat aux transports :* M. Benoît Bouchard ; *ministre d'Etat à la jeunesse :* Mme Andrée Champagne ; *consommation et corporations :* M. Michel Côté ; *commerce extérieur :* M. James Kelleher ; *ministre d'Etat aux mines :* M. Robert Layton ; *ministre d'Etat aux communications :* M. Marcel Masse ; *ministre d'Etat aux finances :* Mme Barbara McDougall ; *ministre d'Etat aux forêts :* M. Gerald Merrithew ; *relations extérieures :* Mme Monique Vézina.

ASIE

Sri-Lanka

NOUVEL ATTENTAT DANS LE NORD

Deux policiers tués

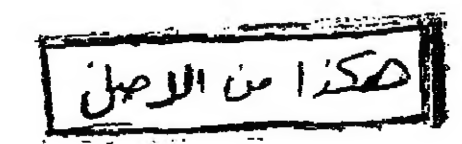
Colombo *(Reuter, UPI)*. – Deux policiers en patrouille ont été tués et quatre autres blessés lorsque la jeep dans laquelle ils se trouvaient a sauté sur une mine, lundi 17 septembre, près de Kilienochchi, dans le nord du pays, a indiqué le ministère de l'information. Huit jours auparavant neuf soldats avaient trouvé la mort dans les mêmes conditions.

Le président Jayewardene a annulé la plupart des cérémonies devant marquer son soixante-dix-huitième anniversaire, à la suite de ces attentats. Lundi également, les magasins, les écoles étaient restés fermées à Jaffna, principale ville du Nord. Des séparatistes tamouls ont jeté des bombes sur quelques boutiques, qui étaient restées ouvertes, et ont dévalisé un établissement public.

Deux rebelles ont été tués par la police, qui a ouvert le feu sur le camion qui les transportait, alors qu'il tentait de forcer un barrage.

Philippines

● VINGT MORTS DANS DES ACCROCHAGES ENTRE MILITAIRES ET INSURGÉS. – Une vingtaine de personnes, dont douze soldats et volontaires de la défense civile, ont été tuées le lundi 17 septembre au cours de deux accrochages avec des insurgés communistes au nord de Davao, dans le sud du pays, a annoncé mardi le général Dionisio Tan-Gatue, commandant de la police provinciale. – *(Reuter, UPI.)*



هكذا من الاصل



Le Monde

politique

LE PROJET DE LOI DE FINANCES

M. Strauss-Kahn (PS) : le budget de 1985 ne peut être résumé à « moins d'impôts, plus de taxes »

M. Dominique Strauss-Kahn, qui vient d'être nommé membre du secrétariat national du PS chargé des études, a commenté, lundi 17 septembre, les critiques adressées au projet de budget pour 1985, tant par le PC que par l'opposition ou certains syndicats. A ce propos, M. Strauss-Kahn a évoqué, faisant allusion aux déclarations de M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, des *« déclarations tonitruantes de leaders syndicaux et de leaders de l'opposition, qui disaient assez largement la même chose »*.

M. Strauss-Kahn, qui estime que le projet de loi de finances pour 1985, qui marque *« une différence qui dérange pas mal »*, ne peut être analysé, sauf à commettre une *« erreur »*, à partir des *« critères traditionnels : relance ou austérité »*. Ce projet de budget, qui est *« par définition, un budget actif »*, s'inscrit, a souligné M. Strauss-Kahn, dans la logique du IXe Plan.

M. Strauss-Kahn a estimé qu'*« on aurait tort »* de résumer ce budget à *« moins d'impôts, plus de taxes »*, un projet de budget qui a demandé des *« redéploiements considérables »*.

Il a dissocié le cas de l'essence de celui du téléphone. Au sujet de l'essence, pour laquelle il a expliqué que le gouvernement souhaite orienter la consommation des diverses catégories d'énergie par une politique des prix, il a rappelé que la part de la fiscalité dans le prix de l'essence reste stable, et que *« la baisse de 1 % des prélèvements obligatoires est nette de l'opération sur l'essence »*. Au sujet du téléphone, il a affirmé : *« La vraie question est de savoir si c'est une bonne ou une mauvaise politique, pour que la France ait une industrie de l'électronique et une industrie de la communication, que les Français paient 10 centimes de plus par communication téléphonique. »* Il a néanmoins relevé que le gouvernement a commis *« une grosse erreur »* en présentant *« en vrac »* ces diverses mesures.

M. Strauss-Kahn a aussi abordé les critiques émises notamment par le PC, sur l'insuffisante justice fiscale du projet de budget. *« Je ne crois pas,* a-t-il estimé, *que les efforts de baisse des prélèvements obligatoires soient répartis de façon injuste. Il y a toujours moyen de faire plus en matière d'équité, mais la baisse des prélèvements obligatoires n'est pas une mesure d'équité en elle-même. »* M. Strauss-Kahn a évoqué la possibilité d'un *« dégrèvement qui aurait été plus que proportionnel en faveur des revenus moyens »*. Il a estimé à ce propos : *« on ne peut pas dire à la fois qu'il faut un plus fort produit de l'impôt sur le revenu et continuer à ne pas vouloir imposer ou dégrever au maximum les revenus moyens »*. Pour M. Strauss-Kahn, l'action pour plus d'équité fiscale passe surtout par un renforcement de la lutte contre la fraude.

● *Le PSU chez M. Fabius.* — M. Serge Depaquit, secrétaire national, porte-parole du PSU, a été reçu, lundi 17 septembre, par le premier ministre, avec lequel il s'est entretenu, pendant plus d'une heure, de la politique gouvernementale, notamment sur l'emploi et les jeunes.

M. Depaquit, qui était accompagné par M. Jacques Salvator, secrétaire national, porte-parole adjoint du PSU, a indiqué à M. Laurent Fabius que le PSU apprécie les efforts du gouvernement pour la modernisation du pays, la formation des travailleurs et la politique de recherche. Ces axes correspondent bien, selon M. Depaquit, aux nécessités actuelles.

Les dirigeants du PSU ont fait part à M. Fabius de leurs préoccupations sur trois sujets : la réduction du temps de travail, la lutte contre les inégalités, la modernisation qui entraîne d'inévitables restructurations industrielles qui ne doivent pas se faire *« par-dessus la tête »* des travailleurs.

Le monde selon « D.S.-K. »

Né le 25 avril 1949 à Paris, M. Dominique Strauss-Kahn, chef du service financier du commissariat au Plan, est connu des milieux économiques et financiers. Il commence à s'imposer en politique, au Parti socialiste. Principal collaborateur économique de M. Lionel Jospin, il vient d'être nommé membre du secrétariat national chargé du secteur études, où il succède à Jean Pronteau.

« Je ne sais rien faire, sur rien » : M. Dominique Strauss-Kahn a la modestie un peu chargée. Quand on est, à trente-cinq ans, membre du secrétariat national du Parti socialiste et chef du service financier du commissariat au Plan — poste « bon chic » qui conduit généralement du bureau que Goering avait fait installer là, à sa mesure, pendant l'occupation, jusqu'à la présidence d'une grande banque, — il faut bien que quelqu'un vous ait reconnu quelque savoir-faire.

Pour le Parti socialiste, c'est M. Lionel Jospin, longtemps après, il est vrai, que M. Christian Sautter, aujourd'hui secrétaire général adjoint de l'Elysée, lui eut ouvert, en 1977, les portes de la commission économique du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement. Pour le Plan, c'est M. Michel Rocard.

Pour sa famille, qui le voulait soit juriste, soit médecin, ce n'est peut-être pas le plan de carrière souhaité. Quelle idée d'avoir choisi la politique, et de s'y tenir, quand tout va mal pour les socialistes, sans même s'engouffrer dans la voie des cabinets ministériels !

M. Strauss-Kahn, « D.S.-K. » comme on dit au PS, peut rester ostensiblement modeste sans pour autant s'étonner de ce qu'il est devenu. Il fait partie de ces intellectuels qui multiplient les études parce qu'ils ne veulent pas s'enfermer trop tôt dans une carrière et une spécialité.

Né en 1949 à Paris, il a vécu ses premières années au Maroc puis à Monaco. Le lycée terminé, il savait surtout ce qu'il ne voulait pas faire : ni droit ni médecine. Il a fait droit pourtant — concession à la famille — mais seulement, comme sciences po, parce qu'il s'ennuyait un peu à HEC. A vingt-deux ans, la licence et les deux diplômes en poche, il ne se voyait pas *« vendre des savonnettes »*. Comment l'éviter ? En continuant ses études. Il obtient une bourse du CNRS pour une expérience de recherche sur les problèmes de l'épargne. Ces travaux-là nécessitent un vernis mathématique — statistiques et probabilité — auquel HEC, sans doute, ne suffit pas. M. Strauss-Khan s'est donc attelé à la maîtrise, puis, l'appétit venant en apprenant, au doctorat obtenu en 1975 et au concours d'agrégation qu'il a passé en 1977.



Dessin de CAGNAT.

Le costume lui paraît encore un peu étroit. Son modèle, dans la vie, c'est M. Marcel-Paul Schutzenberger, professeur au Collège de France, médecin psychiatre qui, s'intéressant à la biologie, a passé un doctorat de mathématiques pour mieux la comprendre, puis s'est passionné pour l'informatique avant de devenir l'un des meilleurs spécialistes des langages et des automates. M. Schutzenberger a soixante-quatre ans. Cela laisse du champ à M. Strauss-Kahn pour tenter d'apaiser l'angoisse de sa vie : en quoi le monde aura-t-il été différent parce que lui, Strauss-Kahn, aura existé ? C'est à vous creuser un ulcère à l'estomac. Mais l'« angoissé » a de l'humour. Le monde selon Strauss-Kahn n'est pas si grand ni si terrifiant que cela.

Economiste — *financier plutôt*, rectifie-t-il, — il ajoute aujourd'hui la politique au champ de ses investigations et de la capacité d'action qu'il recherche. Ancien militant à l'Union des grandes écoles (alors tenue par les étudiants communistes), il a vite quitté les nébuleuses du PCF : *« On a vu et on a été déçu. »* Au CERES aussi, il n'a donné qu'un coup d'œil, de 1977 aux élections législatives de 1978 : c'était un peu *« archaïque »*, *« franco-français »*. Il sera beaucoup plus attentif aux amis de M. Jean-Pierre Chevènement lorsqu'il s'agira de les combattre, dans les débats internes au Parti socialiste. Ainsi, M. Strauss-Kahn a largement participé, dans l'ombre de M. Lionel Jospin, aux discussions préparatoires au congrès de Bourg-en-Bresse (octobre 1983), à la rédaction du texte soumis au PS par le premier secrétaire et au débat, essentiellement économique, qui a abouti à la motion unitaire commune à tous les courants du PS.

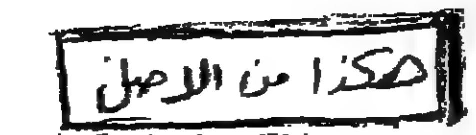
Ainsi M. Strauss-Kahn a choisi la politique plutôt que la carrière privée souvent incompatible, dans les milieux financiers, avec la responsabilité publique qui est la sienne. Il a de surcroît choisi le parti plutôt que les cabinets ministériels, malgré les appels d'offre, en 1981, de MM. Jacques Delors et Jean-Pierre Chevènement notamment.

Pourquoi le parti ? alors que la plupart, justement, le quittaient pour les palais officiels ? Parce qu'il ne fallait pas le laisser se vider, bien sûr. Mais aussi parce que l'on a plus de chances d'y rendre service et d'accéder au sommet de l'appareil lorsque le terrain est dégagé. Malgré la rigidité du système due au poids des courants, M. Jospin est parvenu à imposer l'entrée de M. Strauss-Kahn, son principal collaborateur économique, au comité directeur en 1983, puis l'a nommé membre adjoint du secrétariat national et, enfin, secrétaire national.

Entre-temps, M. Strauss-Kahn s'était efforcé de constituer, autour du premier secrétaire du PS, une équipe d'économistes « professionnels » capables d'apporter leur soutien technique aux politiques. M. Strauss-Kahn estime que l'opposition traditionnelle entre *« technocrates »* et *« politiques »* a fait *« un mal terrible »* au Parti socialiste. *« On n'est pas obligé,* dit-il, *de ne rien connaître aux techniques économiques pour faire de la politique, de s'aligner sur le comportement de ces jeunes femmes qui exigent d'être mieux payées qu'une secrétaire sous prétexte qu'elles ne savent pas taper à la machine. »*

Le parcours de la gauche depuis 1981 a montré combien le Parti socialiste avait besoin de ces intellectuels pragmatiques qui établissent le lien entre la réflexion et l'action. M. Strauss-Kahn, sans doute, est de ceux-là.

JEAN-YVES LHOMEAU.



AU COMITÉ CENTRAL DU PCF

M. Marchais dénonce l'évolution des socialistes

Le comité central du Parti communiste, réuni pour trois jours, a entendu, le lundi 17 septembre, le rapport du bureau politique présenté par M. Georges Marchais. Il semble que ce texte comporte, au sujet de l'union de la gauche, des formulations qui, tout en confirmant les déclarations antérieures des dirigeants du parti (la fin d'une *« expérience de vingt-cinq ans »*), seraient de nature à rassurer ceux qui craignent l'abandon de toute référence significative à cette alliance. Néanmoins, les motifs d'inquiétude, à ce sujet, demeurent.

Le rapport présenté par le secrétaire général dénonce, en effet, vigoureusement l'évolution des socialistes. Il souligne que l'orientation du gouvernement de M. Laurent Fabius était déjà celle de M. Pierre Mauroy, et que le désaccord des communistes – rappelé par M. Marchais le 8 septembre – remonte à juin 1982. Ainsi la période positive de la phase de participation au gouvernement est-elle strictement limitée et la légitimité unitaire, revendiquée par l'ancien premier ministre et, avec lui, par le PS, est-elle, par là même, contestée.

Le texte présenté par M. Marchais revient, aussi, sur la responsabilité des dirigeants du PCF au début des années 60 – c'est-à-dire Maurice Thorez, puis Waldeck-Rochet – dans l'évolution ultérieure du parti et dans celle du rapport des forces au sein de la gauche. Ces critiques rétrospectives confirment la condamnation de la *« forme d'union »* dont le PCF, depuis 1977, cherche à se libérer.

La discussion s'est engagée, lundi après-midi, sur le rapport du bureau politique. Dès mardi, *l'Humanité* a indiqué qu'elle publiera, le 20 septembre, ce document, qui occupera dix pages du journal, puis, le 22 septembre, un compte rendu des débats du comité central.

Il apparaît donc que la question du vote sur le rapport du secrétaire général, si tant est qu'elle se pose, et de quelque façon qu'elle soit résolue, n'aura aucun effet sur la publication de ce document, ni sur le caractère officiel qui lui sera ainsi donné.

En outre, la longueur de ce rapport, qui aborde tous les aspects de la période, semble indiquer, pour ce qui est de la préparation du congrès, que la formule retenue sera celle, classique, d'un long projet de résolution, élaboré par une commission désignée à cette fin et s'inspirant du texte du bureau politique.

Antenne 2, a pour sa part, diffusé lundi au cours de son journal du soir, un reportage réalisé dans la fédération de M. Marcel Rigout, en Haute-Vienne, au cours duquel l'ancien ministre de la formation professionnelle a approuvé le refus du PCF de participer au gouvernement de M. Fabius (M. Rigout avait plaidé pour la participation, lors de la précédente réunion du comité central, dans la nuit du 18 au 19 juillet). Selon M. Rigout, la politique du PCF est *« bonne »*, mais il ne parvient pas à *« se faire comprendre »*, et c'est sur cette difficulté que doit porter le débat.

PATRICK JARREAU.

M. Bernard Pons affirme qu'aucun membre du RPR n'est barriste

Invité de l'émission de France-Inter « Face au public », lundi 17 septembre, M. Bernard Pons a mis en cause *« une cellule de communication »*, qui, installée à l'Elysée, *« essaie de développer une propagande insidieuse (...), d'utiliser le moindre événement pour* [le] *renverser au profit du président de la République et du gouvernement* (...) ».

Il a contesté que le RPR, dont il est le secrétaire général, soit *« pris en tenaille »* entre M. Barre et M. Le Pen. Après avoir affirmé qu'aucun membre du RPR n'appartient à un courant barriste, et que dire ou écrire le contraire constituent *« une méthode condamnable et dangereuse »*, M. Pons a assuré : *« Il n'y a pas de rivalité au sein de l'opposition (...). Ne nous opposez pas avec le courant qu'incarne M. Raymond Barre ou celui qu'incarne M. Giscard d'Estaing. L'opposition se porte bien et l'objectif de Raymond Barre, celui de M. Giscard d'Estaing, celui de Jacques Chirac, l'objectif de tous les responsables de l'opposition, c'est de bouter hors du pouvoir, dans des conditions légales, le moment venu, les socialistes qui y sont et qui ont fait la preuve de leur incompétence, de leur incohérence, et qui ont entraîné la France là où elle se trouve. »*

Pour le député de Paris, il n'y a conflit ni entre M. Barre et le RPR, ni entre l'UDF et le RPR, il a ajouté que le RPR fait de *« l'union de l'opposition sa base de travail »*.

Quant à la stratégie de son parti, il l'a précisé en trois points : *« Nous situer résolument dans l'opposition ; être la main dans la main avec toutes les formations de l'opposition pour que celle-ci soit unie et déterminée ; avoir un projet politique et un plan de redressement économique et social. »*

« Si des événements graves... »

Considérant que les assertions selon lesquelles le RPR a rompu avec le gaullisme entrent dans une *« manipulation générale »*, M. Pons a expliqué que son parti n'a pas *« à demander tous les jours la dissolution »* de l'Assemblée nationale. Il a précisé : *« Si des événements graves se produisent demain, nous dirons : « Nous vous avions mis en garde ». En quelque sorte, nous avons pris date avec le président de la République, et jusqu'aux élections législatives qui doivent normalement se dérouler en mars 1986, chaque fois que se produiront des événements graves, inquiétants pour la France. nous dirons au président de la République : « Eh bien ! voyez... les élections anticipées... Si vous nous aviez écoutés... Il est encore temps. »*

Se déclarant *« entièrement d'accord pour que les responsables de l'opposition rencontrent ceux qui sont aujourd'hui légalement au pouvoir »*, M. Pons a indiqué que M. Chirac est prêt à répondre à toutes les invitations – y compris celles de M. Fabius, – *« dès lors qu'elles ont pour but non pas une opération politique, mais d'arriver à un résultat important et intéressant pour notre pays »*.

• *Les sénateurs de l'Union centriste et le découpage cantonal.* – Le groupe de l'Union centriste du Sénat a demandé, lundi 17 septembre, à MM. Laurent Fabius et Pierre Joxe, d'exposer leurs projets de modifications à la carte cantonale devant la commission sénatoriale des lois. Craignant des *« excès peu conformes à la tradition républicaine »*, les sénateurs estiment que les projets du gouvernement *« risquent de remettre en cause gravement l'équilibre et la sérénité des conseils généraux, qui ont à faire face à de nouvelles responsabilités dans le cadre des lois de décentralisation »*.

AU COURS DE LEURS CONVENTS ANNUELS

Les organisations maçonniques approuvent la recherche d'un compromis sur l'école

De tous les citoyens impliqués dans la « guerre » scolaire, les francs-maçons furent – et restent – assurément les plus attachés à la nécessité de défendre l'idéal de la laïcité. Jules Ferry n'était-il pas l'un des leurs ? Il n'est donc pas surprenant que les convents annuels du Grand-Orient de France (GODF) et de la Grande Loge de France (GLDF), qui se sont réunis au cours du week-end, les 14, 15 et 16 septembre, aient mis en évidence les préoccupations des deux principales obédiences françaises de la franc-maçonnerie au moment où paraît venu le temps de l'armistice. Mais cette décrispation n'est pas vécue de la même façon par ces deux organisations.

Que la Grande Loge de France – la deuxième obédience française par le nombre de ses membres (seize mille environ répartis dans trois cent soixante-deux loges de métropole et d'outre-mer) – se réjouisse du projet de compromis élaboré par nouveau ministre de l'éducation nationale, cela va de soi.

La veille de la manifestation du 24 juin, le grand maître, M. Henri Tort-Nouguès, qui vient d'être reconduit dans sa charge, appelait à la fin de la querelle en soulignant que *« l'esprit de laïcité véritable »* était incompatible avec *« toutes les formes de dogmatisme, qu'il soit religieux ou antireligieux, dicté par la foi ou par l'athéisme »*.

« La condition de la laïcité, ajoutait le grand maître de la Grande Loge de France, *c'est la neutralité de l'école qui, elle-même, repose sur la neutralité de l'Etat. »* M. Henri Tort-Nouguès exprimait aussi, ce jour-là, ses inquiétudes devant la dégradation de la qualité de l'enseignement public. Les orientations définies par le successeur de M. Alain Savary rejoignent donc tout à fait ses propres convictions. *« J'ai l'impression que M. Jean-Pierre Chevènement m'a copié »*, affirmait-il en souriant, lundi soir 17 septembre.

En revanche, pour le Grand-Orient de France – principale obédience française (près de 38 000 membres répartis dans 650 loges, dont 120 à Paris), – l'approbation du revirement gouvernemental n'était nullement acquise d'avance. Le grand maître, élu en septembre 1981, M. Paul Gourdot, avait, en effet, tout au long de cette « guerre », pesé de toute son autorité sur le gouvernement en soutenant le point de vue des laïcs les plus ultras.

En avril 1983, il avait notamment dénoncé les hésitations du gouvernement dans l'affirmation de la laïcité : *« Certains atermoiements n'ont aucune justification. »* M. Gourdot était revenu à la charge, en mai dernier, pour critiquer vivement le projet de loi présenté par M. Alain Savary. *« Cette loi va faire reculer de cent ans le droit à la liberté de conscience »*, disait-il. Le GODF avait activement participé à la mobilisation des laïcs contre les partisans de l'enseignement privé, et ses prises de position avaient valu à M. Gourdot diverses critiques internes. Celles-ci se sont encore exprimées, au cours du week-end, à l'occasion des échanges de vues qui ont eu lieu au siège du Grand-Orient, rue Cadet, à Paris.

M. Gourdot n'étant plus rééligible, le règlement de sa succession a permis au GODF d'opérer sa propre révision en douceur. En la personne de M. Roger Leray, élu sans obstacle en remplacement de M. Gourdot, le conseil de l'ordre – organe exécutif – s'est donné pour grand maître un homme qui a toujours incarné le courant du GODF le plus proche du Parti socialiste.

M. Leray est membre du PS. Son élection à une charge qu'il avait déjà assumée de 1979 à 1981 assure donc la continuité du courant progressiste. Toutefois, ce changement se traduira sans doute par une plus grande souplesse à l'égard des positions gouvernementales. Dans sa première déclaration publique, lundi matin, M. Leray affirmait que le Grand-Orient de France se réjouit du compromis conçu par M. Jean-Pierre Chevènement, tout en affirmant – synthèse oblige – sa totale solidarité avec l'attitude de son prédécesseur.

Le gouvernement paraît ainsi assuré de bénéficier, dans sa négociation d'une paix scolaire, de la bienveillante compréhension de la franc-maçonnerie. La diatribe de M. Leray contre le pape à propos de la position du Vatican à l'égard des Églises catholiques des pays du tiers-monde, n'en est, par contraste, apparue que plus violente. Comme si le nouveau grand maître du Grand-Orient avait voulu faire savoir publiquement que le repli stratégique effectué aujourd'hui par son organisation sur la question scolaire ne devait pas être interprété comme un infléchissement.

ALAIN ROLLAT.



Le Grand-Orient : « Jean-Paul II est dangereusement réactionnaire »

Au Grand-Orient de France, M. Leray a été élu grand maître, en recueillant, au premier tour de scrutin, les suffrages de vingt-sept des trente-trois membres du conseil de l'ordre. Il y a eu six bulletins blancs. M. Leray n'avait pas de concurrent.

Dans sa première déclaration, lundi, le nouveau grand maître a longuement exposé la position de cette obédience sur la querelle scolaire. Il a notamment souligné : *« La question scolaire reste posée ; mais, dans ses développements récents, le débat, devenu affrontement, n'avait plus que de lointains rapports avec l'éthique même de la laïcité. C'est pourquoi nous nous félicitons du compromis auquel semblent vouloir se tenir les animateurs des secteurs public et privé de l'enseignement. Nous souhaitons que désormais toute attitude dogmatique soit rigoureusement écartée d'un domaine qui est, par essence, celui de l'échange, ouvert à toutes les forces qui font le progrès de l'homme. Nous le souhaitons mais nous restons attentifs. »*

Interrogé, à ce sujet, au cours d'une conférence de presse, M. Leray a ajouté : *« Je reprends à mon compte tout ce qu'a dit en son temps le grand maître Paul Gourdot, mais Paul Gourdot s'est exprimé en un temps qui n'est plus le mien. Comme disait l'autre, lui, c'est lui, moi, c'est moi... »* Après avoir rappelé que les prises de position de son prédécesseur étaient intervenues à une période où la laïcité subissait de nombreuses agressions, M. Leray a tenu à rendre hommage à l'ancien ministre de l'éducation tout en réaffirmant son souci de détente : *« Nous avons simplement constaté, après les patients efforts, les tenaces et honnêtes efforts de M. Alain Savary, que les uns et les autres laissaient qui les faux, qui les menaces nazifiantes dans l'arsenal de protestations dépassées, pour finalement parler hors des limites de l'affrontement. A partir du moment où l'on parle, les solutions de sagesse doivent être reçues avec une certaine sérénité. »*

Le grand maître du Grand-Orient a alors estimé que l'évolution de la querelle scolaire constitue aussi *« une manière de mettre devant leurs responsabilités le Vatican et Jean-Paul II »*. Evoquant l'attitude du pape à l'égard des Eglises des pays du tiers-monde, et notamment d'Amérique latine, M. Leray a déclaré : *« Ce qui se passe actuellement dans l'Eglise catholique romaine ne peut pas ne pas alerter toutes les consciences. L'église catholique romaine voit 47 % de ses effectifs mondiaux réunis en Amérique du Sud où il se passe des choses, où il se dit des choses... Jean-Paul regarde ces choses pensées, dites, promues, et il a une attitude fondamentalement réactionnaire, dangereusement réactionnaire. » S'il ne s'agissait que de l'avenir de l'église catholique, nous pourrions dire : c'est leur problème. Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit de ces régimes que nous condamnons en toutes circonstances, notamment du régime de Pinochet (...) On ne peut pas s'affirmer pour des pouvoirs oppresseurs et en même temps condamner ceux de ses prêtres qui se battent et se font tuer pour que vivent mieux des hommes, des femmes et des enfants martyrisés. Il y a un choix que l'Eglise catholique romaine ne fait pas et qu'elle devra bien faire un jour ou l'autre. »*

Le grand maître du Grand-Orient a également souligné les préoccupations de son obédience face à la montée du racisme, aux campagnes anti-immigrés et aux conséquences de la crise économique.

La Grande Loge : « L'antiracisme est notre devoir »

A la Grande Loge de France, M. Henri Tort-Nouguès a été réélu grand maître en recueillant 95,75 % des suffrages exprimés : 338 sur 353 lors du vote émis par les « députés » (délégués des loges) constituant le conseil fédéral de l'ordre. La franc-maçonnerie écossaise accordant traditionnellement une primauté absolue au spirituel sur le temporel, le grand-maître a notamment affirmé, lundi après-midi, au cours d'une conférence de presse : *« Nous pensons qu'on ne pourra sauver l'humanité que par une sorte de révolution, de conversion intérieure vers le domaine de l'esprit, en donnant à la vie le désir, la direction du vrai, du juste et du beau. »*

Au cours du convent M. Tort-Nouguès avait consacré une longue allocution à la dénonciation du racisme, en soulignant : *« L'antiracisme est notre devoir, notre premier devoir. Mais, afin qu'il n'y ait aucune équivoque, ajoutons qu'il ne saurait être à sens unique. Lui aussi se nourrit de réciprocité. Je veux dire que j'ai le devoir impérieux de respecter la personnalité de l'autre, mais que celui-ci a le devoir de respecter la mienne. Autrui a le droit d'exiger que je respecte son identité, mais j'ai le droit d'exiger que l'on respecte la mienne (...) Il nous faut chasser de notre esprit toute forme de racisme culturel, être ouverts à toutes les traditions et toutes les cultures, pénétrés de cette idée que toutes nous apportent, dans leur diversité et dans leur pluralité, une parcelle de vérité. Mais il ne faut pas seulement penser ce problème en termes de négation, ne présenter que la face creuse de la vérité. Il faut également affirmer notre idée, l'idée maçonnique dans sa positivité. Il ne faut pas se contenter de condamner la haine de l'autre, il faut aussi promouvoir, faire exister, susciter l'amour de l'autre, exalter l'idée de la fraternité humaine. »*

Le Monde

société

L'augmentation de la criminalité s'est ralentie en 1983

La criminalité et la délinquance augmentent, mais moins vite qu'auparavant. Entre 1982 et 1983, leur progression a été de 4,4 % seulement, contre 10 % en moyenne ces dix dernières années. Après la forte hausse de 1982 (+ 18,12 %), c'est presque une victoire, dont s'est félicité, lundi 17 septembre à Evry (Essonne), M. Pierre Joxe, en rendant publiques ces statistiques.

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui venait s'enquérir sur le terrain des résultats de la politique de prévention et de répression, s'est gardé d'avancer une explication. Ces statistiques, dont on avait déjà eu une idée au début de 1984, sont sujettes d'une année à l'autre à des soubresauts souvent mystérieux, et la manière dont elles sont établies laisse quelquefois à désirer (*le Monde* du 4 février).

S'il s'avérait que le ralentissement de la hausse de la délinquance et de la criminalité était dû à la politique de prévention tous azimuts du gouvernement, celui-ci s'en vanterait sûrement. Mais il n'ose pas, ou pas encore, le faire. Attendons, c'est trop beau pour être vrai, semble penser M. Joxe, qui remarque cependant que les premiers chiffres pour 1984 sont encourageants eux aussi (1).

L'année 1983 a été un bon cru, comparable à 1974 (+ 3,62 %), mais 1976 avait été meilleure encore (− 4,62 %). Le tableau que nous publions d'autre part montre l'évolution en volume des infractions génératrices du sentiment d'insécurité. Il s'agit de crimes et de délits *constatés* par les services de police et de gendarmerie, ce qui relativise certaines hausses spectaculaires comme celle des trafics de stupéfiants (+ 173 %). Les crimes et délits enregistrés par les services qui en ont la charge sont toujours en hausse lorsque les policiers s'y intéressent de près. Et de fait, ils sont aujourd'hui plus nombreux à combattre ce fléau.

Parmi les bonnes nouvelles données par M. Joxe, il y a la faible augmentation des vols à l'étalage et à la roulotte. Elle explique en grande partie la moindre progression de la délinquance et de la criminalité en 1983. On note même un recul des vols d'automobiles (− 2,62 %), et de deux roues (− 6,19 %). Quant aux chiffres détaillés des cambriolages, ils permettent de dissiper une idée fausse : il s'agit, dans un cas sur dix seulement, de « visites » de résidences secondaires (2).

Les points noirs de ce bilan restent les viols, les agressions et les meurtres crapuleux. Tout se passe comme si la faible augmentation des atteintes aux biens, c'est-à-dire des vols, était compensée par une multiplication inquiétante des violences physiques. Les statistiques montrent que les viols ont pratiquement doublé depuis 1972 (+ 97,81 %), mais ce phénomène serait dû en grande partie au fait que les victimes hésitent moins qu'autrefois à porter plainte.

Ce raisonnement rassurant ne vaut pas pour les vols avec violences (+ 10 %) et moins encore pour les homicides et les tentatives d'homicides crapuleux. Eux qui n'avaient augmenté que de 8,65 % en 1982 sont en progression de près de 38 % en 1983. Même s'ils ne représentent qu'une faible part de la délinquance et de la criminalité (0,008 %), les « braquages » de pompistes et de commerçants exaspèrent l'opinion et exacerbent le sentiment d'insécurité.

Modernisation

La satisfaction relative de M. Joxe (les 4,4 % de 1983 « *c'est déjà trop* ») va de pair avec une volonté réformatrice qui tient en quatre mots : prévention, répression, professionnalisation, et, référence obligée au credo gouvernemental, modernisation.

Prévention : ministre de la police, M. Joxe a symboliquement installé, vendredi 14 septembre, à Evry, un conseil départemental de prévention de la délinquance en présence de M. Gilbert Bonnemaison, vice-président du Conseil national qui porte le même nom (le premier ministre en est le président ès qualités).

Répression : M. Joxe avait, symboliquement aussi, demandé à M. Robert Broussard, préfet délégué pour la police en Corse, et à M. Claude Bardon, chef du SRPJ de Versailles, d'être à ses côtés lundi. On doit au premier la baisse constatée en 1983 des attentats à l'explosif. Le second dirige le service qui a identifié cet été les membres du groupe M 5 et a obtenu, sans incident, la reddition des meurtriers du policier tué à Auxerre.

Professionnalisation : M. Joxe veut développer la formation des policiers qui entrent dans la carrière et de ceux qui, en fonctions depuis plusieurs années déjà, n'en ont pas bénéficié. Le ministre de l'intérieur souhaite multiplier les stages de techniques d'interpellation. Ce projet devrait mettre du baume au cœur à la Fédération autonome des syndicats de police (gauche), qui, la semaine dernière, accusait le ministère de l'intérieur de ne pas préparer suffisamment les policiers à leur métier et aux risques que celui-ci leur fait courir. De manière générale, M. Joxe ne semble pas vouloir envenimer la polémique avec la FASP. « *La sécurité de tous,* a-t-il déclaré, *passe prioritairement par la sécurité de ceux dont c'est le métier, même si le risque est inhérent au métier de policier.* »

Modernisation : le ministre de l'intérieur compte faire de l'informatique et de la bureautique une de ses priorités budgétaires. Il souhaite que les policiers « *consacrent plus de temps à ce qui est leur métier, les tâches de police, et moins de temps aux tâches administratives* ». Ainsi espère-t-il contenir la délinquance dans des limites raisonnables.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Dans deux villes du Nord choisies pour expérimenter des actions de prévention, le nombre d'infractions est en baisse au premier semestre de 1984 par rapport aux six premiers mois de 1983. Lille : − 2,17 % et Roubaix : − 6 %. Ce résultat est d'autant plus intéressant que la criminalité et la délinquance ont augmenté de 14,81 % en 1983 dans les départements dépendant du SRPJ de Lille.

(2) Les vols simples représentent 47,49 % de la criminalité et de la délinquance constatées en 1983. Viennent ensuite les chèques sans provision (11,71 %) et les cambriolages (5,96 %).

	1972	1979	1982	1983	VARIATIONS 1982-1983 en %
DÉLINQUANCE ET CRIMINALITÉ GLOBALES	1 763 372	2 330 566	3 413 682	3 563 975	+ 4,4
Vols simples	790 848	1 200 295	1 647 143	1 692 694	+ 2,77
Cambriolages de lieux d'habitation	71 001	110 479	198 998	212 397	+ 6,73
Vols avec violences	13 525	27 053	40 540	44 735	+ 10,35
Toxicomanie	2 602	9 620	21 145	23 615	+ 11,68
Trafic de stupéfiants	228	810	1 001	2 735	+ 173,23
Vols à main armée	2 602	4 993	5 535	6 139	+ 10,91
Viols	1 587	1 695	2 459	2 883	+ 13,99
Homicides non crapuleux (1)	984	1 645	1 879	2 043	+ 8,73
Homicides crapuleux (1)	139	172	226	311	+ 37,61
Attentats par explosifs	1 856	754	1 084	1 074	− 0,92

(1) Ces chiffres incluent les tentatives d'homicide.
Sources : Direction centrale de la police judiciaire du ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

Adieu képi



Les policiers vont changer de tenue. Adieu le képi et la vareuse. Le nouvel uniforme, signé Pierre Balmain, reste bleu « police », mais le revolver redevient apparent. Le blouson que porteront les policiers à partir du printemps prochain sera en gabardine, avec doublure amovible, en tissu aluminisé. Pour les nostalgiques, il subsistera une « tenue d'honneur », avec képi celle-là, très semblable à l'uniforme actuel, mais rajeuni.

Les syndicats de police souhaitaient vivement ce changement de look, façon CRS ou employé de société de gardiennage. Le ministre de l'intérieur, qui regrette que les policiers dissimulent leur condition sous un imperméable aussitôt leur service terminé, espère qu'ils se montreront désormais au grand jour, la vue de l'uniforme étant à la fois dissuasive et rassurante.

TRANSPORTS

Les compagnies américaines réduisent leurs vols pour remédier à l'engorgement des aéroports

Correspondance

Washington. — Un accord est en vue entre les compagnies aériennes et le gouvernement américain pour remédier aux embouteillages qui paralysent les aéroports des Etats-Unis. En effet, les passagers américains sont exaspérés par les retards d'une ou deux heures qui leur ont été infligés, cet été, au décollage des aéroports les plus importants.

L'encombrement du ciel s'est traduit en juillet dernier par, environ, quarante mille retards au décollage (de plus de quinze minutes), soit plus du double du chiffre enregistré en 1983. Cet engorgement est particulièrement sensible sur les aérodromes de Los Angeles, Chicago, Denver, Atlanta et sur les trois aéroports de New-York (Kennedy, La Guardia et Newark), notamment aux heures de pointe de 8 heures, 15 heures et 17 heures.

Les embouteillages tiennent au développement de l'aviation privée, aux mouvements des appareils militaires et surtout à la pénurie de contrôleurs aériens qualifiés. En effet, le président Reagan a licencié, en août 1981, douze mille sur les dix-sept mille « aiguilleurs du ciel » qui s'étaient illégalement mis en grève pour améliorer leurs rémunérations et leurs conditions de travail.

L'administration de l'aviation civile américaine (Federal Aviation Administration) envisage d'embaucher un millier de nouveaux contrôleurs, mais ces mesures ne remédieront pas immédiatement à la situation qui exaspère notamment les hommes d'affaires. Aussi, la FAA a-t-elle ouvert des négociations avec les compagnies aériennes pour les amener à réduire le nombre de leurs vols aux heures de pointe. Dans le sillage d'Eastern Airlines, les grandes compagnies ont accepté de modifier les horaires de vols.

Pour l'aéroport de Newark, par exemple, où People Express se faisait tirer l'oreille, il semblerait qu'on soit parvenu à l'accord suivant : à partir du mois de novembre, le nombre de mouvements (décollages - atterrissages) par heure passera de quatre-vingt à soixante-neuf entre 8 heures et 10 heures, 15 heures et 16 heures, 17 heures et 18 heures.

Plusieurs organismes, comme la Commission fédérale du commerce, estiment que cette réduction forcée favorise les grandes compagnies et nuit à l'expansion des petites. Ils pensent que la meilleure attitude consisterait à laisser jouer la loi du marché, par exemple en augmentant les droits d'atterrissage et de décollage acquittés par les avions programmés aux périodes les plus encombrées. Il est effectivement cocasse de voir réglementer en la matière un gouvernement champion de la libre entreprise qui s'est engagé depuis 1978 dans une dérégulation radicale du transport aérien...

HENRI PIERRE.

LA DIRECTION D'AIR AFRIQUE ADOPTE UNE « POSITION DURE » A L'ÉGARD DE SES NAVIGANTS EN GRÈVE

La direction de la compagnie Air Afrique semble avoir choisi de briser la grève de ses pilotes et de ses mécaniciens, qui paralyse ses appareils depuis le 15 septembre. Elle recourt systématiquement à l'affrètement d'avions de compagnies charters, parmi lesquelles Minerve, Luxair, Spantax et World Airways, qui lui permettent d'assurer certains vols. Elle menace de licencier tous les grévistes. Ceux-ci pourraient recevoir le renfort du personnel au sol et du personnel commercial de la compagnie, basée à Dakar, qui votent, mardi 18 septembre, sur la conduite à tenir.

Aucune négociation n'est engagée.

La tournure prise par les événements et l'intransigeance de la direction laissent à penser que le conflit sera arbitré par M. Félix Houphouet-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire. Si celui-ci ne parvenait pas à régler les problèmes en suspens, les gouvernements des dix Etats africains propriétaires de la compagnie se saisiraient du contentieux.

★ Renseignements sur les vols d'Air Afrique, téléphoner : (1) 562-51-99.

● **La compagnie Iberia paralysée.** — La compagnie aérienne espagnole Iberia n'a pu, le 17 septembre, assurer qu'une dizaine de vols sur les quatre cent cinquante qui étaient programmés. Les techniciens au sol de la compagnie poursuivent depuis cinq jours une grève de la maintenance des appareils pour obtenir une formation plus approfondie. La direction a décidé de licencier tous les techniciens qui refuseraient de reprendre le travail. — *(AFP, Reuter.)*

CIRCULATION ROUTIÈRE RÉTABLIE ENTRE ITALIE ET SUISSE

Plus d'un millier de camionneurs qui interdisaient la circulation depuis cinq jours aux points de passage frontaliers entre l'Italie et la Suisse ont levé leur blocus lundi 17 septembre après que les autorités douanières italiennes eurent accepté d'accélérer les procédures de contrôle.

Le trafic commercial entre les deux pays a repris dans la matinée de lundi, peu après la signature d'un accord entre des représentants syndicaux italiens et les autorités douanières.

EN BREF

Cinq attentats dans Paris

Cinq attentats ont été commis à Paris pendant la nuit du 17 au 18 septembre. La première explosion s'est produite, peu après minuit, à proximité du Sacré-Cœur, dans un bâtiment appartenant à l'archevêché de Paris, siège de l'association Pèlerinage et tourisme. Les quatre autres attentats, commis dans le centre, entre 5 heures et 5 h 30, ont visé des établissements bancaires, une annexe du ministère de la culture, ainsi qu'une voiture des PTT.

Les attentats, qui n'ont provoqué que des dégâts matériels légers, n'avaient pas été revendiqués, le 18 septembre, en fin de matinée. On remarquera qu'ils surviennent quelques jours avant le procès, les 20 et 21 septembre prochains, à Paris, de militants de l'ex-FLNC, auteurs présumés d'une « nuit bleue », le 29 avril 1983, dans la capitale.

D'autre part, un attentat a été commis, la même nuit, contre la sous-préfecture de Corte (Haute-Corse).

La colère des gardiens de prison

Après l'agression dont a été victime, le dimanche 16 septembre, un surveillant de la maison d'arrêt de Vannes (Morbihan), M. Jean-Claude Dagos (et non Jacques, comme nous l'avions indiqué par erreur), gravement blessé par un ancien détenu, Archange Dauber (*le Monde* du 18 septembre), on a appris qu'un autre surveillant, M. Alban Locard, affecté à la maison d'arrêt de Caen (Calvados), avait subi, peu avant, un sort identique. M. Locard se promenait dans l'après-midi du samedi 15 septembre en compagnie de son fils dans le centre de Caen, lorsque deux hommes l'ont sévèrement frappé à coups de poings, lui fracturant le nez. M. Locard a déclaré avoir reconnu un ancien détenu de l'établissement pénitentiaire où il travaille parmi ses deux agresseurs, qui ont réussi à s'enfuir.

Après l'opération de protestation « prisons mortes », déclenchée lundi 17 septembre à l'appel du syndicat FO du personnel pénitentiaire, majoritaire dans cette profession, et qui a consisté en quatre heures de débrayages n'affectant pas la sécurité des prisons, d'autres formations syndicales se sont émues. Ainsi, l'Union générale des syndicats pénitentiaires CGT a-t-elle fait part de son « *inquiétude devant la recrudescence des agressions commises* » sur des membres du personnel pénitentiaire, précisant toutefois que ce n'est pas « *dans une répression accrue* » que se trouve la réponse. Pour la CGT, c'est en dotant le système pénitentiaire d'« *effectifs en nombre suffisant, d'une formation professionnelle de haut niveau et d'une amélioration des conditions de travail* » qu'on surmontera la crise. Pour sa part, la CFDT s'est désolidarisée de l'opération « prisons mortes », préférant appeler ses adhérents à un débrayage réduit de deux heures, « *pour ne pas léser la population pénale* ».

Un conseiller municipal inculpé de viol

Nice. — Un conseiller municipal (RPR) de Nice, M. Robert Santarelli, a été inculpé de viol et incarcéré mercredi 12 septembre à la maison d'arrêt de Nice. Il lui est reproché d'avoir abusé de la jeune épouse d'un employé du palais de justice qu'il avait raccompagnée au domicile de ses parents.

La jeune femme a porté plainte. Contestant les faits, M. Santarelli a affirmé au juge d'instruction qu'elle était consentante. — *(Corresp.)*

Une conférence sur la protection des données informatiques

Vienne. — La 6e conférence annuelle des ombudsmans (médiateurs) et commissaires chargés de la protection des données informatiques dans les pays du Conseil de l'Europe s'est tenue du 10 au 14 septembre à Vienne, en Autriche. Treize pays — dont la France — dotés d'une législation en matière de protection des données et trois pays observateurs (Suisse, Portugal, Espagne) où une telle législation est en voie de préparation étaient représentés.

Les commissaires à la protection des données ont notamment fait le bilan du développement de l'application des lois nationales en vigueur. Une attention particulière a été consacrée aux fichiers gérés par la police. Un rapport sur Interpol, présenté par M. Jacques Thyraud, sénateur (RI) de Loir-et-Cher, a fait état des expériences de cette organisation avec l'informatique. Un groupe de travail présidé par le Danemark a été chargé d'étudier à fond les questions parfois difficiles à résoudre que pose le contrôle des fichiers de la police.

La France était représentée à la réunion de Vienne par une délégation dirigée par l'ancien directeur du *Monde*, M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). M. Fauvet a été nommé au mois d'août dernier par le gouvernement français membre de la commission de contrôle des fichiers d'Interpol. Sa suppléante est Mme Christine Chanet, sous-directeur des droits de l'homme au Quai d'Orsay. M. Fauvet exerce ces fonctions en commun avec M. Markus Peter (Suisse). Désigné par Interpol, M. Peter doit nommer avec M. Fauvet un troisième membre de la commission qui en sera le président. — *(Corresp.)*

PREMIÈRE TRAVERSÉE SOLITAIRE DE L'ATLANTIQUE EN BALLON

L'aérostier américain Joe Kittinger, un ancien colonel de l'US Air Force âgé de cinquante-six ans, vient de réussir la première traversée solitaire en ballon de l'Atlantique. Parti de Caribou (Maine) dans la soirée du vendredi 14 septembre à bord d'un ballon libre baptisé *Rosie O'Grady* et gonflé de 5 000 mètres cubes d'hélium, dont la hauteur avoisine celle d'un immeuble de neuf étages, Joe Kittinger avait survolé avant l'aube du mardi 18 septembre les villes audoises de Narbonne et Carcassonne, pour franchir la côte italienne entre San-Remo et Alassio vers 11 h 30. Il a atterri ensuite près de Savone, dans le nord de l'Italie.

L'ancien pilote aviateur n'en est pas à son premier exploit : en août 1960, il avait battu le record absolu du saut en parachute — dont il reste toujours détenteur — en sautant de la nacelle d'un ballon monté à... 31 251 mètres d'altitude. Il pourrait battre cette fois le record de durée établi en 1978 par le trio américain Abbruzzo-Newman-Anderson (137 heures, 5 minutes de vol) et le record de la distance, battu en 1981 sur le trajet Japon-Californie, qui est de 8 382,54 kilomètres.

Pour le rétablissement de la peine de mort

Me Bernard Manovelli, conseiller municipal de Marseille, non-inscrit, a fondé officiellement, le 15 septembre, le Comité national pour le rétablissement de la peine de mort. Devant plusieurs centaines de membres de l'Union marseillaise du troisième âge, Me Manovelli, président de Marseille-Sécurité, mouvement d'opposition, a fait approuver à l'unanimité par l'assistance « *le rétablissement de la peine de mort à l'encontre des assassins de personnes âgées, des enfants et de policiers ; la démission du garde des sceaux, M. Badinter ; la dissolution du Syndicat de la magistrature ; l'accroissement des pouvoirs des policiers et l'expulsion des étrangers oisifs et délinquants* ».

« *Nous voulons obliger le pouvoir à céder devant le peuple* », a déclaré Me Manovelli, qui espère obtenir d'ici un an un million de signatures en soutien à son action.

● *L'évêque de Lourdes souhaite prendre sa retraite.* — Mgr Henri Donze, évêque de Tarbes et Lourdes, a annoncé au cours d'une réunion de prêtres qu'il avait demandé au pape de lui nommer un évêque coadjuteur avec droit de succession. Mgr Donze, qui est âgé de soixante-douze ans, a indiqué qu'il se retirerait dès la nomination de son coadjuteur. — *(Corresp.)*

Un directeur pour le Nouveau Touring

M. Joël Vernier, qui occupait les fonctions de directeur régional du Touring club en Alsace, vient d'être nommé directeur du Nouveau Touring club de France. Né au printemps dernier, le Nouveau Touring est constitué de trois associations : VVF (villages-vacances-familles), AFA (association française des automobilistes) et UGTCF (union des groupes du Touring club de France).

● *« Mont-Louis » : dix-sept fûts repêchés.* — Les plongeurs de la Smit Tak n'ont pas réussi, le 17 septembre, à ouvrir l'étrave du cargo français *Mont-Louis* échoué depuis le 25 août au large d'Ostende. Ils ont quand même pu extraire trois nouveaux conteneurs d'hexafluorure d'uranium, ce qui porte à dix-sept (sur un total de trente) le nombre de fûts remontés. Ils vont tenter de faire sauter la coque à l'explosif pour accéder aux derniers conteneurs.

● *Un cargo japonais « abordé » par* Greenpeace *au Havre.* — Les militants écologiques de *Greenpeace*, sont venus au Havre à bord de leur navire *Sirius*, pour faire le siège, lundi 17 septembre, du porte-conteneur japonais *Kamakura-Maru*, venu prendre livraison d'uranium enrichi. De leur Zodiac, les écologistes ont demandé à l'équipage japonais de refuser d'assurer le transport de matières nucléaires.

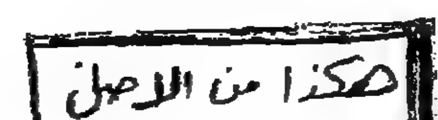
LE « BIKINI » EST ORPHELIN

Le créateur du Bikini — avec un B majuscule : il s'agit là d'une marque déposée, brevetée dès 1946 — est mort à l'âge de quatre-vingt-sept ans dans un hôpital de Lausanne (Suisse). Français et ingénieur de formation, M. Louis Reard avait, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, choisi d'habiller, fût-ce si... discrètement, les belles élégantes et repris à son compte un atelier de bonneterie créé par sa mère.

Mme Marcelle Reard, sa veuve, a précisé à une agence de presse que le minuscule maillot de bain deux-pièces dessiné par son mari avait été baptisé « Bikini » par référence aux « *essais nucléaires menés à l'époque sur l'atoll de Bikini* ».

On s'en serait douté. Mais bien malin qui saurait dire si le couturier, en choisissant ce nom hautement symbolique, y avait vu une allusion à l'exiguïté de l'îlot perdu dans l'immensité polynésienne ou une évocation imagée de la puissance dévastatrice de l'arme atomique, capable de tout ravager sur son passage.

J.-M. D.-S.



هكذا من الاصل

Difficile de profiter de tous nos avantages le temps d'un vol pour l'Allemagne.


Journaux français, anglais, allemands.


Nombreux magazines.


Rafraîchissements variés.


Choix de vins, bières et spiritueux.


Menus de qualité.


Bien chauds le café et le thé!


Sièges confortables pour le travail.


Davantage d'espace pour la détente.


Et, bien sûr, arrivée ponctuelle.

Tous ces avantages et beaucoup d'autres encore vous sont offerts en classe économique sans aucun supplément de prix. En fait, une des rares choses que Lufthansa ne peut pas vous offrir, c'est davantage de temps. Alors, sachez profiter pleinement du vôtre.
Avec nous, vos voyages d'affaires sont de véritables voyages d'agrément. Vous avez 77 vols hebdomadaires au départ de Paris pour en faire l'expérience.



Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter votre agence de voyages ou Lufthansa. 75008 Paris, 21-23, Rue Royale, Tél. (1) 265.37.35. 69431 Lyon Cedex 3, Tour Crédit Lyonnais, 129, Rue Servient, Tél. (7) 863.66.66. 06056 Nice Cedex, Aéroport Nice-Côte d'Azur, Tél. (93) 83.02.80. 31000 Toulouse, 76, Allées Jean Jaurès, Tél. (61) 62.80.66.



MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE GARANCIÈRE

Le fluor a démontré son efficacité pour prévenir les caries dentaires

Les Entretiens de Garancière, réunion annuelle de formation continue des chirurgiens-dentistes, se sont ouverts lundi 17 septembre à Paris. Premier thème abordé : la prévention de la carie dentaire, cette maladie qui n'épargne pratiquement aucun adulte et dont l'Organisation mondiale de la santé estime qu'elle doit être considérée comme un véritable fléau planétaire. En vedette : le fluor. Il est établi que cet oligo-élément peut efficacement prévenir l'apparition des caries dentaires. De nombreux pays l'utilisent avec bonheur. Ce n'est pas le cas en France, où, néanmoins, la situation pourrait se débloquer.

Les chiffres ne trompent pas. En France, quatre enfants sur dix âgés de trois ans ont une ou plusieurs dents cariées. A quinze ans, ils sont neuf sur dix, et 95% des adultes souffrent de maladies bucco-dentaires. On n'imagine pas pire constat d'échec pour la prévention. On connaît aussi le coût socio-économique considérable des affections dentaires pour lesquelles la carie est souvent la première responsable. En 1978, le budget santé moyen d'un Français était de 3 018 F, dont 271 F (9 %) affectés aux soins dentaires. Sur ces 271 F 160 restaient à la charge du patient. En 1981, le budget santé passait à 4 528 F dont 413 F de frais dentaires, la part non couverte par les organismes de protection sociale s'élevant à 243 F.

Pourquoi *fait-on* une carie ? La réponse n'est pas simple. Parmi les responsables se trouvent des *facteurs individuels* : dents fragiles, mal disposées, rôle de la salive, etc. On connaît aussi l'action négative de la consommation de sucres. Enfin, depuis une vingtaine d'années, il a été clairement établi que la carie dentaire était aussi (surtout ?) une maladie bactérienne : certains micro-organismes de la cavité buccale ont la faculté de coloniser la surface des dents. A ce niveau, ils forment une plaque dentaire responsable des caries mais aussi des maladies des tissus voisins (gencives, os alvéolaires, etc.). Cette colonisation bactérienne est spontanée. Elle survient même après un brossage soigneux des dents. Les bactéries libèrent alors des acides organiques qui attaquent en permanence l'émail et créent des cavités qui apparaissent bientôt à l'œil nu.

Or, on l'oublie trop, la carie n'est pas une fatalité. Il est possible d'intervenir efficacement au moment de la période d'élaboration de l'émail en donnant du fluor aux nourrissons et aux jeunes enfants. Le fait est connu depuis longtemps. A l'étranger, il a fait l'objet de très nombreux travaux. La comparaison des données internationales faite aux Entretiens de Garancière est frappante : l'éducation, l'hygiène mais plus encore l'utilisation généralisée de fluor sous toutes ses formes (comprimés, aliments fluorés, dentifrices) ont permis de faire régresser, dans certains pays, la carie de 30 % à 60 % en dix ans. Le fait est particulièrement bien démontré dans les pays (Etats-Unis, Suisse, pays scandinaves) qui ont décidé d'adjoindre du fluor (fluoration) dans leurs eaux de boisson. D'autres pays pratiquent la fluoration alimentaire (lait, sel de cuisine, farine) ou la distribution de comprimés de fluor dans les écoles.

Une campagne en France

La France a toujours été très réservée à l'égard de telles pratiques, ignorant semble-t-il leur efficacité et le faible coût de leur mise en œuvre. Les arguments retenus, notamment par le Conseil supérieur d'hygiène, concernent les risques d'intoxication accidentelle toujours possibles : à haute dose, le fluor est à l'origine d'accidents.

La prévention de masse de la carie est donc avant tout d'ordre politique. En France, seuls jusqu'à présent, les industriels des pâtes dentifrices vantent les bienfaits du fluor. Une situation d'autant moins satisfaisante que cet oligo-élément n'est vraiment efficace que pendant la période de formation des dents, soit avant quinze ans (1).

Au-delà du fluor, c'est toute la question du caractère contraignant de la prévention en matière de santé qui est posée. Les professionnels de l'art dentaire apparaissant peu concernés ou peu efficaces, les pouvoirs publics doivent-ils prendre les choses en main ? Après de longues hésitations, la situation pourrait — enfin — commencer à se débloquer.

On annonce au secrétariat d'Etat à la santé qu'une campagne sur ce thème sera lancée avant la fin de l'année auprès des médecins pédiatres, gynécologues et généralistes. Elle sera suivie par une campagne pour le grand public animée par le Comité français d'éducation à la santé. Une carte de France de la teneur naturelle des eaux en fluor est en cours de réalisation. On semble encore, néanmoins, hésiter à entreprendre la distribution systématique de comprimés de fluor dans les écoles ou la fluoration des eaux de boisson. Une action qui n'atteindrait vraisemblablement plus aujourd'hui son objectif compte tenu de l'extraordinaire évolution (médicalement peu justifiée) du marché national des eaux minérales.

JEAN-YVES NAU.

(1) La prescription de comprimés de fluor devrait commencer chez la mère dans la deuxième moitié de la grossesse et continuer durant l'allaitement.

RELIGION

AU CANADA

Jean-Paul II dénonce l'écart grandissant entre les pays riches et le tiers-monde

De notre envoyé spécial

Edmonton. — Jean-Paul II a, de nouveau, surpris ses auditeurs par la teneur politique d'une homélie prononcée à la veille de la prise de fonctions du nouveau gouvernement conservateur de M. Mulroney. Le thème de la messe célébrée à Edmonton le 17 septembre était « le Canada et le tiers-monde », et le pape a développé la célèbre citation de Paul VI tirée de son encyclique *Populorum progressio* : « *Le nouveau nom de la paix est le développement.* »

« *Oui*, s'est-il écrié, *le Christ parle de la dimension universelle de l'injustice et du mal. Il parle de ce que nous appelons aujourd'hui le contraste Nord-Sud : le Nord toujours plus riche et le Sud toujours plus pauvre.* » Le Sud qui s'appauvrit sans cesse, a insisté le pape, et le Nord qui s'enrichit en ressources et aussi en armements avec lesquels les super puissances menacent de se détruire.

« *A la lumière des paroles du Christ, le pauvre Sud jugera le riche Nord*, a ajouté Jean-Paul II. *Et les nations pauvres — pauvres de plusieurs manières, non seulement privées de nourriture mais aussi de liberté et d'autres droits humains — jugeront les peuples qui leur enlèvent ces biens et s'approprient pour eux-mêmes le monopole impérialiste d'une suprématie économique et politique au détriment d'autrui.* »

Cette homélie aurait très bien pu être dite par un théologien de la libération latino-américain. Elle n'est pas passée inaperçue au Canada qui est tenté, après les Etats-Unis, de réduire l'aide au tiers-monde.

A.W.

● *Arrestation d'un homme armé d'un couteau.* — La police canadienne a arrêté le 15 septembre un routier de trente sept ans, armé d'un couteau et porteur d'une invitation à la réception donnée en l'honneur de Jean-Paul II à Toronto, une heure avant l'arrivée du pape sur les lieux. Cet incident avait été tenu secret pour éviter toute panique. — *(AFP.)*

DÉFENSE

Budget militaire : austérité en 1985

(Suite de la première page.)

Comme en 1984, le ministre de la défense continuera, en 1985, à réduire les effectifs : 8 466 militaires (soit 6 707 appelés et 1 759 cadres d'active) et 650 civils dans les trois armées et leurs services. Seule la gendarmerie devrait recevoir 300 gendarmes auxiliaires en plus de son contingent actuel pour faire face à l'augmentation de ses missions de défense opérationnelle du territoire. Ces mouvements de personnels représentent une économie de 336,4 millions de francs, soit l'équivalent de huit hélicoptères Super-Puma, du modèle de ceux que souhaiterait avoir la force d'action rapide.

En faveur des appelés, il est proposé d'accentuer encore la hiérarchisation du prêt, de façon à inciter les recrues à prendre des responsabilités : plus élevé sera leur grade et plus leur solde sera augmentée, comme en témoigne le fait de porter à 40,50 F, en juillet 1985, la solde journalière de l'aspirant (au lieu de 37,80 F en septembre 1984) et à laisser inchangée (13,50 F) la solde du deuxième classe. De même, la campagne en faveur du recrutement des volontaires pour un service long, au-delà de douze mois, sera intensifiée dans l'espoir d'attirer jusqu'à 10 % du total du contingent.

Baisse du pouvoir d'achat

Mais c'est dans le domaine de l'équipement des forces que l'austérité est le plus manifeste, avec un montant de crédits de paiement qui s'élève à 71,7 milliards de francs (alors que la loi de programmation militaire prévoyait 73 milliards pour 1985) et un montant des autorisations de programme de 85 milliards de francs, inchangé par rapport au budget de 1984.

A en croire les députés de l'opposition, c'est, à coup sûr, l'initiative la plus préoccupante du gouvernement dès lors qu'elle menace le pouvoir d'achat des armées et leur niveau d'investissements. Faute de pouvoir contenir davantage les dépenses de fonctionnement, observent ces élus, le ministère de la défense s'en est pris aux commandes de matériels nécessaires à la modernisation des forces. A l'appui de cette thèse, ils citent plus particulièrement l'exemple de l'armement nucléaire, stratégique et tactique, qui voit ses crédits de paiements stagner à 23 386 millions de francs (au lieu des 23 810 prévus par la loi de programmation) et ses autorisations de programme diminuer de 4,28 % par rapport à 1984 (soit 27 737 millions de francs en 1985 contre 28 976 millions de francs en 1984).

Le ministère de la défense refuse cette interprétation, faisant valoir que les crédits d'équipement augmenteront en 1985 de 7,66 % par rapport à ceux de 1984, c'est-à-dire un taux de hausse supérieur à l'inflation retenue qui serait de l'ordre de 5,7 % à 5,8 % selon les calculs prévisionnels du produit intérieur brut marchand (PIBm). Du reste, dit-on dans l'entourage de M. Hernu, tous les engagements de la loi de programmation en matière d'équipement militaire seront respectés.

C'est ainsi que l'armée de l'air sera autorisée à commander seize Mirage 2000-N de pénétration nucléaire à basse altitude et douze Mirage 2000-DA de défense aérienne. La marine mettra en service opérationnel, en avril prochain, son premier sous-marin, baptisé *l'Inflexible*, qui emportera seize missiles M.4 à plusieurs têtes thermonucléaires, et elle mettra en chantier la refonte, c'est-à-dire la modernisation, du premier de ses sous-marins stratégiques déjà en activité. De même, elle pourra commander ses premiers avions de surveillance maritime Atlantique-2 et elle achèvera la mise au point de la chaudière nucléaire de son nouveau porte-avions.

Pour témoigner de sa volonté de préserver l'avenir, le ministère de la défense avance le fait que les crédits de recherche en amont augmenteront de 14,7 % et que les crédits de recherche-développement seront en hausse de + 3,8 %.

« *En somme*, observe un conseiller de M. Hernu, *les armées faisaient du Fabius avant l'heure en comprimant les dépenses et les effectifs, en favorisant la recherche et la modernisation des équipements.* » Reste à savoir si, dans le même temps, ce projet de budget militaire saura « décrisper » l'opposition.

JACQUES ISNARD.

● *Le général de brigade Robert Gastaldi* remplace le général Jacques-Julien de Zélicourt au poste de chef du cabinet militaire du premier ministre, M. Laurent Fabius. Le général de Zélicourt, qui sera promu général de division, prendra, en octobre prochain, le commandement de la 5e division blindée.

[Né le 27 octobre 1930 à Casablanca (Maroc), Robert Gastaldi est un ancien sous-officier de Saint-Maixent admis à Coëtquidan dans l'artillerie. En 1960, il sert dans le Nord-Constantinois en Algérie, avant d'être affecté en Allemagne, puis au Cambodge, en 1967, comme directeur de l'Ecole royale militaire khmère. Il commande le 11e régiment d'artillerie de marine en 1976, et, à partir de 1978, sera chargé des questions d'outre-mer au cabinet de différents ministres de la défense jusqu'en 1982, date à laquelle il est promu général de brigade, commandant supérieur des forces en Nouvelle-Calédonie.]

SPORTS

CYCLISME

Charles Mottet, routier de l'avenir

Depuis qu'il ne dirige plus Bernard Hinault, Cyrille Guimard a conduit deux fois Laurent Fignon à la victoire dans le Tour de France et, en l'absence de Fignon, il vient de remporter le Tour de l'avenir avec Charles Mottet, l'un des benjamins de son équipe. Cette épreuve par étapes, ouverte aux amateurs et aux professionnels, mais principalement réservée aux jeunes... a confirmé les talents d'un directeur sportif dont on sait qu'il est d'abord un excellent recruteur, mais elle a aussi et surtout révélé au grand jour les qualités d'un coureur du Dauphiné, professionnel depuis deux saisons seulement.

Agé de vingt-deux ans, Charles Mottet n'est cependant pas un inconnu. Lauréat en 1980 du Concours cycliste national et troisième, la même année, du championnat de France juniors gagné par Vincent Barteau — un autre poulain de Guimard, — il s'était classé sixième du Tour de l'avenir en 1983 avant de s'affirmer cette année le meilleur espoir du Tour d'Italie.

Pour conquérir définitivement le premier maillot jaune de sa carrière, Mottet a dû faire la preuve de sa régularité et de son endurance, puisque le Tour de l'avenir ne comportait pas moins de douze étapes, d'un total de 1 625 kilomètres. Il lui a fallu contenir les attaques incessantes des routiers soviétiques et repousser l'assaut du Tchécoslovaque Skoda contre la montre. Mais il a trouvé le partenaire efficace en Philippe Bouvatier, la plus récente recrue de la formation Renault, qui, après avoir subi un échec sévère dans l'épreuve sur route des Jeux olympiques, a parfaitement réussi son entrée chez les professionnels.

Le Tour de l'avenir, qui accueillait de nombreux coureurs étrangers, y compris des Japonais, a mis l'accent sur la valeur des Soviétiques Ivanov et Iarochenko, vainqueurs à Super-Bagnères, du Colombien Montoya, premier au Tourmalet, du Suisse Wiss, gagnant de deux étapes consécutives, de l'Espagnol Carlos Hernandez, malheureusement victime d'une chute dans la descente du Portet-d'Aspet alors qu'il détenait le maillot jaune, et de son compatriote Miguel Indurain, un remarquable rouleur.

Enfin, il nous a restitué l'ancien champion de France Marc Gomez. Accablé ces derniers mois par la malchance, l'équipier de Bernard Hinault s'est bien repris. Il a enlevé, lundi 17 septembre, la dernière étape Auch-Toulouse, après avoir franchi en tête le col d'Aspin. On ignorait qu'il était aussi bon grimpeur.

JACQUES AUGENDRE.

CLASSEMENT GÉNÉRAL FINAL

1. Mottet (Fr., Renault), 41 h 15 mn 24 s ; 2. Skoda (Tch.), à 1 mn 47 ; 3. Bouvatier (Fr., Renault), à 2 mn 27 ; 4. Ivanov (URSS), à 3 mn 44 ; 5. Bernard (Fr., *la Vie claire*), à 5 mn 52 ; etc.

TENNIS

TULASNE CONSERVE SON TITRE NATIONAL

Le National de tennis 1984 aura été celui de la continuité pour le palmarès. Après Nathalie Herreman, qui avait conservé son titre féminin, le 15 septembre, Thierry Tulasne s'est aussi imposé pour la deuxième année consécutive dans la finale masculine, disputée lundi 17 septembre, à Marcq-en-Barœul (Nord). Pascal Portes, son adversaire, comme l'an dernier, ne lui a opposé qu'une faible résistance. Subissant le lift puissant de Tulasne, il n'a jamais fait preuve d'initiative avant d'être, de surcroît, handicapé par une douleur à la jambe droite. Vainqueur 6-1, 6-2, 6-0, Tulasne avait, en fait, été beaucoup plus inquiété en demi-finale, où il avait dû sauver trois balles de match au deuxième set face à Guy Forget.



SCIENCES

Les pays européens veulent encourager la mobilité de leurs chercheurs

C'est par un succès complet que s'est achevée la première conférence des ministres européens responsables de la recherche, tenue lundi 17 septembre, sous l'égide du Conseil de l'Europe, au centre des conférences internationales de Paris. La déclaration de politique générale et les deux résolutions sur la mobilité des chercheurs et sur les réseaux de coopération scientifique et technique ont été adoptées à l'unanimité des vingt-trois Etats représentés. Pourtant, les discussions avaient été vives lors des réunions préparatoires entre experts. Des points qui semblaient encore délicats il y a quelques mois, comme le contenu de la future carte d'identité de chercheur, n'ont pas fait problème. Que M. Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, qui présidait la conférence, ait joué un grand rôle dans sa préparation au titre de président de la Fondation européenne de la science, n'est sans doute pas étranger au bon climat et à l'accord intervenu.

L'essentiel des acquis figure dans les deux résolutions. La première détermine plusieurs mesures qu'il est souhaitable de prendre pour encourager la mobilité en Europe des jeunes chercheurs. La création proposée d'une carte d'identité européenne de chercheur, précisant un certain nombre de droits et de facilités, est un moyen de lever certains obstacles administratifs. Elle permettra aussi d'assurer la mobilité du matériel dont ont besoin les chercheurs comme l'a indiqué M. Curien en rendant compte de la conférence : « *un chercheur se rendant dans un laboratoire étranger doit pouvoir emporter un voltmètre électronique comme il emporte son pyjama* ». Les ministres souhaitent également un accord européen sur l'importation temporaire de matériel scientifique et des échanges de formation entre des institutions d'enseignement supérieur.

Des réseaux de coopération

Voyager coûte cher et les ressources des jeunes chercheurs sont limitées. Sur proposition de Mme Kerstin Nibleus, secrétaire d'Etat à la recherche du gouvernement suédois, un système de bourses de recherche a été mis à l'étude. La Suède a un plan d'échange de bourses avec les Etats-Unis qui fonctionne de manière satisfaisante, et Mme Nibleus propose de créer quelque chose d'analogue à l'échelon européen.

L'autre résolution porte sur la constitution de réseaux de coopération, définie comme une organisation souple qui peut revêtir des formes très diverses et doit, de préférence, être créée par les scientifiques eux-mêmes. Un réseau a pour objectifs d'établir des liens privilégiés entre des laboratoires travaillant sur les mêmes thèmes et de faciliter « *la mise en commun des idées et des efforts, des ressources humaines et des équipements, des possibilités de formation et d'expertise* ».

Les ministres ont recensé une vingtaine de thèmes qui se prêtent à cette coopération et sont convenus de stimuler la création de réseaux ou le renforcement de ceux qui existent. Les moyens financiers nécessaires ont été évalués à 1 million d'ECU. La Fondation européenne de la science a été chargée de présenter dans cinq mois des propositions détaillées et d'établir dans deux ans un bilan des décisions prises dans chaque pays pour faciliter la mobilité.

MAURICE ARVONNY.

ÉCHECS

Le championnat du monde

KARPOV MARQUE LE PREMIER POINT

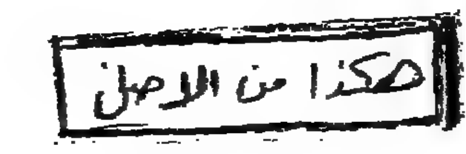
« *Contre un autre joueur cela aurait pu marcher, mais pas contre le champion du monde.* » La formule lapidaire du grand maître soviétique Marc Taimanov résume parfaitement la troisième partie du championnat du monde jouée le lundi 19 septembre à Moscou. « *Cela* », c'est le sacrifice d'un pion au seizième coup décidé par Kasparov après cinquante minutes de réflexion.

Le challenger n'a-t-il pas vu ou a-t-il sous-estimé la simple réplique de Karpov : 20-Td6 ? Difficile à croire. Karpov, lui, avait vu et beaucoup plus loin. En onze coups admirables de logique et de simplicité, le champion du monde contraignait son challenger à l'abandon : les noirs ne pouvaient éviter la perte d'une pièce.

Il ne reste donc à Karpov que cinq victoires à obtenir pour conserver son titre. Il reste à Kasparov à ne pas oublier, toujours selon Taimanov, « *une vérité première des échecs : la patience avec les noirs* ». Mais, mercredi, il aura les blancs, et ce sera sûrement Karpov qui devra se montrer patient. Il sait l'être.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
3e partie
Sicilienne, variante Paulsen

1. é4	ç5	17. f3	Ff5
2. Cf3	é6	18. çxd5	éxd5
3. d4	cxd4	19. Txd5	Fé6
4. Cxd4	Cç6	20. Td6	Fxa2
5. Cb5	d6	21. Txa6	Tb8
6. ç4	Cf6	22. Fç5	Tf8
7. C1ç3	a6	23. Fb5	Té6
8. Ca3	Fé7	24. b4	Cb7
9. Fé2	0—0	25. Ff2	Fé7
10. 0—0	b6	26. Cç2	Fd5
11. Fé3	Fb7	27. Td1	Fb3
12. Db3	Ca5	28. Td7	Td8
13. Dxb6	Cxé4	29. Txé6	Txd7
14. Cxé4	Fxé4	30. Té1	Tç7
15. Dxd8	Fxd8	31. Fb6	Abandon.
16. Tad1	d5		



Le Monde

culture

NOTES

Variétés

AU PARADIS LATIN

Revue non corrigée

Créé il y a sept ans sur les ruines d'un théâtre construit en 1882 par Gustave Eiffel, le Paradis latin a connu des débuts éblouissants grâce à Jean-Marie Rivière, sa folie et ses extravagances. Depuis le départ du bateleur en frac blanc, le cabaret-spectacles de la rue du Cardinal-Lemoine s'est efforcé de préserver l'esprit initial en utilisant au mieux les trois dimensions de ce lieu kitsch (scène, salle et plafond d'où surgissent les girls), une belle machinerie, les décors multiples de Pierre Simonini et la brigade des serveurs prompts aux gags, animée par Lucien Gaillagot.

La nouvelle revue, de Jean Kriegel et Pierre Simonini, est fidèle à la tradition et présente une suite de séquences où le tableau baroque succède à la parodie, le numéro visuel à la science-fiction, la fantaisie à l'élément chorégraphique, pour finir dans l'exubérance d'une pluie de confettis et de ballons.

C.F.

AUX BAINS-DOUCHES

Le groupe de Paul Collins

Transfuge des Nerves, un groupe légendaire de la scène californienne qui a également donné les Plimsouls par l'intermédiaire de Peter Case, Paul Collins a formé son propre groupe (The Beat) en 1978. Il y eut, à l'époque, confusion avec le Beat anglais, l'une des formations vedettes du phénomène « ska ».

On peut situer Paul Collins comme un équivalent américain de Nick Lowe et Dave Edmunds. Les racines, la culture, la manière et la démarche sont semblables. L'inspiration puise ses ressources dans le rok 'n' roll blanc des années 50 et la country-music. L'esprit pop donne son tranchant aux arrondis de la production. On est en pleine tradition américaine, avec un travail de composition sur le format chanson, où tout est dit en trois minutes et façonné pour la bande FM.

La faculté de transmission, le son prépondérant des guitares, précises et efficaces, les rythmes expéditifs, la voix sucrée, l'énergie concise, concordent pour faire du Paul Collins' Beat un groupe tout à fait dans la mouvance des années 60, populaire et consommable dans l'instant. Reste à trouver un public.

ALAIN WAIS.

★ Ce mardi 18 septembre à 20 heures, aux Bains-douches, le 23 septembre à Rouen.

★ Discographie : To Beat or not to Beat (Closer Records, dist. New Rose CL 0016).

Cinéma

« LA SMALA »
DE JEAN-LOUP HUBERT

La vie passe

Une petite comédie traditionnelle, mais pas bête, pas méchante ni vulgaire, avec la vie qui passe et des acteurs contents d'être complices : le cas est assez rare pour qu'on n'oublie pas de le signaler.

Josiane Balasko est une ancienne gloire du rock devenue aide-ménagère. Elle est la providence d'une famille de cinq enfants, qui abuse un peu et envahit son destin. Le père (Victor Lanoux), brave incapable, est fou d'amour pour son épouse, qui le trompe, le plaque ; tout ce petit monde part pour la capitale, où l'Arlésienne a suivi un CRS. A Paris, Josiane Balasko reprend contact avec le show business, et découvre que son frère, Pierrot, se fait appeler désormais Rita (Dominique Lavanant).

Jean-Loup Hubert n'est pas avare, les gags se croisent dans les plans. Il met en scène avec vivacité cette « smala » bien d'aujourd'hui, composée d'une adolescente délurée, de « beurs » (jumeaux), de bambins obsédés par la publicité et le cinéma. Si le film n'est pas plus réussi, c'est à cause du scénario. Par peur du vide, le cinéaste a accumulé trop d'histoires, au lieu d'en construire une seule, une vraie.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les exclusivités.

■ FESTIVAL DE BIARRITZ. — Le sixième Festival du film ibérique et latino-américain de Biarritz accueille notamment cette année les nouveaux films de Tomas Gutierrez Alea (Cuba), Antoni Ribas (Espagne), Jose Fonseca e Costa (Portugal). Seize films sont en compétition. Outre une section documentaire, la manifestation, qui se terminera le 23 septembre, propose une rétrospective consacrée à Ruy Guerra.

MUSIQUE

PREMIÈRE DE « LA PÉRICHOLE »
au Théâtre des Champs-Élysées

La vie parisienne

Quelques élégantes environnées, accompagnées de messieurs parisiens. Cheveux blancs et, par-ci, par-là, des rubans rouges. Ils ont leur chapeau haut de forme, leur redingote et leurs chaussures vernies dans leur poche. Discrets. Ils murmurent : « Offenbach-Savary, Offenbach-Savary ». Lundi soir, le Théâtre des Champs-Élysées (1) est divisé en deux. Blanc et noir ou noir et blanc. Couleur touches de piano. D'un côté, les musiciens, les ronronneurs ; de l'autre, les supporters de Savary, ceux qui ont vu Cyrano et qui veulent comparer, ceux qui en ont entendu parler et qui veulent juger.

Les premiers sont à ranger dans la catégorie des « gloutons musicaux ». Offenbach, ils connaissent par cœur, et ils se pourlèchent d'avance d'écouter une nouvelle fois cette opérette « qui n'est pas la plus connue », disent-ils en faisant des allusions à la Belle Hélène. Ils sont nombreux et viennent en famille. On invite sa filleule qui a vingt ans aujourd'hui. On convie ses amis de passage. Jeunes ou plus âgés, ils ont les yeux qui brillent. Offenbach, c'est divin. Du nanan.

A leurs côtés, il y a également ceux que l'on peut nommer les « frustrés ». Beaucoup d'étrangers, des mélomanes, des maniaques de la clé de sol. L'Opéra étant fermé, la Périchole, c'est la dose de musique nécessaire à leur survie. L'envoûtement des sons à nul autre pareil.

Les autres, les « savaristes », discutent. « Que va-t-il faire ? », demandent-ils. « Tout est possible », leur répond-t-on. Flou artistique pour conversation de salon. L'opérette est un prétexte au service de la mode. Baratin. Des mots, des noms, peu de passion. Paupières mi-closes, les mains croisées sur l'estomac, les ronronneurs sont remplacés par les ronfleurs.

Mais, là-haut, dans le poulailler, loin de la cohue, se terrent quelques originaux. Ils sont là simplement parce que la Périchole c'est « gai, pas compliqué et naïf ». Musique et romance, musique et spectacle, musique et couleurs. Savary ou pas, Offenbach ou un autre, c'est le vrai public. Celui qui, ce soir-là, n'a pas été invité et qui, coûte que coûte, parce que c'est la fête, passera une bonne soirée.

C. DE BARONCELLI.

(1) La générale de *la Périchole* aura lieu le 25 septembre.

AU FESTIVAL ESTIVAL

Trente ans de créations

Poursuivant son cycle Claude Ballif, dont l'aboutissement sera la création de *Dracoula* les 19 et 20 septembre au Théâtre de Paris, le Festival estival a invité les cuivres de l'Ensemble intercontemporain, le pianiste Cyril Huvé et deux percussionnistes, Daniel Ciampolini et Olivier Dejours, à donner un programme d'œuvres composées au cours des trente-cinq dernières années, au Grand auditorium de Radio-France. Le pari était audacieux, mais le public n'a pas boudé l'occasion d'entendre des pages rarement jouées ou qui ne l'avaient pas encore été à Paris.

Canteyodjaya (1948) pour piano, de Messiaen, est peut-être davantage une page historique, témoignant de recherches rythmiques poussées, qu'une œuvre fascinante de bout en bout, en dépit de certains passages où la fantaisie souffle un peu. En revanche, *Refrain* (1959) de Stockhausen, pour piano, célesta et percussion, reste, par son climat d'immatérialité rêveuse, d'une fraîcheur d'invention qui défie l'outrage des années. On sera sans doute surpris, à l'heure des bilans, de la solidité des œuvres nées dans les années 50 même si, dans cette période pure et dure, tout n'était pas de la même qualité : nouvellement retourné, le terrain était fertile.

Écrit en 1953, le *Quintette pour cuivres* de Claude Ballif n'appartient pas exactement à la même esthétique, mais on y sent aussi une tendance pointilliste équilibrée par le goût des harmonies pleines. L'écriture instrumentale tire un parti toujours fructueux des timbres divers de la trompette piccolo, du cor, du tuba ; les idées rebondissent et s'enchaînent : on ne s'ennuie pas. A côté de cela, le *Solfegietto n° 12* pour percussions à peau, de Claude Ballif également, dédié à Olivier Dejours qui en donnait la première exécution, laisse une impression plus mitigée, car de beaux moments alternent avec des périodes où le dessin se perd sans contrepartie. On peut supposer que la pensée de Ballif exige d'être rendue par des contours plus précis que ceux des timbales et des tom-toms.

Primitivement destinées à la clarinette, les *280 Mesures* (1983) de Georges Aperghis ont été adaptées pour le tuba par Gérard Buquet. Par le jeu des sons multiples obtenus en chantant dans l'embouchure, il a réalisé pour son instrument une œuvre qu'un compositeur n'aurait pas pu imaginer et qui en accroît le répertoire de façon originale.

On a cru longtemps que l'esthétique de Xenakis était celle des calculs par ordinateur qui président le plus souvent à l'élaboration de ses œuvres, mais cette opinion devient de moins en moins défendable compte tenu de l'étonnante évolution de son style. Le loup est-il devenu berger ? On pourrait le croire à l'écoute du très euphonique *Khalperr* (1983) pour cuivres et percussions. André Boucourechliev, lui aussi, a passablement évolué, mais de ce que son *Orion 2* pour piano, cuivres et percussions, se laisse suivre et écouter sans difficulté, et même avec une sorte de plaisir serein, faut-il conclure à la trahison ? Le premier droit d'un compositeur reste celui de surprendre, et dans le cas présent où la maîtrise éclate, tant dans la conduite du discours que dans l'écriture instrumentale, on serait mal venu de s'en plaindre.

GÉRARD CONDÉ.

EXPOSITIONS

Rousseau, le douanier sans frontières

(Suite de la première page.)

Et que s'il faut prendre en compte la multiplicité des sources nobles et populaires de son œuvre, il faut encore plus s'attacher à cette formidable force de transposition dans le plan du tableau qu'elle véhicule, une force à la fois destructrice et constructive, dégagée des conventions et des canons traditionnels, des leçons d'atelier, que le peintre, complet autodidacte, n'a pas fréquentés. Ce qui ne l'empêche pas de se faire une très haute idée de l'art et de lui-même, comme en témoigne notamment ce *Moi-même*, où Rousseau se campe en pied et se donne une belle stature de peintre, la faluche sur la tête, la palette à la main, une palette où il a préféré inscrire les noms de ses épouses, l'ancienne, morte très jeune, et la nouvelle, la couleur passant tout naturellement dans le paysage, et plus précisément dans les drapeaux du bateau amarré entre pont métallique, maisons et tour Eiffel — que Rousseau, mis à part Seurat, fut le premier artiste à représenter. C'est cette partie-là que Delaunay reprendra dans la composition de *la Ville de Paris*.

Rousseau ne fut peut-être pas seulement ce doux vieillard, cet ingénu, ce naïf intégral, cet inculte, ce primitif coupé de la réalité du monde qu'il était incapable de comprendre comme l'ont dit certains, cet être simple qu'on aurait aimé qu'il fût, par commodité, pour se tirer de l'embarras face à une œuvre singulière à laquelle les étiquettes collent mal.

Il n'était peut-être pas non plus si maladroit que cela, car si maladresse chez lui il y a par rapport au règlement d'une vision en perspective classique, de cette maladresse il a tiré un formidable parti et fabriqué son propre système de représentation. C'est *par là* qu'il a retenu la jeunesse cubiste, par ces dérapages contrôlés, participant ainsi, au tournant du siècle, à la mise en pièces des principes académiques.

Un espace panoramique

L'espace chez Rousseau est un espace de rencontres, d'événements, d'imprévu, un espace de l'homme en marche avec ce que cela comporte de dangers, un espace moderne. En même temps que ces petits paysages de la périphérie de Paris, un peu bêtes parfois mais aussi, pour certains, d'une remarquable clarté, où l'on voit cheminées d'usines, fils téléphoniques, réverbères et quantité de machines volantes nouvelles, significatives de l'intérêt porté aux choses du progrès industriel et technique, il crée, avec les forêts tropicales surtout, un espace panoramique — où les plans échelonnés semblent pouvoir coulisser, — autrement dit doté d'un mouvement potentiel, qui annonce — au temps des dioramas, des vues d'optique, des lanternes magiques et de toutes les nouvelles boîtes à rêves, avec ampoules pour donner du relief, le cinéma. Cet espace-là renvoie à une sorte d'archaïsme les lignes de fuite uniques, comme la peinture sur le motif, en direct de la nature. Comme si Rousseau avait pressenti que toute la culture allait désormais passer par l'image, la photographie et l'aplatissement des objets sur l'écran filmique.

On imagine mal artiste qui se soit finalement, plus que lui, trouvé de plain-pied avec son époque, et qui, avec les moyens qu'il s'est forgés en toute liberté, peut-être d'instinct, est finalement arrivé à des solutions plastiques analogues à celles auxquelles Seurat, par la science et la théorie, a abouti. Seulement voilà, dans son œuvre, Rousseau a inclu le symbole, et l'affectif, et la vie personnelle, sa propre échelle de valeurs, et le rêve, et l'évasion, et l'exotisme (des symbolistes et des peintres académiques) et le goût du réel. L'œuvre est carrefour, qui prend tout en compte et place l'homme et la *peinture* par-dessus tout. Les portraits sont là qui lui donnent toute sa dignité : portraits d'hommes, de femmes et de bébés au regard interrogateur, où Rousseau recourt à la frontalité, à Manet probablement, et aux Flamands du quinzième siècle. Celui de la femme au col et à la ceinture bleue sur la robe noire à manche à gigot ; le sien à la lampe, où jouent, menton, nez et front soumis au travail d'emboîtement de volumes et de plans géométriques, soulignés par l'aplat noir des moustaches, des cheveux, des yeux, des sourcils, du nœud papillon, du veston ; celui, *cabossé*, de Pierre Loti, de trois quarts et de face tout à la fois, où la vision simultanée est suggérée par la courbe ondulée très nette qui part de la chéchia posée de travers, suit le front, le nez, le *menton pour se perdre dans* l'arc de la veste... Des portraits qui en imposent plus que tout.

Comme en imposent, ailleurs également, le jeu des contrastes forts, des associations du noir, du rouge et du blanc, les grands aplats réducteurs, les découpes franches, les juxtapositions et les effets de collages, qui ont toujours de quoi retenir les formalistes comme les amoureux des relations extrapicturales et *incongrues* que furent les surréalistes. En traitant, sur des modes différents, des sujets aussi divers que la *fête*, le football, les pêcheurs à la ligne, le portrait grand style, la guerre et la paix, les lions et la liberté, les jungles fantastiques (observées au Jardin des Plantes) et les sous-bois de fêtes galantes, la banlieue et la forêt tropicale, Rousseau avait plus d'un tour dans sa palette d'une grande richesse chromatique.

Comme Satie, comme Jarry, Rousseau est une de ces personnalités incontournables qui ont lancé quantité de *pétards*, consciemment ou non, dont on n'a pas fini de découvrir les répercussions, dont l'œuvre résiste aux analyses et permet les lectures les plus follement contradictoires. Si l'on veut y trouver telle ou telle référence, elle y est ; le naïf, il y est ; le précurseur aussi, et l'innocent et le cubiste et le *surréaliste* et le *maladroit* et l'incapable, ils y sont. Avec en prime la peinture, de la vraie. Une peinture lisse, sans rides, qui continue de respirer, qui résiste doucement, bien qu'apparue il y a cent ans. C'était le tournant du siècle, à un moment où l'événement pouvait avoir lieu. Le Douanier n'a pas manqué l'occasion, ce « *cher vieil ange* ».

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ *Grand Palais, jusqu'au 7 janvier. New-York, Musée d'art moderne, du 5 février au 4 juin.*

VARIÉTÉS

Bernard Lavilliers devient directeur du Casino de Paris

Bernard Lavilliers prend la direction du Casino de Paris. La société Trinité-Spectacles, dont le chanteur est actionnaire majoritaire (51 %), a signé un contrat de gérance avec M. Bauchot, propriétaire du bail. Bernard Lavilliers a nommé administrateur M. Jean-François Millet, ancien directeur du Palais des Glaces, qui succède ainsi à M. Jean Méjean.

En prenant possession du music-hall de la rue de Clichy, vieux de près d'un siècle et qui vit défiler dans des revues à la fin des années 1910 le couple-vedette Mistinguett-Chevalier, puis dans les années 20 et 30, Joséphine Baker, Marie Dubas, Tino Rossi et Cécile Sorel, Bernard Lavilliers a fait connaissance avec une superbe machinerie inemployée depuis une dizaine d'année, mais aussi avec un « *labyrinthe infernal. Comme personne n'a vraiment rénové le Casino, tout est fabriqué dans ce théâtre avec des bouts de ficelle, des morceaux de neuf rajoutés sur du vieux. Il y a des aberrations techniques : par exemple, une partie de l'installation électrique est encore en 110 volts* ». Le chanteur a fermé la salle pour entreprendre les travaux nécessaires. Réouverture en janvier prochain.

Bernard Lavilliers va lancer au Casino de Paris une école de comédie musicale, avec un cours de danse animé par l'Américain Hurley et le Français Jean-Marc Torres, un cours de chant dirigé par Christine Legrand et un cours de comédie supervisé par Richard Marson. Une école technique du spectacle formera de son côté des régisseurs, des éclairagistes, des décorateurs et des costumiers.

Rien de définitif en ce qui concerne la programmation. Il y aura bien sûr des spectacles réguliers et des concerts rock, brésiliens, africains. « *Une fois par semaine*, dit Bernard Lavilliers, *il y aura au Casino de Paris des auditions de groupe. Une fois par mois, les meilleurs seront présentés au public. Ils pourront aussi tourner dans les nights-clubs des régions dans les débuts de semaine. Vingt patrons de boîte ont accepté le principe.* »

Bernard Lavilliers est heureux. « *J'étais « pote » avec Jean Méjean et ses amis, et j'ai toujours trouvé dommage qu'il n'y ait pas un artiste qui s'occupe de la gestion du Casino de Paris.* »

CLAUDE FLÉOUTER.

CINÉMA

« BESOIN D'AMOUR », de Jerry Schatzberg

Drame sur commande

En panne d'inspiration, semble-t-il, le cinéma américain nous a emprunté les scénarios originaux de *l'Emmerdeur, A bout de souffle, Un moment d'égarement, Un éléphant ça trompe énormément* et quelques autres. Le cas de *Besoin d'amour (Misunderstood*, aux Etats-Unis) est légèrement différent. Un scénariste, Barra Grant, a concocté une nouvelle adaptation d'un roman désuet de Florence Montgomery, écrit en Angleterre à la fin du siècle dernier et dont, en 1966, Luigi Comencini avait tiré *l'Incompris*. Après tout, pourquoi pas ? Ce procédé, classique, du « remake » à partir d'une œuvre littéraire ne donne pas forcément de mauvais résultats.

Considéré comme un simple mélo, le film de Comencini fut longtemps « incompris », comme le voulait son titre. Cela ne risque pas d'arriver au film de Jerry Schatzberg qui, malgré une évidente volonté de gommer les effets larmoyants, de traiter avec sobriété le malentendu, creusé par la mort de sa femme, entre un homme et l'aîné de ses deux fils (onze ans), a réalisé un produit hybride, drame psychologique sans racines sociologiques et familiales véritables. Amateur américain en Afrique du Nord, Gene Hackman vit ses problèmes dans un tout petit clan coupé du monde extérieur. Ses rapports avec l'enfant souffrant de son indifférence (Henry Thomas) et le petit frère trop gâté (Huckelberry Fox) ne sont pas mal vus, mais l'histoire prend un caractère impersonnel dans ce milieu hâtivement décrit.

Comencini avait, dans l'intimité du consulat anglais de la ville de Florence, introduit sa propre thématique de l'enfance privée de l'illusion de la famille protectrice, livrée à un conflit permanent avec le monde des adultes. Jerry Schatzberg donne l'impression d'avoir exécuté une commande (la scène finale, ouverte sur l'espoir, lui aurait été imposée par le producteur) avec un certain soin, certes, mais sans se sentir concerné. Au fond, c'est dommage.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

MORT DE ROBERT CHANDEAU FONDATEUR DE « L'AVANT-SCÈNE »

Le comédien Robert Chandeau, fondateur de *l'Avant-Scène*, est mort, le 16 septembre, après une chute de l'hélicoptère qu'il pilotait en Normandie. Il était âgé de soixante-sept ans.

[Né au Havre le 31 mai 1917, Robert Chandeau a été acteur de théâtre, a produit pendant vingt ans des séries dramatiques pour les émissions vers l'étranger de l'ex-ORTF et a fondé, en 1947, les éditions de l'Avant-Scène, dont il est devenu en 1982 directeur honoraire.]

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

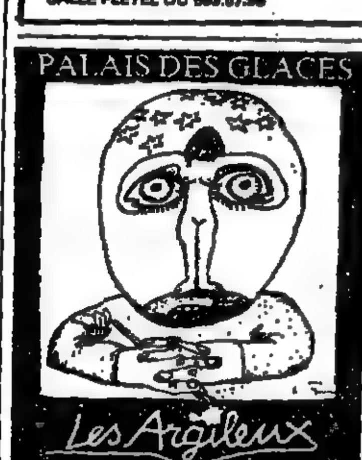
ABBAYE DE ROYAUMONT (Val-d'Oise) 12 km au sud de Chantilly 2 km au nord de Viarmes Samedi 22 septembre Rens. : 035.30.16 (p.e. Werner)	20e anniversaire de la Fondation à 18 h 30 ens. de 11 chant. solistes D. KIENTZY, saxophone D. SIMPSON, violoncelle G. GARCIN, flûte Dir. Annick MINCK **Gilles RACOT** « Jubilad'a » **Claudy MALHERBE** « Voi de (femme)x » créations mondiales à 21 heures **H. CUENOD, ténor H. HOTTER, basse** D. BROWN – C. DUBOSC sopranos Ens. vocal M. PIQUEMAL [illegible] C. LEWIS, pianos Schubert – Strauss Mendelssohn – Debussy – Fauré Poulenc – Jacques Lejeune
CATHÉDRALE DE CHARTRES dimanche 23 septembre 13 h 30 à 18 h 15 (p.e. Kiesgen)	**FINALES PUBLIQUES du IXe CONCOURS INTERN. D'ORGUE GRAND PRIX DE CHARTRES** Rens. Association des Grandes Orgues de Chartres tél. : (1) 548.31.74
Église des Billettes 23 septembre à 17 heures (p.e. Kiesgen)	**L'ENSEMBLE de HAUTBOIS PHILIPPE PELISSIER** av. Ph. PELISSIER Hautbois – Hautbois d'amour **Ph. CHAMART, Hautbois Th. FLAJOLET, cor anglais E. BERANT, Basson** Frescobaldi – J.-S. Bach Vivaldi – Abel – Cholley Britten – Mozart Beethoven – Albinoni
Salle Gaveau mardi 25 septembre à 20 h 30 (p.e. Werner)	« J.-M. Fournier Productions » **LAURENCE ALLIX** Bach – Beethoven Busoni – Liszt
Salle Pleyel Mercredi 26 septembre à 20 h 30 (Valmalete)	Orchestre **BORDEAUX-AQUITAINE** Dir. Roberto **BENZI** Sol. Maria-Joao **PIRES** SCHUBERT, MOZART MOUSSORGSKI, RAVEL
Gaveau Mercredi 26 sept. 20 h 30 (p.e. Mondial Musique)	J.-M. FOURNIER PRODUCTIONS piano : ÉLIZABETH **HERBIN** LISZT – SCHUBERT
Théâtre national de l'Opéra Salle Favart mardi 2 octobre à 20 heures (p.e. Valmalete)	**CONCERT DE MUSIQUE FRANÇAISE** Sol. : Hervé **LE FLOCH** Violon Brigitte **VANDOME** Piano FAURE, DEBUSSY, PIERNÉ
Église St-Séverin 2, 9, 16, 23 et 30 octobre 21 h Abts : 270 F Places : 60 et 80 F Location Tél. : 633.87.21 3 FNACS (p.e. Valmalete)	TOUS LES MARDIS D'OCTOBRE **CYCLE DU QUATUOR VIA NOVA** J. MOUILLERE, J.-P. SABOURET CL. NAVEAU, J.-M. CAMARD avec le concours de Christian LARDE, flûte Maurice BOURGUE, hautbois Walter BOEYKENS, clarin.



NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE	
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 20 septembre, 20 h 30	dir. : **Marek JANOWSKI** **Lynn HARRELL**, violoncelle BRITTEN – SCHUMANN BEETHOVEN
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE Coproduction FESTIVAL D'AUTOMNE	
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 27 septembre, 20 h 30	dir. : **Peter EOTVOS** **Claude Helffer**, piano **Sylvia Gualda**, percussion **Spiros Sakkas**, baryton CHŒURS DE RADIO FRANCE LIGETI – XENAKIS
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE	
Grand Auditorium Vendredi 28 septembre, 20 h 30	dir. : **Hubert SOUDANT** **Hélène Delavault, Margot Pares Susan Roberts, Pierre Ameyel** WAGNER – KOERING (création)

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences.





SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

BIJOU-POUCHAIN : Théâtre Fontaine (874-74-40), 22 h.

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE : Porte Saint-Martin (607-37-53), 20 h 30.

LA DERNIÈRE CLASSE : Mathurins (265-90-00), 20 h 45.

LES ENFANTS TERRIBLES : Musée Grévin (608-04-32), 20 h 30.

LES ARGILEUX : Palais des glaces (607-49-93), 20 h 30.

TRANCHE DE CONTES : Essaïon (278-46-42), 12 h 30 et 21 h.

Les salles subventionnées

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : la Critique de l'École des femmes ; l'École des femmes.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), voir Festival d'automne.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : la Panne.

Les autres salles

ANTOINE-S. BERRIAU (208-77-71), 20 h 45 : Nos premiers adieux.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 15 h : le Nouveau Testament.

ASTELLE-THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 : les Bonnes.

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Andromaque.

BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 21 h : Madame, pas dame.

THÉÂTRE A. BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a marr...et vous ?

C3B (524-48-42), 21 h : la Brasserie du bonheur.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 21 h : Léocadia.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DÉCHARGEURS (296-00-02), 21 h : Château de carton.

DIX HEURES (606-07-48), 20 h : Histoire de clowns ; 21 h : l'Ours ; 22 h : la Mouche et le Pantin.

ÉDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Désiré.

ESSAÏON (278-46-42), 21 h : le Journal de Marie Bashkirtseff.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : Passage Gatbois.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Il pleut sur le bitume.

LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : Pas ; 20 h 15 : le Sang des fleurs ; 22 h 30 : Hiroshima, mon amour. II. 18 h 30 : la Voix humaine ; 20 h 15 : Journal intime de Sally Mara ; 22 h 15 : Du côté de chez Colette.

MARIGNY (225-20-74), 21 h : le Dou d'Adèle.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 21 h : J'ai deux mots à vous dire.

MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90), 20 h 30 : la Salle à manger.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

PÉNICHE THÉÂTRE (245-18-20), 21 h : le Principe de solitude.

PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : les Fantastiques Aventures du comte de Saint-Germain.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

TEMPLIERS (303-76-49), 20 h 30 : la Balade de Monsieur Tadeux.

THÉÂTRE DES AMANDIERS (366-42-17), 20 h 45 : Persona.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE 3 SUR 4 (327-09-16), 20 h 30 : Psy cause toujours.

THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Angelo, tyran de Padoue.

TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Vie et Mort de Pier Paolo Pasolini.



Mardi 18 septembre

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II. 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 22 h : Soldes d'automne.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours ; II. 20 h 15 : Impróvu pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.

SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent.

TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : La cave habite au rez-de-chaussée.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h : Petitelle.

La danse

ESPACE DANSE (723-40-84), 20 h 30 : Théâtre d'images.

Opérettes

POTINIÈRE (266-44-16), 20 h 30 : le Roi-Cerf.

Opéra

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-72-30), 20 h 30 : Donna Giovanni (Théâtre chanté).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-27), 20 h 30 : la Périchole.

Les concerts

Ranelagh, 20 h 30 : P. Bloit (Bach, Schumann, Liszt).

Église Saint-Séverin, 21 h : Orchestre et chorale P. Kuentz (Mozart, Françaix, Vivaldi).

Festivals

XIXe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (549-14-83)

Sorbonne, amphi Richelieu, 18 h 30 : J.-L. Steuerman (Bach).

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

Théâtre musical de Paris, 20 h 30 : Tango argentino.

cinéma

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

15 h, la Première Légion, de D. Sirk ; 19 h, Carte blanche et noire à Wim Wenders : le Port de la drogue, de S. Fuller ; 21 h, Soixante-dix ans d'Universal : les Dents de la mer, de S. Spielberg.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

A COUPS DE CROSSE (Franco-Esp.), (*), (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ANGEL (A.), (*) : v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE BAL (Fr.-It.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (h. sp.), 14e (321-41-01).

LE BON ROI DAGOBERT (Franco-It., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES BRÉSILIENNES DU BOIS DE BOULOGNE (Fr.) (**) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

BUSH MAMA (A., v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17e (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

C'EST LA FAUTE A RIO (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (575-94-94).

CONAN LE DESTRUCTEUR (A.), (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

CONTRE TOUTE ATTENTE (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32.

DORTOIR DES GRANDES (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

EMMANUELLE IV (**) (V. Ang., V.f.) : George V, 8e (562-41-46).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (723-69-23).

LA FEMME PUBLIQUE (*) (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Monte Carlo, 8e (225-09-83) ; Marignan, 8e (359-92-82).

FORT SAGANNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Club de l'Étoile, 17e (380-42-05).

LA FRANCE INTERDITE (**) (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

FRANKENSTEIN 90 (Fr.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Élysées, 8e (561-94-95) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-94-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01).

LA GARCE (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 2e (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

HISTOIRE D'O Nº 2 (Fr.) (**) : George V, 8e (562-41-46) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52).

HOTEL NEW HAMPSHIRE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

LISTE NOIRE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LOCAL HERO (Brit., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LES MALHEURS DE HEIDI (A., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.), Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06).

PAVILLONS LOINTAINS (Ang., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-94-40).

PINOT SIMPLE FLIC (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).

LA PIRATE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

POLICE ACADEMY (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; La Bastille, 12e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ;

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DESSOUS DU VOLCAN, film américain de John Huston, v.o., Forum Arc-en-Ciel, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 3-Parnassiens, 14e (320-30-19) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f., Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BESOIN D'AMOUR, film américain de Jerry Schatzberg, v.o., Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Odéon, 6e (325-71-08) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; 7 Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f., Saint-Lazare Pasquier, 2e (387-35-43) ; Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT, film américain de Steven Spielberg : v.o., Forum Arc-en-Ciel, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f., Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).



SPECTACLES

Gaumont Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

PRIS AU PIÈGE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83). – V.f. : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

ROAR (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Lumières, 9e (246-49-07) ; Bastille, 12e (307-54-40) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LA SMALA (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (544-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Images, 18e (522-47-94).

SUDDEN IMPACT (A., v.o.) (*) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (828-20-64) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE TARTUFFE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

TIR A VUE (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

TOOTSIE (A., v.o. et v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA TRICHE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17e (380-03-11).

UNDER FIRE (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).

VIVA LA VIE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (722-69-23).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

V'LA LES SCHTROUMPFS (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11).

LE VOYAGE (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

XTRO (Angl., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

YENTL (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95).

Les grandes reprises

L'ANGE DES MAUDITS (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

CORRESPONDANT 17 (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A.) : George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Impérial, 2e (233-56-70).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).

DON GIOVANNI (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

EL (Mex., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA FELINE (Tourneur 42) (v.o.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (545-35-38).

LA FILLE DE RYAN (Ang., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (576-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

FENETRE SUR COUR (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65).

FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

HALLELUJAH (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

L'HÉRITIÈRE (A., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

IL BIDONE (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LA LOI DU SILENCE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LA MAIN AU COLLET (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lincoln, 8e (359-36-14). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34) ; UGC Marbeuf, 8e (576-94-95).

MANHATTAN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (ex-LE BAL DES VAURIENS) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68).

METROPOLIS (All.) : Forum, 1er (297-53-74) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Rex, 2e (236-83-93).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

L'OMBRE D'UN DOUTE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Action La Fayette, 9e (329-79-38).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.f.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07).

LE PIGEON II (HOLD-UP A LA MILANAISE) (It., v.o.) : Logos I, 5e (354-43-34).

PLUS FORT QUE LE DIABLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).

SUEURS FROIDES (A., v.o.) : Logos II, 5e (354-42-34).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (576-94-95).

THE SERVANT (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch), (A., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

TRISTANA (Fr., It., Esp.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; 14-Juillet Parnasse, 14e (326-58-00).

TUEURS A GAGES (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A., v.o.) (vers. intégr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Lincoln, 8e (359-36-14).

LA VIE D'ARCHIBALD DE LA CRUZ (Mex., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

ZABRISKIE POINT (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

COMMUNICATION

CANAL PLUS, JOUR J MOINS 50

Ce cher abonné

« Non, madame, si vous recevez déjà nos émissions test, vous n'avez pas besoin de changer votre antenne ; nous allons vous envoyer la documentation sur Canal Plus et un bulletin d'abonnement. Votre nom, s'il vous plaît ? » Les doigts courent sur le clavier. L'ordinateur va rajouter un nom à son fichier et éditer automatiquement, dans la nuit, un courrier personnalisé. Soixante-dix jeunes femmes répondent ainsi par roulement, de 9 heures à 21 heures, au 530-10-10. En trois minutes, il faut convaincre, répondre aux questions les plus diverses : sera-t-on remboursé si Canal Plus fait faillite ? Y aura-t-il des films érotiques ? De la politique ? Comment brancher son magnétoscope sur le décodeur ? Peut-on commander un film ?

Comme dans toutes les télévisions payantes d'outre-Atlantique, le centre d'accueil téléphonique est le point névralgique de Canal Plus, plus important que la direction des programmes ou la régie technique. C'est là que se joue l'image de la chaîne dans un premier contact avec le futur abonné. Un abonné qu'il faut séduire, rassurer, conserver. C'est là que l'on mesure la distance entre la quatrième chaîne et le traditionnel service public : ici, le client est roi, il peut faire et défaire chaque mois la télévision.

Sont-ils conscients de leur pouvoir ? *« Les gens sont très gentils avec nous,* note une opératrice, *mais aussi curieux, exigeants. Ils attendent une télévision différente et nous racontent surtout ce qu'ils ne veulent plus voir sur leurs écrans. »*

« Je ne paie pas la redevance... »

Les standardistes de Canal Plus – on les appelle ici des *« téléségociatrices »* – ont encore d'autres tâches. Elles sont en contact direct avec les revendeurs, les trois mille cinq cents magasins qui remettent à l'abonné son décodeur et encaissent le montant de l'abonnement. Un coup de téléphone à Canal Plus pour communiquer le numéro de série de l'appareil et l'ordinateur délivre immédiatement les numéros de code des deux premiers mois. L'abonné peut ainsi avoir accès, le soir même, aux émissions. Ce système contrôle aussi la circulation des décodeurs, les suit à la trace, de la sortie d'usine jusqu'aux clients, pour éviter tout risque de piratage. L'ordinateur de la tour Olivier-de-Serres, à Paris, gère le stock des revendeurs, déclenche automatiquement les réapprovisionnements et délivre, chaque soir, un diagnostic complet sur l'état de santé du réseau commercial de la chaîne.

16 h 20 : les clignotants s'allument sur tous les postes, le standard est saturé ; Canal Plus vient de diffuser son clip promotionnel, ce qui déclenche à chaque fois cent quarante-cinq appels en cinq minutes. *« Cela prouve que les téléspectateurs captent nos émissions et qu'un grand nombre d'antennes peuvent encore recevoir les signaux VHS,* note M. Serge Dakhan, le responsable du service commercial. *La télévision reste le meilleur support pour vendre de la télévision. Ah ! si les chaînes publiques avaient accepté notre publicité... »*

Au troisième sous-sol de la tour, M. Tim Koelewyn monte dans sa 204 pour commencer sa tournée. Canal Plus sur le toit, le capot, les portières de la voiture : on ne passe guère inaperçu. Au premier feu rouge, une vieille dame s'avance, canne en bataille : *« C'est vous Canal Plus ? Je voulais savoir si c'est gratuit pour les personnes âgées. » « Non, Madame, Canal Plus est une chaîne privée, mais elle ne coûte que 4 francs par jour. » « Alors, je peux m'abonner, je ne paie pas la redevance. »* Savoureux, lorsque l'on songe que c'est la taxe sur les magnétoscopes qui permet de dispenser les personnes âgées de cette redevance...

M. Tim Koelewyn est l'un des vingt attachés commerciaux de Canal Plus. Il surveille sur quatre arrondissements de Paris le réseau des revendeurs, boutiques d'électroménager, magasins Hi-Fi, grandes surfaces. Tous se sont portés volontaires pour être agréés et se sont engagés à vendre un certain nombre d'abonnements avant le 31 décembre. Ils constituent la deuxième vitrine de la chaîne, celle qui fera exister Canal Plus sur les murs de téléviseurs, à côté de TF1, A2 et FR3. Celle aussi qui rassure les plus sceptiques : l'avis d'un commerçant du quartier ou du spécialiste, c'est, pour beaucoup, la garantie du professionnalisme. *« Ce n'est pas tant la commission sur l'abonnement qui mobilise les commerçants,* note M. Koelewyn, *que la possibilité de vendre un nouveau téléviseur équipé d'une prise Péritel ou simplement un cordon de raccordement. Canal Plus, c'est comme la couleur dans les années 70, une occasion de renouveler le parc d'appareils, de relancer les ventes. »*

Rue Didot, le propriétaire du petit magasin n'est pas très convaincu et a préféré, vu le temps, faire sa vitrine sur les radiateurs. Boulevard de Grenelle, par contre, le décodeur trône en bonne place, et les affiches de Canal Plus couvrent le magasin. *« A chaque fois que nous allons réparer un téléviseur,* explique le commerçant, *nous apportons un décodeur pour faire une démonstration à domicile et régler le récepteur sur Canal Plus. »* A Beaugrenelle, c'est un vidéo-club qui s'est converti et montre fièrement ses quatre premiers abonnements : *« Ils seront beaucoup plus nombreux à s'abonner dès le début des émissions,* affirme le propriétaire. *Dès qu'on aura à leur montrer des programmes valables. »*

Près de cent mille « clients »

Les grandes surfaces, elles aussi, se sont lancées dans la bataille, Darty allant même jusqu'à engager une vingtaine d'hôtesses pour vendre la nouvelle chaîne.

Dans son bureau de la tour Olivier-de-Serres, M. Philippe Ramond, directeur de Canal Plus, est optimiste. Le centre téléphonique reçoit deux mille cinq cents appels par jour ; le *mailing* apporte mille neuf cents réponses et les publicités de presse quatre mille deux cents coupons. Le 15 septembre, en tenant compte de tous les désistements ou refus de dernière minute, Canal Plus comptait déjà 94 377 abonnés. Mais à quel prix ? Si l'on ajoute à l'effort publicitaire le coût de l'accueil téléphonique et la commission des revendeurs, les premiers abonnés ne coûtent-ils pas très cher à la chaîne ? M. Ramond ne veut pas donner de chiffres : *« Le lancement de Canal Plus coûte trois fois moins cher que celui d'une lessive. »*

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

● *Patrick Poivre d'Arvor à Canal Plus.* – Le journaliste Patrick Poivre d'Arvor, ancien présentateur vedette d'Antenne 2, animera chaque jour sur Canal Plus la tranche horaire de 19 h 15 à 20 heures, diffusée sans codage. Il y recevra des personnalités du spectacle et de la communication.

L'ANTI-SICOB

Philippe, quinze ans, veut troquer un micro-ordinateur et des cartouches de jeu contre un instrument plus performant. Richard, trente-huit ans, a échangé un fusil contre un ORIC-1. Il propose aussi un poste noir et blanc, un téléphone, une calculette... Gérard, vingt-huit ans, attend avec un synthétiseur l'éventuel amateur qui aurait un « personal computer pour lui. Robert, quarante-deux ans, annonce cinq cents films sur cassettes (son vidéo-club a fait faillite) contre ce qu'on voudra...

Fanas du troc – ceux-là ont apporté toute leur quincaillerie – ou fous de la micro, passionnés de la vidéo, ils se sont rencontrés le samedi 16 et le dimanche 17 septembre, sur le parvis de la Défense, à la Foire annuelle du troc. Le Carrefour international de la communication (CIC), qui les avait conviés à cette première « bourse des troqueurs de la micro-informatique et de l'audiovisuel », *voulait ainsi manier le paradoxe : la plus ancienne des pratiques marchandes pour les plus récents des appareils. Un clin d'œil à l'imposant voisin, le SICOB, cette autre foire aux matériels sophistiqués et coûteux qui ouvre ses portes ici même trois jours plus tard.*

La pluie a malheureusement contrarié ces plans. Quelques dizaines de troqueurs ont trouvé leur bonheur, et ont gagné des cassettes et des micros, des calculettes et des logiciels, en participant aux jeux d'animation. Il faudra plus que quelques nuages d'automne pour décourager l'équipe du CIC, dont l'une des missions est de mettre en réseau tous ceux qu'intéressent la communication et ses techniques.

LA RENTRÉE A LA TÉLÉVISION

Au nom de l'amour et du hasard

Avoir le cœur lourd, se souvenir d'un temps heureux, le temps d'un amour fou, d'une rencontre à jamais gravée au plus profond de soi-même. Cette autre moitié, qu'est-elle devenue ? Impossible de la retrouver par ses propres moyens. Que faire, quand elle vous trotte toujours dans la tête ? Eh bien, c'est simple, vous écrivez à l'émission « Au nom de l'amour » (CEDEX nº 8022, 75601 Paris Brune). Cette nouvelle émission, présentée par Pierre Bellemare, les téléspectateurs en seront eux-mêmes les auteurs, puisque ce sont leurs histoires qui seront racontées en direct tous les samedis sur FR3 à 20 h 35.

« Au nom de l'amour », c'est simple. Imaginez, il y a une bonne quarantaine d'années, une rencontre poignante qui n'a duré, hélas, que quelques instants, dont vous avez perdu le fil dans l'immense foule des êtres anonymes. La retrouver ? Impossible ! Non. « Au nom de l'amour » met à votre disposition deux équipes, caméra Bétacam au poing, qui tentent l'impossible. Bien évidemment, « Au nom de l'amour » ne garantit pas de réussir à tous les coups. Si la personne recherchée est retrouvée, elle vous sera présentée ; si cette dernière par malheur souhaite vous éviter, « Au nom de l'amour » se tait. Pudeur, discrétion assurées.

Décor mauve, chaud, couleur d'amour. Chaque numéro, composé d'une partie plateau et d'un autre reportage, contera trois ou quatre histoires. Une garantie : c'est Pierre Bellemare qui est le metteur en scène de ce jeu de l'amour et du hasard. Et il sait très bien raconter les histoires.

M. G.

★ « Au nom de l'amour », tous les samedis sur FR3 à partir du 29 septembre, à 20 h 35 (55 minutes).

Frankenpen le maudit

Voilà donc l'horrible vampire Frankenpen foudroyé en pleine gloire. La marionnette imaginée par Stéphane Collaro et représentant M. Jean-Marie Le Pen va devoir abandonner son accent allemand avant de retrouver, sur les écrans de TF1, ses fidèles téléspectateurs vespéraux. Ainsi en a décidé le 17 septembre le tribunal de Paris, saisi d'une demande de référé par le président du Front national.

Comment Frankenpen va-t-il revenir ? Tendre angelot blond sur un nuage de gaze ? Blanc mouton enrubanné de rose ? Son géniteur, apparaissant lundi soir au journal de TF1 dans le costume de sa marionnette, a laissé entendre que celle-ci avait « suivi une cure de chirurgie esthétique dans une clinique marocaine ».

M. Le Pen, qui n'est pas ennemi des choses de l'esprit, supporterait – il l'a dit – qu'on le moquât sous les traits d'Obélix le Celte ou de Bécassine la Bretonne. Ce serait là de la bonne et loyale gaudriole française, de la saine satire qui ne dépasserait pas « les limites de l'admissible ». *Mais* « je ne suis pas de ces hommes politiques prêts à n'importe quoi pour quêter un ricanement de la foule, *nous a-t-il déclaré.* Que feriez-vous si l'on publiait dans la presse une photo de votre mère les fesses nues ? »

Mme Huguette Le Foyer de Costil, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, partage cette appréciation des « limites de l'admissible ». « L'aspect de la marionnette litigieuse, le nom qu'elle porte, la coiffure *(un casque à pointe)* dont elle est affublée et son accent germanique sont tels (...) que le public associe à l'évidence cette marionnette au nazisme et à ses séquelles », *a-t-elle analysé dans son ordonnance.*

TF1 – qui a décidé de faire appel – et Stéphane Collaro plaident non coupables : « Vous avez déjà vu beaucoup de nazis avec des casques à pointe ? » *demande le fantaisiste qui a, sur ce point, la vérité historique de son côté. Joli coup de pub en tout cas pour la jeune émission rivale du « Théâtre de Bouvard » sur Antenne 2.*

Quant à M. Le Pen, il pourrait bien s'empêtrer dans le ridicule. Dans son combat de brave gaulois contre la « bande des quatre », il avait réussi jusqu'ici à mettre le gros rire de son côté. Mais il devrait se douter que bon nombre de ses électeurs de base font leurs délices de « Cocoricocoboy ».

DANIEL SCHNEIDERMANN.

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 18 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 **Série : L'équipe Cousteau en Amazonie.**
Nº 2. La rivière enchantée.
Le fils du commandant Cousteau active sa descente du fleuve en bateau pneumatique. Quelle épreuve ! Le voyage continue. On voit de petits dauphins gris et des grands roses. L'un des épisodes les plus réussis de cette série un peu brouillonne.

21 h 35 **Histoire à la une**
Emission de G. Lauzun, réal. R.-J. Bouyer. Le Machiavel du désert, à l'occasion du quinzième anniversaire de l'arrivée au pouvoir du colonel Kadhafi.
Portrait du chef d'Etat libyen. Les lieux de son enfance et de sa jeunesse, les rencontres, les événements qui ont marqué sa vie et forgé son idéologie ; suivi d'un débat auquel participera le colonel Kadhafi en direct de Tripoli. Il sera interrogé par Eric Rouleau, Michel Cardoze, Claude Estier, Jacques Berques et Jean de Lipkowski.

23 h 30 **Récital Youri Boukoff et Patrice Fontanarosa.**
Festival de Pau 1983 : Sonate nº 3 de Brahms.

24 h **Journal.**

0 h 15 **Clignotant**

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 40 **Téléfilm : Un homme nommé Intrépide**
d'après W. Stevenson, réal. P. Carter. Avec M. York, D. Niven...
Londres 1938. Churchill n'est pas encore premier ministre mais demande à un certain William Stephenson de créer un réseau d'espionnage. William rencontre une jeune femme membre du réseau « l'Intrépide ». Une intrigue amoureuse se noue, mais la guerre est déclarée.

22 h 40 **Magazine : Lire c'est vivre**
de P. Dumayet, réal. R. Coste
Première émission de la rentrée, rendez-vous des lecteurs silencieux. Germinal, publié en 1885, est le troisième tome du cycle des Rougon-Macquart d'Emile Zola. Pierre Dumayet a rencontré un infirmier, un ancien maître mineur, de simples ouvriers des mines et une femme. Un extrait de Ma Jeannette et mes copains, de R. Menegoz, un documentaire tourné il y a une trentaine d'années sur le bassin houiller des Cévennes.

23 h 30 **Journal.**

23 h 50 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **La dernière séance : soirée Burt Lancaster.**
Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui.
Actualités 1953 ; Dessin animé de Tex Avery à 22 h 20, dessin animé : Bugs Bunny ; réclames de l'époque ; attraction et présentation du deuxième film.

20 h 50 **Premier film : Le Roi des îles.**
Film américain de B. Haskin (1953), avec B. Lancaster, J. Rice, A. Morell, A. Sofaer, A. Savage.
Vers 1870, un marin américain cherche à faire, pour son compte, le trafic du copra dans le Pacifique sud. Il échoue sur une île dont il devient le roi. C'est une histoire vraie, mais transformée en film d'aventures exotiques très hollywoodien, avec Burt Lancaster en aventurier possédé par « l'esprit d'entreprise ».

22 h 45 **Journal.**

23 h 5 **Deuxième film : Le Grand Chantage.**
Film américain d'A. Mackendrick (1957), avec B. Lancaster, T. Curtis, S. Harrison, M. Milner, B. Nichols, (v.o. sous-titrée. N.).
Un éditorialiste new-yorkais qui use et abuse de son pouvoir veut séparer sa sœur de l'homme qu'elle aime. Un individu abject et arriviste exécute ses basses besognes. Peinture féroce de la presse américaine et de personnages ambigus, réalisée, ô surprise, par un cinéaste anglais spécialiste des comédies humoristiques. On admirera les compositions de Burt Lancaster et de Tony Curtis.

0 h 45 **Une bonne nouvelle par jour.**
Avec Brice Lalonde.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 **L'histoire de France en BD.**
17 h 10 **Ciné 16 : Le professeur jouait du saxophone.**
18 h 45 **Contes des prés et des bois.**
18 h 55 **Dessin animé : Buffe.**
19 h **Série : Une colonne à la cinq.**
19 h 15 **Informations.**
19 h 50 **Atout PIC.**

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Dialogues : Le vengeur et la loi.
21 h 45 Lectures : Inédits de Claudine Chonez.
21 h 50 Musique : Tournois du royaume de la musique.
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné à Prague le 1er juin 1984) : air de l'opéra « Catone » de Pergolèse, air de l'opéra « Jules César » de Haendel, air de l'opéra « Circé » d'Haydn, air de « Mignon » de Thomas, air de l'opéra « Tancrède » de Rossini, air de Charlotte de « Werther » de Massenet, « Habanera » de Bizet, six chansons de Granados, six chansons de Braga, par Teresa Berganza, soprano, et Juan Antonio Alvarez Parejo, piano.
22 h 34 Programme musical.
23 h Les soirées de France-Musique : Jazz-Club.

Mercredi 19 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 20 **TF1 Vision plus.**
11 h 50 **La une chez vous.**
12 h **Feuilleton : Nans le berger.**
12 h 30 **Variétés : La bouteille à la mer.**
13 h **Journal.**
13 h 40 **Vitamine.**
16 h 25 **C'est super (les baleines).**
16 h 45 **Hip-hop.**
17 h **Microludic.**
17 h 25 **Jack spot.**
17 h 50 **Journal.**
18 h 05 **Des jouets par milliers.**
18 h 10 **Le village dans les nuages.**
18 h 30 **Magic Hall.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 40 **Cocoricocoboy.**
19 h 55 **Tirage du Tac-o-Tac.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Tirage du loto.**
20 h 35 **Série : Dallas.**
21 h 25 **Série : Le bébé est une personne.**
De G. Lauzun. T. Lainé et B. Martino.
Nº 2 : L'espace d'une rencontre.
22 h 25 **Branchés musique : 22, v'là le rock.**
23 h 10 **Journal.**
23 h 25 **Clignotant.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h **Journal et météo.**
12 h 10 **Jeu : l'Académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 30 **Feuilleton : La pendule.**
13 h 45 **Dessin animé : X Or.**
14 h 15 **Récré A2.**
16 h 50 **Micro Kid.**
17 h 25 **Les carnets de l'aventure.**
18 h **Platine 45.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Émissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : le Gourou.**
De R. Erler, avec W. Reichmann, E.P. Caspar...
Un chanteur d'opéra en chômage fonde par hasard une communauté religieuse pseudo-bouddhiste.
22 h 15 **Magazine : Moi... je.**
De B. Bouthier.
23 h 15 **Journal.**
23 h 35 **Bonsoir les clips.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**
19 h 55 **Dessin animé : Inspecteur Gadget.**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 35 **Cinéma 16 : la Mèche en bataille,**
D'après « le Correspondant », d'A. Vannier, J.-P. Mérival et B. Dubois, réal. B. Dubois. Avec A. Clément, D. Russo.
Un garçon de quatorze ans entre un père ancien militaire partisan d'une éducation « d'homme » et une tante (Aurore Clément) qui veut l'éduquer tendrement.
22 h **Journal.**
22 h 20 **Série : Scènes de la vie conjugale.**
d'I. Bergman. Nº 2 : L'art de balayer sous les tapis. Avec L. Ullmann, B. Anderson, E. Josephson... (Rediff.)
Marianne est anxieuse. Quelque chose ne tourne pas rond entre elle et son mari. De plus, Johan reçoit des coups de téléphone mystérieux. Après une soirée au théâtre, les premiers signes de discorde éclatent.
23 h **Une bonne nouvelle par jour.**
23 h 5 **Prélude à la nuit.**

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 **Histoire de France en BD.**
17 h 10 **Dessin animé : Belle et Sébastien.**
17 h 30 **Mon ami Guignol.**
17 h 50 **Série : Les molécules.**
18 h **Magazine du rock : Rocking chair.**
18 h 30 **Vie régionale.**
18 h 55 **Dessin animé : Buffe.**
19 h **Série : Une colonne à la cinq.**
19 h 15 **Informations.**
19 h 50 **Atout PIC.**

FRANCE-CULTURE

14 h 30 Dramatique : l'Anguille et le poisson lune, de J. Mariotti ; Adaptation R. Richard.
15 h 30 Un musée, un chef-d'œuvre. Rennes (le Tintoret, Véronèse).
18 h Le cri du homard.
18 h 15 L'école des parents et des éducateurs.
18 h 30 Comment va le monde, Unamuno ? Mecanopolis.
19 h 25 Jazz à l'ancienne.
19 h 30 Perspectives scientifiques : la biologie végétale.
20 h Les enjeux internationaux.
20 h 30 Musique : Archives sonores (musique française contemporaine).
22 h 30 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

14 h 2 Jeunes solistes : œuvres de Glinka, Françaix, Jolivet, Villa-Lobos, par l'ensemble Zéphir.
15 h D'une oreille l'autre : la mémoire et l'imaginaire. Œuvres de Ravel, Couperin, Gounod, Chopin, Mendelssohn, Stravinsky, Beethoven.
17 h Histoire de la musique.
18 h L'imprévu.
19 h Le temps du jazz.
20 h Musique contemporaine.
20 h 30 Concert de jazz (donné à Copenhague le 4 mai 1984). Œuvres et arrangements du compositeur Ole Hock Hansen, dir. Palle Mikkelborg.
23 h Les soirées de France-Musique : « Verveine-Scotch » ; à 1 h, Poissons d'or.

LE CARNET DU Monde

Naissances

– Catherine VAN RYSWYCK et Gérard LÉGER ont l'immense joie d'annoncer la naissance de

Cordélia.

Paris, le 29 août 1984.
61, boulevard des Invalides,
75007 Paris.

– Christine et Alain SOMMER sont heureux d'annoncer la naissance de

Marie.

Paris, le 5 septembre 1984.
25, avenue de Tourville,
75007 Paris.

Mariages

– M. et Mme Robert GARNIER,
M. l'ambassadeur
et Mme Michel LEGENDRE,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Dominique et Patrice.

La bénédiction nuptiale leur sera donnée par le pasteur Fath et Mgr Pléplu, au cours d'une célébration œcuménique, le samedi 22 septembre 1984, à 16 h 30, à l'oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, à Paris-1er.

51, rue Denfert-Rochereau,
72400 La Ferté-Bernard.
39, avenue Georges-Mandel,
75016 Paris.
Château de Vignes,
89420 Vignes.

Décès

– Sausset-les-Pins.

Mme Suzanne Agopian,
son épouse,
Eric, Judith et Marc,
ses enfants,
M. et Mme Vram Agopian,
M. et Mme Victor Agopian,
M. et Mme Jean Gervais,
M. et Mme Robert Gervais
et leurs filles,
Leurs parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean AGOPIAN,
architecte DPLG,
urbaniste SFU,

survenu le 15 septembre 1984, à l'âge de quarante-sept ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Sausset-les-Pins, le lundi 17 septembre.

15-17, avenue des Chênes,
Parc du Grand-Vallat,
Sausset-les-Pins.

– Valence.

Mme Jean Cessieux,
M. et Mme Jean-Louis Cessieux
et leurs fils,
M. et Mme Albert Cessieux
et leurs enfants,
M. et Mme Christophe Wessel
et leurs enfants,
M. et Mme Denys Delomier
et leurs fils,
M. et Mme René Cessieux
et leurs enfants, François, Christine et Bernard Cessieux,
M. et Mme Augustin Terrin,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Lallemand,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Henri Ancel,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Noël Cessieux,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme de Surmont
et ses enfants,
M. Jacques Colcombet,
Les familles Tourette, Chevalier-Seyvet et Bady,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean CESSIEUX,

survenu le 14 septembre 1984 à Valence, dans sa soixante-quatorzième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 18 septembre, à 14 h 30, en la cathédrale Saint-Apollinaire, où l'on se réunira.

La famille recevra à l'issue de la cérémonie religieuse.

Inhumation au cimetière de Valence, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Marguerite,
26000 Valence.

– Ses collègues et ses amis,
Le personnel de l'Association des centres médico-psycho-pédagogiques du Val-de-Marne
et leurs représentants,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Léon-Jean CORDET,

le 31 août 1984.
Ils s'associent au deuil et à la douleur de la famille.

– Mme Philippe Colomb de Daunant,
Ses enfants,
Régis,
Laurence,
Isabelle
et Henri Colomb de Daunant,
Ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe COLOMB DE DAUNANT,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 13 septembre 1984, à Saint-Jean-du-Gard.

Le service religieux a été célébré, le lundi 17 septembre, en la chapelle du cimetière protestant de Nîmes.

Les Ombrages,
30270 Saint-Jean-du-Gard.

– M. Maurice Dubois,
son époux,
ses enfants, petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du décès de

Geneviève DUBOIS,
née Lenoir,

survenu le vendredi 14 septembre 1984.
Les obsèques seront célébrées le jeudi 20 septembre, à 15 h 30, en l'église de l'Assomption de Stains (Seine-Saint-Denis), et l'inhumation au cimetière de Marly-la-Ville (Val-d'Oise), à 16 h 45.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– Grenoble. Aups.

Mme Noël Gastinel,
M. et Mme Jean Gastinel,
M. Louis Gastinel,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Noël GASTINEL,
professeur de mathématiques
à l'université de Grenoble,

survenu le 11 septembre 1984, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Aups, le 13 septembre.

– Le président
et les membres du conseil d'administration,
Le directeur
et l'ensemble du personnel de la Caisse d'assurance-maladie des professions libérales-provinces à Paris,
font part du décès de

M. Jean GEBEL de GEBHARDT,
directeur honoraire de la CAMPLP,

survenu le 16 septembre 1984, à Grezels (Lot).
Les obsèques ont eu lieu le mardi 18 septembre, à 14 heures, en l'église de Grezels, et l'inhumation au cimetière de Puy-l'Evêque (Lot).

[Né le 6 septembre 1916 à Bône (Algérie), Jean Gebel de Gebhardt a exercé son activité professionnelle successivement en Algérie et en France en tant qu'attaché de direction de la Société de vente de matériel d'imprimerie et de presse à Alger, chargé des relations avec le Maroc, la Tunisie, l'AOF et les pays d'Amérique du Sud.
Directeur des Groupements algériens de prévoyance à Alger, président-directeur général du Groupement d'assurances et de prévoyance à Paris.
Directeur de la Caisse d'assurance-maladie des professions libérales-provinces à Paris, du 1er janvier 1968 au 31 décembre 1982.]

– Le Change (24).

Mme Jean-Dominique Lassaigne,
son épouse,
Sophie, Bertrand, Alix et Catherine,
ses enfants,
Mme Pierre Eterneck,
sa sœur,
ont la douleur de faire part du décès, le 15 septembre 1984, de

M. Jean-Dominique LASSAIGNE,
jurisconsulte du Sénat,
chevalier de la Légion d'honneur.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église du Change (Dordogne), le lundi 17 septembre, à 15 heures.
Un office religieux aura lieu ultérieurement à Paris.
Ribeyrolle-Le Change,
24640 Cubjac.
75, rue Bonaparte,
75006 Paris.

– Mme Hanna Serfaty,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Serfaty, Bitton, Knafo, Boujo, Cohen, Fenton, Attias,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Mardochée SERFATY,

leur cher époux, père et grand-père, survenu à Strasbourg, le 14 septembre 1984.
9, rond-point de l'Esplanade,
67000 Strasbourg.

– M. et Mme Jean-Marc Varaut,
ses parents,
Alexandre Varaut,
Le comte et la comtesse Pierre-Guillaume de Roux,
ses frère, sœur, et beau-frère,
M. Raymond Varaut,
M. et Mme Alec Mellor,
ses grands-parents,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Charles-Henri VARAUT,

survenu le 13 septembre 1984 à Montpellier, à l'âge de vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mardi 18 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Eustache, place du Jour, à Paris-1er.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue de Traktir,
75116 Paris.

Erratum

– Nice. Saint-Malo.

Dans l'avis de décès de

M. Bruno GAGGIOLI,

il a été omis de mentionner
Mme Annick Gaggioli et Julien,
Les familles Nicolaï et Gaggioli.

Remerciements

– Caen.

Mme Alfred Deschanvres,
son épouse,
Ses enfants et sa famille,
très touchés des innombrables marques de sympathie qui leur ont été témoignées de tous côtés lors du décès de
Alfred DESCHANVRES,
mais dans l'impossibilité d'y répondre individuellement, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine, leur redonnant aussi du courage.

– Mme Georges Zahar,
Patrick et Laurent Zahar,
Ainsi que toute la famille,

profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées par leurs nombreux amis lors du décès de

Olivier ZAHAR,

les en remercient très sincèrement.

Anniversaires

– Il y a dix ans disparaissait

Charles CHABROLIN.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui ont conservé son souvenir.

– Le 15 septembre 1981

Georges MAZURELLE

nous quittait.

Ceux qui ont eu le privilège de le connaître et de l'aimer gardent vivant son souvenir.

– Pour le troisième anniversaire de la mort de

M. Jean ROYBIER,

une pensée fidèle est demandée à ceux qui se souviennent.

هكذا من الأصل

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Groupe J. SOUFFLET

1er groupe français céréalier privé (collecte, stockage, négoce, transformation) 100 km de Paris, recherche :

Directeur de l'information et de la gestion

Chargé d'animer le contrôle central de gestion du groupe, il développera le système d'information de l'entreprise sous ses deux aspects organisationnel et informatique.

Notre candidat aura :
- 35 ans environ ;
- une formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO...) ;
- une réelle connaissance des contraintes et possibilités de l'informatique ;
- l'expérience d'un poste similaire de préférence dans une entreprise travaillant à l'export.

Réf. 900 C1

Juriste d'affaires

Chargé de faire face à tous les problèmes juridiques de l'entreprise, il sera capable de résoudre à la fois les questions de Droit Bancaire des Sociétés, suivi des divers contentieux et problèmes d'assurances, rédaction de contrats de Droit interne et international.

Notre candidat aura :
- moins de 40 ans ;
- un Doctorat de Droit privé ;
- une expérience réussie en entreprise.

Réf. 900 C2

Leurs qualités essentielles seront :
- le dynamisme, la rigueur, la capacité de dialoguer efficacement avec tous les autres responsables
- la volonté de s'intégrer à une équipe jeune et performante au sein d'une entreprise à fort développement.

Les dossiers de candidature (CV + lettre manuscrite + photo) seront à adresser, en précisant la référence du poste choisi, à :

Jean-Pierre Martichoux & Associés
Conseillers de Direction
15, rue des Saint-Pères, 75006 PARIS.

DIRECTEUR MARKETING

La filiale française d'un important groupe international du secteur de la **chimie fine** recherche son Directeur de Marketing. Basé dans la très proche banlieue de Paris et placé sous l'autorité immédiate du Directeur Général, il sera membre du Comité de Direction et animera une importante équipe de cadres. Il aura pour mission de définir et de mettre en œuvre la stratégie la mieux adaptée sur un marché très concurrentiel tant en France qu'à l'export.

Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé doté d'une solide formation supérieure (HEC, ESSEC, Agro, Ingénieur Grandes Ecoles) et possédant une bonne expérience marketing acquise de préférence dans le domaine **agro-alimentaire.**
Des qualités de **management,** de **diplomatie** et la pratique des **négociations commerciales** sont indispensables.

Les relations avec le groupe impliquent la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions s/réf. 11644 à **PIERRE LICHAU S.A.,** BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



Banque Internationale Paris 8e

Nous sommes **une des grandes banques étrangères en France**

Nous recherchons, dans le cadre de notre stratégie de développement, un

DIRECTEUR RESPONSABLE DE MARCHES A DOMINANTE PASSIF

Par «marchés à dominante passif», nous entendons l'ensemble des clientèles auprès desquelles nous souhaitons promouvoir en priorité des produits et des services de trésorerie et de placement : grandes entreprises françaises ou multinationales, institutionnels résidents et non résidents, banques et correspondants, etc...

Par Directeur responsable, nous entendons à la fois
- ▶ *un excellent technicien des opérations bancaires et financières.*
- ▶ *un tempérament de commercial : aptitude au contact clientèle de haut niveau, mobilité géographique, bi ou trilinguiste.*
- ▶ *un animateur d'hommes : il s'agit de coordonner l'action de plusieurs responsables de clientèle.*

Le profil souhaité est donc un cadre supérieur, d'environ 40 ans, pouvant justifier d'une expérience réussie dans une fonction de ce type et connaissant bien au moins une des clientèles ci-dessus. Parlant l'anglais et/ou l'allemand, il possèdera un réel tempérament de «battant», et l'aptitude à s'intégrer dans une équipe jeune et très motivée.

M. A. Dannenberger (1) 267.81.24 vous assure la discrétion et transmettra votre candidature
CEPIAD 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

AVIS DE RECRUTEMENT
Le Département du Val-de-Marne recrute par voie de détachement
UN DIRECTEUR
des personnels départementaux (8.000 agents aux statuts très diversifiés).

- Rémunération assise sur la grille indiciaire de Directeur (indice brut 701 à 920) ou d'attaché principal du cadre départemental (indice brut 593 à 801).
- Poste ouvert aux candidats titulaires de l'un ou l'autre de ces grades ou de grades équivalents dans la fonction publique de l'Etat ou des communes justifiant d'une solide expérience professionnelle.

Adresser avant le 30 septembre 1984 candidature et c.v. au Président du Conseil Général des Services Départementaux, av. du Général-de-Gaulle, 94000 CRETEIL.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Fabricant américain d'applicateur industriel recherche un entrepreneur capable de créer une filiale de distribution pour la France. Education supérieure, dynamique, très bon organisateur, parlant parfait. anglais. Salaire négociable et possibilité d'investissement minoritaire.

Envoyer C.V. avec prétentions et objectifs à I.D.P. - 30, Broad Street, 38 th Floor, New-York, N.Y. 10004. U.S.A.

Devenez notre secrétaire general paris

Nous vous proposons de prendre en charge, au sein de notre société cotée à la Bourse de Paris et travaillant en France et à l'étranger :
- La DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES : droit social, gestion du personnel, relations avec le C.E., délégués,...
- La GESTION DE LA MASSE SALARIALE : paie (en liaison avec la comptabilité et l'informatique), statistiques prévisionnelles,...
- Le SUIVI JURIDIQUE de la société et de ses filiales : assurances, contentieux, immobilier, contrats, droit des sociétés, droit international,...

Si vous avez une solide formation juridique, une grande expérience de l'entreprise et la maîtrise de l'anglais, c'est avec beaucoup d'intérêt et la plus grande discrétion que nous examinerons votre candidature.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. 500/LM à Mlle JANIAUX - 9, rue Bassano - 75116 PARIS.

MEDIA BK

450.000 +

DIRECTEUR COMMERCIAL

recherché par
constructeur automobile étranger

Ce poste rattaché directement
au président
conviendrait à :

- Diplômé grande école : X, HEC, INSEAD, MBA...
- Ayant 10 années exp. professionnelle avec minimum 3 années à un poste de direction à responsabilités hiérarchiques.
- Expérience études de marketing et vente nécessaire.
- Lieu de travail : PARIS.

Envoyer C.V., lettre manuscrite + photo à :
REGIE-PRESSE, sous nº 68.343 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris

Discrétion assurée.

FONDATION DE LA DISTRIBUTION

Créée à l'initiative des plus grands Producteurs Français de Boissons en association avec des Entreprises de Distribution, la Fondation de la Distribution a pour objectifs :

- Contribuer à la formation des futurs cadres des Entreprises de Distribution.
- Etre un lieu d'échange privilégié entre producteurs, distributeurs, universitaires.
- Participer au développement du secteur de la Distribution par la recherche, l'innovation et l'aide à la création d'entreprises.

Nous recherchons

Directeur général

Notre candidat aura :
- moins de 40 ans,
- une formation supérieure,
- une expérience réussie de préférence dans une entreprise de distribution ou de produits de grande consommation.

Ses qualités :
- le dynamisme, la créativité, le sens du contact,
- le goût des problèmes de formation,
- l'aptitude et la volonté de développer une idée nouvelle.

Les dossiers de candidature (C.V. + lettre manuscrite + photo) seront à adresser sous référence 400 à :

JEAN-PIERRE MARTICHOUX & ASSOCIES
15, rue des Saints Pères - 75006 PARIS

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

HEC - ESCP ou équivalent + 10 ans d'expérience gestion financière et administrative

Une industrie lourde à Strasbourg recherche ce cadre relevant directement du D.G.

Missions :
- Supervision de la comptabilité (générale, analytique, bilan), du service achat et magasins.
- Relations avec banques, grandes administrations et collectivités locales.
- Montage des financements d'importants investissements.
- Dossiers fiscaux.

Poste de large responsabilité.

Adr. CV dét. ss réf. 1089 à seletec Conseil 67009 STRASBOURG CEDEX

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois régionaux





CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
recherche pour son établissement de TOULOUSE dans le cadre de ses activités de RECHERCHE et de DEVELOPPEMENT un

Ingénieur électrochimiste

Grande école ou universitaire, débutant ou quelques années d'expérience.
Il participera aux études d'alimentation en énergie des satellites et stations spatiales futures.
Connaissances techniques générales concernant plus particulièrement l'électrochimie et l'énergétique.
Merci d'adresser CV et prétentions au CNES, division du personnel, 18 avenue Edouard Belin, 31055 Toulouse Cédex.



HUTCHINSON transport

Chef du service entretien

Région Centre

Pour notre jeune département Carosserie et Polyuréthanne en expansion (actuellement 100 personnes), nous créons ce poste rattaché au Chef de Production.
Nous cherchons un Ingénieur Mécanicien (A.M. ou équivalent) ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine entretien, travaux neufs.
Nous souhaitons qu'il puisse, à terme, prendre en charge également les **méthodes et les outillages.**
Anglais indispensable, si possible italien ou allemand.
Le poste est basé à Ingrandes S/Vienne (86).
Si vous êtes intéressé adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous Réf. 169 à HUTCHINSON Département Recrutement 2, rue Balzac 75008 PARIS.

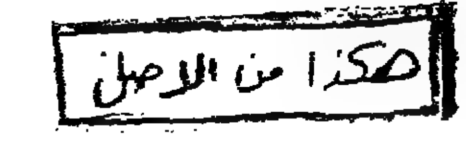


emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)





هكذا من الاصل

emplois régionaux · emplois régionaux · emplois régionaux · emplois régionaux

ingénieur méthodes d'entretien

RHONE-ALPES

pour un Important Groupe Chimique Français.

MISSION : avec une équipe d'un vingtaine de personnes (techniciens, dessinateurs, inspection-ordonnancement) il créera un **SERVICE METHODES-ENTRETIEN** (budget 80 MF/an) avec pour objectifs : améliorer la fiabilité des équipements et optimiser les dépenses, mettre en place un standard du matériel et définir l'amélioration et le suivi des procédures et méthodes.
Il sera responsable de l'ordonnancement des travaux confiés à la sous-traitance et aux ateliers centraux.

Ce poste peut intéresser un ingénieur (30 ans environ) Centrale, A. et M. ou équivalent ayant une expérience de quelques années en Maintenance ou Bureau d'Etudes sur des installations chimiques ou pétrochimiques.

Après réussite, il pourra se voir confier d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles.

La rémunération est ouverte en fonction des compétences et de l'expérience acquises.

Adresser au **Cabinet R.C.C.** lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence 456-M

RCC Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS CSNCR

IBM usine de Bordeaux recherche

pour le Centre Européen d'approvisionnement des Composants

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- Formation ESE, INSA, ENSI, DESS ou équivalent
- Spécialisés en micro-électronique
- Débutant(e)s ou possédant une courte expérience
- Bonnes connaissances en électronique digitale, microprocesseurs et technologie de circuits intégrés
pour évaluations de fonctionnalité ou de fiabilité de composants VLSI.

UN CADRE DE GESTION FINANCIÈRE

HEC, ESSEC, ESCP débutant(e)s ou possédant une courte expérience.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V. à Usine IBM
Service du Personnel - B.P. 27 - CANEJAN 33610 CESTAS.

MASH

MARSEILLE

Un groupe bancaire
à caractère décentralisé (500 personnes)
recherche son

RESPONSABLE PLACEMENTS

Il connait d'une manière approfondie le marché interbancaire et la gestion de portefeuille obligataire.
Judicieux dans la détermination du «disponible» et dans le choix des placements, il possède des compétences certaines pour analyser et cerner les risques.

Autonome dans ses décisions quotidiennes, il possède :
- une solide expérience dans ce secteur avec une formation bancaire de haut niveau (diplôme ITB ou expérience équivalente),
- la connaissance des marchés monétaires,
- l'aptitude à négocier à haut niveau avec autorité naturelle,
- les qualités relationnelles et de commandement inhérent à ses responsabilités.

Gestionnaire de la trésorerie et des dépôts : bourse, titres, opérations de change, comptes à terme, fonds communs de placement, bons de caisse, emprunt obligataire, trésorerie, il exerce un pouvoir de décision sur tout le placement avec une responsabilité directe et entière sur les résultats du Groupe.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 8012 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion

CEDIS

importante Société de Distribution
implantée dans le Centre EST
10.000 personnes, plus de 8 milliards de C.A.

recherche

DE FUTURS DIRECTEURS D'HYPERMARCHÉS

MISSION : animer une unité de vente dans le secteur alimentaire ou non alimentaire et réaliser les objectifs sur lesquels ils se sont engagés.

NOUS SOUHAITONS NÉGOCIER :
– Soit avec des jeunes Directeurs Adjoints d'hypermarchés dont les perspectives actuelles sont limitées dans leur Société.
– Soit avec des Chefs de Département alimentaire ou non alimentaire, ayant 2 à 3 ans minimum d'expérience réussie (animation équipe et résultats) dans la Distribution.
– Soit avec des Chefs d'Etablissement de surface de ventes alimentaire ou non alimentaire d'environ 2.000 m².

Si vous pensez répondre à l'un de ces profils, merci d'adresser C.V., photo, prétentions à F. BERTSCHY, Direction des Relations Humaines, 8, bd Diderot, 25000 BESANÇON.

UN DES PREMIERS CABINETS FRANCAIS D'AUDIT ET DE CONSEIL
Membre d'un firme internationale
recrute pour LYON et GRENOBLE

AUDITEURS et CONSEILS CONFIRMES

Pour les Départements Audit et Expertise Comptable

NOUS VOUS PROPOSONS :
- Le cadre de travail stimulant d'un cabinet international d'audit et de conseil
- Une carrière évolutive et des prises de responsabilités pouvant conduire à l'association
- Une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

NOUS VOUS DEMANDONS :
- Le diplôme d'une grande école
- Une expérience d'au moins 2 ans.

Adresser votre C.V. ainsi q'une photo et une lettre de candidature manuscrite à Mme B. MOGENNET - B.P. 39 - 69811 TASSIN Cedex.

SOURIAU et Cie

CONNEXIONS - EQUIPEMENTS INDUSTRIELS - CA 1 milliard de francs - 10 unités France et étranger - nous recherchons pour notre usine de La Ferté Bernard (800 personnes - Sarthe - proximité Le Mans) un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Qui, après formation, devra prendre la responsabilité complète de la fonction qualité dans la division Equipements Industriels. Ce poste, en liaison avec la clientèle, le Bureau d'Etudes et la fabrication, implique de nombreux contacts et couvre tous les aspects de l'assurance qualité. Il peut représenter une étape enrichissante dans la carrière d'un jeune ingénieur électronicien diplômé avec, de préférence une 1[ère] expérience industrielle.

Adresser CV, photo et prétentions à SOURIAU, 11 rue Gallieni, 92100 BOULOGNE.

DESSEIN



Votre profil : de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience bancaire d'au moins 5 ans en tant qu'exploitant en clientèle privée.
Vos plus : sens de l'organisation et des responsabilités, esprit d'initiatives.
Votre future mission : seconder un directeur d'agence dans toutes ses tâches: gestion administrative et comptable, animation commerciale, conseil technique.
Le bon tournant, prenez-le en appelant du Lundi au Vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le (1) 296.15.16 (précisez la référence 270/LM) ou adressez votre dossier à **ALLO-CARRIERES** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

(1) 296.15.16

MEDIA BK

Entreprise spécialisée
en construction offshore
région Provence

recherche

RESPONSABLE SERVICE PLANNING DE PRODUCTION

– Ayant une exp. de plusieurs années dans la mise en œuvre et la gestion du planning (traitement informatisé).
– Expérience en chaudronnerie offshore ou mécano soudure appréciée.
– Anglais souhaité.

INGÉNIEUR MÉTHODES CHAUDRONNERIE

– Expérience de 5 à 10 ans en chaudronnerie lourde.
– Connaissance parfaite en :
  - Devis ;
  - Gamme de montage ;
  - Outillages spécifiques ;
  - Calculs de résistance des matériaux.

Pour ces deux postes,
nécessité de pouvoir se libérer rapidement.

Ecrire avec c.v. sous n° T 068.292 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, Paris-7[e].



LA CAISSE REGIONALE
DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
DE LA SARTHE LE MANS
recherche

Le Responsable de son Service Juridique et Contentieux

Diplômé de Droit Privé et disposant de bonnes connaissances en **fiscalité**, le candidat apportera une expérience professionnelle de plusieurs années acquise dans le secteur bancaire, en Cabinet d'Avocat...

Outre la responsabilité du service, il aura pour mission :
- la formation, l'information et le conseil en matière juridique et fiscale de l'ensemble de la Caisse Régionale,
- la gestion et le recouvrement des créances litigieuses et contentieuses ainsi que le suivi des actions de justice,
- le recouvrement pré-contentieux, le règlement des assurances décès-invalidité, les mainlevées, successions...

Adresser lettre manuscrite indiquant prétentions, C.V. + photo, sous référence 326 M à Corinne VAN LOEY,

degré Conseil 11, rue La Boétie 75008 PARIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Organisme de 1[er] plan dans le domaine de l'Assistance Technique à l'industrie, recherche pour la région Sud-Est un

Ingénieur qualiticien

Le candidat ingénieur diplômé d'une école délivrant une formation générale, âgé d'environ 35 ans, doit avoir une expérience en Gestion de la Qualité appliquée aux entreprises de production.
Disponibilité rapide souhaitée.

Adresser lettre de candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 10319 à Média-Sytem Méditerranée, 29 La Canebière 13001 Marseille.

Chef entretien études - travaux neufs

(A.M. - ICAM - ECAM...)

Filiale d'un grand groupe français international, nous sommes une société du secteur BIOTECHNOLOGIE en pleine expansion. L'accroissement de nos moyens de production et l'attention portée à nos investissements nous amènent à renforcer les activités entretien-maintenance et études afin d'accroître la fiabilité de l'appareil de production. Les moyens sont importants : le budget est de l'ordre de 50 millions et les effectifs de 50 personnes dont 2 cadres.

Nous souhaitons confier ces responsabilités à un ingénieur de fort potentiel, aux connaissances techniques modernes et diversifiées (mécanique, chaudronnerie, électricité, électronique, informatique de process), et qui justifie d'une expérience réussie de la fonction, acquise de préférence dans l'agro-alimentaire, la pétrochimie ou la chimie.

Il s'agit d'un poste très attractif car à très forte responsabilité au sein d'une entreprise et d'un groupe qui permettent de larges possibilités de carrière.

Une bonne connaissance de l'anglais serait un atout.

L'usine est située à Amiens.



Paris - Lille - Strasbourg

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous la référence 3029 M à Danielle Jalbert.

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Publicorps Junior



emplois régionaux • emplois régionaux • emplois régionaux • emplois régionaux

GROUPE LA RUCHE MÉRIDIONALE

Leader de la distribution dans le grand SUD-OUEST

Nous connaissons depuis 5 ans une croissance exceptionnelle - C.A. 83 : 2 600 000 KF - 3000 pers.

JEUNES DIPLOMES
ATTIRES PAR LA GRANDE DISTRIBUTION

Vous souhaitez obtenir des responsabilités dans notre groupe !

Notre réseau de magasins leaders s'offre à vous et la formation que nous assurons sera votre meilleure carte pour gravir rapidement les échelons.

Sachez que nous sommes exigeants et que nous demandons :

- enthousiasme et combativité,
- sens commercial aiguisé,
- goût des responsabilités,
- aptitudes à former, gérer et animer les autres,
- esprit gestionnaire et méthodique.

Pour un premier entretien, adressez C.V., photo et prét. à Michel BONEYDS - LA RUCHE MERIDIONALE - 2. rue J.-B.-Pérès 47000 AGEN.



LA RUCHE MÉRIDIONALE : SAVOIR VIVRE ET TRAVAILLER DANS LE SUD-OUEST.



Haute-Saône - Belfort

JEUNE INGENIEUR DIPLOME,
DEBUTANT,
OUVERT A L'INFORMATIQUE :

L'AVENIR EST A VOUS. AU CREDIT AGRICOLE

... même si vous n'avez pas pris d'option informatique. vous nous intéressez car nous vous formerons : vous débuterez en faisant de la programmation au Service Etudes. Mais vous évoluerez vite, puisque notre objectif est de vous voir prendre, dans 2/3 ans, un poste de chef de projets. Ces projets ? Implantation TP dans les agences, mini/micro pour le siège, bureautique, vidéotex. L'environnement ? Parlons des hommes : 30 personnes, réparties en équipes de projets ; et du matériel : Burroughs 6900 (appelé à être remplacé par un système A9). Burroughs 5900.

Si vous êtes intéressé, adressez rapidement votre candidature s/réf 403 à

UNILOG Ethnos

9 rue Alfred de Vigny
75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC - Informatique

DESSEIN

GROUPE PHARMACEUTIQUE
Ville Universitaire 300 Km Sud de Paris, renforce son

CONTROLE DE GESTION

après formation, le candidat (H/F) prendra en charge la responsabilité du contrôle budgétaire d'une division du groupe.
En outre, il assumera des missions d'organisation.

Candidat de contact et de rigueur, il devra devenir le correspondant direct des responsables de département pour l'analyse de leurs résultats et la préparation de leur décision.

PROFIL :
- Formation Supérieure (Ecole de Commerce, gestion ou scientifique + formation à la gestion)
- Anglais ou Allemand parlé apprécié
- Une première expérience professionnelle sera un plus.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 29284 M sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE
recherche

JEUNES DIPLOMES HF
IUT FC / TC ou équivalent

Après formation, les candidats retenus (10) seront rattachés à la direction d'une agence et chargés, du développement des activités du groupe auprès des clientèles « privée » et « entreprises ».

Le goût des affaires et de la finance, la volonté de réussir leur ouvriront d'intéressantes perspectives de carrière au sein du réseau commercial (80 agences).

Mobilité géographique indispensable.

Ecrire avec C.V. + photo s / réf. 3520 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Réponse assurée.

Important organisme d'économie sociale
recherche

UN(E) CADRE

Ayant une parfaite connaissance de l'entreprise : droit et fonctionnement.

Il(elle) devra allier le sens de l'organisation à celui des relations humaines en vue d'être un concepteur du développement des entreprises qu'il ou elle devra coordonner.

Le poste est à pourvoir en :

région PROVENCE-COTE D'AZUR.

Faire parvenir c.v., photo et prétentions à :
M. DELAYRE, chargé du recrutement
F.N.M.T., 62 bis, av. Parmentier, 75011 PARIS.

Groupe Bancaire
recherche

Jeunes Diplômés HF

Maîtrise de Droit Privé

pour le service contentieux de sa direction de réseau Rhône-Alpes (Lyon).
Ecrire avec CV et photo sous réf. 10318, en indiquant un N° de tél., à Média-System Méditerranée
29 La Canebière 13001 Marseille.
Réponse rapide assurée.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
555-91-82

CTRE TECHN. LYONNAIS
recherche
UN(E) TECHNICIEN(E)
30-35 ans, niveau BAC technique, chimie, textile, électroméan. connaissant la blanchisserie industr. ou activités diverses : études, format. professionn., assistance technique aux entrepr., etc.
Déplacements fréquents.
Ecr. HAVAS RÉGION 15032 - B.P. 1000
69222 LYON Cedex 02.

Le Centre Communal d'Action Sociale de GRENOBLE
recrute un

RESPONSABLE

pour le Centre Social Chorier-Berriat.
Conditions de recrutement :
- maîtrise
- ou licence
- ou assistants sociaux chefs
- ou éducateurs chefs.

Expérience professionnelle de 8 ans dont 3 de coordination au moins.

Salaire d'embauche net mensuel : 8.973 F, possibilité de détachement.

Date limite du dépôt de candidature le 30 SEPTEMBRE 1984 (curriculum vitae + lettre + photo + diplômes).
14, r. Hébert, 38000 Grenoble.

Le Conseil Général de Vaucluse fait appel de candidatures pour un poste

D'ÉDUCATEUR CHEF

à la Maison d'Enfants Départementale de Carpentras-Serres.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 24 septembre 1984.

Tous autres renseignements pourront être fournis par le bureau du personnel du Conseil Général.
(90) 86-33-33, poste 12-26.

CABINET COMPTABLE PROVENCE
recherche

EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ OU MÉMORIALISTE

Pour poste d'encadrement dans important cabinet. Large délégation et réelle possibilité d'intégration.

Ecrire sous le n° T068.299 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

COLLECT. LOCALE EST FRANCE
(30.000 habitants) recherche

RESPONSABLE AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Bonne formation générale, connaissance gestion d'entr. et droit des stés indispensable. Expérience prof. en entreprise ou collect. locale souhaitée.

Ecrire sous le n° 284.582 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

SOCIÉTÉ RECHERCHE
INSPECTEUR FONCIER
DÉPARTEMENT HAUTES-ALPES

Profil : Licence en droit ou équivalent.
Connaissances indispensables de droit immobilier, cadastre, hypothèques et procédures d'expropriation.
Expérience minimum 3 ans.

Adresser C.V. détaillé + photo à S.E.D.H.A., 4, rue Juvenis, 05000 GAP.

Aucun renseignement téléphonique.

Florian Mantione Institut

Société de traitement et de valorisation des déchets
recrute un

Directeur développement industriel

Basé dans une ville universitaire du Midi bras droit du PDG, il coordonne le travail des 10 cadres techniques, supervise l'organisation commerciale et la réalisation des installations (entre 10 et 100 millions), contrôle l'interaction des partenaires sous-traitants.
A un ingénieur de 35 à 45 ans, bénéficiant d'une expérience analogue de grands chantiers et maîtrisant bien l'anglais, il est proposé, d'une part, 300 à 350.000 F. + un intéressement sur l'activité de l'entreprise, et, d'autre part, de participer au rayonnement international d'une PME de 30 personnes disposant d'un savoir-faire unique dans le monde entier.
Une définition de fonction sera envoyée aux candidats qui adresseront leur CV et photo, sous la référence LR 984 G, à Florian Mantione Institut, conseil en recrutement, CSNCR, 30 rue Fabert, 75007 Paris. Discrétion et réponse assurées.

PARIS - MONTPELLIER - TOULOUSE

Administrer notre PME : Tours

Du dynamisme et de l'imagination avant tout !

... Mais soutenus par de réelles compétences en administration générale, comptabilité, finances, gestion du personnel... Et une bonne approche des PME.

La nôtre (50 pers.) est spécialisée dans la bonneterie et réalise 10% de son CA à l'export. Nous estimons que, pour bien répondre aux besoins d'un marché qui évolue, elle nécessite une vraie réorganisation. Vous en serez l'artisan.

Si, en plus des connaissances indispensables, vous débordez de dynamisme et d'idées, nous brûlons de vous connaître !

Adressez vite votre candidature détaillée et motivée, s/réf. 84/37/159 à notre Conseil.

CSNCR

DOMINIQUE LELIGOIS 1 rue Grecourt - BP 1522 - 37015 TOURS Cx

ANATOR S.A.
CAPITAL 1.300.000 F

L'informatique industrielle est notre domaine :
- Contrôle d'accès, horaire variable ;
- Encaissement électronique ;
- Numéroteur téléphonique automatique.

Nous commercialisons nos produits et systèmes auprès d'une clientèle très diversifiée. (Banque, entreprise, administration, etc.)

Nous recherchons

RESPONSABLE RÉGIONS
(LYON-BORDEAUX)

Votre profil :
- Formation technique de haut niveau (électronique ou informatique).
- Expérience commerciale réussie.
- Age : 28 ans environ.
- Rémunération : fixe + commission + frais.

Envoyer C.V. manuscrit + photo + prétentions à : ANATOR S.A. - 18, rue de Sartrouville, 95240 CORMEILLES-EN-PARISIS.

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs d'études



SINTRA ALCATEL recherche des ingénieurs d'études débutants ou possédant une première expérience pour son établissement de COLOMBES.

Ils interviendront dans l'un des deux domaines suivants :
- l'étude et le développement de systèmes informatiques organisés autour de microprocesseurs,
- l'étude et le développement de systèmes de visualisation à haute performance.

Dans le cadre de leur activité, ils auront à utiliser des outils C.A.O. et à réaliser des logiciels techniques.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. GETLM à Madame BRIAND SINTRA - 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES.



MEDIA 84



CENCEP

CHEF DU DEPARTEMENT DE LA REGLEMENTATION COMPTABLE ET DES METHODES DE GESTION

Le Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance organisme créé par la loi du 1er Juillet 1983 est le chef de réseau des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et son agent financier (460 Caisses d'Epargne et 22 établissements financiers). Il a pour mission d'en définir la politique, d'en assurer sa réglementation et son contrôle et d'organiser son développement. Dans cette structure, la DIRECTION FINANCIERE est chargée notamment d'élaborer et de mettre en œuvre les mesures financières et comptables nécessaires au développement, à l'organisation et au bon fonctionnement du réseau et de ses organismes.

Rattaché au Directeur Financier, ce chef de département sera chargé, avec l'appui d'une petite équipe de Cadres de haut niveau, de définir et de faire appliquer la réglementation comptable du réseau, d'organiser sur le plan comptable les circuits financiers internes, de développer les méthodes modernes de gestion dans les organismes du réseau (comptabilité analytique, prévisions budgétaires).

Cette fonction s'adresse à un EXPERT COMPTABLE (éventuellement HEC, ESSEC, ESCP + DECS) justifiant de six années d'expérience, de préférence acquises au sein d'un organisme financier, bancaire si possible ou à son contact par le biais d'un Cabinet. Créatif, rigoureux, il devra être un homme de communication ayant un sens pédagogique développé.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1300 M à :

Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

AFCOREM

Responsable administratif et comptable

Vous avez 30 ans environ.
Vous possédez une formation de gestionnaire complétée par un DECS, et justifiez d'une réelle expérience dans une fonction à responsabilité et à dominante comptable.
Vous êtes dynamique et vous possédez des qualités d'animateur.
Vous avez un goût prononcé pour l'utilisation de l'informatique et de la bureautique.
Nous sommes l'un des tout premiers Groupes immobiliers français, et nous recherchons le RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE de notre région Ile-de-France qui aura à rendre compte à la Direction du Groupe.
Si votre potentiel est en outre celui que nous espérons, vous devrez évoluer vers un poste de DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.
Et si vous avez en plus une bonne connaissance de la comptabilité immobilière, n'hésitez plus nous devons nous rencontrer
Envoyez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions sous référence 3413 à

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Vendre les technologies du futur :

Leader de l'équipement communautaire des zones rurales des pays de l'hémisphère Sud, nous recherchons un

Responsable Commercial International

250 000 F +

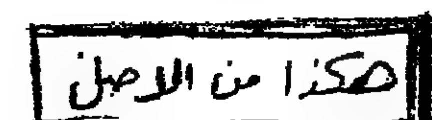
Ingénieur électronicien, Télécom...

Parfaitement bilingue français-anglais ou espagnol, 35 ans environ, ayant acquis une première expérience dans le domaine des télécommunications (production, transmission, réception), vous prospecterez et établirez des contrats grande exportation avec les administrations des pays concernés.

Adressez votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite) sous réf. PHV 8481 au

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

CSNCR · DESSEIN



CEPE

FILIALE DE THOMSON-CSF

Nous sommes leader européen en PIÉZOÉLECTRICITÉ, (COMPOSANTS et SOUS-ENSEMBLES ÉLECTRONIQUES).
Les postes proposés sont le reflet du développement de ce leadership et de notre action tant technologique que commerciale :

CHEF DU SERVICE
PROCÉDÉS ET MOYENS DE FABRICATION
CENTRALE, ENSAM, ICAM, ENSMM

Ingénieur, vous possédez 5 à 6 ans d'expérience acquise si possible, dans le secteur des composants ou sous-ensembles électroniques ou électrotechniques. Bonne connaissance de l'ANGLAIS. (Réf. 90094/1)

2 INGÉNIEURS
SERVICE COMMERCIAL EXPORT

Électronicien de formation, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience. Vous parlez couramment ANGLAIS, et ALLEMAND pour l'un des deux postes. Déplacements fréquents. (Réf. 90094/2)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Pour assistance technique et mise en place de standards Temps-Fréquence au CESIUM.

Ce poste requiert une expérience de quelques années dans ce domaine, ainsi que la pratique courante de l'ANGLAIS. Déplacements nombreux en Europe et aux USA. Un stage technique initial de 6 semaines est prévu aux ÉTATS-UNIS. (Réf. 90094/3)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, et photo), en précisant la référence du poste qui vous intéresse, à CEPE - SERVICE DU PERSONNEL - 44, avenue de la Glacière - 95100 ARGENTEUIL.



HAVAS CONTACT



THOMSON-CSF
DIVISION AVIONIQUE

La très haute technicité de nos produits et la compétence de nos équipes permettent à notre Division Avionique d'obtenir de nombreux succès dans un secteur de pointe.

Notre développement nous conduit à recruter

CHEF DE PROJET LOGICIEL (H/F)
ÉQUIPEMENT AÉRONAUTIQUE

De formation Grande École, il(elle) aura acquis une spécialisation ou une première expérience en Logiciel Temps Réel (langage de haut niveau et/ou assembleur).

Il(elle) dirigera une équipe chargée de :

- *l'élaboration des propositions,*
- *la réalisation des logiciels,*
- *l'intégration au matériel,*
- *le contrôle des coûts.*

Ce poste concerne des matériels de technologie de pointe et permet l'utilisation des techniques les plus élaborées du logiciel. Il induit une évolution de carrière intéressante au sein du premier groupe électronique français. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitable.

Le poste est à pourvoir en région parisienne.

Les candidats(tes) sont priés(ées) d'adresser leur dossier accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON-CSF, 52, rue Guynemer 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX sous réf. CPLM.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAVAS CONTACT

Informations économiques

Une agence de presse internationale, leader mondial dans la fourniture d'informations économiques par informatique, recherche un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Il intervient avec l'équipe commerciale pour traiter les problèmes d'équipement informatique et de télématique, et plus particulièrement pour assurer l'interface entre les systèmes de l'agence et ceux de la clientèle.

C'est un ingénieur spécialiste des problèmes de télécommunication, passionné par l'innovation et ses applications pratiques, dont le tempérament le prédispose à une activité qui nécessite de nombreux contacts avec une clientèle variée.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 408240 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 PARIS.



Notre métier :
Ingénierie Informatique Industrielle - mini et micro temps réel.

Nos domaines d'activité :
Energie, Industrie, Transport, Communication.

Notre richesse :
450 personnes dont 260 ingénieurs. A leur disposition, notre atelier logiciel Vulcain.

INGENIEUR CONFIRMÉ, vous avez de 5 à 10 ans d'expérience dans l'ingénierie d'affaires industrielles à dominante informatique. Une bonne connaissance des systèmes informatiques industriels sera appréciée.
Nous vous proposons de prendre la responsabilité de la gestion et du suivi de nos affaires.
Au contact du client - éventuellement en groupement d'entreprises où vous pourrez jouer le rôle de chef de file en liaison avec nos équipes de réalisation - vous aurez à faire valoir vos capacités d'autonomie et de décision.

Elisabeth PICARD examinera avec vous, votre intégration et vos perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 0108 à CERCI - Direction du Personnel
56, rue Roger-Salengro - 94126 FONTENAY-SOUS-BOIS (proche RER Val de Fontenay).

Axial Publicité



FILIALE JEUMONT SCHNEIDER

OPPORTUNITE POUR UN JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé de l'enseignement supérieur (M.B.A. apprécié), vous maîtrisez parfaitement l'anglais et bénéficiez d'une expérience acquise durant quelques années dans :

- le service de contrôle de gestion d'une banque ou d'une industrie de service,
- le département organisation-conseil d'un Cabinet d'Audit.

Nous vous proposons de participer, au sein du service de planification et de contrôle de gestion, à l'élaboration et au suivi des budgets de la Banque.

Cette première affectation vous donnera de nombreuses opportunités d'évolution dans la Banque et son groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. HC 10 à :

Banque Indosuez
Service recrutement, carrières, formation
44 rue de Courcelles — 75008 Paris.

BANQUE INDOSUEZ
Un monde d'opportunités

JEUNE INGENIEUR

- AM, électromécanicien ou électronicien
- de 0 à 2 ans d'expérience
- décidé à prendre rapidement des responsabilités dans une industrie de pointe

ENVOYEZ-NOUS VOTRE CV.

- 1 milliard de C.A.
- 8 centres de Production à Paris et en Province
- filiale d'un groupe international, spécialisé sur les marchés de l'Aéronautique, de l'Aérospatial et de l'Armement,

notre client, dans le cadre d'une politique humaine ambitieuse, renouvelle ou crée différents types de fonctions (Fabrication, Méthodes, Etudes). Plusieurs postes sont à pourvoir à Paris et en Province. Si vous nous envoyez votre curriculum vitae, accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo, nous lui réserverons le meilleur accueil. En fonction des perspectives et besoins de notre client, nous vous inviterons à venir discuter avec nous de votre avenir dans son Groupe.
Merci de préciser sur l'enveloppe ORION, référence 409318 M.

35 rue du Rocher 75008 Paris



AFCOREM

SIEMENS

Siemens Data
des hommes compétents pour une informatique de qualité

Après la plus forte progression constante sur le marché P.C.M., ces deux dernières années, Siemens dispose aujourd'hui de plus de 150 installations en Europe et a la volonté de développer sa part de marché en France, où elle compte déjà parmi ses clients une dizaine des plus grandes sociétés françaises.

Pour assurer le développement de notre activité 7.800 unités centrales et périphériques compatibles, nous recherchons

des Ingénieurs Commerciaux

Profil : une excellente connaissance du marché des grands systèmes IBM ou PCM, acquise au cours de plusieurs années d'expérience auprès d'un constructeur ou d'une société de leasing.
L'anglais courant et/ou l'allemand sont nécessaires.

Fonction : vous assurez la responsabilité de vos résultats commerciaux en regard des objectifs assignés.

Produit : la série 7 800 comporte la gamme complète de produits s'adressant au marché MVS/VM : • unités centrales de 2,7 à 27 MIPS (XA) • disques et autres périphériques locaux • télétraitement • logiciel

Pour un premier contact, nous vous attendons au SICOB à notre STAND N° 3268 Niveau 3 Zone BC
Monsieur DUCOUDERCQ vous y recevra tous les après-midi.
Vos candidatures peuvent également être adressées, sous référence 1003/M à :

Siemens S.A. Département du Personnel BP 122 - 92204 St DENIS Cedex 01

Siemens Data,
l'avenir informatique est aussi européen.

Développer, analyser et mettre en place

Nous sommes un important groupe de distribution situé en banlieue sud de Paris. Notre politique de développement passe en partie par l'adhésion de nouveaux points de vente.

Votre rôle consistera à vous tenir informé en permanence des opportunités du marché national puis à établir le diagnostic complet (commercial, financier et humain) des magasins entrant dans le cadre de la stratégie de développement de notre groupe. Il vous appartiendra ensuite d'accompagner le rapprochement du nouveau point de vente.

Vous avez une formation supérieure, quelques années d'expérience dans la grande distribution et une bonne connaissance des magasins. Vos bases en matière juridique et fiscale sont suffisantes. Vous avez des talents de négociateur et des déplacements fréquents en province ne sont pas faits pour vous déplaire.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 10511 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLE ORGANISATION ET INFORMATIQUE

C'est au sein de l'une des filiales de distribution d'un des plus grands groupes industriels français que vous allez prendre vos fonctions. Fonctions d'un haut niveau de responsabilités qui font appel aux compétences d'un organisateur si possible doublé d'un informaticien. C'est en effet vous qui maîtrisez l'ensemble de l'informatique de la filiale. En contact permanent avec les décisionnaires de cette société, vous bénéficierez de moyens importants (micro-informatique à base d'IBM PC, Infocentre Focus, moyens bureautiques) ainsi que des systèmes de gestion d'aide à la décision. Ces moyens performants permettent une mise en oeuvre efficace depuis le cahier des charges jusqu'au bilan de fin d'études. Profil idéal pour bien «tenir» cette opportunité : une grande école d'ingénieurs ou une formation supérieure commerciale ou d'organisation. Et l'idéal voudrait que cette formation ait été complétée par une expérience de 3/4 ans vous ayant fait participer à des projets d'organisation. La rémunération est en outre liée indéniablement à l'envergure du poste,très évolutif compte tenu de la taille de notre Groupe.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 928 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

JEUNES INGENIEURS

VENEZ FAIRE VOS PREMIERS PAS PROFESSIONNELS DANS L'INFORMATIQUE

Entrer dans notre Entreprise, c'est bénéficier pour vos débuts des atouts d'un des plus grands groupes industriels français, intervenant dans des secteurs très diversifiés (chimie, pharmacie, etc).

Vous êtes jeune diplômé expérimenté, passionné d'informatique mais soucieux de trouver un terrain d'action formateur, préparant votre devenir professionnel.

Des opportunités vous sont ouvertes au sein de la Société informatique de notre groupe, dans son Département Etudes.

Lieu de travail : proche banlieue ouest de Paris.

Si vous souhaitez faire vos premiers pas professionnels dans l'informatique chez un grand utilisateur adressez dès aujourd'hui un dossier complet de candidature, détaillant vos motivations sous référence 932 M à notre Conseil ALPHA CDI; 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

UN REDACTEUR

BRANCHÉ SUR LA MICRO INFORMATIQUE

Notre domaine, un domaine dans lequel nous excellons : la micro-informatique grand public.

Notre continuelle expansion et notre place de leader nous permet d'offrir une nouvelle opportunité à un bon rédacteur (formation littéraire, économique ou juridique).

A lui de faire passer en langage clair ces manuels destinés aux utilisateurs pour nos logiciels grand public.

A lui donc de trouver le mot juste en gardant l'esprit technique.

Nous n'exigeons pas la candidature d'un professionnel de la micro, une bonne sensibilité à la technique doit en effet suffire. C'est pour cela qu'une première expérience préalable dans la rédaction de documents ou d'articles de vulgarisation pourrait lui permettre de postuler.

Chez nous il peut s'il sait se montrer à la hauteur du poste faire évoluer rapidement sa carrière...

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 929 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181 av. Ch. de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



DESSEIN

Sitintel

Groupe STERIA

Spécialisés dans la TELEMATIQUE et l'interconnexion de RESEAUX, nous progressons régulièrement de 30% par an, preuve de notre maîtrise des technologies de pointe, de notre dynamisme, et de notre position sur le marché.
Créatifs et innovateurs, nous présentons six nouveaux produits au SICOB. Des ambitions plus importantes encore, nous conduisent à renforcer nos équipes.

UN CHEF DE GROUPE PROJETS SYSTEMES

Ingénieur de formation, vous êtes devenu un spécialiste des Etudes et Projets liés à la TELE INFORMATIQUE. Vous appuyant sur nos produits et notre savoir-faire, vous aurez pour mission de répondre aux besoins de nos clients par l'étude, la conception, la présentation et la négociation des solutions optimales.
Vous animerez une petite équipe d'ingénieurs de projets. Votre connaissance du marché, votre sens de l'innovation, vous permettront de jouer un rôle actif dans notre politique produits. (réf. 958 M)

UN INGENIEUR DE PROJETS

Diplômé, vous aussi, d'une Grande Ecole d'ingénieurs, votre expérience affirmée des études et projets vous a révélé un goût et de réelles compétences pour les SYSTEMES et RESEAUX. Responsable de vos missions, votre technicité, votre autonomie et votre sens de la négociation vous permettront de traiter avec succès des affaires importantes auprès de nos clients. (réf. 959 M).

Pour ces deux postes, nous proposons un intéressement lié à la progression de notre CA.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. correspondante à notre Conseil ALPHA CDI, 181 av. Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

DESSEIN

ASSIGRAPH : TRADUISEZ CAO

TRADUISEZ efficacité. TRADUISEZ expansion. TRADUISEZ succès. Liés aujourd'hui à un groupe que vous connaissez - **SERETE** - reconnus par tous comme les grands professionnels de la CAO, nous avons maintenant les plus beaux atouts pour nous hisser au premier rang de notre domaine.

Les grands projets industriels nationaux auxquels nous nous sommes associés, confirment bien cette notoriété, tant dans les domaines de la mécanique, de l'électronique, de l'électrotechnique ou de l'ingénierie.

Forts de ces succès, sans être pour autant grisés, convaincus que de nouveaux talents vont nous aider à continuer sur cette lancée, nous recherchons des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Connaissant bien, ou en tout cas intéressés par la CAO et plus généralement la productique.

Ils vont rapidement prouver leurs talents de fins négociateurs dans un contexte particulièrement stimulant : ils vont donc faire passer leur vues, être cohérents auprès d'interlocuteurs de haut niveau qu'ils vont rencontrer. Compte tenu de nos structures et de notre continuelle expansion, ils peuvent envisager une belle évolution de carrière.

Notre Conseil ALPHA CDI, se propose de vous rencontrer pour vous parler plus en détail de ces opportunités, de l'intérêt qu'elles représentent. Ecrivez aussi sans tarder en indiquant la réf. 923 M au 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

DESSEIN

ECRIVEZ-NOUS

Ces offres de postes ne constituent qu'une partie de ce que nous pouvons vous proposer. Pourquoi ne pas nous adresser votre carte professionnelle ou votre dossier. Nous vous rencontrerons et trouverons avec vous la solution la mieux adaptée.
Spécialistes du recrutement dans le domaine de l'informatique, la robotique, la CAO, etc... nous recrutons pour nos clients des cadres de tous niveaux.
La qualité de nos prestations, nos références et notre connaissance du marché confirment notre notoriété.
Il y a de grandes chances que nous puissions vous aider à trouver le job que vous attendez.

***ALPHA CDI** 181 av. Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.*

ALPHA-CDI

DESSEIN

SYSTEMES AVANCES DE PRODUCTION : LA CERTITUDE D'UN METIER D'AVANT-GARDE

ESIA

ESIA, filiale de **Technip** et **SGN** poursuit sa croissance dans l'ingénierie des systèmes avancés de production.

Nous concevons et réalisons des systèmes informatiques pour l'aide à la conduite, au pilotage et la gestion de production d'importantes unités industrielles chimiques et mécaniques.

Le développement rapide de nos activités nous amène à rechercher pour nos équipes de réalisation :

UN CHEF DE PROJET

De formation Grande Ecole ou universitaire, vous avez une solide expérience dans la réalisation de logiciels temps réel sur mini-calculateurs sous environnement multitâches (Solar/RTES, PDP/RSX, HP/RTE,...).

Une expérience d'études d'avant-projets et de devis serait appréciée, une aptitude à la conception et à l'encadrement d'équipes de réalisation est en revanche indispensable. (Référence 951 M)

DES INGENIEURS INFORMATICIENS

Ces postes conviennent à de jeunes diplômés ou à des candidats ayant une première expérience des mini-calculateurs, des systèmes d'exploitation et des langages évolués : Fortran et Pascal. (Référence 952 M)

ESIA vous propose des métiers d'avant-garde dans un secteur de pointe : l'informatique industrielle.

Le lieu de travail : banlieue sud-ouest de Paris (accès direct par la ligne C du RER et SNCF Montparnasse).

Si vous aimez les responsabilités et si à la lecture de cette annonce vous retrouvez votre profil, envoyez votre dossier de candidature à notre Conseil ALPHA CDI en indiquant la référence du poste choisi.
ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



DESSEIN

هكذا من الاصل

GOUPIL 3 PC
BEAUCOUP PLUS QU'UN SIMPLE PC

Pour la SMT, l'innovation a toujours été le moyen de répondre aux attentes d'un marché très concurrentiel et de gagner en satisfaisant pleinement sa clientèle.

Dans cet esprit, le nouveau GOUPIL 3 PC, dernier né de la gamme Goupil, est lancé demain au SICOB. Produit hautement performant, conçu pour et avec les grands utilisateurs professionnels, Goupil 3 PC offre le top niveau de la technologie informatique. Sa remarquable rapidité d'affichage, l'exceptionnelle définition de son écran haute résolution, sa capacité à présenter tous les grands logiciels du moment, sa compatibilité avec les principaux PC du marché (MS/DOS notamment) en font le micro répondant parfaitement aux exigences des professionnels de la micro informatique.

En proposant cette nouvelle machine qui s'intègre parfaitement à la gamme de ses produits, la SMT propose beaucoup plus qu'un simple PC. Et cela lui permet aussi de proposer de nombreuses opportunités...





DIRECTION DU MARKETING ET DE LA COMMUNICATION (réf. 938 M)

Nous vous offrons la possibilité de construire et d'animer ce département.
En liaison avec la Direction Générale, la Direction du Développement et les Directions Commerciales, vous participerez à la définition des nouvelles gammes de machines et prendrez en mains la politique logicielle du Groupe.
Le poste confère un rôle décisif dans la définition, l'orientation et le suivi du plan triennal glissant de l'Entreprise.
Nous souhaitons rencontrer un **professionnel** capable de comprendre et de suivre les orientations de ce marché. Ce marketing **opérationnel** s'accompagne d'une forte implication dans la réalisation du plan d'entreprise. Ingénieur Grande Ecole, vous êtes un homme de dialogue, de précision et de ténacité pour le contrôle et le suivi des projets. Vous avez un goût marqué pour la technologie micro et pour ses applications.

CHEF DU SERVICE PRODUITS LOGICIELS (réf. 937 M)

Diplômé(e) d'une Ecole d'Ingénieur ou Universitaire, vous êtes confirmé(e) à un poste d'ingénieur informaticien depuis au moins 3 ans.
Votre expérience concrète dans le domaine des micro ordinateurs professionnels, des systèmes d'exploitation et d'applications, va vous permettre de démontrer toute votre efficacité dans la recherche de produits logiciels, la négociation d'accords de distribution, l'installation de progiciels sur nos matériels, le «packaging» des produits, la réalisation et l'évaluation des logiciels d'application. Anglais courant requis.

INGENIEUR SPECIALISTE RESEAUX (réf. 938 M)

Diplômé d'une grande école, vous avez approfondi vos connaissances en logiciel de base, systèmes temps réel et si possible Hardware. Vous avez su les mettre à profit au cours de votre jeune expérience (2-3 ans) dans le domaine des transmissions de données ou d'architecture de réseaux (DSA, SNA, X 25, réseaux locaux...). La maîtrise de l'Assembleur et du langage C est souhaitée. Votre concours sera précieux, dans ce service en création, rattaché à la Direction du Développement. Votre mission : assurer la responsabilité totale de projets de développement télécommunications et réseaux locaux. Un poste à votre mesure si vous avez les compétences et le potentiel que nous attendons.

INGENIEUR LOGICIELS DE BASE
DEBUTANT OU 1ère EXPERIENCE (réf. 939 M)

Vous dépendez du Chef du Service Architecture et Systèmes. Il vous confie la prise en charge de la conception et du développement de logiciels de base pour nos micro ordinateurs professionnels. Vous prenez une part active à la mise en oeuvre d'un système d'exploitation (MS-DOS, CP/M86, FLEX, UNIX...) et de ses outils comme base de développement. De formation informatique système (Ingénieur ou Universitaire), vous avez de solides notions d'organisation des systèmes d'exploitation, éventuellement l'expérience d'un ou plusieurs systèmes connus en micro informatique. L'anglais est un atout supplémentaire.

INGENIEUR ELECTRONICIEN
OU EQUIVALENT (réf. 940 M)

Une première expérience professionnelle réussie... Vous êtes l'ingénieur qu'attend notre Chef du Service Architecture et Systèmes pour prendre en charge la conception et le développement de produits nouveaux pour notre gamme de micro ordinateurs professionnels. C'est à ce titre que vous étudiez tous les aspects de l'utilisation des composants dans l'élaboration du produit : prospection, aide au choix, technologie, évaluation, standardisation, approvisionnement et prix. Ingénieur, Universitaire, vous êtes bien au fait de la conception de micro ordinateurs, des questions d'architecture de systèmes et des nouvelles technologies.

CROISSANCE > 100% DEPUIS 3 ANS : Y A T-IL DES INGENIEURS COMMERCIAUX QUI VEUILLENT NOUS SUIVRE ?

GRANDS COMPTES (réf. 941 M)
RESEAUX (réf. 942 M)
TECHNICO COMMERCIAUX (réf. 943 M)

Il leur faut : ● une expérience réussie dans la vente informatique, matériels péri-informatiques et bureautiques, ● 25 ans minimum, une très forte motivation pour des structures jeunes et dynamiques, ● un sérieux goût du challenge pour suivre avec le nº1 de la micro informatique française, une croissance supérieure à 100 % par an. Si vous le souhaitez téléphonez directement aux Consultants d'ALPHA CDI au **747 64 67**

GOUPIL EN "BOUTIQUES" ?
UN RESPONSABLE COMMERCIAL (réf. 947 M)

GOUPIL sera présent sur tous les fronts ! Poursuivant son implantation, il attaque le réseau boutiques. De l'audace, du dynamisme, de la foi... chez ce jeune professionnel de l'informatique intéressé par ce type de commercialisation. Il va vite devenir «celui qui conseille», et celui qui sait vendre aussi bien le Goupil PC que les terminaux portables ou les divers logiciels (D BASE II, MULTIPLAN, INTEGRATED SEVEN...). Celui aussi qui va gérer son réseau sur toute la France. Si vous le souhaitez téléphonez directement aux Consultants d'ALPHA CDI au **747 64 67.**

JEUNE, COMPETENT... FINANCIER
POUR NOTRE DIRECTION COMMERCIALE (réf. 944 M)

Un bon début : ESC (Option-Finances/Comptabilité) ou Maîtrise de Gestion. Puis une première expérience réussie dans le service comptable ou financier d'une société anglo-saxonne de préférence. Aujourd'hui, nous vous proposons d'assister le Directeur Commercial pour tous problèmes juridiques, administratifs et financiers : vous prenez part à l'élaboration et au suivi des éléments de planification (Budgets, plans à 3 ans) ; étudiez chaque contrat, vérifiez la solvabilité de nos distributeurs et validez leurs dossiers ; participez à la mise en place et au respect de l'outil de suivi interne, au recouvrement des créances clients. Et ainsi vous nous permettrez d'optimiser nos actions.
Jeune, compétent, financier ? Adressez-nous votre dossier.

DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DES APPROVISIONNEMENTS (réf. 945 M)

Hiérarchiquement rattaché à la Direction Générale, vous assurez : ● l'interface opérationnelle avec la Production, les Ventes et le Support technique, ● l'interface fonctionnelle avec la Finance. Cette mission tout d'abord à dominante approvisionnement des usines doit couvrir à court terme l'intégralité des achats.
● Centralisation de toutes les opérations d'Achats ● Optimisation des coûts par la recherche de partenaires français et étrangers, par la bonne gestion des éléments d'actif ● Participation active à la définition et à la mécanisation des méthodes internes de gestion des fournisseurs et des matières ● Constitution d'une équipe susceptible de faire progresser durablement la marge brute de l'entreprise tout en assumant une croissance supérieure à 100% par an. Vous avez une formation de type supérieure Technique Achats, avec goût et compétences en électronique. Vous avez déjà une expérience en ce domaine de l'électronique Grand Public, Professionnelle ou Militaire ou de la Téléphonie. Vous avez déjà animé une équipe avec des responsabilités décentralisées (gestion de budgets) et réalisé des achats de type OEM avec dominante mondiale (US, Japon, RFA). L'anglais est évidemment indispensable.

*Notre remarquable expansion, nous la devons à la créativité, à l'enthousiasme et au dynamisme qui constituent les fondements de notre succès. Innover et gagner sont les mots clés de la dynamique de nos collaborateurs. Faites comme eux, rejoignez-nous, nous avons des opportunités à vous proposer. Envoyez curriculum vitae, photo et prétentions sans oublier la référence du poste choisi, les Consultants d'**ALPHA CDI** prendront contact avec vous rapidement.*

ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



organisateur
(Bac + 3)

Succursale française de la première Compagnie d'Assurances en Europe,
nous recherchons l'organisateur de notre branche Vie – Assurance de personnes.
Outre les tâches traditionnelles d'organisation, il devra analyser et exprimer les besoins des utilisateurs et participera à la conception de projets informatiques.
Une expérience de 2 ou 3 ans de la gestion est requise si possible dans le domaine de l'assurance-vie.
La connaissance de l'allemand est impérative et des connaissances de base en comptabilité et en micro-informatique seront appréciées.

Allianz assurances — vous prie d'adresser CV et prétentions à Allianz – Mme Rougé BP 24 – 75761 Paris Cedex 16

CAISSE NATIONALE DE CRÉDITAGRICOLE

recherche

un Fiscaliste
pour renforcer son équipe de spécialistes.

- Il exercera une activité d'assistance et de conseil auprès de l'ensemble des Sociétés du Groupe Crédit Agricole dans tous les domaines de la fiscalité.
- Il aura :
  - une très bonne connaissance de la fiscalité des entreprises
  - une Maîtrise de Droit et un diplôme de Droit Fiscal
  - 3 à 5 années d'expérience.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. MAF 91 à CNCA Service - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune



Groupe MATRA

Pour une de ses filiales performantes par son dynamisme et ses résultats (CA 1 milliard) offre un poste intéressant et évolutif au sein de sa Direction Financière à

Expert-comptable
ayant potentiel de directeur

SA MISSION :
Intégré à une équipe qui poursuit la mise en place d'outils de gestion précis et efficaces dont une informatique largement utilisée par l'ensemble du personnel (environ 300 terminaux en TR) ; le titulaire du poste devra dans un premier temps :
- prendre en charge la comptabilité générale, les problèmes fiscaux, la conception et la mise en place des procédures comptables en relation avec l'informatique.
- assurer les relations avec la Direction des Comptabilités du Groupe (consolidation) et les commissaires aux comptes.
- participer étroitement avec les Contrôleurs de Gestion aux rapprochements analytiques mensuels ainsi qu'aux divers audits internes et externes de contrôle de gestion.

SON PROFIL :
- expert-comptable, ESC + DECS ou équivalent, disposant d'un fort potentiel et d'une réelle compétence (8 ans environ d'expérience en Cabinet d'Audit ou au sein d'une Direction comptable et financière performante).

La réussite à ces fonctions en particulier dans ses aspects organisation et informatique est importante pour l'extension prévue du poste.
Larges perspectives d'évolution de carrière au sein de la Société ou du Groupe dans les domaines liés à la gestion financière.

Poste à Paris. — Rémunération : 250 à 300.000 F
Ecrire sous référence EX 144 AM
Discrétion assurée.

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris — Membre de Syntec

Groupe CEGOS

1er groupe européen indépendant de conseil et de formation, recherche :

Consultant international en management de projets industriels

Vous êtes ingénieur de haut niveau, ayant dans l'ingénierie une expérience de chef de projet et des fonctions «planning», «cost control».
Vous aimez l'initiative et la responsabilité, liées à une grande solidité technique.
Votre mission sera de conseiller les sociétés d'ingénierie et les constructeurs de gros équipements sur :
— l'organisation croisée des équipes «projets» et des services spécialisés (Etudes, Achats, Chantier, ...),
— la fonction, les méthodes et les outils du chef de projet,
— les systèmes informatisés de contrôle des délais et des coûts.
Vous conduirez également des actions de formation, dont certaines en collaboration avec des consultants américains.
Vous serez l'adjoint direct du Directeur du Département CEGOS MPI (Management des Projets Industriels) dont la notoriété et le niveau d'activité sont en croissance régulière.
Votre rémunération initiale sera de 300 000 F/an ; vous serez intéressé à vos résultats. Vous serez basé à Paris avec des déplacements de courte durée.

Envoyez votre C.V. manuscrit à G. de LIGNY, Directeur CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE





SNECMA

SOCIETE NATIONALE,
nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires ainsi que d'équipements aéronautiques.
Largement exportateurs, nous entendons poursuivre une politique de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

Nous recherchons pour un de nos centres en Région Parisienne

INGENIEUR CHIMISTE EXPERIMENTE

diplômé d'une grande école de chimie et spécialisé en chimie organique et minérale afin de participer à nos études sur les matières et produits non métalliques.

Merci d'adresser sous référence 178/84 lettre, CV et prétentions à SNECMA - Département Encadrement 2, Bd Victor - 75724 PARIS CEDEX 15

ANDERSON JACOBSON
Division télécommunications

recherche

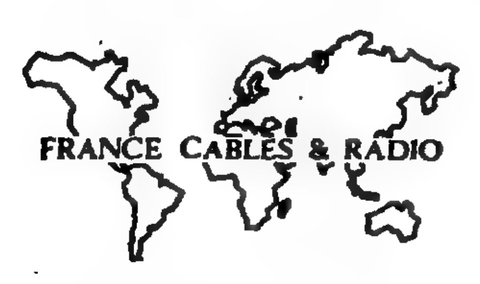
INGENIEUR SUPPORT PRODUIT TELECOM

De formation supérieure, âgé de 25 - 30 ans, le candidat justifiera d'une expérience de quelques années dans le domaine des transmissions de données.

Il sera chargé du suivi technique des produits télécom et de leur mise en oeuvre dans l'environnement télématique de nos clients.

Anglais impératif. - possibilités de déplacements.

Adresser lettre manuscrite, avec c.v. détaillé et photo à ANDERSON JACOBSON - Département Technique 86, avenue Lénine - 94250 GENTILLY.



Deux experts pour les produits et services nouveaux de Télécommunications

FRANCE CABLES ET RADIO est une importante société de télécommunications qui intervient pour le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et systèmes de communication, de télématique et de bureautique.

Ses activités s'exercent en France comme à l'étranger.

Dans le cadre des activités PRODUITS ET SERVICE NOUVEAUX, plusieurs postes sont créés.

Analyste Système

Il se verra confier l'analyse et la programmation de nouveaux systèmes de messagerie. Une bonne connaissance du matériel DIGITAL EQUIPMENT et plus précisément du PDP 11/70, RSX 11M– est nécessaire.

Cependant, une période de formation aux méthodes et systèmes existants est prévue pour faciliter l'intégration du candidat.

(Réf. MRE/FC/AS)

Ingénieur expert réseaux internationaux

Il participera à l'exploitation et au développement de réseaux de transmission de données sur le plan international.

De formation supérieure, le candidat recherché possède une expérience affirmée dans le domaine des normes et procédures (X25, X28, X75) et a déjà participé à la conduite de projets mettant en œuvre les techniques de commutation de paquets.

Une disponibilité pour de brefs déplacements à l'étranger est nécessaire ainsi que la pratique de l'anglais.

(Réf. MRE/FC/ER)

Ordis — Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature qu'il traitera en toute confidentialité.
ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

Intégrer notre équipe développement
150 000

Au sein d'un établissement financier très connu, nous souhaitons recruter un jeune cadre afin de lui confier des projets de développement, tant au niveau des produits que des hommes. Vous serez responsable de l'initiation des projets jusqu'à leur réalisation : diagnostic du problème et objectifs à atteindre - choix de l'approche commerciale et moyens correspondants - mise en place et suivi de l'opération.

Homme d'action, de réflexion et de dialogue, vous avez environ 25 ans et vous possédez une formation supérieure complétée par une expérience développement ou marketing de 2 à 3ans.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence B6961M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

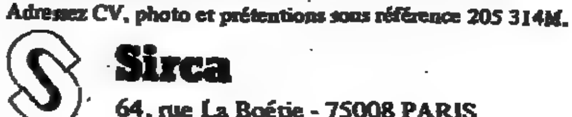
Bernard Julhiet Psycom — Membre de Syntec

Assistante d'un chasseur de têtes

Conseils sur un plan international (Paris 8e), nous offrons à une Secrétaire de Direction confirmée (5 ans minimum d'expérience - pratique de l'anglais), l'opportunité d'une collaboration très personnalisée au sein d'une petite équipe de haut niveau.

De la présence, de la vivacité d'esprit, beaucoup de rigueur, de l'aisance dans les contacts, une bonne capacité de rédaction, le sens de la confidentialité, l'intérêt pour la vie des affaires.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 205 314M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

صكذا من الأصل



IBM

IBM FRANCE DIFFUSION

Recherche

Pour le développement et l'animation de son réseau de distributeurs agréés d'ordinateurs personnels IBM

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Afin d'exercer leur activité de Conseillers-Distributeurs, nous leur demanderons de satisfaire aux conditions suivantes :

- Diplômé(e)s d'une Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce
- 2 à 3 ans d'expérience professionnelle au moins
- Bonne connaissance de la vente et de l'anglais
- Motivation pour la micro-informatique
- Esprit d'entrepreneur.

Ces postes sont basés à PARIS LA DÉFENSE, mais nécessitent des déplacements en province.

Si vous êtes intéressé, merci de nous adresser votre candidature à : IBM France - Département Recrutement - Orientation-Conseils, 2 rue de Marengo, 75001 Paris, en mentionnant la référence IFD-M 2

MASH



OBJECTIF RÉUSSITE
Ingénieur d'Études Systèmes

Vous avez acquis une première compétence dans l'un de ces domaines : Systèmes, Missiles, Radars, Optronique, Transmission de données, Calculateurs, Automatismes, Logiciels. Les mots INNOVATION - CONCEPTION - SIMULATION ont une résonance pour vous. Et vous savez transmettre, échanger, finaliser vos idées.

Vous êtes prêt à développer vos connaissances et à prendre de réelles responsabilités au sein d'équipes pluridisciplinaires.

La DIVISION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES de THOMSON-CSF, l'un des leaders mondiaux des systèmes de défense, affirme son expansion et concrétise ses marchés. Vivez la haute technologie : adressez votre dossier de candidature, accompagné d'une lettre manuscrite précisant vos centres d'intérêt techniques sous réf. OBJ/2/M au Service des Relations du Travail - THOMSON-CSF, 1, rue des Mathurins - 92223 BAGNEUX.

LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES.



THOMSON

DIVISION SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

HAVAS CONTACT

Une des plus importantes

BANQUE PRIVEE

filiale de l'une des premières banques européennes recherche pour sa Direction des Grandes Entreprises à Paris

JEUNE EXPLOITANT HF ENTREPRISES

min. 25 ans.

De formation supérieure, et maîtrisant parfaitement l'anglais, le candidat devra justifier d'au moins 3 ans d'expérience bancaire, dont 1 an min. dans l'exploitation clientèle entreprises, avoir le sens du risque et le goût des contacts.

SPECIALISTE HF CREDITS EXPORT

min. 28 ans.

Le candidat aura au moins 5 ans d'expérience bancaire dont 2 ans min. en qualité de négociateur ; il possèdera une connaissance approfondie des cautions sur l'étranger, ainsi qu'un bon niveau d'anglais.

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s / réf. 11645 à PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

PARIS

ORGANISATEURS-CONSEILS HF

Pour la conduite de nos projets d'organisation, nous recherchons des ingénieurs ou diplômés de l'enseignement supérieur justifiant d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans le domaine de l'organisation.

Pour des candidats de valeur, ces postes offriront de réelles opportunités d'évolution au sein d'équipes de spécialistes jeunes et dynamiques ou dans les autres Directions de la Société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence OC 109 à Benoît LAURET.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

bleu

La Société des supermarchés DOC filiale des DOCKS DE FRANCE recherche

directeurs adjoints hypermarché (Réf. 100)
chefs de département (Réf. 200)
chefs de rayon (Réf. 300)

• Produits frais • Viande • Epicerie • liquides • Bazar

Ces offres s'adressent à des candidats ambitieux et dynamiques, désireux de valoriser une 1re expérience réussie acquise obligatoirement en magasin de grande surface.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste à SMD, Service du Personnel, 17, avenue de la Résidence 92160 Antony.

mammouth



DELALANDE GROUPE PHARMACEUTIQUE ET CHIMIQUE FRANÇAIS D'IMPLANTATION INTERNATIONALE, *nous réalisons 700 MF de C.A. Les Laboratoires* DELALANDE, *notre filiale principale, vous propose de*

Diriger les services comptables

Collaborateur immédiat et autonome du Directeur Administratif, votre action personnelle portera sur l'amélioration des procédures comptables et l'optimisation du système d'information.

Pour les aspects classiques de la fonction (Comptabilité Générale, Fournisseurs, Clients, Trésorerie) et la production des états périodiques, vous serez appuyé par une équipe d'une quinzaine de personnes que vous animerez.

De formation supérieure, complétée par un DECS, vous avez au moins 5 ans d'expérience acquise tant en Cabinet qu'en Entreprise. Une bonne connaissance de la fiscalité, la pratique — même courte — du contrôle de gestion et l'utilisation de l'outil informatique vous seront autant d'atouts pour réussir dans ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité), sous la réf. C/CSC/LM, à notre Conseil, Daniel DESJARDINS, qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CHEFS DE PROJETS

Vous serez chargés de concevoir, de réaliser et de maintenir un secteur d'applications définies et d'encadrer une équipe d'analystes et de programmeurs.

Vous serez rattaché à la Direction Informatique située à notre siège social (quartier Etoile).

Vous possédez de préférence une formation supérieure (I.A.E., D.E.C.S.,...) et une solide expérience en informatique de gestion.

Vous exercerez cette responsabilité au sein de la principale société d'un groupe de 2000 personnes, équipée d'un réseau de huit ordinateurs VAX et de micros.

Votre rémunération de départ sera de l'ordre de 240.000 Francs.



Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous Réf. 725 à André CLERISSIGT Direction du Personnel PRIMAGAZ 64, Avenue Hoche 75008 PARIS

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa Direction Informatique à St-Quentin-en-Yvelines

Ingénieurs Informaticiens APL

- Pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'au lancement...
  Développement sur ordinateurs de grande puissance (AMDHAL - V7 et V8) avec plusieurs centaines de terminaux : temps réel (CICS), temps partagé (APL), infocentre...
  Evolution vers les réseaux et micros...
- Ces postes conviendraient à des Ingénieurs Grande Ecole ou Doctorat, possédant au moins 3 ans d'expérience. Réf. FR91

Ingénieurs Informaticiens

- Pour prendre en charge des projets informatiques, de la phase fonctionnelle jusqu'au lancement.
- Ces postes conviendraient à des Ingénieurs Grande Ecole ou équivalent possédant au moins 3 ans d'expérience en réalisation d'applications de gestion en temps réel (COBOL - CICS - VSAM) sur ordinateur IBM - SOUS MVS. Réf. FR92

Adresser CV, photo et prétentions sous référence correspondante à CNCA - Gestion des Personnes - 75010 Paris Brune

LEVI TOURNAY

Laboratoires Miles recherchent

MILES



TECHNICIEN SAV ÉLECTRONICIEN
HF

pour matériel médical de pointe : FRANCE - AFRIQUE DU NORD

- Niveau DUT/BTS électronique.
- Connaissances mécaniques.
- Anglais.
- 3 à 5 ans d'expérience sur matériel médical souhaitable.
- Stage rémunéré de 6 mois.
- Salaire 110 à 120.000 F. annuel + indemnités voiture.

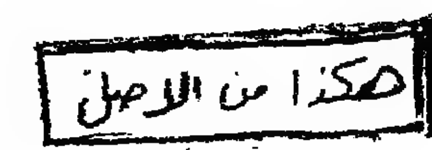
Lieu de travail : 50 km Sud-Ouest de Paris ÉPERNON (Eure-et-Loir)

Envoyer C.V. avec photo à l'attention de Mme SINOU - Chef du Personnel

Laboratoires MILES

rue des Longs Réages 28230 ÉPERNON

bleu



هكذا من الاصل

Important organisme de la mutualité

recherche son ou sa

RESPONSABLE DE LA PRÉVOYANCE

Il (elle) aura en charge ses caisses autonomes ou il ou elle devra produire une politique dynamique du développement de leurs produits.

Le poste sera confié à un homme ou à une femme d'expérience de haute technicité d'encadrement et faisant preuve d'un sens commercial développé.

Age minimum 30 ans.

Le poste est à pourvoir en région parisienne.

Faire parvenir c.v., photo et prétentions à :
M. DELAYRE, chargé du recrutement
F.N.M.T., 62 bis, av. Parmentier, 75011 PARIS.

Pour son activité "Téléphonie", un constructeur recherche

un Ingénieur Commercial

possédant une expérience de la vente, de la location de matériels de téléphonie privée, auprès de clients nouveaux.

Qualités souhaitées : dynamisme dans la prospection • bon négociateur • apte à conclure • sens de la responsabilité commerciale et libre rapidement pour la prise en charge d'un secteur en ILE DE FRANCE

Il bénéficiera d'un fixe et d'un intéressement élevés, d'une voiture et de remboursements de frais.

Une formation sera assurée.
Ses connaissances et résultats feront de lui un futur responsable

Envoyez C.V. détaillé + photo sous la référence N° 33663 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris, qui transmettra.

Ingénieur technico-commercial

GIAT

Nous sommes un groupement industriel de 17 000 personnes, chargé par le Ministère de la Défense de l'étude, du développement et de la production de systèmes d'armes.

Pour renforcer notre équipe commerciale, nous souhaitons accueillir un jeune ingénieur généraliste. Vous serez chargé de présenter nos matériels en France et à l'étranger, vous élaborerez les offres, et participerez à leur négociation.

Vous effectuerez de nombreuses missions internationales : l'anglais vous est donc familier.

Lieu de travail : Pont de Saint Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre service de recrutement, sous référence 8482, en précisant vos prétentions, aux ESAT, 24, avenue Prieur de la Côte d'Or, 94114 ARCUEIL Cédex.

---

participez à la réussite de nos projets



En France et dans le monde, nos ingénieurs et nos techniciens mettent en œuvre leurs compétences et les techniques les plus modernes au service de réalisations industrielles diversifiées : chimie, offshore, agro-alimentaire, industries manufacturières, techniques avancées, ingénierie de systèmes, équipements collectifs... Parce que nos spécialistes sont des professionnels de l'ingénierie et parce que nous répondons avec efficacité aux défis technologiques et économiques de l'industrie d'aujourd'hui, Serete se développe et recrute.

Que vous soyez débutant ou expert confirmé, votre place est peut-être avec nous.

ingénieurs d'affaires en logistique industrielle

TRES HAUT NIVEAU - Vous avez un sens commercial développé et le goût de la technique. Vous avez acquis ces dix dernières années une expérience très solide et diversifiée en logistique industrielle. Au sein de notre service ingénierie de systèmes et en relation avec l'ensemble de nos équipes techniques et informatiques, vous aurez la responsabilité complète de la prospection de nos clients, la définition de leurs besoins particuliers. Vous leur proposerez les meilleures solutions techniques dans les domaines du magasinage, stockage, et des techniques de manutention. Ces postes, basés à Paris, supposent de fréquents déplacements en province et une bonne connaissance de l'informatique industrielle. (Réf. 84.60-M)

ingénieurs informatique de gestion industrielle

TRES CONFIRMES - Au sein de notre groupe informatique de gestion industrielle, vous assurerez en tant qu'expert les études de conception en vue de la mise en œuvre sur site de systèmes automatisés de traitement de l'information associés à la production (gestion des stocks, planification, bases de données techniques...) selon les besoins de nos clients que vous aurez contribué à définir. Votre expérience de 5 à 10 ans dans une fonction analogue vous a permis en outre d'acquérir une très bonne connaissance des logiciels associés et de l'organisation des entreprises. Ces postes sont basés à Paris. (Réf. 84.28-M)

jeunes techniciens automatismes

Vous êtes titulaire d'un BTS automatismes ou informatique. Vous êtes à la recherche d'un premier emploi sûr et motivant. Au sein de notre service Automatismes et Informatique Industrielle, vous participerez à la réalisation de projets d'automatisation pour les industries lourdes, les industries de transformation et les techniques avancées. Parallèlement à ces missions, vous serez associés, en compagnie d'ingénieurs, aux développements informatiques correspondant aux besoins du service. Une première expérience des automatismes sera appréciée. (Réf. 84.29-M)

ingénieurs automatismes industriels

TRES CONFIRMES - Vous êtes ingénieur grande école. Vous avez de 5 à 10 ans d'expérience dans la conception et l'installation de systèmes industriels en chimie fine, en agro-alimentaire, manutention automatisée, et plus généralement dans l'automatisation de chaînes de fabrication en industries manufacturières. Le poste que nous vous proposons vous permettra de poursuivre au sein de notre équipe une carrière professionnelle et humaine passionnante en relation avec l'ensemble des services techniques de Serete et de ses filiales spécialisées. Ces postes sont basés à Paris. (Réf. 84.40-M)

jeunes ingénieurs électriciens grande école

Vous êtes ingénieur grande école. Vous débutez ou avez une première expérience de un ou deux ans. Vous participerez à la réalisation de projets électricité pour l'industrie lourde, les industries de transformation et les techniques avancées. Parallèlement à cette mission, vous mènerez de nombreux développements informatiques correspondant aux besoins du service (création de bases de données, développement de logiciels spécifiques, schématique). Ces postes sont basés à Paris. (Réf. 84.39-M)

jeunes techniciens électricité

Vous êtes titulaire d'un BTS électromécanique. Vous êtes à la recherche d'un premier emploi sûr et motivant. Au sein de notre service électricité-contrôle, vous participerez à la réalisation de projets électricité pour les industries lourdes, les industries manufacturières et les techniques avancées. Parallèlement à ces missions, vous serez associés en compagnie d'ingénieurs aux développements informatiques correspondant aux besoins du service. Ces postes sont basés à Paris. (Réf. 84.53-M)

ingénieurs électricité confirmés

Vous êtes un professionnel en électricité. Vous recherchez un poste technique motivant. Avec notre service électricité, vous aurez la responsabilité des études de conception et la réalisation de projets techniques : production d'énergie, réseaux électriques, équipements électriques de bâtiments publics et industriels (courants forts, courants faibles). Ces postes sont basés à Paris et conviendraient à de très bons ingénieurs ayant de 5 à 10 ans d'expérience. (Réf. 84.54-M)

ingénieurs de projet bâtiment et industrie

Vous prendrez en charge le suivi de nos contrats et la gestion de nos projets en province : élaboration des offres, planning d'études et de réalisation, coordination des spécialistes, des fournisseurs, suivi des clients... Vous avez acquis une expérience diversifiée dans le domaine de l'ingénierie et éventuellement de l'entreprise générale sur des projets des secteurs tertiaires, industries de transformation et industriels. Ces postes sont à pourvoir auprès de nos Directions Régionales de Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes et Toulouse. (Réf. 83.00-M)

spécialistes et ingénieurs de projet offshore

Les techniques de la mer vous passionnent. Nous vous proposons la responsabilité de projets diversifiés : bateaux spéciaux, plate-formes offshore, équipements associés... Selon votre expérience, vous assurerez la coordination générale de ces projets ou bien les développements techniques spécialisés dans des domaines tels que la mécanique, le contrôle-commande ou l'instrumentation en techniques marines. Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant une dizaine d'années d'expérience. (Réf. 84.15-M)

ingénieurs instrumentistes confirmés

Vous êtes un professionnel confirmé en instrumentation de procédés. Vous avez de 5 à 10 ans d'expérience en mesures, contrôle-commande, et régulation dans différents domaines d'application : centrales, procédés chimiques, pétrochimie, techniques avancées. Votre expérience professionnelle vous a permis d'acquérir une bonne connaissance de l'utilisation de systèmes de conduite centralisée. Au sein de notre service instrumentation, vous aurez la prise en charge des études de conception et de réalisation de nos projets en instrumentation, ainsi que le démarrage d'unités. Ces postes sont basés à Paris. (Réf. 84.57-M)

ingénieurs process France et étranger

TRES CONFIRMES - Vous êtes ingénieur grande école. Vous avez environ 10 ans d'expérience dans la conception et l'installation d'unités chimiques ou pétrochimiques en étroite relation avec les utilisateurs. Votre maîtrise des procédés industriels et votre expérience vous permettent d'effectuer des transferts originaux de solutions techniques éprouvées d'un domaine vers d'autres types d'installations industrielles. Dans le cadre de votre action, vous pourrez également : animer des équipes de conception pluridisciplinaires ou bien assurer la réalisation et la mise en route d'unités. Ces postes sont à pourvoir en France et à l'étranger. (Réf. 83.31-M)

jeunes ingénieurs études économiques

Vous êtes ingénieur diplômé grande école. Vous avez acquis une formation économique complémentaire. L'étude des coûts des projets industriels vous intéresse. Après une période de formation à nos méthodes, vous vous verrez rapidement confier la responsabilité d'études de faisabilité de projets, d'implantation d'unités, d'études de marchés de biens industriels, de recherches technico-économiques, en France ou à l'étranger. Vous débutez ou avez une première expérience de la fonction. Une bonne connaissance de l'anglais et une bonne mobilité géographique sont indispensables. (Réf. 83.41-M)

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à Serete, Service Recrutement
86, rue Régnault - 75640 Paris Cedex 13



UNIGRAINS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES, D'INTERVENTION ET DE FINANCEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES AGRO-ALIMENTAIRES (80 personnes) CRÉE à PARIS (Pont de l'Alma - rive droite) le poste

JEUNE AGRO - ECONOMISTE

HF

Relevant du Chef de la Division Études et Prévisions Économiques – au sein d'une équipe de 5 personnes – il aidera les services opérationnels à définir les actions de développement de l'économie céréalière. Il sera chargé :

- de recherches de données macro et micro-économiques sur le secteur céréalier, de leur analyse, de leur suivi et diffusion ;
- de l'élaboration de bulletins de tendances conjoncturelles pour les services opérationnels et les sociétés affiliées ;
- d'études prospectives de secteurs ou filières agro-alimentaires destinées à nourrir les projets de développement.

Le candidat – 28 ans minimum – de formation supérieure agronomique ou équivalente aura un début d'expérience dans une fonction similaire. La connaissance de l'anglais sera indispensable.

Vous pouvez téléphoner pour informations complémentaires (261.65.61) ou écrire sous réf. 117 M en précisant votre salaire actuel à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois - 75001 PARIS.
Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

HAVAS CONTACT

GROUPE SG2

Jeune diplômé ingénieur ou universitaire : option informatique, vous vous orientez vers un secteur d'activité dynamique de pointe : l'informatique. Réalisez-vous dans une SSII et choisissez l'un des tout premiers groupes français d'ingénierie informatique : SG2.

SG2, Groupe puissant de 4500 personnes, assure la maîtrise d'oeuvre et la réalisation de projets informatiques mettant en oeuvre des technologies variées (réseaux hétérogènes, réseaux locaux, bases de données réparties) dans des secteurs d'activités très divers (banques, assurances, transports, administration, industrie, PME en France et à l'étranger).

Nous vous proposons de rejoindre nos équipes études à Paris. Après formation complète et adaptée, vous pourrez ainsi, bien intégré au sein du groupe, aux structures souples, à la hiérarchie courte, donner toute votre mesure dans nos réalisations d'envergure et assumer la responsabilité de votre évolution personnelle.

Ingénieurs et Universitaires option informatique, SG2 mieux qu'une carte de visite : un vrai métier passionnant.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. YR 38 M, à SG2, Direction Recrutement, 12-14 avenue Vion-Whitcomb, 75016 Paris.

SG2 : La maîtrise de l'informatique.

média-system

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

STRATEGIE DE CONQUETE DANS LA "HIGH TECH"

COMPUTERVISION, numéro 1 mondial de la CFAO - 400 millions de dollars de C.A., 5 000 personnes - a lancé récemment de nouvelles lignes de produits sophistiqués (systèmes et logiciels d'applications).
Pour étoffer notre filiale française - numéro 1 du marché - nous créons au sein des Directions Marketing/Communications la fonction de :

PROMOTION MANAGER HAUT-NIVEAU

Il aura la responsabilité, après avoir élaboré un plan budgété, de conduire les actions de promotion :
- Définir et développer les outils de promotion,
- Etablir les programmes de training des forces de vente en relation avec les structures européennes et le siège de Computervision Corporation à Boston.
- Représenter la Société aux conférences (Utilisateurs, Convention informatique, Grandes Ecoles,...) et assurer l'animation des shows.

La préférence sera donnée à un candidat d'environ 35 ans, diplômé d'Etudes Supérieures bilingue anglais, maîtrisant parfaitement les techniques de Communication,
- Ayant réussi dans une fonction similaire, en milieu informatique, électronique ou industriel,
- Possédant un tempérament de leader et devant s'intégrer rapidement dans une structure performante,
- Disponible, réalisateur, alliant un esprit créatif et méthodique.

Une expérience de Management dans la vente ou la promotion de systèmes informatiques constituerait un atout important.



Toute candidature sera traitée confidentiellement.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature s/réf. M.9., photo, lettre manuscrite et prétentions à Michèle CURA, Directeur du Personnel COMPUTERVISION France - Tour Galliéni 2 - 93175 BAGNOLET Cedex (Discrétion assurée).

COMPUTERVISION



De véritables responsabilités en recherche appliquée
pour
des ingénieurs de haut niveau

Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie, 2ème U.S., 6ème mondiale.
Notre site de Drusenheim, près de Strasbourg, regroupe plusieurs unités de fabrication (mousses et films plastiques) de haute technologie et depuis peu, un centre de recherche appliquée à vocation européenne.
Ce centre de recherche a pour mission de développer nos films et nos mousses plastiques et d'améliorer nos procédés de fabrication en liaison avec le marketing, la production et le service de conseil auprès de nos clients.
L'accent que nous mettons sur les spécialités dérivées de la chimie, nous conduit à constituer une équipe de recherche internationale composée de compétences complémentaires.
L'équipe en place est jeune, d'un très haut niveau et particulièrement motivée.
Nous avons plusieurs postes à vous proposer, en particulier dans le développement des mousses plastiques.

Après une période de formation à nos produits et à nos procédés, vous participerez et contribuerez à notre recherche constante d'amélioration et à la mise au point de nouveaux produits.

Le succès et le développement rapide de nos activités en Europe, dont la recherche en particulier, nous permet de vous proposer des évolutions de carrière rapides et variées tant en France qu'à l'étranger, si vous savez être performants et mobiles.

La bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Envoyer lettre, CV et photo sous réf. 18 LM, à :
Dow Chemical France, Département des Relations Humaines, BP 20, 67410 Drusenheim.

DOW*

* Marque déposée : The Dow Chemical Company.

PROGICIELS
GESTION
COMPTABILITE
TELEGESTION
MICRO
INFORMATIQUE

Ingénieurs commerciaux

Pour participer à l'expansion de nos activités d'exploitation informatique de systèmes comptables dans notre nouveau centre SG2 de LEVALLOIS (92), nous souhaitons rencontrer :

Vous aurez pour mission de développer le portefeuille de Cabinets d'Experts Comptables et d'Entreprises que nous vous confions.

Vous y assurerez la promotion et la vente d'une gamme diversifiée de produits informatiques de gestion comptable et financière.

Vous avez acquis un niveau de formation supérieure (DECS ou diplôme de gestion) et vous souhaitez valoriser une première expérience de 2 ans en Cabinet Comptable, ou dans la commercialisation de produits informatiques en SSII ou chez un constructeur.

Vos motivations : la négociation de produits de technologie très élaborée et l'atteinte de résultats ambitieux.

Futurs responsables de secteur

- 4 à 5 ans dans la vente de produits informatiques comptables vous ont permis d'acquérir la maîtrise de cette fonction. Vos résultats en témoignent.
- Vous dynamisez le secteur de vente que nous vous confions et le développement de vos résultats vous amène à assurer l'animation d'une équipe commerciale sur votre marché.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. IC/MO/841, à Christian ESPINOSA - Direction Commerciale - SG2 - 12-14, avenue Vion-Whitcomb - B.P. 215/16 - 75765 PARIS Cedex 16.

GROUPE SG2

LA MAITRISE DE L'INFORMATIQUE

MEDIA PA

Juriste H/F

Un important organisme professionnel recherche un Juriste.
Intégré dans un Département d'une quinzaine de personnes, il sera affecté au secteur **DROIT DU TRAVAIL**, pour réaliser des études et conseiller les organismes adhérents.
Le candidat sera un débutant possédant une Maîtrise ou un Doctorat en Droit. Ce poste évolutif permet l'accès à des fonctions de responsabilités.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous la référence 3358 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

GROSSISTE DISTRIBUTEUR
Charcuterie - Salaisons

recherche
pour dépôt Paris Nord

RESPONSABLE LOGISTIQUE

(Atelier Préparation + Service Livraisons)

Ce poste conviendrait à :
- candidat expérience, même type d'activités
- ou à Bac + 2, petite expérience professionnelle.

Libre rapidement.
Salaire début 80.000 Frs./an

Merci d'adresser C.V. détaillé et photo sous référence 80016 M à :
BLEU Publicite -17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

Conseil en Ressources Humaines...

CONSULTANT H/F

Pourquoi EGOR ?

Vous pouvez justifier d'une première expérience réussie dans le conseil aux entreprises...
Vous êtes passionné par cette activité et vous souhaitez y faire carrière...
Vous êtes diplômé d'enseignement supérieur, doté d'une importante force de travail et d'une bonne capacité relationnelle...

Parce que !

Notre conception de la fonction qui comprend à la fois l'approche commerciale, l'étude du poste, des structures et l'évaluation des candidatures vous offre l'autonomie que vous revendiquez.
Nous mettons à votre disposition les moyens d'un des premiers groupes européens de conseil en ressources humaines.
Nous complétons votre formation et nous vous offrons une ambiance de travail conviviale et professionnelle.
Enfin, nous vous attendons, et si vous êtes à l'image de nos ambitions et de notre dynamisme, nous saurons vous reconnaître...

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M EP 09, à Paul Bernaus.

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL



média-system

Banque Française nationalisée
PARIS

Gestionnaire de portefeuille actions

Il aura principalement au sein du Département Financier, la responsabilité de suivre des comptes de particuliers et développer cette clientèle, et de gérer des fonds communs de placements axés sur le marché Nord-Américain.

Expérience réussie de 5 ans minimum dans un organisme financier d'audience internationale.

Une bonne connaissance de la Bourse Américaine est indispensable. Formation école supérieure et bonne maîtrise de l'anglais impératives.

30 ans minimum pour ce ou cette candidat (e) prêt à s'investir dans la création d'une nouvelle fonction.

Rémunération motivante liée à l'acquis professionnel.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 84016

MRI conseil
Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

Banque privée importante

recherche pour ses
AGENCES DE PARIS ET MONTPELLIER

DEUX RESPONSABLES DE CLIENTÈLE ENTREPRISE – P.M.E.

Vous avez déjà une expérience bancaire de 2 à 3 ans.
Vous êtes diplômés d'études supérieures.
Vous souhaitez un poste dynamique et chargé de responsabilités.
Vous voulez être partie prenante à la vie de votre entreprise et développer votre carrière au rythme de son expansion.

Adresser c.v., lettre manuscrite et photo sous nº T 068.321 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

ECONOMETRE

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES,
dans le cadre de sa mission de Conseil auprès des 38 banques régionales du groupe, recherche un **Econometre** chargé de
- développer des modèles de gestion prévisionnelle (concernant les équilibres financiers et la trésorerie de la banque),
- d'effectuer leur analyse et programmation,
- d'aider à leur mise en place et de former les utilisateurs.

Ce poste implique donc de fréquents déplacements de courte durée en province.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ENSAE, grandes écoles ou universités), qui avez une expérience professionnelle (de préférence dans le domaine bancaire), adressez votre lettre accompagnée d'un C.V. et indication de la rémunération actuelle sous réf. DEV à Anny NOE
CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES

Banque Populaire
131, avenue de Wagram
75847 PARIS CEDEX 17



COMPAGNIE FRANÇAISE
GOODYEAR DIVISION CHIMIE
Notre Centre Technique Européen situé à ORSAY (25 km Sud de Paris) recherche



Pour renforcer notre position de leader comme fournisseur de polymères pour la modification des Thermo-plastiques.
Niveau universitaire requis : Ecole d'Ingénieur/CNAM - transformation des matières plastiques avec une expérience industrielle de plusieurs années dans la mise en œuvre des plastiques (PVC). Age 30 ans minimum.
Le candidat sera responsable des travaux de développement et d'applications de nos produits et assistera nos clients dans leurs utilisations.
Ce poste demande une motivation personnelle, des facultés de créativité, des déplacements à l'étranger et une aptitude à communiquer.
Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. au Directeur du Centre Technique
Compagnie Française GOODYEAR - B.P. 31 - 91941 LES ULIS Cedex

Organisation et Publicité

هكذا من الاصل

مكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

LA SOCIETE FRANCAISE HOECHST
propose à un

INGENIEUR CHIMISTE
un poste

TECHNICO-COMMERCIAL

pour la Région Parisienne.

Disposant d'une large autonomie, il aura en charge la commercialisation d'une gamme de **PRODUITS AUXILIAIRES TEXTILES ET SPECIAUX.**

Ce poste conviendrait à un Ingénieur (ENSAIT, ITR, ENS Chimie) ayant une première expérience technique ou commerciale dans ce type de produits.

La connaissance de l'allemand ou de l'anglais serait très appréciée.

Adresser C.V. sous réf. 676 au Département des Ressources Humaines
SOCIETE FRANCAISE HOECHST
Tour Roussel / Nobel - Cédex 03
92080 PARIS LA DEFENSE.



ACTIS
RELATIONS PUBLIQUES

Entreprise leader de la profession en France (30 collaborateurs permanents, une marge brute en forte progression : 8 millions de francs en 1983, estimation 1984 : 11 millions de francs)

recrute

POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE SA FILIALE SPÉCIALISÉE EN COMMUNICATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
FINACTIS

2 CHARGÉ(E)S DE DOSSIERS

Formation économique et financière (Sciences Po [Ecofi] HEC,...).
Anglais courant.
Expérience professionnelle d'au moins 3 ans, soit en agence, soit dans une entreprise appartenant à la communauté financière (banque, assurance, établissement financier,...).

Adresser c.v., photo et prétentions à :
Département Ressources Humaines, ACTIS Relations Publiques,
78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS.

AMPEX
Ampex Corporation - One of The Signal Companies

DÉPARTEMENT INFORMATIQUE ET INSTRUMENTATION
DANS LE CADRE DE L'EXPANSION DE SES GAMMES
DISQUES ET ENREGISTREURS ANALOGIQUES

recherche
pour le support technique

INGÉNIEURS ou TECHNICIENS de HAUT NIVEAU

**Spécialistes supports magnétiques numériques et/ou analogiques.
Anglais lu et parlé.**

Envoyer c.v., photo à : AMPEX
Courcellor 1, 2, rue Curnonsky, 75017 PARIS.

CREATION DE POSTE

SPECIALISTE DE LA DISTRIBUTION MODERNE

PARIS + MISSIONS AFRIQUE

Diplômé grande Ecole de Commerce.
Agé au minimum de 30 ans.

Il devra posséder une expérience de plusieurs années dans la distribution spécialisée, de préférence, dans le secteur bricolage et équipement de la maison.

- Il assurera un ensemble de missions d'assistance aux magasins et grandes surfaces quincaillerie professionnelle et ménage d'Afrique Noire :
— Formation du personnel d'exploitation.
— Merchandising et rénovation de magasins.
— Etude de nouveaux marchés...

Mobilité indispensable pour déplacements fréquents en Afrique représentant au minimum 50 % du temps d'activité annuel.

Nous sommes un Groupe (30 filiales - 4 000 personnes) qui distribue en France et en Afrique une large gamme de biens de consommation. Nous offrons au spécialiste que nous recherchons une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser C.V. et lettre manuscrite sous réf. Nº 50138 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le DÉPARTEMENT RADARS, CONTRE-MESURES, MISSILES de THOMSON-CSF : rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Vous avez acquis une spécialisation en informatique et possédez une expérience minimum de 4 ans dans les domaines :

AIDE À LA GESTION (GAO)
Votre mission sera de renforcer les traitements de coûts, délais, plans de charge, devis... dans un environnement IBM 3083 - MVS - DL1 - CICS.

SUPPORT VAX
*Vous assisterez les équipes de développement et les utilisateurs dans la mise en place des applications, l'évolution des configurations, l'intégration dans le réseau d'informations.
Expérience VAX, VMS, DECNET.*

Débutants, venez développer nos moyens de gestion, de communication, de conception en électronique :

BUREAUTIQUE ET RÉSEAUX
Vous serez responsable de la conception du plan bureautique et de l'architecture du réseau général du Département. Vous en suivrez la mise en place avec les équipes d'exploitation. Votre pragmatisme et vos connaissances en réseaux multi-constructeurs (IBM, DEC, BULL) seront appréciés.

APPLICATION
Vous analyserez et mettrez en place des applications de CFAO circuits prédiffusés, hyperfréquence, micro-électronique, simulation de circuits sur des machines mini-micro connectées au réseau.

GESTION DE PRODUCTION
Vous analyserez et développerez les applications de gestion de production au sein d'une équipe projet, dont vous assurerez la responsabilité rapidement.

SYSTÈME
*Vous participerez à l'animation et à l'évolution d'un centre de production de logiciels pour microprocesseurs embarqués. (Matériel PERKIN-ELMER 32-xx et VAX).
Votre expérience et vos connaissances en génie logiciel, réseaux locaux, SGBD et UNIX seront de sérieux atouts.*

*Adressez-nous votre candidature en précisant vos centres d'intérêt technique :
Madeleine GUIGUES - Service du Personnel - 68, avenue Pierre-Brossolette - 92242 MALAKOFF Cedex.*

HAVAS CONTACT



---

chef de projet informatique

gestion de production

THOMSON
COMPOSANTS

La Division des Composants Discrets (2.150 personnes), dont l'activité est en forte croissance au sein de la Direction des Activités semi-conducteurs, poursuit ses applications informatiques de gestion. Elle crée le poste de Chef de projet de la gestion de Production pour les trois usines de la Division (multisites à équiper de matériel HP).

Relevant du Chef de service Organisation et Informatique de la Division, il aura pour mission l'organisation du domaine ainsi que la définition, l'étude et la mise en place du système informatique de gestion de production. Responsable du planning et du budget du projet, il mènera son action en liaison étroite avec les utilisateurs et les informaticiens des sites.

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, est ingénieur diplômé d'une grande école et a quelques années d'expérience opérationnelle de la gestion de production, ainsi que de la conduite de projets informatiques dans ce domaine. Maîtrise de l'anglais indispensable. Lieu de travail : Courbevoie. Des déplacements fréquents sur les sites sont à prévoir.

Adresser votre C.V. + lettre manuscrite, rémunération actuelle et photo sous la référence L120/M à H. Bouet, Sema-Sélection : **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

Chef de projet dans le domaine de l'immobilier industriel

Vous serez responsable de la réalisation intégrale d'un site de plusieurs dizaines de milliers de M2 regroupant les diverses fonctions de l'entreprise : fabrication, laboratoires, entrepôts, administration...
Le projet comprend aussi bien l'initialisation (adaptation aux besoins des utilisateurs, architectures, planning, coût) que la réalisation et la représentation du maître d'ouvrage auprès des architectes, BET, entrepreneurs, services centraux, administrations.
Pour réussir cette mission, il nous semble nécessaire d'être diplômé d'une grande école d'ingénieur et de posséder une expérience de 5 ans dans le domaine des techniques du bâtiment, de l'élaboration et de la réalisation de programmes immobiliers industriels.

Vous travaillerez au sein d'une société internationale à dimension humaine qui a la volonté d'investir en France (Nord Ouest de Paris) et qui base sa croissance sur des produits destinés à des industries variées (depuis le spatial jusqu'au bâtiment) et intégrant une forte innovation technologique.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre C.V., en précisant sur l'enveloppe la réf. M. 5494, à Média-System, 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02, qui transmettra.

AOIP

La division mesures de l'AOIP, l'un des tous premiers industriels français dans le domaine de la mesure numérique recherche

Ingénieur d'études expérimenté

diplômé d'une grande école d'électronique E.S.E., I.R.G., E.N.S.I.E.T., etc...
Vous avez acquis quelques années d'expérience dans l'électronique bas niveau, et l'utilisation des microprocesseurs (6.800).
Au sein de l'équipe d'ingénieurs de la Division, vous serez le responsable de l'étude et du développement d'appareils de mesures électroniques de petites et moyennes séries, mettant en œuvre des techniques analogiques et des microprocesseurs.

Nous vous remercions d'adresser C.V. et prétentions à A.O.I.P., à l'attention de Monsieur PERNOT - B.P. 301 75624 Paris Cedex 13

Groupe Bull

Jeunes Ingénieurs, l'informatique est votre passion et une étape dans votre carrière.
Si vous êtes attirés par la technique, l'encadrement, si vous avez le sens des responsabilités, vous pouvez être l'un des :

CHEFS DE PROJET

dont nous avons besoin pour la conception et la réalisation de nos applications de gestion.
Anglais souhaité..
Lieu de travail : région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 450 M à

Véronique Bourlet
Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

MESURE ET REGULATION

Le champ d'activités du secteur «Mesure et Régulation» de Schlumberger se développe en France à travers quatre grandes sociétés : ENERTEC, FLONIC, SEREG et le GIERS. Près de 25 000 personnes dans le monde dont 11 000 en France travaillent dans ce secteur qui se situe à la pointe de l'avance technologique.

La fonction personnel chez nous : une fonction clé et évolutive par excellence.

Pour cela, nous recrutons aujourd'hui **de jeunes diplômés (grande école de gestion, Sciences po., grande école d'ingénieurs...)** pour nos établissements de Vélizy (78), Montrouge (92), Massy (91), Chasseneuil (86).

Débutants ou avec une première expérience d'environ 2 ans en usine ou dans un poste fonctionnel (en particulier recrutement des cadres ou assistance juridique), ils possèdent une bonne connaissance de l'anglais.

Après une première mission, les possibilités d'évolution qui s'offriront à eux seront à la mesure de leur potentiel et des opportunités du groupe Schlumberger en France ou à l'étranger. La mobilité géographique est donc un préalable.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous réf. FP/179 M, à la Direction du Personnel, SCHLUMBERGER MESURE ET REGULATION, 12 place des Etats-Unis, BP 56, 92123 Montrouge.

MESURE ET REGULATION

Schlumberger

SAF

Soudage haute technologie (OISE)

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Pour mener à bien nos projets de développement, de la conception jusqu'à l'industrialisation...

Jeune ingénieur diplômé (Supelec, ISEP, INSA ou équivalent), vous désirez assurer votre début de carrière tout en affirmant vos compétences techniques grâce à un environnement dont le professionnalisme est reconnu, au sein d'une entreprise appartenant à un groupe français de renommée internationale.

Nous recherchons l'ingénieur développement industrialisation dont la mission sera celle d'un **homme de projet, gérant les produits nouveaux**, de la conception jusqu'à la réalisation industrielle.

Une première expérience dans l'électronique de puissance serait appréciée. Anglais relativement maîtrisé.

Merci d'adresser votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous référence 5905 SM à notre Conseil

17, rue Courmeaux 51054 REIMS CEDEX.

58, av. de Wagram 75017 PARIS.

CSNCR

MORENO CONSULTANTS

Recrutement Structures et Communication



SOCIETE INGENIERIE

à vocation internationale recherche pour intégration à son équipe fiabilité

INGENIEUR FIABILISTE

Formation SUP AERO - Centrale, A.M., INPG ou universitaire.

Connaissance fiabilité, mécanique, électronique, systèmes.

Anglais indispensable.

Adresser CV, photo et prét. ss réf. 99934 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

MB ÉLECTRONIQUE, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique, recherche pour son Département HYPERFRÉQUENCE :

2 INGÉNIEURS TECHNICO-CIAUX

pour promouvoir la vente d'instrumentation et de sous-ensembles de haute technologie.

Profil : 25 à 35 ans, de formation supérieure ayant une expér. profession. de qques années en hyperfréquence. Anglais lu nécessaire.

Mission : Ils auront la charge d'une clientèle professionnelle de haut niveau. Ils seront appelés dans le futur à animer une équipe de vente.

Salaire : en fonction de l'expérience. Après une période d'adaptation, ce salaire comportera un intéressement au C.A.

Véhicule de fonction fourni.

Envoyer CV avec lettre manuscrite à :

MB ELECTRONIQUE

606, r. Fourny, ZI Centre, BP 31, 78530 Buc
Tél. : (3) 956 81 31 - Télex : MB 695414

VILLE BANLIEUE SUD (40.000 HABITANTS) RECHERCHE POUR SA CRÈCHE FAMILIALE

1 INFIRMIÈRE DIPLOMÉE D'ÉTAT

Adr. curriculum vitae

Écr. s/nº 8.381 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

RECHERCHE A PARIS

RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

- Le candidat doit être capable d'assumer, dans les meilleurs délais, la responsabilité d'opérations immobilières (prospection, engagement, suivi, commercialisation) ;
- Ses compétences s'exerceront au sein d'une équipe appréciant le dynamisme et l'esprit de synthèse ;
- Sa formation supérieure et une première expérience dans la promotion immobilière, doivent lui permettre de maîtriser tous les aspects du montage et du suivi des opérations.

URGENT. Adr. C.V. et prét. Écr. s/nº 8.383 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE INTERNATIONAL recherche pour son service d'assistance et d'inspection des filiales

UN JEUNE RÉVISEUR

Ayant une expérience de trois ans dans la fonction ou (et) en Cabinet. Une formation Ecole de Commerce et DECS est souhaitable. Connaissance anglais.

Poste évolutif pour candidat de valeur.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. : 9.052 à : Media-System, 104, rue Réaumur, 75081 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

STE EN EXPANSION Design, graphisme, packaging, clientèle diversifiée cherche

Collaborateur (trice) commercial (e)

Pour extension et gestion, clientèle et relations publiques. Expérience Marketing souh.

Adr. C.V. et prétentions I.G.D. Daniel KOZLOWSKI 17, rue des Volubilis, 75013 PARIS.

Société BANLIEUE OUEST recherche

COLLABORATEUR TECHNICO-CCIAL

Bien introduit dans les industries parfums, cosmétiques, alimentaires, justifiant d'une expérience de 10 années dans la vente de machines de production (conditionnement, emballage, marquage). Niveau BTS ou DUT électronique. Bonnes connaissances anglais appréciées.

Adresser c.v. manuscrit détaillé + photo récente + prétentions sous nº T 058.175 M Régie-Presse, 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

ORGANISME FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL rech. pour sa délégation ILE DE FRANCE

COLLABORATEUR CADRE

Ce poste conviendrait à candidat âgé de 40 ans minimum. Une expérience similaire serait souhaitable.

- Il devra posséder de bonnes capacités d'organisation, afin de suivre des dossiers variés et être capable de collaborer à un travail collectif.
- Il possédera de bonnes facultés de contacts humains.

Conventions collectives des établissements financiers

Adr. lettre manuscrite + C.V. détaillé indiquant derniers émoluments perçus (réf. 8.297) à

B.E.O.

34, rue de l'Arcade. 75008 PARIS.

La Compagnie Financière

(Banque du Groupe Edmond de Rothschild)
Direction des Grandes Entreprises.

Dans le cadre des relations avec les Grandes Entreprises clientes :

- assurer le suivi, le développement et la gestion quotidienne d'un portefeuille de clientèle en bénéficiant de la qualité de nos nouveaux produits,
- s'intégrer rapidement grâce à de réelles qualités de contact et participer à notre expansion au sein d'un département tourné vers l'avenir des Grandes Entreprises,

est la mission que nous allons confier à notre futur

Responsable de clientèle H/F

Vous avez au moins 28 ans, une formation supérieure Grande Ecole de gestion ou d'ingénieur, vous justifiez d'une expérience significative d'au moins 3 ans dans un poste similaire (incluant les contacts de haut niveau) et vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Alors envoyez-nous votre CV + lettre manuscrite + rémunération actuelle sous référence 006/B au 20 avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris.

CANEVA

Important organisme d'économie sociale et de la mutualité

recherche

CADRES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

Ayant une expérience d'encadrement véritable acquise en entreprise, au service d'une collectivité ou d'un organisme similaire.

Esprit d'initiative indispensable.

30 ans minimum.

Postes à pourvoir en : région parisienne + province.

Faire parvenir c.v., photo et prétentions à : M. DELAYRE, chargé du recrutement F.N.M.T., 62 bis, av. Parmentier, 75011 PARIS.

ET. FINANCIER PARIS

recherche

INSPECTEUR COMMERCIAL CONFIRMÉ

Pour organiser et assurer ses relations avec les réseaux de vente entrant dans le cadre de ses activités.

Poste conviendrait à candidats d'une trentaine d'années et plus ayant déjà rempli une même fonction, si possible dans le financement de matériel médical et ayant fait leurs preuves d'efficacité.

Bonne formation générale, excellente présentation, dynamisme, vivacité d'esprit et maîtrise du concret constitueront des critères de sélection.

Envoyer C.V., photo et prétentions, sous nº 8.372 Le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ASTER BOUTILLON

Filiale de Mesure et Régulation du Groupe Schlumberger recherche un

Responsable de projet

Ingénieur Mécanicien de formation, vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans un domaine similaire.

Vos connaissances en électromécanique, électronique et CAO vous permettront de prendre la responsabilité de projets, depuis la conception jusqu'à la mise en fabrication de produits concernant la distribution d'hydrocarbures.

Ce poste, basé à Montrouge, offre à un candidat de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein d'un groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser CV sous réf. M 4984 au Service du Personnel ASTER BOUTILLON 12 Place des Etats-Unis 92541 Montrouge Cédex.

ASTER BOUTILLON

INGENIEUR
L'AVENIR DEVANT SOI

Malgré une conjoncture morose, les perspectives de recrutement pour les ingénieurs demeurent favorables en ce début d'année 1984.

Face à une stabilisation du nombre d'ingénieurs diplomés par les Grandes Ecoles, qui plafonne depuis 2 ans à 10.500 par an, de nouveaux modes de recrutement ne vont-ils pas apparaître? Quelle est la part prise par l'approche directe?

Quels sont les postes de direction d'entreprises industrielles détenus par les ingénieurs?

Les entreprises du "tertiaire" s'ouvrent aujourd'hui davantage aux ingénieurs, mais quelles autres structures et autres fonctions vont s'offrir plus largement à eux?

Une enquête réalisée par Régie-Presse le Monde apporte un éclairage nouveau sur l'ensemble de ces questions. Destinée aux Ingénieurs, Responsables d'entreprises, Responsables du Personnel et de Recrutement elle fait le point sur ce métier et son avenir.

INGENIEURS — L'AVENIR DEVANT SOI

régie presse
Le Monde

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite, de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Presse Ing. 7, rue Monttessuy, Cedex 75382 PARIS Cedex 07.

BANQUE PRIVÉE FRANÇAISE PARIS

en fort développement affiliée à groupes importants recherche

EXPLOITANT CLIENTÈLE INDUSTRIELLE

- Expérience bancaire confirmée d'au moins 3 ans dans poste similaire.
- Spécialisé dans clientèle industrielle.
- Classe minimum.

Adr. lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions à OCBF sous réf. 1405 M 66, rue Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.

Jeune SSII en expansion recherche son ingénieur commercial confirmé, pour prendre la responsabilité de la Vente des Services.

Expérience indispensable dans ce domaine.

Lieu de travail : Paris-19e

Adresser C.V. et prétentions à : Madame GORDACH 88, cours de Vincennes, 75012 PARIS, qui transm.

ETS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ recherche

ENSEIGNANTS

dans les matières suivantes

- Informatique.
- Mathématiques.
- Statistiques.
- Comptabilité.
- Géographie touristique.

Expérience exigée.

Tél. au 747-08-40, p. 27.

ECE — L'EQUIPEMENT ET LA CONSTRUCTION ELECTRIQUE

recrute pour son bureau d'études électromécanique

UN INGENIEUR
Position I ou Position II

Mission :

Seconder le chef de projets dans le domaine des automatismes électriques (systèmes principalement électromécaniques de distribution et de protection à bord d'avions, d'hélicoptères...

Activités :

- Participation aux projets de définitions (élaboration des propositions techniques et des schémas électriques) au suivi du développement du produit, au suivi des essais de laboratoire, jusqu'à la mise en fabrication série.
- Le poste peut convenir à une personne motivée et ayant le goût des responsabilités.
- Les qualités techniques, la polyvalence et la facilité d'adaptation seront les critères essentiels pour le choix du candidat.

Adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions à :

ECE
157, rue Pelleport 75960 PARIS Cédex 20.

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

FILIALE IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

recherche

POUR PROMOUVOIR SON DÉVELOPPEMENT

un véritable spécialiste EPOXY-POLYURETHANNES

(30 ans minimum)

Pour animer son laboratoire de produits et revêtements industriels.

Formation

ingénieur chimiste diplômé + connaissances gestion ou marketing et langues appréciées.

Responsabilités

- Recherche et développement produits.
- Formulation, process, contrôle qualité.
- Assistance technique clientèle.

EXCELLENTES PERSPECTIVES D'AVENIR.

Adresser c.v. + photo + prétentions sous nº 8377 *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

ADJOINT DIRECTEUR DEPARTEMENT GESTION PATRIMOINE OPERATIONS FINANCIERES

Formation supérieure, expérience, maîtrise de l'anglais et si possible autre langue.

BANQUE PRIVEE 8ème arrdt

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétent. s/réf. 5400/M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS.

services
vous assiste dans le recrutement bancaire

ECOLE D'INGÉNIEURS PARIS
recherche

DIPLOMÉS OU UNIVERSITAIRES

- Pour son laborat. de Systèmes Logiques et d'Automatisme.
- Pour son laborat. d'Electronique, Métrologie et Composants.
- Pour son Centre de Traitement de l'Information (enseignement et développement de logiciel sur microordinateur).

Travail à temps partiel possible sur enseignement et recherche appliquée.
Env. C.V. à ISEP, 21, rue d'Assas, 75270 PARIS CEDEX 06.

La Laboratoire de LURE
recrute
sur POSTE CNRS 2 A

UN INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Diplômé Grande Ecole ou CNAM pour la construction et la mise au point des éléments pulsés de super-ACO et du générateur de synchronisation.
En plus d'une formation en électronique logique et analogique, quelques années d'activité en électronique d'impulsions haute tension de puissance ou en électronique rapide seraient appréciées.

Adresser C.V., photo et prét. à M. P. Marin, Centre Universitaire, bâtiment 209, 91405 ORSAY Cedex.

PME leader dans son domaine (systèmes transactionnels)
recherche

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Formation DUT ou + connaissances : temps réel, assembleur (Z80...) ; Pascal, Hardware (spéc. électronique).
Emploi stable avec responsabilités dans petite équipe chargée de développements.
Tél. à : M. Bertrans (1) 883-64-45.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE
recherche

ANALYSTE

Confirmé
Evolutif
Niveau MIAGE, maîtrise de gestion, école de commerce
Excellente connaissance en comptabilité, facturation. COBOL, base de données
Ecrire au :
78-80, avenue Galliéni
Tour Galliéni 1
93174 BAGNOLET CEDEX.

Groupe Chimique recherche pour l'Est de la France

UN INGÉNIEUR TECHNICO-CCIAL

Diplômé grande école chimie ou textile.
Expér. industrielle ou commerciale indispensable pour assistance technique et vente de ses produits chimiques auprès des usines textiles de la région.
Ecr. av. C.V. et prét. s/réf. 4319 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 01, qui tr.

ÉCOLE SECONDAIRE PRIVÉE (hors contrat)
région Sud de Paris
recherche

PROFESSEURS MATH. ANGLAIS

Tél. : 494-84-89.

Inst. supérieur privé rech. PROFESS. vacataire comptabilité, sect. BTS compt. Exp. exig. 10 à 15 h hebd., lundi mat., mardi mat., merc. matin, jeudi mat. 246-41-40.

Organisme de formation
recrute

CONSEILLER (E) EN FORMATION

Environ 35 ans, bonne présentation pour contacts avec les entreprises, voiture indispens.
Adresser C.V., lettre, prétent. photo sous nº T 88.139 M
RÉGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE
recrute

JOURNALISTE

Confirmé ou débutant, connaissant et intéressé par les problèmes de la communication, pour s'occuper plus particulièrement des secteurs de l'audiovisuel et nouvelles techniques de communication.
Adresser candidature avec références à :
S.G.P.
13, avenue de l'Opéra
75001 PARIS.

Constructeur informatique
Division Bureautique
recherche

2 INGÉNIEURS

RÉDACTEURS
expérience en procédure de télécomm.

1 INGÉNIEUR

RÉDACTEUR LOGICIEL

1 INGÉNIEUR

RÉDACTEUR
Maintenance matériel
Libres rapidement
Salaire élevé.
Tél. pour r.-v. 784-74-82.

INFOSCRIPT

CABINET CONSEIL
SÉCURITÉ
MONÉTIQUE – TÉLÉMATIQUE
recherche pour son développement

INGÉNIEURS

Option informatique
2/3 ans expérience
Démarche commerciale. Salaire motivant

Ecrire avec C.V. et prétentions à
INFOSCRIPT 26, rue de Châteaudun
75009 PARIS.

Le responsable d'une importante société d'informatique (Paris La Défense) recherche son

assistante

Collaboratrice de haut niveau (Sc Po, licence...), expérimentée (2 ans minimum) ayant le sens de l'organisation et des contacts, discrète, disponible et maîtrisant parfaitement la langue française. Anglais apprécié.

Adressez votre candidature (lettre, C.V., photo) sous la référence M 284 à :

GIE — Générale Informatique et d'Exploitation, Service du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense Cedex 11.

BANQUE PRIVÉE

recherche pour son siège PARIS

UN EXPLOITANT COMMERCIAL CONFIRMÉ

Cadre 5 ans d'ancienneté dans le poste
Formation supérieure
Bonne connaissance des PME

Env. C.V., photo et prétentions à
REGIE-PRESSE, sous nº T 68.341 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

TRAM Informatique
recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

(école d'ingénieurs ou équivalent).
Confirmés et débutants
logiciels de base, systèmes, applications temps réel sur micro-ordinateurs.
Connaissances MITRA, PDP, UNIX appréciées.
Adresser un dossier de candidature avec prétentions s/réf. M 84.01.09 à
TRAM Informatique
23, avenue Raymond Falaize
78390 BOIS D'ARCY

propositions diverses

B.E.F.S. ENGINEERING

EN FORTE EXPANSION

cherche

CADRE SUPÉRIEUR

Pour négociations, contrats, exportation et financements.
Participation aux fonctions juridiques et financières qui seront définies lors des entrevues.
Nous demandons formation supérieure, expérience réussie dans le domaine exploitation (engineering apprécié)
Anglais juridique et technique parfait
Personnalité dynamique

Adresser C.V., prétentions, à Mme HOUILLE
B.E.F.S. 74, av. Paul-Doumer, 75016 Paris.

PPG INDUSTRIES — corona

BOURSE D'ÉTUDES

PPG, leader mondial de la peinture, offre une bourse (8.000 F mensuels) à un

ingénieur diplômé G.E.

pour préparer une thèse de CHIMIE MACROMOLECULAIRE au Collège de France.
Nationalité française. Bonne connaissance de l'anglais.
Ecrire à Mlle Boileau - Collège de France
- 11, place Marcelin Berthelot - 75231 PARIS Cedex 05

EMPLOIS CADRES

Recevez gratuitement des offres d'emploi cadres correspondant à votre profil.
Téléphonez

LA SELECTIQUE

34, quai de DION-BOUTON
92800 PUTEAUX
15-05-05-04-03 (numéro vert).
La Sélectique s'engage au secret absolu sur les informations qui lui sont transmises.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ETRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291 - 09 PARIS.

MUTUELLE PARIS (250 personnes)
recherche

pour son secteur PRODUCTION

UN CADRE EXPÉRIMENTÉ EN ASSURANCES

Le poste, dirigé dans un premier temps vers une assistance technique, est susceptible d'évoluer vers le rôle d'Adjoint au responsable du secteur, impliquant quelques déplacements en Ile-de-France.

10 années d'expérience professionnelle sont exigées.

Les candidats devront en particulier justifier d'une bonne connaissance de la production diversifiée (y compris les risques industriels), avoir le sens des contacts et une aptitude confirmée à l'encadrement.

Ecire avec C.V., photo et prétentions sous nº T068.298 M, RÉGIE PRESSE - 7, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE SERVICES
recherche
POUR SES SERVICES JURIDIQUES

un(e) Juriste

Ayant une première expérience pratique du Droit des affaires, notamment en matière d'études et de rédaction de contrats commerciaux.
Une bonne connaissance de l'allemand est indispensable - anglais souhaité.

Envoyer CV + précisions sur expérience et prétentions sous référence 29436 à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm..

JRP/Jean Regnier Publicité

secrétaires



SECRÉTAIRE BILINGUE ANGLAIS

DACTYLO-STÉNO ANGLAISE ET FRANÇAISE

Vous avez une bonne formation de base et une première expérience en entreprise.
Vous êtes organisée, appliquée, disponible et dynamique.
Votre bon contact vous permet de vous intégrer facilement dans une équipe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. SB à FORD FRANCE S.A. - Vincent Béranger
344, avenue Napoléon Bonaparte
92506 RUEIL-MALMAISON Cedex

dab's

ASSOCIATION LOI 1901
cherche
SECRÉTAIRE MI-TEMPS
Dactylo exigée
Tél. : 766-97-65.

P.M.E. cherche
Secrétaire administration avec sens organisation et responsabilités. Ecrire avec références BARAUD, 9, rue Barbet-de-Jouy, PARIS-7e.

FABRICANT PRODUITS DE LUXE
proximité Gare de l'Est
recherche pour son service

EXPORTATION

UNE SECRÉTAIRE ASSISTANTE

BILINGUE ANGLAIS FRANÇAIS
Bonnes connaissances ESPAGNOL. Possédant plusieurs années d'expérience dans un service exportation.
Envoyer C.V., prétent., photo ss nº 9085 à PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRIGEANT

48 ans, droit, agro, C.P.A. anglais, espagnol
SPÉCIALISÉ DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
Allie expériences DIRECTIONS ZONES
depuis Beyrouth, Singapour, Tokyo, New-York, avec
DIRECTION INTERNATIONALE
Etat-major Paris d'un groupe industriel multinational français.
- Egalement direction négoce international groupe agro-alimentaire leader.
- A initié, organisé et dirigé les réseaux Asie du Sud-Est et Japon en expansion depuis 15 ans.
- Excellentes références.

Etudiera toutes propositions compatibles avec expérience.
Ecrire sous n° T 68.319 M
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

INGENIEUR ESE

DIPLOMÉ IAE

Nationalité français, 42 ans, célibataire
Langues : anglais, polonais.
Bonnes notions : russe, allemand, espagnol.
Après long séjour à l'étranger, recherche poste ou mission de caractère commercial dans entreprise ou organisme impliqué dans opérations à caractère international.
Disponible rapidement.
Etudierait toute proposition.

Ecrire s/n° 3 986 le monde Pub
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens - 75009 PARIS

PARIS ET R.P.

CADRE HAUT NIVEAU

Spécialiste Export, Finances, Gestion. Trilingue (esp., angl.) et notions italien et allemand. 15 ans expérience banque et direction générale PMI.
Cherche poste en rapport avec ses compétences.

Ecrire sous n° 4008, le Monde Pub.,
Service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CHEF D'ENTREPRISE PME/PMI ou STÉ SERVICE

VOUS AVEZ BESOIN
D'ÊTRE RÉELLEMENT SECONDÉ ?
Femme 37 ans, anglais, italien.
Polyvalente, administration, gestion, comptabilité, personnel, utilisation informatique.
Libre de suite, dépl. et voyages possibles.
Tél. : 976-61-64 (après 20 h.)

Ecr. s/n° 3.378 le Monde Pub.
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

COUPLE CADRES HAUT NIVEAU

actuellement en fonction

LUI

DIRECTEUR GÉNÉRAL PME

- Etudes supérieures.
- Formation commerciale, marketing, management.
- 15 ans expérience : INDUSTRIE, NÉGOCE, DISTRIBUTION.
- Connaissance et introduction CEE-FRANCHISING.
- Pratique redressement et restructuration des entreprises.
- Création filiale de multinationale.

ELLE

ASSISTANTE DIRECTION INDUSTRIE

- 15 ans expérience, secrétariat PDG et DG. direction du personnel.

TRAITS COMMUNS : rigueur, stabilité, dynamisme. Mobilité, très bonne présentation.

RECHERCHE :
- Création ou redressement filiale, PME, entreprise. Commerce haut de gamme. Animation coopérative ou groupement.

PARIS, PROVINCE OU ÉTRANGER

Ecrire HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 69948.

EDITION

DIRECTEUR ARTISTIQUE
CONFIRMÉ
souhaitant changer d'air
cherche
ÉDITEUR OXYGÉNÉ

Ecr. s/n° 3924 le Monde Pub.,
Service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTEUR COMMERCIAL. 47 ans. BAC math. élem. Anglais, notions allemand, suédois. 15 ans gérant de PME import-export. Législation internationale, négociation des marchés, marketing, gestion, administration, comptabilité et habitude direction force de vente. Grande capacité en terme de prospection et d'assistance auprès des points de vente.
RECHERCHE : poste en rapport avec qualification dans firme tournée vers l'import-export de tous produits. Libre rapidement. Paris. Tous déplacements acceptés. (Section BCO/GR 546.)

CADRE COMMERCIAL. – 38 ans. 13 ans expérience export et négoce international tous pays. Liquides alimentaires ou chimiques vrac. Maîtrisant impératifs techniques. Anglais, allemand courants.
RECHERCHE : situation équivalente y compris autres secteurs. Grande disponibilité. France ou étranger. (Section BCO/JCB 547.)

JEUNE CADRE. – 32 ans. Assistante de direction. Licenciée d'anglais. Bonnes notions de gestion, goût de la négociation. 10 ans expérience de relations publiques, interprétation, organisation dans diverses entreprises.
RECHERCHE : poste motivant avec responsabilités auprès d'un chef d'entreprise désirant s'adjoindre une collaboratrice capable de dynamiser sa direction commerciale. R.P. Déplacements acceptés à l'étranger. (Section BCO/JCB 548.)

COLLABORATRICE ADMINISTRATIVE. – 38 ans. Formation supérieure. Bilingue anglais. Bonne connaissance en gestion et administration des entreprises. 14 ans expérience dans fonctions polyvalentes. Sens de la négociation et des relations extérieures.
RECHERCHE : poste similaire auprès PME, Etablissements parapublics, associations intérêt pour service du personnel, de formation. Paris R.P.

(Section BCO/GR 549.)



ECRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 26.

Jeune relieur cherche place bibliothèque, artisan. Telhouarn, 85210 Ste-Hermine.

H. 31 a., DEA sciences humaines, exp. form. adultes. PVD Tourisme. Recherche sit. motivante Fr. ou étr. Étud. ttes prop. Tél. 621-75-29. Ecr. s/n° 3 890 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F., plus de 15 ans d'expér. multif. : Pub. (média-plann., ach. d'esp.), Etudes de marché, Secrét., ouv. à ttes propos., ts sect., rech. poste à temps part. mais de confiance. Ecr. s/n° 6 660 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fme 45 a. sens resp., excel. présent., pouv. évent. voyager, réf. secr. de direc. et resp. social, hab. contact. Propose son exp. prof. et hum. à Sté dyn. Ecr. s/n° 3.978 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Paris ou banlieue proche, emploi 1/2 temps l'après-midi

J.F. MÉDECIN

(1re année en spécialisation) motorisée, bnes notions dactylo ch. emploi (usine, labo ou ttes industries) secrétariat, tenue infirmerie ou autre, même chez particulier. Ecr. n° 68.934 PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 PARIS qui tr.

J.H. monteur câbleur, construct. électrique, ch. emploi Paris banl. T. 376-73-13.

J.F., 24 ans, titulaire Bac G1, secrétariat + DUT carr. jurid. et judiciaire ch. emploi serv. contentieux ou autre, région indiffér. T. : (89) 81-10-19.

J.F. 22 ans, cherche emploi stable, secrétaire sténodactylo, notions angl. ital., exp. 4 ans. Tél. : 854-60-63.

Couple, elle médecin généraliste, lui cadre administratif, lic. en Histoire et Géo, maît. d'Histoire, exp. dans l'enseignement en France et en Afrique ch. emploi correspondant en Afrique ou en Asie. Disp. à partir du printemps 1985. Ecrire sous le n° T 068.224 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

J.F. 33 ans, autrichienne de naissance, nationalité française, vécu 10 ans aux USA, maîtrise Université de New-York, DEA Sorbonne. Expér. gestion personnel, documentation, traduct. Enseignement de langues angl. all., fr., ayant goût contact, pers. dynamique, disponible pour emploi stable et exigeant région parisienne. Ecrire sous le n° T 68.316 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

RESPONSABLE MARKETING libre 1/10/84, études de marché, organisation développement CA France et export publicité. Étudie ttes propositions de société. Ecrire sous le n° T 68.212 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION 42 ans, expérience multiforme resp. librairie vente d'espace secrét. avocat, instruit formation, autonome, aimant contact, rédigeant bien comptabilité. Ecrire sous le n° T 68.317 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

H. 31 a. DIRECTEUR ADMINISTR. ET FINANCIER depuis 5 ans, DECS stage expertise comptable, certif. traitement des données, mise en place informatique, analyse progr., rech. équiv. Tél. 343-61-72. Ecrire sous le n° T 068.314 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

Docteur en Ecologie
Je n'ai pas de diplôme en informatique, mais une solide expérience de 5 ans dans les domaines de la statist., de la graphique, des bases de données et traitement d'images. Programmat. en APL, Fortran, Basic et PL1 sur micro ordinateur et systèmes IBM (360, 3033). Réalisat. d'une étude de marchés pour une grande administr. Dispon. de suite pour envois de C.V. ou entretien. M. Mazureck, 136, rue Buffon, 34 Montpellier.

UN SECOND POUR UN PATRON

H. 41 ans, universitaire, trilingue.
- Exp. Direction PME : personnel adm., gestion, commercial adjoint à D.G.
- Exp. secteurs transports, services textile, export.

Recherche poste adjoint à D.-G. ou P.-D.G. tous secteurs. Ecr. s/n° 6 658 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fme 32 ans, Maîtrise Droit privé, 5 ans expér. Service Contentieux établissement financier rech. poste stable à responsabilités Paris ou banlieues limitrophes. Ecrire s/réf. 99.888 Contesse Pub., 20, avenue Opéra, 75001 PARIS qui transm.

H. 34 ans, titulaire d'une maîtrise de math. et d'une 1re année de maîtrise d'informatique souhaite se reconvertir dans l'informatique et accepte tout poste d'informaticien. D. UBERSFELD, 2, rue A.-Daudet, 75014 Paris.

Ing. études génie civil, 37 a. program. informatique basic 3 ans expér. B.A., 5 ans expér. charpente métal., bât. et ingénierie cherche empl. de B.E. Ecrire DJOB J.-P. 3, rue Plessco, 92160 Antony.

INGÉNIEUR CONSEIL

AUTOMATISMES NUMÉRIQUES. CALCULS. SCIENTIFIQUES

Marc BERNHEIM

Ingénieur ENSIMAG
Docteur-Ingénieur en automatique
Sérieuses réf. industrielles
34, rue Général-Mangin
38100 GRENOBLE.

RESPONSABLE PUBLICITÉ HOMME 37 ANS
Expérience achat d'espace, média planning (négociations haut niveau, sous médias) et gestion de budgets. Etudie toute proposition dans : agence centrale d'achat ou chez annonceur. Ecr. s/n° 6.662 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 33 ans, bil., fr., esp. angl. not. d'ital., format. universit., phylo, psy, lettres, expér. enseign., traductions, recherches rédaction, ch. poste intéressant, domaines précités ou autres. Tél. 566-41-04.

ASSISTANTE DE PRODUCTION Tit. DEA audiovisuel, cinéma théâtre, libre 2 à 3 j par sem. étudierait ttes propositions. Ecrire sous le n° 13.454 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

Lic. en droit, bil. angl., 5 ans instit., 3 ans secrét. dir., 4 ans prof. français FPA, rech. poste assistante secr., juridique ou culturel. Nelly ZARKA. Tél. 857-24-69, 10, pl. du 14-Juillet 93100 MONTREUIL.

PÉDICURE-PODOLOGUE, D.E. ch. remplacement ou vacation, départ. 78-78-91-92. Tél. 064-95-71, apr. 19 h : 461-84-01, p. 419 (h.b.) ou écr. Marc FERRIÈRE, 14, pl. du Sancerrois, 78310 Maurepas.

J. F., 30 ans format. sup. parfait trilingue, polonais, russe, cherche emploi de préf. Relat. intern. T. 869-84-69, 20 h.

Vous cherchez un

SECRÉTAIRE

Conseils pour gestion patrimoine. J. H. spécialiste investissement bourse à votre service. T. (88) 40-17-02.

Sciences Po., 34 a., J. F., 10 ans exp. prof. dans formation inform., secrétariat général. Recherche pour des raisons familiales, formules de travail simple : animation de stages de formation, travaux d'inform. (conception d'imprimés, articles, etc.), études, dans le cadre d'une formule à temps part. ou de vacation ou de contrat à durée déterminée, etc. Etudie toutes propositions. Ecrire sous le n° T 068.323 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7e.

travail à domicile

Tous travaux de traitement de textes et dactylographie, travail soigné. Tél. : 061-44-49.

Frappe manuscrits/thèses, etc., FRANÇAIS/ANGLAIS. T. 655-40-08. Mme PORTAIS, 2, rue Auger, 92120 MONTROUGE.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

A Vendre Peugeot 305 GR
Tél. 267-15-52, ap. 20 h.

divers

BMW SÉRIE 3 - 5 - 7

Ex. Tr 84 peu roulé, garantie Auto Paris XV, 533-69-95. 63, rue Desnouettes, PARIS-15e.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

LE MARAIS, mo St-Paul. Sé. + 1 p., cuis., wc, 35 m², 3 ét., calme, sol. 290.000 F. 327-28-60.

5e arrdt

GETRIM V
propose appts de caractère grand standing. 307-81-81.

6e arrdt

ST-SULPICE, 130 m²
Caractère, soleil. 703-32-31.

7e arrdt

BAC-SAINT-GERMAIN
Magnif. 8 P. 290 m². Parfait état. DORESSAY 624-93-33.

9e arrdt

RUE DE ROCHECHOUART 3 P., 6e ÉTAGE, ASCENSEUR M.B.I. Tél. (3) 953-77-77.

R. HENNER, gd liv., 1 chbre 65 m², 3e ét. tt cft, ensoleillé tte la journée. 285-00-59.

12e arrdt

RUE DE LYON
Angle Daumesnil dans imm. Pierre de T. 4 p., tt cft, 100 m². 282-03-50.

13e arrdt

TOLBIAC
COQUET 2 p., cft, refait neuf. 230.000 F. 526-99-04.

15e arrdt

MONTPARNASSE Falguière Sé. + chbre 65 m², tt cft. 800.000 F. 566-60-31.

16e arrdt

Mo JASMIN Bel imm. Bon plan. 6 p., 215 m², trav. serv. 11.200 F le m². 831-51-10.

17e arrdt

PEREIRE STUDIO 30 m² tout confort. Px 320.000 F. 327-28-60.

CHAMPERRET
Imm. p. de t., ét. élevé, asc. CONFORTABLE 4 P. S/AV. 1.150.000. VERNEL. Téléphone : 526-01-50.

Rue des Moines, côté square bel appt d'angle, 6 P., 3e ét. 120 m². ALGRAIN. 285-00-69.

18e arrdt

RECHERCHE URGENT
Appartement toute surface, même à rénov. Paris-ou porte. Immo Mercadet. 252-01-62.

MARCADET
IMMEUBLE 1972.
2 P., 53 m², 3e étage. 421.000 F.
3 P., 57 à 58 m². 7e/8e ét. 438.000 F à 465.000 F.
SOVIC 557-72-50.

Pl. Ch.-Dullin, studio 30 m², 5e asc., cuis. et bains, avec fenêtre. 250.000. 285-00-59.

ATELIER LOFT
2 niveaux, accès utilitaires légers, calme, clair. Direct propriétaire, s/place mercredi jeudi, vendredi, 12 h à 14 h 8, rue Coustou ou 329-58-65.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT ORTF Studio, cuis., bns. 200.000 F. Avant 10 h 20. 202-57-79.

R. PETIT, 2 p., tt cft, 46 m² 8e asc., imm. 70. 320.000 ALGRAIN. Tél. 285-00-59.

20e arrdt

VUE TOUT PARIS
STAND. Récent séjour, 3 chbres, 120 m². 534-03-37.

MAISONS - LOFTS
200 m² ou 300 m² + jardin + terrasses + patio charme A AMÉNAGER. 544-48-44.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY-BOIS
Immeuble récent standing, studio entrée, cuis., bains S/VERDURE, PARKING 425.000 VERNEL 526-01-50.

ASNIÈRES 4 PIÈCES, NEUF
84 m², gd sé., s. de bains, cuis., wc, nomb. rangem., balc., box incl., interph.
584.900 F.
avec prêts PAP.
Vis. s/pl. lundi au vendredi 14 à 19 h, angle rue Freycinet et rue A.-Devise.

NEUILLY SAINT-JAMES Imm. neuf, luxueux 4 pces s/jardin, 2 bains, 2 parkings FRAIS DE NOTAIRE RÉDUITS S.A. LE CLAIR. 359-69-36.

2 PIÈCES, 45 m²
2 P., 38 m² + terrasse + park.
2 Pièces, 54 m² + parking
3 Pièces, 83 m² + parking
SIGEDIM. 296-63-33.

NEUILLY-SUR-BOIS
Bel appt. 300 m², park. Prix justifié. Tél. : 281-64-62.

93 Seine-Saint-Denis

Vends à Bondy appt 3 p., 63 m², cuis., s. de bns, cell., w.c., logg. vitr., cave, parf. état. Prix : 290.000 F. Tél. hres brx : 247-13-00, poste 3273 ou domicile : 847-63-72 et 270-89-89.

94 Val-de-Marne

CRÉTEIL VILLAGE
QUARTIER CALME et RÉSIDENTIEL
4 pièces en rez-de-jardin Plein Sud
Prix 460.000 F.
Cabinet Demaison, 207-62-99.

Province

LES MENUIRES (73), 1 850 m, part. vd pl. centre station, 10e et dernier étage, calme, très belle vue, 3 p. cuis. balc. sud, meublé. Prix à débattre, urgent. Tél. (74) 67-04-31.

TOULOUSE, quartier Patte-d'Oie, F3 à vendre, libre, refait à neuf, tt cft, asc., 2e étage. Tél. 633-89-45.

A vendre PORT-GRUISSAN (Aude), bord de mer, studio cabine 30 m² au rez-de-chaussée, jardinet 20 m² en bordure de piscine, avec bar, meubles, kitchenette équipée + emplacement de parking : 22 unités à débattre. Tél. : (61) 42-21-38 après 20 h ou week-end : (61) 20-18-18, poste 18 de 8 h à 18 h.

LA PLAGNE AIME 2000
Appt 5 pces, 2 s. de b., terrasse 250 m², gd luxe. Gabriel marchand de biens. Tél. : 280-70-16.

appartements achats

RECHERCHE URGENT
Appartement toute surface même à rénov. Paris ou porte. Immo Mercadet. 252-01-62.

Rech. urgent, 110 à 140 m² Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e 16e. Paie comptant. Téléphone : 873-57-80.

Recherche 2 à 4 P. Paris préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, avec ou sans travaux. Paie CPT chez notaire 873-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

LOCATIONS
DISPONIBLES
PART. à PART.
PARIS BANLIEUE
CLP 807-05-46
68, rue du Chemin-Vert, 11e METRO SAINT-AMBROISE.

VOUS CHERCHEZ UNE LOCATION ? Pensez HESTIA le no 1 de la location entre particuliers 104, r. de Richelieu, Paris 75002. Tél. 296-58-46.

Région parisienne

92-COLOMBES, part. loue studio, tt cft, comprenant living double, entrée, cuis., cab. de toil., douche, wc. 1.980 F, cc. Tél. de 10 à 12 h et de 15 h à 16 h. M. Vallet. 563-86-66.

locations non meublées demandes

Paris

Couple journaliste-enseignante cherche appart. 3/4 pièces dans le 5e arrt. Tél. 336-10-29, après 20 heures.

Région parisienne

Pour Stés européennes, cherche villas, pav. pour CADRES. 889-89-66. 283-57-02.

Pour cadres supérieurs mutés et personnel, GROUPE PÉTROLIER FRANÇAIS rech. divers appts ttes catégories, même loyer élevé ou villas Paris et environ. 503-37-00.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. STUDIO au 5 P.
LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 285-11-08.

pavillons

PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information FNAIM de Paris-Ile-de-France,
LA MAISON DE L'IMMOBILIER,
27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. Tél. 227-44-44.

Particulier recherche pavillon récent
Sur terrain 800 m².
Séjour + salon.
Banlieue Sud ou Ouest (60 km)
Jusqu'à 600.000 F.
Tél. 920-28-94, le matin.

hôtels particuliers

NEUILLY-ST-JAMES
Jolie maison 1830. Grandes terrasses plantées. Aménagement récent et luxueux, 210 m² env. + garage et salle de jeux. Claude ACHARD. 624-53-48.

VERSAILLES R. DTE
Hôtel particulier XIXe. 300 m² habitables, jard. 1.200 m². Prix : 2.300.000 F.
CHESNEAU 950-14-07

immeubles

Près Mo Pte-de-la-Villette 4 bâtiments, 38 logements dt 7 libres. Exceptionnel. 1.200.000 F. Immo Mercadet, 252-01-62.

BUTTES CHAUMONT
BEL IMM. D'ANGLE PIERRE ET BRIQUE
Commercial et bourgeois R. +6
PRIX 1.750.000 F
ÉTUDE BOSQUET 705-08-78.

châteaux

Anjou s/colline tt petit château, réc., 8 p., vue splend., parc 6 ha. (41) 41-41-51, mat.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-8e
Px rentes indexées garanties
Etude gratuite discrète.

villas

10 KM DE VERSAILLES
Dans domaine privé (tennis, piscine), cuisine équipée, séjour, 4 chbres, 2 bains, 2 gar., jard. 750 m². 870.000 F. I. N. 045-29-09.

VERSAILLES
s/300 m², jard., cuis., séj., 4 chbres, 2 bains, sous-sol complet, garage 2 voitures, disponible immédiatement. 1.280.000 F — IN 045-29-09.

maisons de campagne

OCCASION : Départ cause santé. CORSE. 67 km Bastia (20 mn plage). Vds ex-moulin, habitation tt cft, meublée + dépend. : menuiserie, garage remise (pr 5 voitures), poss. convertir en habitation. Arbres fruitiers sur terrain de 3.500 m². Rivière à truites avec baignade. Enclos pour bétail.
Prix : 250.000 F.
Ecr. s/n° 6.653 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

maisons individuelles

MONTREUIL MAIRIE
Maison, 6 p. principales, tt cft, + gar. + cuis. d'été + local indépendant 50 m² + jardin 400 m². 874-08-48.

domaines

Achète PROPRIÉTÉ de CHASSE SOLOGNE ou Région limitrophe. Ecr. n° 202.307 à ORLET, 136, av. Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly Cedex.

propriétés

Bord-de-Marne, 15 km Paris, secteur résidentiel protégé. PARTICULIER VEND propriété 220 m² habitables sur parc paysagé 3.800 m² clos. Tél. 3329-58-65.

Chaque jour dans cette rubrique
Vous trouverez peut-être
LA PROPRIETE
que vous recherchez

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux — bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL RC 180 F, SARL 180 F. Constitution rapide de Sté. GSMP, 54, r. de Crimée, 19e et 4, r. des Deux-Avenues, 13e. Tél. 607-62-00.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e Domiciliation, RM, RC, SARL. Constitution de Sté. 763-47-14.

ENTREPRENDRE Avec BUSINESS BURO : Bureau ou domiciliation + service. (1) 346-00-55.

A PART. DE 90 F PAR MOIS Domiciliations RC, RM, SARL. INTER DOM. Tél. 340-68-60.

URGENT RECH. 4-5 BUR. + s. de réun., 80 à 120 m², stand. 2.500 F le m². ch. comp. max. Entre George-V et Alma. Tél. 720-97-82.

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
Secrétariat, télex.
Téléphone : (1) 727-15-59.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services ou votre siège social. Tél., télex, secrétariat, salles de réunion av. vidéo, bar, etc. Locat. courte ou longue durée.
ACTE 562-66-00.

ARTISAN 100 F, RC 180 F. Constitution SARL 2.000 F SDM, 21, rue Fécamp (12e) 340-24-54 ; 8, rue du Fg-Poissonnière, 9e-10e, 770-54-65.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL, RC, RM.
Constitution de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
355-17-50.

Votre adresse commerciale
ou SIÈGE SOCIAL
Location bureaux, secrétariat télex
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
et CRÉATION DE TOUTES ENTREPRISES
ASPAC S.A. 293-60-50 +

BUREAUX MEUBLÉS
ou votre adresse à Paris
SODEC SERVICES
Champs-Elysées : 723-55-47
Nation : 341-81-81.

1750 m² A LOUER
7e ARRDT, proche des INVALIDES, immeuble grand standing, caractère et fonctionnel, clair avec parking. Disponible rapidement. Très bon état
S.I.I.P. S.A. 225-65-80.

locaux commerciaux

Ventes

LOUES 296.500 F
TTC l'an, pptaire vend
CHOISY-LE-ROI
Imm. bureaux, locaux, stockage, ateliers construct. récente 1.600 m². Px de vente 2.500.000 F. 786-73-78.

ATELIER LOFT
2 niveaux accès utilitaires légers, calme, clair. Direct propriétaire, s/place mercredi jeudi, vendredi, 12 à 14 h 8, rue Coustou, ou 329-58-65.

Locations

Prox. Avenue d'Italie et rue Tolbiac, bâtiment indépendant, gde hauteur sous plafond, surface 300 m² environ, entrepôt idéal, agence de publicité ou local d'exposition avec ou sans pas-de-porte. Téléphone : 329-58-65.

boutiques

Ventes

INVESTISSEUR
Pptaire vd 500.000 murs rest. ref. nf. Revenu net 77.500. Poss. interm. 296-12-08.

هكذا من الاصل

INFORMATIONS « SERVICES »

VIE ASSOCIATIVE

La Villa Médicis du passage Lathuile

« Confluences » : cette maison simple, familière comme un chien fou, qui se dérobe pour mieux protéger ceux qu'elle abrite, est un merveilleux instrument de travail. De grandes ombres — Renoir, Rossellini, Langlois — l'habitent, un esprit y souffle, une équipe l'anime, de jeunes artistes y poursuivent un but qu'ils ne nomment pas toujours. Pour comprendre ce qui se passe au fond de ce passage Lathuile, dans le dix-huitième arrondissement de Paris, il faut entrer.

Au fond de cette grande salle, ils sont assis en tailleur, deux corps enveloppés de draps, qui se meuvent lentement. « Lui » et « Elle » dialoguent après l'amour, à Hiroshima. Minutes intenses, reprises, recommencées. Catherine Espinasse met en scène *« Hiroshima mon amour »*, de Marguerite Duras. La séquence déroulée, elle approuve, commente : *« Si vous êtes pris dans les draps, incorporez-le à votre jeu. Dégagez-vous lentement pour ne pas couper la magie. »* A plat ventre par terre, elle jette un coup d'œil sur le chronomètre. — *« Reprenons ! »* — et garde les yeux vrillés sur les comédiens. Eux boivent ses parole. : *« Noëlle, très bien, tu montes ton obsession. » « Catherine, l'hallucination, c'est bien, mais ne dérape pas dans la violence. » « Jean-Jacques, tu sais ton texte par cœur. Construis ta phrase : tu es japonais. »*

Au sortir du couloir, voici la cour pavée. Dans ce qui furent les écuries de ce relais de poste, les pianos remplacent les chevaux. Devant un Böesendorfer à queue, Jean-Marie Bardèche, étudiant à l'Ecole normale de musique, prépare une licence de concert. Venu de Chambéry, il est ici depuis un an. Jean-Marie Bardèche est l'un des dix résidents de Confluences. *« Quand on pratique un art, dit-il, on est seul pendant un certain nombre d'heures. Ici, on peut avoir des contacts avec des artistes d'autres disciplines. »*

Sous le toit, un grand atelier d'artiste est à la disposition de Philippe Guérin, qui vient d'y passer un an et demi. Philippe Guérin est venu à la peinture après avoir suivi une formation d'architecte. Ses toiles présentent *« des trames abstraites et des émotions figuratives »*. Un art intellectuel ? Il s'en défend : *« Je me méfie de mes émotions ; je les canalise ; je les barre. »* Au figuré comme au propre. On pourra le voir à l'exposition qu'il présentera dans la salle d'exposition de Confluences, du 28 septembre au 13 octobre.

Jean Diard : sans lui, Confluences ne serait pas ce qu'elle est : une maison hospitalière à l'art, un lieu de travail où les artistes peuvent présenter au public leur travail et tester sa valeur. Ce qu'il appelle *« la possibilité donnée à des talents de se découvrir et de se confirmer, à d'autres de se rendre compte que ce n'est pas encore mûr sans que cela leur coûte leur peau... »*

Que ce soit un jésuite qui ait fondé Confluences, dans la lignée de la Cinémathèque de Langlois, dont il fut un ami et un admirateur, ne semble poser de questions à personne. Et pourtant, comment ne pas songer à la différence avec Langlois dont il se sent l'héritier : la séduction et une certaine pagaille chez Langlois ; le charisme sans la pagaille à Confluences. Le discernement et la rigueur jésuitiques appliqués à l'art font de cette maison une sorte de Villa Médicis, sans l'aura intimidante de cette institution.

Jean Diard a éliminé tous les obstacles et avancé les pions : un lieu approprié, où tout est subordonné à l'art assimilé à l'infini, un outil sans cesse perfectionné, des résidents sélectionnés, un conseil d'administration où pas un nom n'est étranger à l'art. Ainsi Benoît Choquet, énarque, chef de département à Matignon, fut-il un habitué des soirées de Confluences avant de devenir son président.

L'esprit de la maison s'étend, par la grâce d'Olivier Michinot, pâle et sensible, *« menuisier simplement »*, au quartier. Ouvert en février 1983, son atelier, le Bois des arts, assure le lien entre les artisans et les artistes. *« Il faut rester à sa place »*, dit-il. Il partage un coin de son atelier avec Zoran Mojsilov, sculpteur yougoslave.

Confluences, c'est aussi un matériel sophistiqué : cabine de projection, régie théâtre, salle de montage 16/35 mm, salle de lecture avec magnétoscope 3/4 et 1/2 pouce, une tribune télescopique qui doit arriver prochainement, ce sont des présentations de travail, pré-concerts, cours d'interprétation (deux soirées par mois), de Marian Ribisky, des présentations de films.

Au carrefour de la convivialité et du travail solitaire, des bruits et du silence, de l'ascèse et de la liberté, au point de rencontre des arts, il y a Confluences.

DANIELLE TRAMARD.

• Confluences : 15, passage Lathuile, 75018 Paris, tél. : 387-67-38/66-98 ; le Bois des arts : 21, passage Lathuile, 75018 Paris, tél. : 522-67-57.

SALON

INDIGO 84 : point de rencontre entre créateurs et industriels du textile, du papier peint et des arts de la table, le salon Indigo a lieu du 18 au 20 septembre au Palais des congrès de Lille. Quelque cent trente créateurs de quatorze nationalités différentes y présentent trente mille dessins et échantillons destinés à l'élaboration des collections industrielles. Sont également présents des spécialistes de la conception et du dessin, assistés d'ordinateurs. Des « tables rondes » sont consacrées à l'impact des innovations technologiques à la création et à *« la mode, phénomène de société »*. Quatre mille visiteurs professionnels français et étrangers sont attendus à ce salon inauguré par Jean-Charles de Castelbajac, créateur.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3800

HORIZONTALEMENT

I. Unité de marche des régiments d'infanterie. — II. Pierre à feux. A sauvé l'humanité du végétalisme. — III. Néglige. A relever pour manque de montant. — IV. Démonstratif. A la base de bien des erreurs de jugement. — V. Un homme qui sait brosser les chevaux. — VI. Esprit bête. — VII. Exécute dans les formes les plus radicales. Passé qui en dit long. — VIII. Préposition. Il est malséant de s'y servir avec les mains et plus encore d'y mettre les pieds. — IX. Pommade fleurant l'encens. — X. Affaire de nœuds au large ou nœud très large. Rend plus de services qu'un valet. — XI. Leur mariage n'est pas toujours heureux. La bête grise de maître Cornille et la bête noire du maître d'école.

VERTICALEMENT

1. Quand on lui demande ce qu'il y a de neuf, c'est une façon de parler. — 2. Sac utile à des spécialistes du ravalement. Routines. Copulative. — 3. Interdit le prêt-à-porter. César se nommait ainsi. — 4. Entre patronyme et pseudonyme. Firent la renommée de Bernard Palissy (épelé). Façon de rester quelque part ou de viser ailleurs. — 5. Préposition. Si le bâtiment va, ils y sont, si peu que ce soit, pour quelque chose. — 6. Prépare l'avancement en marquant le pas. — 7. Concert qui n'est possible qu'après l'accord des violons. — 8. Nantie d'une propriété marine. Exercice. — 9. Qui a donc une particule. Apure son compte ou se rend compte.

Solution du problème n° 3799

Horizontalement

I. Cavale. AA. — II. Arasement. — III. Vessie. Et. — IV. At. Ut. — V. Leur. Tari. — VI. Es. Eperon. — VII. Euh ! T.N.T. — VIII. Intrépide. — IX. Eau. Nana. — X. Idoine. — XI. Eté. Xérès.

Verticalement

1. Cavalerie. — 2. Arêtes. Naît. — 3. Vas. Etude. — 4. Assureur. — 5. Lei. Phénix. — 6. Emeute. Pané. — 7. Tartiner. — 8. Ane. Ronds. — 9. Atteinte. Os.

GUY BROUTY.

CONGRÈS

LES AMIS DE LA NATURE A STRASBOURG

Le congrès de l'Internationale des Amis de la nature aura lieu du 20 au 23 septembre au palais de l'Europe à Strasbourg sur le thème : « Assurer la survie ». Les travaux porteront sur la conservation et la sauvegarde de l'environnement naturel, les problèmes de la jeunesse.

Au programme des groupes de travail : « Loisir et commercialisation : les associations sont-elles surannées ? » ; « Pluie acide et mort des forêts : un défi international » ; « L'eau, source vitale » ; « Camping 2000 : thèses pour un tourisme à la mesure de l'environnement » ; « Photographie d'amateurs : affinement de la prise de conscience des problèmes par une vision critique » ; « La réalisation de la langue mondiale : l'espéranto : une contribution pratique pour assurer la survie ».

★ Les Amis de la nature, Fédération française, 197, rue Championnet, F-75018. 75018 Paris, tél. : (1) 627-53-56.

PARIS EN VISITES

JEUDI 20 SEPTEMBRE

« Les passages », 11 heures, métro Bourse, devant la façade, Mme Allaz.

« Exposition Lutèce », 12 h 30, 23, rue de Sévigné, Mme Dubesme.

« Les passages », 14 h 30, façade de la Madeleine, Mme Allaz.

« Incendie du Bazar de la charité », 15 heures, 23, rue Jean-Goujon, Mme Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le musée Victor-Hugo », 14 h 30, 6, place des Vosges (Academia).

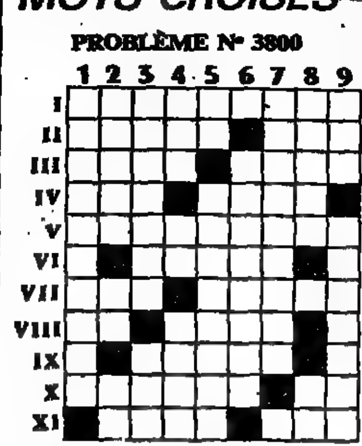
« Rue du Cherche-Midi », 14 h 30, métro Vaneau (Arts et Curiosités de Paris).

« La franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (P.-Y. Jaslet).

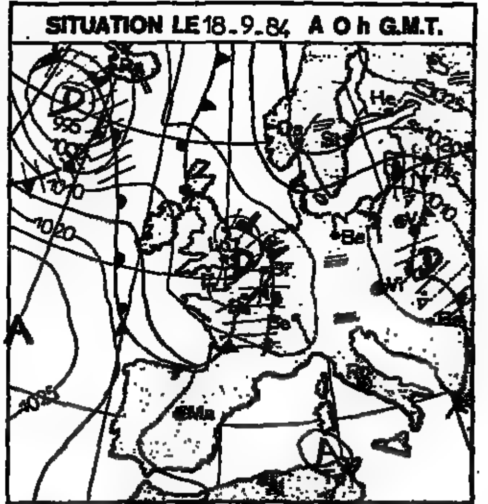
« La Seine et ses ponts », 14 h 30, place du Châtelet (Paris autrefois).

MÉTÉOROLOGIE

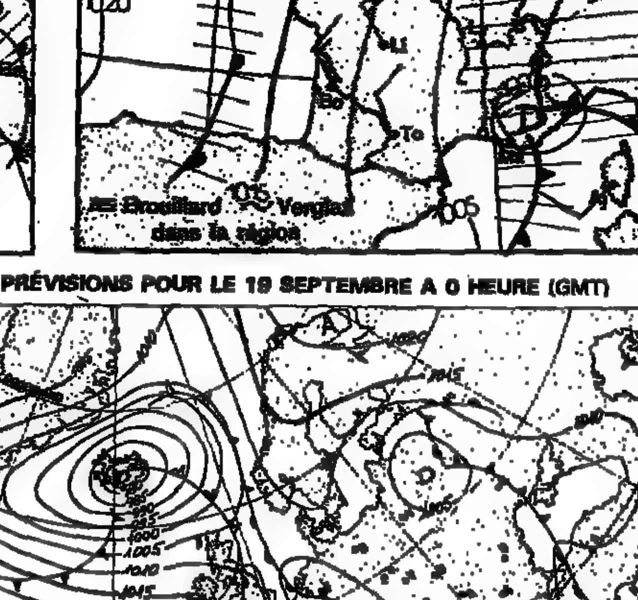
SITUATION LE 18.9.84 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 19.9.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 19 SEPTEMBRE A 0 HEURE (GMT)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 18 septembre à 0 heure et le mercredi 19 septembre à 24 heures.

La perturbation active qui traverse la France va stagner sur les régions de l'Est ; elle est suivie d'une forte instabilité qui s'atténuera mercredi avant l'arrivée d'une perturbation atlantique peu marquée, sur les régions du Nord-Ouest.

Mercredi, la zone pluvieuse située le matin des Ardennes et de la Lorraine à l'est du Massif Central et aux Alpes évoluera peu au cours de la journée. Les précipitations seront parfois fortes sur le relief.

A l'arrière de cette zone, le soleil fera de timides apparitions, mais les passages nuageux resteront prédominants et seront souvent accompagnés d'averses localement fortes sur les Pyrénées et le Massif Central.

Les averses seront plus rares de la Normandie et de la Bretagne à l'Aquitaine, mais les nuages voileront le soleil, et quelques gouttes de pluie pourront être observées près des côtes du Nord-Ouest.

Le mistral et la tramontane, qui souffleront fort sur les régions méditerranéennes, maintiendront un ciel souvent bien dégagé.

Le vent de nord à nord-est soufflera assez fort, ou même fort, sur les régions du Sud-Est.

Les températures, toujours basses pour la saison, seront voisines l'après-midi de 14 à 21 degrés du nord au sud.

Sens d'évolution pour la fin de semaine

Un courant de nord-ouest souvent humide et frais pour la saison persistera sur la plus grande partie du pays.

Temps prévu pour la fin de la semaine

Vendredi, après une brève accalmie sur les régions méridionales, une nouvelle perturbation traversera la plus grande partie du pays depuis les côtes de la Manche et le Nord le matin, jusqu'aux Alpes et les Pyrénées le soir. Elle sera suivie d'un temps plus variable mais souvent instable avec de nombreuses averses. Les vents de secteur ouest puis nord-ouest souffleront fort près des côtes.

Samedi, Le temps instable se généralisera. Les averses seront plus nombreuses de la Manche et de la frontière belge au nord des Alpes et à la Corse. Le ciel restera très chargé sur les versants nord des massifs montagneux, où la neige tombera au-dessus de 2000 mètres. Les éclaircies deviendront plus belles près des côtes atlantiques ainsi que sur le littoral méditerranéen, où soufflera un fort mistral. Les températures resteront inférieures de 2 à 4 degrés aux normales saisonnières.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 18 septembre à 8 heures, de 1005,8 millibars, soit 754,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 septembre ; le second le minimum de la nuit du 17 au 18 septembre) : Ajaccio, 23 et 16 degrés ; Biarritz, 20 et 15 ; Bordeaux, 19 et 13 ; Bourges, 18 et 11 ; Brest, 17 et 11 ; Caen, 17 et 11 ; Cherbourg, 16 et 12 ; Clermont-Ferrand, 19 et 12 ; Dijon, 17 et 12 ; Grenoble-St-M.-H., 21 et 13 ; Grenoble-St-Geoirs, 19 et 12 ; Lille, 18 et 10 ; Lyon, 19 et 13 ; Marseille-Marignane, 24 et 15 ; Nancy, 17 et 12 ; Nantes, 21 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 23 et 17 ; Paris-Montsouris, 18 et 13 ; Paris-Orly, 18 et 12 ; Pau, 20 et 14 ; Perpignan, 23 et 17 ; Rennes, 18 et 10 ; Strasbourg, 16 et 13 ; Tours, 17 et 10 ; Toulouse, 20 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 13 degrés ; Amsterdam, 17 et 12 ; Athènes, 28 et 21 ; Berlin, 17 et 8 ; Bonn, 19 et 13 ; Bruxelles, 16 et 10 ; Le Caire, 31 et 18 ; Iles Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 17 et 10 ; Dakar, 30 et 28 ; Djerba, 27 et 22 ; Genève, 19 et 13 ; Istanbul, 25 et 18 ; Jérusalem, 26 et 15 ; Lisbonne, 29 et 16 ; Londres, 16 et 9 ; Luxembourg, 16 et 11 ; Madrid, 27 et 10 ; Montréal, 19 et 8 ; Moscou, 14 et 6 ; Nairobi, 26 et 13 ; New-York, 19 et 12 ; Palma-de-Majorque, 27 et 15 ; Rio-de-Janeiro, 24 et 19 ; Rome, 24 et 15 ; Stockholm, 15 et 9 ; Tozeur, 31 et 22 ; Tunis, 29 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SOLIDARITÉ

Enfants du tiers-monde

Le Centre français de protection de l'enfance propose aux personnes qui le souhaiteraient de parrainer un enfant du tiers-monde.

Deux possibilités :

● Le parrainage personnalisé. Vous connaîtrez le nom et le visage de l'enfant, recevrez de ses nouvelles. Votre don de parrainage (180 F par trimestre), retransmis au responsable de l'enfant (après déduction de 15 % pour frais administratifs), permettra de lui assurer nourriture, scolarité et, si nécessaire, les soins qu'exige son état. Un engagement d'un an minimum est demandé. L'enfant peut être natif de Corée, Taïwan, Bangladesh, Inde, Liban, Afrique noire, Madagascar ou Pérou.

● Le parrainage collectif si vous ne pouvez prendre un engagement à long terme. Vous serez intéressé à un groupe d'enfants d'Afrique (Haute-Volta), d'Amérique latine (Chili), du Bangladesh, d'Inde ou de Thaïlande, dont vous recevrez régulièrement des nouvelles, et vous fixerez vous-même le montant de votre participation (trimestrielle ou mensuelle).

★ Centre français de protection de l'enfance, 97, boulevard Berthier, 75017 Paris. Tél. : 380-17-18 ou 380-26-53.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 17 et mardi 18 septembre :

UN DÉCRET

● Portant suppression d'instances consultatives devenues inutiles.

UNE CIRCULAIRE

● Relative à l'instruction des demandes d'aide financière des entreprises au titre du Contrat pour l'égalité professionnelle instituée par le décret du 30 janvier 1984.

هكذا من الاصل

Le Monde

économie

CONJONCTURE

La hausse du téléphone représente – pour plus de la moitié – un impôt déguisé

La hausse du téléphone de 10,5 centimes intervenue au 1er août dernier est-elle un impôt déguisé ? M. François-Poncet, sénateur (gauche démocratique) du Lot-et-Garonne, l'affirme et saisit le Conseil d'Etat pour illégalité (un impôt devant être voté par le Parlement). Pour M. Mexandeau, ministre délégué chargé des PTT, il s'agit d'« *un effort exceptionnel destiné à la modernisation du pays. Les sommes récoltées serviront aux industries de pointe* ». Qui a raison ?

Cette hausse, on le sait, a été bel et bien décidée par l'Elysée, contre l'avis des PTT, pour combler un déficit budgétaire général en 1984, sous-évalué en début d'année et qui glissait vers les 150 milliards de francs. Les PTT devaient orienter les recettes supplémentaires nées de cette hausse entre le 1er août et la fin 1984 vers l'Etat. Or, le Conseil d'Etat étant désormais saisi, toute acrobatie est interdite et il est plus que probable que les PTT vont conserver cette somme pour combler les déficits de certaines firmes de l'électronique (la CGCT notamment). Contrairement aux souhaits de l'Elysée, la hausse de 10,5 centimes sera donc destinée à la modernisation des industries électroniques en 1984.

Qu'en sera-t-il en 1985 ? Selon le projet de budget pour l'an prochain, l'Etat va « puiser » dans le budget dit « annexe » des PTT pour un total de 14,9 milliards de francs contre 6,6 milliards en 1984 (*le Monde* du 13 septembre). Une « ponction » qui est d'abord directe : au travers du fonds de réserve doté de 2,2 milliards de francs et au travers de la non-rémunération par le Trésor des fonds des comptes chèques postaux (CCP), ce qui représente une somme de 5,5 milliards de francs que l'État ne verse pas à la poste. Ensuite, indirecte, par la mise à la charge de la direction générale des télécommunications des 7,2 milliards prévus pour le financement des industries électroniques et spatiales *(voir tableau)*. La différence entre les deux années, soit 8,3 milliards (14,9 – 6,6) correspond bien *grosso modo* aux recettes supplémentaires attendues de la hausse de 10,5 centimes en 1985.

Côté dépenses, on observe une stagnation du fonds de réserve (2,2 milliards contre 2,1), soit en fait une légère régression en francs constants, un doublement du crédit de la filière électronique (7,2 milliards contre 3,5 milliards environ), mais en sens inverse une ponction accrue sur les CCP (5,5 milliards de manque à gagner par la poste contre 1 milliard cette année).

Les crédits destinés aux industries de pointe se répartissent en 3,263 milliards pour le CNES (espace), l'Agence pour l'informatique, l'INRIA et le CESIA (informatique), et en 3,811 milliards pour l'informatique, la bureautique et les composants (dont 1,7 milliard qui sera la part des PTT aux dotations au capital des groupes nationalisés).

Tous calculs faits, les 8,3 milliards de recettes supplémentaires se distribuent donc ainsi en 4,5 milliards qui vont vers l'Etat et 3,7 milliards qui restent aux PTT pour les industries de pointe. En l'absence d'information sur la destination exacte des fonds versées à l'Etat, on peut conclure que moins de la moitié des recettes provenant de la hausse ira « *à la modernisation du pays* », ce qui contredit les affirmations de M. Mexandeau. L'usager du téléphone sera bel et bien « imposé » de quelque 5 ou 6 centimes par communication l'an prochain.

Cet impôt PTT n'est, au demeurant, pas un procédé inédit. Les fonds des CCP n'ont jamais été rémunérés correctement par le Trésor, et ce sous aucun septennat. L'opposition devrait s'en souvenir. L'inquiétant est toutefois l'ampleur de la ponction qui servira à alimenter le budget général en 1985 : 7,7 milliards contre 3,1 milliards l'an passé. Les PTT ne devraient certes pas en souffrir dans leurs investissements. L'an prochain, l'administration prévoit un résultat d'exploitation positif de 7,7 milliards de francs. Si les gains de productivité assurent une augmentation de 2 % des recettes en volume, il ne sera pas nécessaire d'augmenter les tarifs du téléphone. Bref, l'« opération hausse » apparaît « blanche », pour le ministère des PTT.

Mais il y a une condition : que les Français téléphonent autant demain qu'hier... comme ils roulent autant quel que soit le prix de l'essence. S'ils réduisent leurs communications, alors, les critiques contre un monopole des PTT « inefficace » car « étatique » gagneront en légitimité. La « dérégulation » des PTT fera de nouveaux adeptes. Alors, la hausse se retournera contre elle-même : trop d'impôt téléphone aura tué l'impôt téléphone.

ÉRIC LE BOUCHER.

LES CHARGES QUE L'ETAT FAIT SUPPORTER AUX PTT

	1984	1985	Différence	Destination
Fonds de réserve	2,1	2,2	0,1	Budget de l'Etat
Financement de la filière électronique	3,5	7,2	3,7	Entreprises de pointe
Insuffisante rémunération des CCP	1	5,5	4,5	Budget de l'Etat
Total	6,6	14,9	8,3	

HAUSSE DES MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES EN FRANCE : + 5,9 % EN UN AN

Les prix des matières premières importées en France ont augmenté de 1 % en août par rapport à juillet. En un an, la hausse est de 5,9 % (exprimés en dollars, les prix baissent de 1,1 % en un an).

Les prix alimentaires augmentent de 1,2 % en un mois et de 3,1 % en un an. Les prix des matières premières industrielles augmentent de 0,9 % en un mois et de 8 % en un an.

LE CENTRE MONDIAL INFORMATIQUE RATTACHÉ AU MINISTÈRE DU PLAN

Le Centre mondial « *informatique et ressources humaines* », précédemment rattaché au ministère des PTT, vient de passer sous la tutelle du ministère du plan et de l'aménagement du territoire, a indiqué son président, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, le 17 septembre, confirmant ainsi les informations données par le *Canard enchaîné*.

Ce centre, qui vise à populariser les outils de l'informatique, avait été créé en 1982 par la volonté du président de la République. Placé à l'origine sous la tutelle du ministère de l'industrie et de la recherche, il avait été rattaché l'année suivante au ministère des PTT.

Ce changement « *a été opéré sur ma demande, car c'est le Plan qui prévoit les évolutions futures du pays* », a souligné Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui s'exprimait sur « *Europe 1* ».

M. BÉRÉGOVOY A RTL : Moins d'impôts et pas beaucoup plus de taxes

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances « *a regretté* », lundi soir 17 septembre sur RTL, que « *M. Henri Krasucki (CGT) n'ait pas compris que le budget 1985 est un bon budget* ».

« *Je connais très bien M. Krasucki et je m'en expliquerai avec lui* », a-t-il poursuivi en répondant aux critiques du secrétaire général de la CGT, qui avait déclaré que « *les travailleurs allaient en prendre plein la figure* ». « *La baisse des impôts bénéficiera*, a précisé le ministre, *davantage aux petits et moyens revenus qu'aux gros revenus qui paieront pratiquement autant d'impôts l'an prochain.* » Il a indiqué, notamment, que la suppression du « *1 % sécurité sociale* » avait été « *demandé depuis longtemps par la CGT* ».

« *Nous avons voulu diminuer l'impôt*, a expliqué M. Bérégovoy, *parce qu'il arrive un moment où l'impôt étouffe l'initiative et finalement la production* », en indiquant notamment qu'il « *ne croyait pas qu'un cadre qui gagne de 10 000 à 15 000 francs par mois soit un riche* ». Pour le ministre, « *on ne peut pas dire qu'il y a moins d'impôts et plus de taxes* », il y a, selon lui, « *moins d'impôts et pas beaucoup plus de taxes* ».

SOCIAL

Les consultations sur l'emploi

FO EST PRÊTE A « ENVISAGER DES AMÉNAGEMENTS » POUR CERTAINS CONTRATS A DURÉE DÉTERMINÉE

Force ouvrière est prête à « *envisager des aménagements* » pour les contrats à durée déterminée des chômeurs de plus de cinquante-cinq ans, a déclaré M. Antoine Faesch, secrétaire confédéral de FO, le 17 septembre, après été reçu par M. Michel Delebarre, ministre du travail. M. Faesch a indiqué que la formation en alternance pour les jeunes pourrait former quatre-vingt mille à cent mille jeunes d'ici à la fin de l'année 1984 et trois cent mille en 1985. « *C'est un objectif que nous souhaitons atteindre. Nos propositions ont été comprises par le ministre* », a ajouté M. Faesch.

Dans le cadre de ses consultations sur l'emploi, M. Delebarre a également reçu la CGC et l'Association des maires de France dont le président, M. Michel Giraud, a souligné qu'il était tout à fait exclu « *que les collectivités locales prennent en charge le financement des emplois d'intérêt collectif* ».

En août

HAUSSE DE 0,7 % DU NOMBRE DE CHOMEURS INDEMNISÉS

Le nombre de chômeurs indemnisés par l'UNEDIC s'élevait à la fin août à 1 800 294, soit une hausse de 0,7 % par rapport au mois de juillet (*le Monde* daté 19-20 août), selon les statistiques provisoires publiées le 17 septembre. Toutefois en y ajoutant comme chaque mois les dossiers en cours de traitement qui seront approuvés avec effet rétroactif, on peut évaluer le nombre de chômeurs indemnisés à 2 038 900 contre 2 005 100 fin juillet.

Pour l'UNEDIC, la hausse constatée de 0,7 % « *est plus faible que d'habitude* » – la moyenne ayant été de 1,8 % au cours du même mois les années précédentes – et cela s'explique par les « *fortes rentrées enregistrées au cours du mois de juillet* » : au total, en juillet et août 1984, 611 000 dossiers ont été déposés contre 521 000 pendant les mêmes mois de 1983.

Parmi les chômeurs indemnisés, on compte 630 760 bénéficiaires de l'allocation de base (contre 600 696 en juillet), 56 368 de l'allocation spéciale (contre 73 381), 230 419 de l'allocation de fin de droits (226 531), 149 691 de l'allocation forfaitaire d'insertion (comme en juillet) et 42 876 de l'allocation de solidarité spécifique (contre 40088). Enfin, 684 677 personnes touchaient une forme ou l'autre d'allocation de préretraite (contre 685 119).

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

GRÈVE DANS DOUZE USINES DE GENERAL MOTORS

Après vingt heures de discussions pendant le week-end, les négociations ont été rompues entre la direction de General Motors et le syndicat de l'automobile UAW à Detroit (Michigan). Les syndiqués de l'UAW se sont mis en grève le 17 septembre dans douze des principales usines de GM aux Etats-Unis. Toutefois, une nouvelle réunion de négociations pourrait avoir lieu mardi. Les discussions achoppent sur le problème de la sécurité de l'emploi. – *(UPI.)*

● **Les prix de gros américains** ont baissé pour la première fois depuis novembre 1983, accusant un recul de 0,1 % en août. Ce résultat est essentiellement dû à une diminution des prix des produits pétroliers (– 4,2 %) qui n'a jamais été aussi importante depuis mars 1983, et aussi à une baisse des prix des produits alimentaires. – *(AP, Reuter.)*

Un accord salarial dans la fonction publique paraît peu vraisemblable en 1984

Depuis le 17 septembre, M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, reçoit les fédérations syndicales pour voir s'il existe encore une possibilité de négociation salariale pour 1984 dans la fonction publique.

Au moment de la rupture *de facto* des négociations, le gouvernement de M. Mauroy se trouvait placé devant une triple difficulté. Tout d'abord, il devait honorer la « *clause de sauvegarde* », pour assurer le maintien du pouvoir d'achat moyen, imprudemment consentie dans le « *relevé de conclusions* » du 22 novembre 1982 signé par la FEN, FO, la CFDT et les autonomes.

Pour garantir ce pouvoir d'achat en masse, le gouvernement lâcha donc une prime uniforme de 500 F en mars 1984..., sans que la majorité des fédérations de fonctionnaires s'estiment quittes pour autant.

La deuxième difficulté devait naître de l'ambiguïté, sciemment entretenue, avec laquelle M. Le Pors, alors en charge de la fonction publique, présenta l'augmentation du niveau des salaires de 1 % au 1er avril. S'agissait-il d'une mesure de rattrapage sur 1983 ou d'une première mesure pour 1984 ? Le ministre communiste laissa planer le doute. M. Mauroy trancha rapidement en indiquant que c'était une mesure pour 1984... Quoi qu'il en soit, depuis le début de l'année, les fonctionnaires n'ont eu que 1 %, alors que sur la même période, le glissement des prix a été de 4,9 %...

La troisième difficulté résulte du mode même de négociation dans la fonction publique. Les fonctionnaires étaient habitués à négocier « *en niveau* », et voilà qu'on veut les faire discuter « *en masse* » (M. Le Garrec ayant également cette volonté). Une augmentation « *en niveau* », c'est un ajustement de X % à telle date – par rapport à la base hiérarchique du 1er janvier – pour l'ensemble des rémunérations. Elle se compare au glissement des prix pendant la même période. Si on parle « *en masse* », on raisonne autrement puisqu'on prend en compte le total des sommes versées en cours d'année, qu'il s'agisse de mesures générales ou de mesures catégorielles. L'évolution en pourcentage de la masse se compare alors à l'évolution en moyenne des prix.

Le jeu devient encore plus complexe avec le mécanisme de l'« effet report ». Celui-ci résulte tout simplement du fait que les augmentations en niveau décidées en cours d'année ont un effet de report sur les progressions des salaires l'année suivante. Le gouvernement a abordé ainsi l'année 1984 avec un « effet de report » des augmentations intervenues en 1983 sur 1984 de 6,17 %, ce qui absorbait d'emblée l'évolution prévue pour la masse salariale cette année. Marge de manœuvre : zéro...

Après la grève nationale du 8 mars dans la fonction publique, M. Mauroy campa fermement sur ses positions, refusant par exemple une nouvelle augmentation au 1er juillet. Aujourd'hui, les syndicats demandent un rattrapage pour combler l'écart entre le niveau des traitements et le glissement des prix, la FEN ayant réclamé 2 % dès le 1er septembre, la CFDT se singularisant en prenant comme « *objectif prioritaire pour 1984 le maintien du pouvoir d'achat en masse des salaires inférieurs à 7 300 F* ». FO et la CGT se montrent particulièrement exigeantes. Il serait « *impensable qu'une mesure ne soit pas prise rapidement* », affirme M. Giauqué (FO) le 17 septembre.

Risque social ou économique

MM. Fabius et Le Garrec se trouvent donc placés devant plusieurs possibilités. La première est de fermer la porte, de demeurer très « strict » pour ne pas mettre en péril la politique de rigueur... et donc de s'en tenir au 1 % du 1er avril. Par là même, le gouvernement se donne une bonne marge de manœuvre pour aborder la négociation salariale 1985. L'effet de report sur 1985 du 1 % d'avril est de 0,25 %. Or les hypothèses économiques inscrites dans le budget prévoient pour l'année prochaine une évolution en moyenne des prix de 5,2 % à laquelle devra se rapporter la progression de la masse (et 4,5 % en niveau). 5 %, cela donne du champ... !

Mais alors, le risque social – et politique – est grand. La CGT ne restera pas l'arme au pied. La FEN n'écarte pas une action de grève. Le voudrait-elle qu'elle ne pourrait guère y résister, FO étant résolue à se montrer particulièrement combative et les élections professionnelles dans l'enseignement le 3 décembre aiguisant les surenchères intersyndicales (FO-FEN, notamment).

Certes la capacité de mobilisation sur le pouvoir d'achat n'est pas évidente, et le gouvernement ne se laissera par forcément ébranler par une nouvelle grève, même si elle a l'ampleur de celle du 8 mars dernier. Mais il peut se trouver aussi face à une sorte de « guérilla » provenant de minorités dans certains secteurs comme les PTT, où les agents sont déjà échauffés par la réorganisation en cours et la suppression de 2 000 emplois. Le jeu vaut-il la chandelle ? MM. Fabius et Le Garrec ont donc une deuxième possibilité, qui est celle d'ouvrir largement la porte. Sur le papier, ils peuvent effectivement lâcher du lest.

Comment ? La prime de 500 F accordée en mars ne jouant que sur un seul mois, elle a eu pour conséquence de ramener le fameux effet report de 6,17 % à 5,61 %. Le 1 % d'avril et les différentes mesures catégorielles ont porté l'augmentation de la masse salariale de 1984 à 6,72 %. Or entre-temps, l'évolution des prix ne correspondant pas à ce qui était attendu, le gouvernement a dû revoir ses hypothèses économiques : l'évolution moyenne des prix, et donc théoriquement celle de la masse salariale, pourrait être de 7,5 % ou de 7,6 %. Si MM. Fabius et Le Garrec accordent 2 % en niveau au 1er septembre et 2 % au 1er décembre, cela portera la masse salariale pour l'année à 7,56 %. On reste dans le cadre imparti.

Mais une telle concession a un double inconvénient immédiat. Tout d'abord, le gouvernement restreint d'autant sa marge de manœuvre pour 1985 en se retrouvant pour l'année prochaine avec un effet report de 3,41 %. Ensuite, l'affichage de deux augmentations de 2 % pour les fonctionnaires risque de porter un rude coup à la crédibilité de la politique de rigueur... en France et à l'étranger, avec le danger supplémentaire d'une contagion dans le secteur privé où, jusqu'à présent, les salaires ont été relativement bien « tenus ». Une telle hypothèse est donc plus qu'improbable (d'autant qu'il faut intégrer dans la masse les mesures « glissement, vieillesse, technicité », et rend extrêmement aléatoire la conclusion d'un accord pour 1984.

Il y a donc de bonnes chances pour que, comme en 1977, il n'y ait pas d'accord. Si le gouvernement retient cette troisième possibilité, il devra cependant calmer le jeu et préparer une relance de la politique contractuelle pour 1985. La difficulté sera d'autant plus grande que, pour plusieurs fédérations, le gouvernement ayant « rompu » deux accords précédents « *n'est plus crédible aux yeux des fonctionnaires* ». Il pourrait alors dresser un simple inventaire pour 1984 et accorder unilatéralement une augmentation – modérée – en fin d'année, quitte à ce qu'elle ne concerne d'abord que les fonctionnaires du bas de la grille, avant d'être étendue progressivement l'an prochain à l'ensemble des agents de l'Etat.

Le jeu s'annonce extrêmement serré, alors même que M. Le Garrec entend réanimer la politique conventionnelle et s'engager dans une discussion en terme de salaires annuels, ce qui permettrait de raisonner uniquement en masse et d'éviter l'actuel « décrochage » avec les augmentations en niveau. Adepte de la concertation – et de la décrispation, – il confie souvent son « *énorme respect* » pour les syndicats, mais il va d'abord avoir à gagner leur confiance.

M. Le Garrec entend entraîner la fonction publique dans la voie de la modernisation – quitte à créer d'abord un groupe de réflexion sur ce thème avec les syndicats, – mais cela suppose un effort considérable de toutes les parties et un minimum d'adhésion. Pas facile, quand le pouvoir d'achat risque de régresser et que le nombre d'emplois va être diminué de 5 300... !

MICHEL NOBLECOURT.

INCULPATION DE TREIZE MEMBRES DU COMMANDO DE CADRES QUI AVAIT INVESTI FUSALP

Les treize membres du commando qui avaient investi le 3 septembre l'entrepôt de stockage de Fusalp, à Albertville (Savoie), occupé depuis janvier 1984 par les ouvriers de l'entreprise (*le Monde* du 5 septembre), ont été inculpés de violences et de voies de fait par le juge d'instruction, Mme Bouvier.

Le commando dirigé par le patron de la nouvelle société Fusalp-Diffusion, M. Marius Reynoud, était composé de plusieurs cadres de l'entreprise et de « gros bras » recrutés pour la circonstance. Des coups avaient été échangés avec les grévistes, qui entendaient protéger le stock d'anoraks et de fuseaux, « seule arme » selon eux pour imposer aux repreneurs de Fusalp, mise en liquidation depuis trois ans, le maintien des unités de production de l'entreprise à Albertville et à Saint-Jean-de-Maurienne.

Le député de la circonscription, également président du conseil général de la Savoie, M. Michel Barnier (RPR), avait dénoncé avec vigueur « *l'attitude brutale des cadres, qui n'a pas de justification face à un syndicat qui s'est toujours comporté de manière constructive et responsable* » (en l'occurrence la CFDT). – *(Corresp.)*

AFFAIRES

L'administrateur provisoire de Creusot-Loire critique les pouvoirs publics

La situation de Creusot-Loire n'est, on s'en doute, guère florissante. Faisant un bilan devant l'assemblée générale des actionnaires de cette société, l'administrateur provisoire désigné par le tribunal de commerce de Paris, Mᵉ Hubert Lafont, l'a rappelée en quelques chiffres : les fonds propres de Creusot-Loire ont une valeur négative de 940 millions de francs, les provisions s'élèvent à 2 milliards, et le montant des créances à 5,5 milliards de francs. Autant dire que Creusot-Loire est moribonde.

Mais Mᵉ Lafont ne s'est pas contenté d'un bilan. Il a aussi mis en cause la responsabilité des pouvoirs publics dans l'état actuel du dossier. Il a regretté notamment que le gouvernement ait uniquement misé sur la solution proposée par Fives-Lille pour sortir le numéro un de la mécanique lourde du dépôt de bilan, solution *« spontanément rejetée »* par l'ensemble du personnel selon lui. Les pouvoirs publics ont éliminé *« les solutions alternatives par d'amicales pressions »*, a ajouté Mᵉ Lafont, qui a estimé en outre que le gouvernement avait *« constamment sous-estimé les besoins de financement de Creusot-loire »* tant en 1983 qu'en 1984.

Après le retrait *« définitif »* de Fives-Lille, *« il est trop tôt*, a encore dit Mᵉ Lafont, *pour donner le résultat des autres recherches immédiatement entreprises avec l'accord des pouvoirs publics »*. Mais il est clair que la coûteuse poursuite des activités ne pourra se prolonger *« au-delà de la fin octobre au plus tard »*.

Dans ces conditions, pas question de nommer de nouveau un conseil d'administration. *« Pleins pouvoirs »* ont été donnés à l'administrateur provisoire *« pour réaliser, dans la mesure nécessaire, les actifs de la société aux meilleures conditions »*. Le début de la fin ? La CGT, qui le craint sans doute, a demandé le 17 septembre que la population de la région du Creusot soit consultée sur *« le maintien de la garantie de l'emploi, la constitution d'un pool de repreneurs avec, pour l'essentiel, la participation des entreprises du secteur public intéressé ainsi que le secteur financier et les banques nationalisées »*.

Massey-Ferguson cherche à vendre son usine de Marquette (Nord)

1 400 emplois menacés

De notre correspondant

Lille. – Les mille quatre cents salariés de l'usine Massey-Ferguson de Marquette, près de Lille, en chômage total partiel depuis le 21 juin, ne reprendront pas le travail le 1ᵉʳ octobre comme il avait été prévu. La direction a annoncé au comité d'entreprise une prolongation du chômage technique et l'abandon de la fabrication des moissonneuses-batteuses à Marquette, principale production de cette usine.

Selon Massey-Ferguson, le marché, en régression depuis dix ans, s'est encore rétréci : du 1ᵉʳ septembre 1983 au 31 août 1984, Massey-Ferguson a vendu 503 moissonneuses contre 707 au cours du précédent exercice. Les carnets de commandes ne semblent pas annoncer une amélioration ; dans ces conditions le groupe a décidé l'abandon de la production, une mesure qui vise essentiellement l'usine de Marquette, la seule en Europe à produire les moissonneuses-batteuses de cette marque. Celle-ci a d'ailleurs passé un accord avec la firme danoise Drowningborg dont elle commercialisera la production sous ses propres couleurs.

Que vont devenir les mille quatre cents salariés et les 300 000 mètres carrés de l'usine de Marquette ? Massey-Ferguson cherche des repreneurs éventuels. Elle a diffusé pendant l'été, auprès de trois cent cinquante entreprises françaises et étrangères, une plaquette vantant les mérites du site. A ce jour, six sociétés seraient en pourparlers avec le groupe. Mais l'inquiétude demeure pour le personnel. La CGT accuse la direction de *« laisser pourrir la situation dans l'espoir que les effectifs se dégonflent d'eux-mêmes au fil des mois »*.

JEAN-RENÉ LORE.

[Au cours de l'année 1983, Massey-Ferguson a investi 230 millions de francs en France dont 50 millions à Marquette, le reste dans l'usine de tracteurs de Beauvais. L'entreprise avait reçu alors le soutien financier des pouvoirs publics, avec 100 millions de prêts participatifs apportés par l'Etat. Les syndicats (CGT et CFDT surtout) accusaient alors la direction et le gouvernement de M. Mauroy de négocier sans eux, et la CGT expliquait fin décembre 1983 que la fermeture de l'atelier de fonderie, qui a entraîné en février 464 suppressions d'emplois autorisées, préfigurait la fermeture définitive de Marquette. Les faits semblent aujourd'hui donner raison aux syndicats. Environ 2 000 salariés étaient employés à Marquette en juin 1983. Il y en avait 1 400 en juin 1984.]

LA GUERRE DES PRIX DANS L'INFORMATIQUE FAMILIALE

Atari, l'un des principaux fabricants américains de jeux vidéo et d'ordinateurs domestiques, racheté cet été par M. Jack Tramiel, vient de décider de baisser ses prix de 30 à 50 %. Les micro-ordinateurs 600-XL et 800-XL passent respectivement de 2 500 F à 1 400 F et de 3 500 F à 2 500 F. Le modèle VCS-2600 coûtera 700 F au lieu de 1 200 F.

Atari a perdu 540 millions de dollars en 1983. M. Tramiel, ex-président-directeur général de Commodore, le numéro un mondial du secteur, en procès avec son ancienne firme, a engagé une restructuration drastique, qui s'est traduite par le licenciement de presque tout le personnel. Aujourd'hui, il brade les anciens modèles : place nette. Commodore devra vraisemblablement suivre et casser ses prix à son tour.

[Cette « guerre des prix » risque de laisser les deux firmes exsangues. Les constructeurs américains du secteur mènent une politique suicidaire. Les européennes Philips et Thomson choisissent des standards différents (le *Monde* du 8 septembre). Seuls, les Japonais mènent une politique cohérente et concertée. Faudra-t-il s'étonner que, dans deux ou trois ans, ils aient le monopole mondial ? – E.L.B.]

● **L'Agence pour le développement de l'informatique en Lorraine.** – L'Agence pour le développement de l'informatique (ADI) va implanter en Lorraine un centre d'aide à l'informatisation des PME et des PMI, devant créer une centaine d'emplois en deux ans. Ce centre constitue le premier volet des actions de développement de l'informatique en Lorraine confiées à l'ADI. Les deux autres touchent la formation et le transfert de technologie, et, au total, au cours des deux prochaines années, l'agence consacrera 100 millions de francs à l'ensemble de ce programme en Lorraine. – *(Corresp.)*

● **Soixante PME d'Ile-de-France à Tokyo.** – Une soixantaine de PME de la région Ile-de-France vont tenter une percée commerciale au Japon à l'occasion de la prochaine exposition des régions françaises à Tokyo en octobre, a annoncé M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, le 17 septembre. La région a débloqué à ce sujet une subvention de 400 000 F pour aider les entreprises.

AEG-TELEFUNKEN A ACHEVÉ DE REMBOURSER SES CRÉDITEURS

AEG-Telefunken va rembourser 350 millions de deutschemarks (un peu plus de 1 milliard de francs) à neuf cents de ses principaux créditeurs le 18 septembre. La firme, naguère numéro deux de l'électronique en Allemagne fédérale, met ainsi fin à la procédure de dépôt de bilan dans laquelle elle était engagée depuis dix-huit mois.

Ce redressement est facilité par la transformation des créances des banques (1,04 milliard de deutschemarks) en lignes de crédit et par l'abandon par les différents créanciers de 60 % des sommes qui leur étaient dues. La société, dont le redressement est jugé *« exemplaire »* par les banquiers, a fait un léger bénéfice (37 millions de deutschemarks) en 1983 et devrait rester bénéficiaire en 1984. Avec des cessions d'actifs et certaines fermetures AEG-Telefunken a réduit son chiffre d'affaires de 30 % en deux ans (de 14,8 milliards de deutschemarks en 1981 à 11,5 milliards en 1983). La main-d'œuvre a, quant à elle, été réduite de près de moitié (70 000 contre 136 000).

MONNAIES

Le dollar : plus de 9,50 F

(Suite de la première page.)

De plus, les derniers indices publiés pour le mois d'août (baisse de 0,8 % des ventes de détail, diminution de 0,4 % de la production des biens de consommation, très faible progression, 0,2 % de la production industrielle) semblent indiquer que la reprise économique s'assagit outre-Atlantique, ce qui serait de nature à atténuer la demande de crédits et, donc, la pression sur les taux d'intérêt.

Enfin, toujours pour le mois d'août, les prix de gros américains ont baissé de 0,1 % pour la première fois depuis novembre 1983, ce qui paraît de nature à éloigner la possibilité d'un retour de l'inflation, hantise des autorités monétaires, dont la politique pourrait, ainsi, ne pas être durcie.

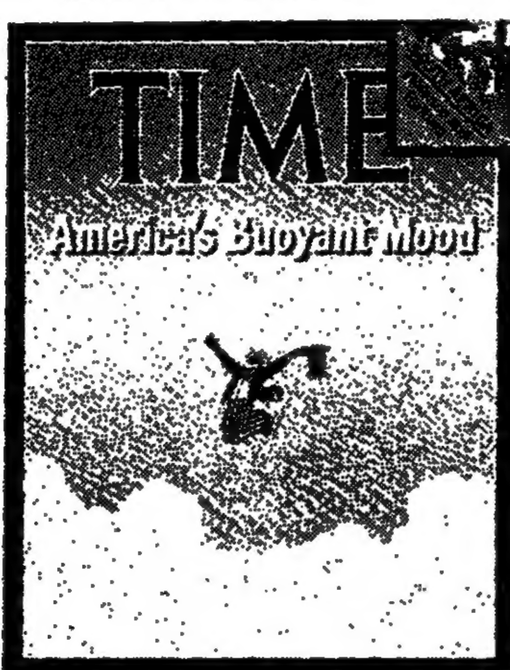
En dépit de tous ces éléments qui devraient, logiquement, calmer les acheteurs de dollars, ces derniers ne renoncent pas et, même, récidivent. Il y a donc autre chose, et cette « autre chose », c'est, simplement, que le monde entier « achète » les Etats-Unis leur reprise et la rentabilité retrouvée des investissements, qu'on peut y effectuer (Nestlé vient d'y consacrer 3 milliards de dollars).

Bien plus, les arguments qui, en mars dernier, étaient utilisés pour appuyer la thèse d'une baisse du « billet vert » provoquée par le déficit de la balance des paiements et la montée inquiétante de l'endettement des Etats-Unis, sont littéralement « retournés ». L'endettement ? Mieux vaux prêter beaucoup à un pays riche et solvable qu'un petit peu à un pays pauvre et insolvable. Quant à une fuite des capitaux étrangers hors des Etats-Unis, elle provoquerait une forte hausse des taux, de nature à les rappeler. Les déficits de la balance des paiements ? Les Etats-Unis n'ont pas de problèmes car le dollar, c'est eux.

Le déficit budgétaire énorme ? En 1985, que M. Mondale ou M. Reagan soit président, il y a de fortes chances que les impôts soient augmentés pour le réduire. En fait, un sentiment commence à se faire jour dans les esprits : même s'il fléchit un peu (c'est possible), le dollar s'est installé sur un plateau élevé où il risque de demeurer pour un certain temps, au grand dam des partenaires étrangers des Etats-Unis, dont les protestations légitimes doivent être cependant nuancées.

L'Allemagne fédérale n'a-t-elle pas enregistré une augmentation de 47 % de ses exportations vers les Etats-Unis depuis le début de 1984 ? Pour la France, cette augmentation est de 61 %, mais les montants, hélas, ne sont pas comparables, et, au train où vont les choses, le gouvernement français risque d'être contraint de durcir à nouveau sa politique, si le dollar reste aussi élevé. Cela aussi n'a pas été prévu en mai 1981, mais était-ce prévisible ?

FRANÇOIS RENARD.



La couverture du dernier numéro de *Time*, le magazine américain.

En légende : *« l'Amérique pète le feu. »*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	9,4290	9,4230	– 75	– 38	– 135	– 85	– 440	– 310
$ can.	7,1472	7,1511	– 90	– 51	– 155	– 102	– 455	– 338
Yen (100)	3,9176	3,9204	+ 120	+ 149	+ 275	+ 314	+ 825	+ 905
DM	3,0560	3,0579	+ 130	+ 153	+ 260	+ 287	+ 725	+ 781
Florin	2,7112	2,7128	+ 100	+ 119	+ 200	+ 220	+ 560	+ 618
F.B. (100)	15,1801	15,1886	– 30	+ 61	+ 5	+ 120	+ 70	+ 304
F.S.	3,7150	3,7176	+ 170	+ 202	+ 345	+ 380	+ 1025	+ 1104
L (1 000)	4,9631	4,9660	– 195	– 147	– 355	– 305	– 1055	– 946
£	11,6318	11,6449	– 15	+ 66	– 50	+ 55	– 70	+ 227

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	11 5/16	11 11/16	11 1/2	11 7/8	11 1/2	11 7/8	12	12 1/8
DM	5 1/4	5 5/8	5 5/16	5 11/16	5 1/8	5 7/8	5 7/8	6 1/8
Florin	5 3/4	6 1/8	5 15/16	5 5/16	6 1/8	6 5/8	6 3/8	6 3/4
F.B. (100)	10 3/4	11 1/4	11 1/8	11 7/8	11 1/8	11 7/8	11 1/8	11 7/8
F.S.	1 7/8	2 1/2	4 15/16	5 5/16	4 15/16	5 5/16	5	5 3/8
L (1 000)	15	15 1/2	14 5/8	15 7/8	14 3/4	15 1/2	15 1/8	15 3/4
£	10 1/2	11	10 7/8	11	10 11/16	11 1/16	10 11/16	11 1/16
F. franç.	10 3/4	11 1/2	10 3/4	11 1/4	11	11 1/2	11 9/16	11 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

● **M. Jean-Baptiste Doumeng devient majoritaire dans l'abattoir Tilly.** – M. Jacques-Henri Djian, gérant de la société fermière d'exploitation des établissements Tilly, a cédé les 30 % qu'il détenait dans cette société à M. Jean-Baptiste Doumeng, PDG d'Interagra, qui en détenait déjà 35 %. M. Djian, qui est PDG d'une société de location d'instruments de musique, a remis sa démission de gérant, estimant que la mission qu'il s'était fixée était remplie. M. Djian déclare que *« la nouvelle société a réalisé en trois mois, en dépit de manœuvres malveillantes de toutes sortes, un chiffre d'affaires de 170 millions de francs et un bénéfice de l'ordre de 15 millions. La trésorerie avoisine les 50 millions de francs »*. Cette société fermière avait été créée à la suite d'une décision du tribunal de Morlaix pour reprendre en location-gérance les abattoirs Tilly à Guerlesquin (Finistère), en dépôt de bilan depuis le 16 mars 1984.

Étranger

GRANDE-BRETAGNE

● **Prix + 0,9 % en août.** – Les prix britanniques au détail ont augmenté de 0,9 % en août, ce qui a porté le taux d'inflation pour les douze derniers mois à 5 % contre 4,5 % en juillet. Selon le ministère du travail, la forte hausse des taux d'intérêt, décidée par les autorités de Londres pour défendre la livre sterling face au dollar, est responsable de l'essentiel de ce résultat. Le gouvernement conservateur, qui s'attend à un ralentissement prochain de l'inflation, prévoit toujours un rythme de hausse des prix de 4,5 % à la fin de 1984. – *(AP.)*

Fiscalité

● **Une vignette sera nécessaire pour circuler en Suisse.** – Les automobilistes étrangers se rendant en Suisse devront acquitter, à partir du 1ᵉʳ janvier prochain, comme les Suisses, une taxe de 30 francs suisses (110 francs français) pour circuler sur le réseau helvétique, et notamment sur les autoroutes. Selon une ordonnance rendue publique le 14 septembre, qui fait suite à un référendum approuvant son principe en février dernier, cette taxe se concrétisera par une vignette qu'il faudra acheter chaque année. Pour les étrangers, la vignette pourra être acquise à la douane, auprès des touring-club ou des agences de l'Office national suisse du tourisme.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



OBLICOOP - SICAV

Le Crédit coopératif élargit la gamme de ses produits de placements collectifs en créant une SICAV à moyen et long terme : Oblicoop - SICAV.

Cette SICAV s'adresse particulièrement à ses sociétaires :

– Mouvements associatifs ;

– Groupements mutualistes ;

– Caisses de retraite et autres investisseurs institutionnels.

Ses objectifs principaux seront :

– La protection des actifs contre l'érosion monétaire ;

– La recherche de plus-value, de préférence à la distribution d'un dividende ;

– Le respect des contraintes réglementaires d'un certain nombre d'organismes.

A ces fins, le portefeuille sera exclusivement composé d'obligations françaises et, pour une part importante, de fonds d'Etat.

Administrateurs fondateurs

● Caisse centrale de crédit coopératif ;

● Caisse des dépôts et consignations ;

● Fédération nationale de la Mutualité française ;

● Caisse de congés payés des SCOP ;

● Banque française de crédit coopératif ;

● Caisse interprofessionnelle de prévoyance des cadres ;

● Mutuelle d'Ivry (la Fraternelle) ;

● Société mutuelle d'assurance des collectivités locales ;

● Union nationale des caisses chirurgicales mutualistes et Caisse chirurgicale mutualiste des Pyrénées-Atlantiques ;

● Fonds de garantie du Crédit maritime mutuel.

Autres fondateurs

● Mutuelle d'assurances des instituteurs de France ;

● Mutuelle générale des PTT ;

● Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés ;

● Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux.

Les souscriptions seront reçues aux guichets :

– De la Banque française de crédit coopératif ;

– Des caisses régionales de Crédit maritime mutuel.

Les souscriptions enregistrées le mercredi 19 septembre 1984, jour de l'ouverture au public, seront exonérées de droits d'entrée.

Tout renseignement utile pourra être obtenu auprès des guichets ci-dessus ou au siège d'Oblicoop - SICAV, 33, rue des Trois-Fontanot, BP 211, 92002 Nanterre Cedex (tél. : 724-88-30).

Schlumberger

Jean Riboud, président-directeur général de Schlumberger Limited, et B. Gill Clements, président-directeur général de SEDCO Inc., annoncent aujourd'hui que les conseils d'administration des deux sociétés ont conclu un accord en vue de l'acquisition de SEDCO par Schlumberger, sous réserve de l'approbation des actionnaires de SEDCO. Les actionnaires de SEDCO recevront paiement soit en espèces, soit en actions Schlumberger. Les paiements à chaque actionnaire seront ajustés en sorte que 55 % du total de la transaction soit payé en actions Schlumberger et 45 % en espèces.

Les actionnaires qui auront opté pour un paiement en espèces recevront 48 dollars par action SEDCO ; ceux qui auront opté pour un paiement en actions Schlumberger recevront pour chaque action SEDCO un minimum de 0,96 et un maximum de 1,04 action Schlumberger, selon le cours de l'action Schlumberger dans les jours précédant l'acquisition.

Le capital de SEDCO est divisé en 22 millions d'actions. En conséquence, environ 475 millions de dollars seront versés en espèces et un maximum de 12 600 000 actions Schlumberger seront émises lors de cette transaction. Deux cent quatre-vingt-huit millions d'actions Schlumberger sont actuellement en circulation.

SEDCO a accordé à Schlumberger l'option d'acquérir jusqu'à 18 1/2 % des actions SEDCO. En outre, William P. Clements jr, président du conseil d'administration et fondateur de SEDCO, ainsi que certains autres actionnaires détenant environ 21 % des actions de SEDCO, se sont engagés auprès de Schlumberger à voter en faveur de cette transaction, et ont choisi de recevoir des actions Schlumberger en échange de leurs actions SEDCO.

Cet accord est soumis à l'approbation de certaines autorités gouvernementales des Etats-Unis, et en particulier des autorités fiscales.

Des renseignements supplémentaires seront fournis dans les documents soumis à la Commission des opérations de Bourse (SEC) et aux actionnaires de SEDCO dans un proche avenir.

SEDCO est une importante société de forage en mer, travaillant principalement en dehors des Etats-Unis. Pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1984, le chiffre d'affaires de SEDCO s'est élevé à 645 millions de dollars. Le bénéfice net pour cette même période a été de 122 millions de dollars, soit 5,44 dollars par action.

forinter

La valeur liquidative de FORINTER se situait à 1 224,14 F le 31 août 1984, le cours du dollar-titre retenu pour cette évaluation étant de 10,16. Les chiffres correspondants étaient, à fin juillet, respectivement de 1 182,24 F et 9,68.

GROUPE LOCAMUSIC

Jacques-Henri DJIAN, président-directeur général du GROUPE LOCAMUSIC, communique :

Le 12 juin 1984, le Tribunal de commerce de Morlaix avait donné son feu vert au démarrage de la Société fermière d'exploitation des établissements TILLY. Cette date marquait l'aboutissement de tractations menées avec efficacité et dans le secret le plus absolu au cours des trois semaines précédentes.

La solution que j'avais proposée ayant été retenue, j'avais accepté de prendre la responsabilité de la direction, en assumant la gérance de la Société.

Mon objectif était de doter la nouvelle Société de moyens financiers et commerciaux permettant une exploitation stable et, à terme, de faire en sorte que les conditions d'un concordat pour la S.A. TILLY soient réunies.

Les sceptiques étaient persuadés de l'échec « d'une société au capital de 300 OOO F » *(sic)*.

Trois mois plus tard, le 12 septembre, j.ai considéré la mission que je m'étais fixée comme remplie. En accord avec mes partenaires, et notamment Monsieur DOUMENG, au groupe duquel j'ai cédé mes parts, j'ai remis ma démission de Gérant.

La Société fermière a réalisé pendant mon mandat, et en dépit de manœuvres malveillantes de toutes sortes, un chiffre d'affaires pendant ces trois derniers mois de 170 millions de francs, ainsi qu'un bénéfice dont l'audit que j'ai demandé déterminera précisément le montant dans les quinze jours à venir et qui est de l'ordre de 15 millions de francs.

La trésorerie disponible avoisine aujourd'hui 50 millions de francs, la Société fermière ayant même réussi à être prêteur sur le marché monétaire.

Il s'agissait pour moi d'un défi. J'entends maintenant me consacrer à mes autres projets et à ceux que l'on m'a proposés.

En ce qui concerne la Société Fermière : l'impossible a été fait, le plus dur reste à faire.

Jacques-Henri DJIAN,
Président-Directeur Général
du Groupe LOCAMUSIC.

MARCHÉS

PARIS

18 septembre

Effritement

Le lancement de l'emprunt d'Etat ... en Bourse. Son montant (15 milliards de francs ...) est considéré comme ... minimum. Quant à ses doubles conditions, en fonction des deux tranches (voir page 42), elles sont jugées ... par la communauté financière, où l'on souligne la nette décélération des taux : 12,20 % pour la tranche fixe (celle qui a l'air de très bien se placer, d'emblée) contre 12,80 % pour le précédent emprunt d'Etat du mois de ... et 11,60 % pour la tranche à taux variable contre 12,30 % précédemment.

Par contre, ce qui monopolise l'attention des financiers encore ... l'irrésistible ascension du dollar, qui a passé la barre des 9,50 F pour ... à 9,51 ... F en séance officielle.

Du côté des actions, les cours s'effritent. En baisse de 0,2 % à l'ouverture de la séance, l'indicateur instantané ... un recul de 0,4 % en clôture, ... que les écarts demeuraient ... modérés. Quelques raids ... même tel celui de Fives-Lille, ... à la hausse et qui a finalement ... plus de 4 %, tandis que ... CFDE, Saint-Louis, Darty, ... BSN, Promodès (parmi les fortes baisses la veille), ... Thomson-CSF et Chargeurs ... reculent de 1,5 % à 3 %.

A l'inverse, Nord-Est, Europe 1, ...-SB, Dassault, Printemps, ... Peugeot, Imétal, Club Méditerranée et Compagnie bancaire progressent de 1 % à 4 %. Nouvelle avance ... (+ 2,5 %) et redressement ... Radiotechnique (+ 2 %), ... plutôt éprouvée la semaine précédente.

... du cours international de ... à Londres (336,50 dollars contre ... dollars la veille), tandis que le lingot gagne 250 F à Paris, à 102 250 F, ... étant inchangé à 601 F.

Dollar-titre : 10,72/74 F.

LA VIE DES ...

EUROCARD. – Cette carte de paiement nationale et internationale, diffusée à ... par le Crédit agricole et par le ... mutuel, deuxième carte de paiement ... sur le marché français, vient ... son cinq cent millième porteur. ... au réseau Mastercard, qui compte ... millions de titulaires dans cent cinquante ... et réalise un chiffre d'affaires annuel ... milliards de francs, Eurocard a signé ... un accord avec le GIE Carte bleue, ... qui s'est concrétisé en juillet dernier (... le Monde du ... juillet 1984), donnant ... à une « interbancarité totale ». ... accord interbancaire prévoit la mise à ... disposition du public d'une carte bancaire (CB) unique, disponible dans toutes ... banques et cela dans un délai de ...

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	14 sept.	17 sept.
Valeurs françaises	116,6	
Valeurs étrangères	96,6	

Cᵉ DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	14 sept.	17 sept.
Indice général	175,3	174,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 18 septembre .... 11 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	17 sept.	18 sept.
1 dollar (en yens)	246,33	247,50

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la ...

	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	
	4,5 % 1973	1720	1711	1710	
	C.N.E. 3 %	3682	3675	3630	
	Bouygues T.P.	1487	1487	1487	
	... T.P.	299	1001	1001	
	Rhône-Poul. T.P.	1407	1409	1411	
	St-Gobain T.P.	1200	1200	1200	
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	

هكذا من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

18 septembre

Effritement

Le lancement de l'emprunt d'Etat n'a guère surpris en Bourse. Son montant (15 milliards de francs dans un premier temps) est considéré comme un minimum. Quant à ses doubles conditions, en fonction des deux tranches (voir page 42), *elles sont jugées attrayantes par la communauté financière, où l'on souligne la nette décélération des taux : 12,20 % pour la tranche fixe (celle qui a l'air de très bien se placer, d'emblée) contre 12,80 % pour le précédent emprunt d'Etat du mois de juin et 11,60 % pour la tranche à taux variable contre 12,30 % précédemment.*

Par contre, ce qui monopolise l'attention des financiers encore mardi, est l'irrésistible ascension du dollar, qui a passé la barre des 9,50 F pour grimper à 9,5170 F en séance officielle.

Du côté des actions, les cours s'effritent. En baisse de 0,2 % à l'ouverture de la séance, l'indicateur instantané accusait un recul de 0,4 % en clôture, alors que les écarts demeuraient généralement modérés. Quelques ratés, tout de même, tel celui de Fives-Lille, réservée à la baisse et qui a finalement perdu plus de 4 %, tandis que Bic, UFB, CFDE, Saint-Louis, Darty, Carrefour, BSN, Promodès (parmi les plus fortes baisses la veille), Moulinex, Thomson-CSF et Chargeurs réunis reculent de 1,5 % à 3 %.

A l'inverse, Nord-Est, Europe 1, SGE-SB, Dassault, Printemps, La Redoute, Peugeot, Imétal, Club Méditerranée et Compagnie bancaire progressent de 1 % à 4 %. Nouvelle avance de Crouzet (+ 2,5 %) et redressement de Radiotechnique (+ 2 %), une valeur plutôt éprouvée la semaine précédente.

Glissement du cours international de l'or à Londres (336,50 dollars contre 338 dollars la veille) tandis que le lingot gagne 250 F à Paris, à 102 250 F, le napoléon étant inchangé à 601 F.

Dollar-titre : 10,72/74 F.

NEW-YORK

Irrégulier

Le marché new-yorkais a évolué en dents de scie tout au long de la séance de lundi, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui avait fluctué de quelque 10 points de part et d'autre de la barre d'équilibre, reflétait finalement, en clôture, un repli symbolique de 0,44 point, à 1 237,08, tandis que le volume des échanges était ramené à 88,79 millions d'actions, contre 137,42 millions le vendredi précédent.

Visiblement, le marché hésite à prendre position, et les investisseurs s'avouent tiraillés entre les incertitudes que continue à susciter la situation sociale chez General Motors, où les négociations se poursuivent avec les syndicats afin d'éviter une grève générale (des mouvements affectent déjà une dizaine d'installations de cette firme automobile), et les supputations relatives à l'évolution future des taux d'intérêt, étant donné le taux relativement élevé des taux pratiqués sur les fonds fédéraux (11 1/2 % dans l'après-midi).

Parmi les actions les plus traitées figurent (avec un volume de titres supérieur au million) des firmes comme Bell South, Control Data, General Motors et Commonwealth Edison, les opérateurs faisant remarquer la bonne tenue des valeurs-vedettes, notamment d'American Express et de General Electric.

VALEURS	Cours du 14 sept.	Cours du 17 sept.
Alcoa	35	34 3/4
A.T.T.	19	19 1/4
Boeing	55 7/8	55 3/4
Chase Manhattan Bank	45 7/8	44 7/8
Du Pont de Nemours	50	50 7/8
Eastman Kodak	75 1/8	74 5/8
Exxon	44 3/4	44 1/2
Ford	45 3/8	46 3/8
General Electric	58 3/8	58 7/8
General Foods	59	59
General Motors	75 1/8	75 3/4
Goodyear	27 5/8	27 1/2
I.B.M.	126 3/4	127 5/8
I.T.T.	27 5/8	27 1/4
Mobil Oil	29 3/4	29 5/8
Pfizer	37 1/8	37
Schlumberger	46 3/4	45 1/2
Texaco	37 1/4	36 7/8
U.A.L. Inc.	38 5/8	38
Union Carbide	53 3/8	52 3/8
U.S. Steel	25	24 1/4
Westinghouse	27 1/8	27
Xerox Corp.	38 1/4	38 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

EUROCARD. — Cette carte de paiement nationale et internationale, diffusée à parts égales par le Crédit agricole et par le Crédit mutuel, deuxième carte de paiement internationale sur le marché français, vient d'atteindre son cinq cent millième porteur. Affiliée au réseau Mastercard, qui compte 85 millions de titulaires dans cent cinquante pays et réalise un chiffre d'affaires annuel de 500 milliards de francs, Eurocard a aussi signé un accord avec le GIE Carte bleue, accord qui s'est concrétisé en juillet dernier (voir *le Monde* du 31 juillet 1984), donnant naissance à une « *interbancarité totale* ». Cet accord interbancaire prévoit la mise à la disposition du public d'une carte bancaire (CB) unique, disponible dans toutes les banques et cela dans un délai de six mois, selon la direction d'Eurocard. Celle-ci estime, d'autre part, que le nombre de commerçants affiliés augmentera pour atteindre les 300 000 (100 000 actuellement) sur une période de deux ans. Le nouveau président d'Eurocard, M. Bernard de Pasquale, espère atteindre le million de porteurs dans deux ans et demi environ. En quatre ans, de 1980 à 1984, Eurocard a déjà multiplié par dix le nombre de ses adhérents, passant de 50 000 en 1980 à 500 000 aujourd'hui, pour un chiffre d'affaires annuel (en ce qui concerne la clientèle France uniquement) qui passe de 76 millions de francs à 2,1 milliards de francs en 1984, selon la direction de cet émetteur.

AMERICAN EXPRESS. — Un accord a été signé, lundi, entre le groupe Crédit lyonnais et le groupe American Express, selon lequel, à partir de janvier 1985, les porteurs de la carte American Express pourront tirer de l'argent dans les distributeurs automatiques du réseau César du Crédit lyonnais en France. Cet accord ne s'applique pas aux porteurs français de la carte. American Express, qui compte plus de 19 millions d'adhérents dans le monde, prévoit d'installer soixante-quinze « Points American Express » dans les principales villes européennes dans les deux années à venir.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	14 sept.	17 sept.
Valeurs françaises	116,6	
Valeurs étrangères	94,8	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	14 sept.	17 sept.
Indice général	175,3	174,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 18 septembre .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	17 sept.	18 sept.
1 dollar (en yens)	246,33	247,90

BOURSE DE PARIS — Comptant — 18 SEPTEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	25 40	2 902
5 %	40 60	3 156
3 % amort. 45-54	71	0 403
Emp. 7 % 1973	9001	..
Emp. 8,80 % 77	117 40	2 869
9,80 % 78/93	92 80	1 863
8,80 % 78/86	94 60	6 780
10,80 % 79/94	95 55	0 444
13,25 % 80/90	102 32	3 921
13,80 % 80/87	104 25	12 782
13,80 % 81/99	102 60	9 351
16,75 % 81/87	111 85	0 413
16,20 % 82/90	114 80	11 086
[illegible]		

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Eurocom	620	620
Europ. Accumul.	30	30
Eternit	360	360
Félix Potin	1295	1300
Ferm. Vichy (Ly)	112	108 o
Fiméns	103 60	103 90
FIPP	130	128
Fonc	295	300
Focep (Chât. eau)	1000	1000
Foncière (Cie)	247	245
Fonc. Agache-W.	218	218
Fonc. Lyonnaise	1790	....
Foncina	190	190
Forges Strasbourg	145	145 50
[illegible]		

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.E.P. (M)	170	172
Serv. Equip. Véh.	32 70	33
Sicil	33 50	34 10
Sicotel	290	293 50
Sintra-Alcatel	500	500
Siminor	135	132
Sipb (Plant. Hévéas)	244	234 20 o
SMAC Acieroid	132	135
Soiei financière	440	441
Soffo	200	198
Soficomi	500	510
S.O.F.I.P. (M)	90 20	....
Soiragi	812	812
Sopapal	223	239
[illegible]		

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	1760	1730
C.D.M.E.	516	527
C. Equip. Elect.	225	225
Dafsa	325	334
Dauphin O.T.A.	1575	1577
Guy Degrenne	800	803
Martin Immobilier	1550	1545
Métallurg. Minière	162	160 10
M.M.B	280	280
Om. Gest. Fin.	276	270
Petit Bateau	415	423
[illegible]		

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alser	210	210
Boris	295	....
Cellulose du Pin	29 50	....
C.G.M.	15 20	15 20
Cochery	39 60	34 o
C. Sabl. Seine	115 30	....
Coparex	520	515
Dunlop	9 20	....
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	60	....
Mic	294 50	....
Novotel S.I.E.H.	1650	....
[illegible]		

Actions au comptant

[illegible]

Étrangères

[illegible]

SICAV 17/9

[illegible]

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

e : coupon détaché; * : droit détaché; o : offert; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1710	4,5 % 1973	1720	1711	1710 10	− 0 57
3550	C.N.E. 3 %	3682	3676	3670	− 0 32
1410	Electricité T.P.	1487	1487	1487	....
977	Renault T.P.	999	1001	1001	+ 0 20
1336	Rhone-Poul. T.P.	1407	1409	1411	+ 0 28
1184	St-Gobain T.P.	1200	1200	1200	....
1137	Thomson T.P.	1155	1155	1155	....
225	Accor	225 10	221 60	223	− 0 93
625	Agence Havas	684	679	679	− 0 73
525	Air Liquide	552	537	539	− 2 35
535	Als. Superm.	600	603	603	+ 0 50
[illegible]					

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2700	Essilor	2885	2875	2875	+ 0 34
620	Esso S.A.F.	580	580	583	+ 0 51
805	Eurafrance	879	880	880	+ 0 11
695	Euromarché	698	695	695	− 0 57
835	Europe n° 1	675	693	721	+ 6 81
820	Facom	876	879	878	+ 0 22
675	Fichet-bauche	690	683	683	− 1 01
181	Finextel	182	183	183	+ 0 54
245	Fives-Lille	284	267	272	− 4 22
37	Fonderie (Gén.)	49 50	49 90	49 40	− 0 20
75	Fraissinet	74 50	73 50	73 50	− 1 34
[illegible]					

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
555	Penhoet	556	552	554	− 0 36
800	Pernod-Ricard	800	800	798	− 0 25
230	Pétroles (Fse)	217 90	216	216	− 0 87
53	— (certific.)	54	52	52	− 3 70
84	Pétroles B.P.	119 80	118 50	118 50	− 1 08
205	Peugeot S.A.	224	225 80	224	....
44	Poclain	53	52	52 10	− 1 69
330	Poliet	372	370	370	− 0 53
128	Pompey	129	129	129	....
305	P.M. Labinal	376 90	366	366	− 2 89
1630	Presses Cité	1685	1680	1684	− 0 06
[illegible]					

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
198	Amer. Teleph.	201 40	202 50	202 50	+ 0 54
151	Anglo Amer. C.	138	134 30	134 20	− 2 75
1020	Amgold	983	977	977	− 0 61
545	BASF (Akt)	542	540	541	− 0 18
595	Bayer	600	600	600	....
520	Buffelsfont.	463	450 80	450 80	− 2 63
32	Charter	31 95	30 50	30 50	− 4 53
430	Chase Manh.	482	474 50	474 50	− 1 55
305	Cie Pétr. Imp.	339	340 90	340 90	+ 0 56
58	De Beers	55 30	55	55	− 0 54
1160	Deutsche Bank	1227	1235	1235	+ 0 65
[illegible]					
580	Gen. Electr.	617	624	624	+ 1 13
780	Gen. Motors	801	815	810	+ 1 12
89	Goldfields	63 60	62	62	− 2 51
42	GdMetropolitain	42 30	41 90	41 90	− 0 94
178	Harmony	174 60	170	171 60	− 1 77
36	Hitachi	37 65	37 25	37 30	− 0 92
600	Hoechst Akt.	608	600	600	− 1 31
81	Imp. Chemical	86	85 05	85 05	− 1 10
117	Inco. Limited	122 60	118 80	118 80	− 3 02

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1270	IBM	1343	1357	1352	+ 0 67
88	Ito-Yokado	92 80	92 90	92 80	− 0 32
285	ITT	289	290 80	289	....
72	Matsushita	72 55	72 60	72 60	+ 0 06
890	Merck	919	935	929	+ 1 08
845	Minnesota M.	849	843	843	− 0 70
285	Mobil Corp.	307	312 10	312 10	+ 1 66
23400	Nestlé	22710	22590	22590	− 0 52
760	Norsk Hydro	798	796	795	− 0 50
1260	Petrofina	1267	1280	1280	+ 1 02
790	Philip Morris	823	828	825	+ 0 24
[illegible]					
235	T.D.K.	235 40	235 50	235 50	+ 0 46
17 50	Toshiba Corp.	19 90	19 90	19 90	....
860	Unilever	874	888	888	+ 1 60
405	Unit. Techn.	427 30	419	419	− 1 94
1110	Vaal Reefs	987	970	970	− 1 72
500	West Deep	450	450	450	....
420	West Hold.	394	383	383	− 2 79
405	Xerox Corp.	406	421	421	+ 3 69
2 07	Zambia Corp.	2 19	2 12	2 15	− 1 82

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 383	9 517	9 230	9 650
ECU	6 886	6 880	....	....
Allemagne (100 DM)	306 510	306 710	293	313
Belgique (100 F)	15 240	15 238	14 600	15 700
Pays-Bas (100 fl.)	271 980	272 270	260	280
Danemark (100 krd)	84 710	85	79	87
Norvège (100 k)	108 800	109 050	106	113
Grande-Bretagne (£ 1)	11 757	11 842	11 250	12 150
Grèce (100 drachmes)	7 810	7 850	6 900	8 400
Italie (1 000 lires)	4 980	4 999	4 700	5 200
Suisse (100 fr.)	372 520	373 450	359	380
Suède (100 krs)	108 800	109 200	106	113
Autriche (100 sch)	43 590	43 670	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 476	5 503	5 100	5 700
Portugal (100 esc.)	5 915	5 950	5 200	6 400
Canada ($ can 1)	7 148	7 232	7	7 340
Japon (100 yens)	3 810	3 861	3 690	3 950

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/9
Or fin (kilo en barre)	102000	102650
Or fin (en lingot)	102000	102250
Pièce française (20 fr)	601	601
Pièce française (10 fr)	409	.....
Pièce suisse (20 fr)	585	587
Pièce latine (20 fr)	586	587
Souverain	738	732
Pièce de 20 dollars	4010	4105
Pièce de 10 dollars	2100	2110
Pièce de 5 dollars	1200	.....
Pièce de 50 pesos	3770	3820
Pièce de 10 florins	609	612

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

ÉTRANGER

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

CULTURE

ÉCONOMIE

En raison de l'actualité, notre dossier du mardi, cette semaine « Le point sur... la théologie de la libération », sera publié dans notre numéro de mercredi (journal daté 20 septembre).

Le numéro du « Monde » daté 18 septembre 1984 a été tiré à 526 178 exemplaires



A B C D E F G

L'Etat va lancer un emprunt de 15 milliards de francs

L'Etat va lancer, dans les prochains jours, un emprunt – le troisième de cette catégorie depuis le début de l'année – d'un montant initial de 15 milliards de francs. Destiné à financer en partie le déficit budgétaire, il sera composé de deux tranches (chacune d'un montant minimum de 4 milliards de francs) suivant le modèle de la précédente émission (*le Monde* du 27 juin 1984) :

● La première, d'une durée de huit ans, sera émise à taux fixe avec un intérêt de 12,20 % (soit 244 F par obligations). L'amortissement, au pair, interviendra en totalité à la fin de la huitième année, le coupon annuel étant payable le 8 octobre de chaque année et, pour la première fois, le 8 octobre 1985.

● La seconde, d'une durée de douze ans, sous forme de coupures de 2000 F, comme pour la première tranche, comportera un taux d'intérêt de 11,60 % et une option d'échange valable chaque année à partir de 1986. Les porteurs pourront alors échanger leurs titres contre des obligations à taux variable dont l'intérêt sera déterminé à terme échu (et, pour la première fois, le 8 octobre suivant la date d'échange). Emis au pair, ces titres seront amortissables en totalité à la fin de la douzième année, l'intérêt étant assorti sur le taux de rendement des emprunts d'Etat.

Cette opération, conduite par la Banque nationale de Paris et par Paribas, porte à 49,5 milliards de francs le montant des emprunts d'Etat émis depuis le début de cette année (après un premier emprunt de 12 milliards de francs émis en février dernier et porté à 18 milliards par la suite, et une seconde émission de 12 milliards émise en fin juin dernier et relevée à 16,5 milliards de francs ultérieurement), outre trois émissions d'obligations renouvelables du Trésor qui avoisinent, au total, les 20 milliards de francs.

Intervenant le 17 septembre au micro de RTL, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a mis l'accent sur la baisse de la rémunération de ce nouvel emprunt, ce qui constitue le signe, selon lui, *« d'un accompagnement de la lutte contre l'inflation par une baisse des taux »*.

M. Bernard Tapie s'oppose à une société danoise pour le rachat des Piles Wonder

Menant une offensive surprise, M. Bernard Tapie, le repreneur désormais célèbre d'entreprises en difficulté (Look, Terraillon, Kickers), est devenu, lundi 17 septembre 1984 à 15 heures, PDG de la société des Piles Wonder, deuxième fabricant français de piles électriques derrière le groupe CGE.

Il a été appelé d'urgence à cette fonction par la famille Courtecuisse-Brouillet, héritière des fondateurs des Piles Wonder et propriétaire de 37 % des actions, qui lui a consenti une promesse de vente. Selon M. Tapie, sa venue a été motivée par la nécessité d'éviter le rachat de la société par une firme étrangère, Hellessens, filiale du groupe danois Great Northern Telegraph. *« Quitte à négocier*, a-t-il déclaré, *il me semble plus astucieux de le faire avec le groupe CGE qu'avec les Danois : il ne faut pas introduire encore davantage de loups dans la bergerie. »*

Le groupe CGE a fait connaître, en début de semaine, qu'il n'était pas candidat au rachat des Piles Wonder, sans doute pour deux raisons : l'absence de rentabilité et le souci d'occuper une trop forte position en France. Le rachat par les Danois est proposé par un autre groupe d'actionnaires, la banque Worms (nationalisée) et la Continentale d'entreprise, filiale du groupe suisse Electrowatt et alliée à ladite banque, qui ont racheté chacune 17 % des Piles Wonder à ELF-Aquitaine en octobre 1983 et, avec d'autres partenaires, détiennent environ 40 % du capital des Piles Wonder.

Jusqu'à présent, ces nouveaux actionnaires n'ont pas voulu déléguer des administrateurs au conseil d'administration de Wonder tenu solidement par la famille fondatrice, ce qui a permis à M. Bernard Tapie de devenir PDG et de contrôler ledit conseil. Mais, chez Worms, on estime avoir les moyens juridiques d'empêcher Bernard Tapie de prendre le contrôle véritable de la société, tout en contestant sa capacité de redresser l'affaire.

Les Piles Wonder (750 millions de francs de chiffre d'affaires, 1000 personnes, 35 % du marché des piles plates et 22 % de celui des piles cylindriques) perdent de l'argent depuis des années (5 millions de francs par mois à l'heure actuelle) sur un marché en baisse générale avec des marges très faibles. En fait, tous les producteurs européens cherchent à vendre ou à fusionner sous l'effet de l'offensive américaine des piles alcalines (plus durables et plus chères que les piles salines traditionnelles), offensive menée par Dart and Kraft (Duracell) et le géant Union Carbide (UCAR). La moitié du marché français des piles est aux mains des étrangers (en y ajoutant l'allemand Varta).

M. Bernard Tapie estime que la situation des Piles Wonder, à la veille du dépôt de bilan, selon lui, peut être redressée par une série de mesures : renouvellement de l'image de marque, distribution plus axée sur les grandes surfaces (qui commercialisent 50 % des piles en France), économie de 10 % sur les achats de matières premières, élimination d'un excédent de charges mensuelles de 10 millions de francs et, sans doute, des suppressions d'emplois. Il y ajoute des synergies avec des entreprises de son groupe, notamment pour les injections de plastique chromé (boîtier de lampes). Chez Worms, on estime que les pouvoirs publics trancheront.

F.R.

LA COUR DE CASSATION PRENDRA SA DÉCISION LE 21 SEPTEMBRE SUR L'EXTRADITION DES SÉPARATISTES BASQUES

La Cour de cassation devrait prendre sa décision à propos des Basques dès vendredi prochain 21 septembre. La grève de la faim observée par les sept séparatistes incarcérés à Fresnes, et dont l'Espagne réclame l'extradition, explique qu'elle ait encore réduit le délai qu'elle s'était fixé la semaine dernière (*le Monde* du 18 septembre).

Lundi 17, elle a rendu un arrêt qui précise le cadre dans lequel elle prendra sa décision. Il s'agissait du pourvoi formé par deux gros trafiquants de drogue réclamés par les Etats-Unis, MM. Alvaro Garcia Henriquez, de nationalité colombienne, et Camille Dewylder, de nationalité belge. La chambre d'accusation de Basse-Terre (Guadeloupe) avait donné un avis favorable à leur extradition. Les deux pourvois ont été rejetés, mais la décision de la chambre criminelle confirme que, dans de telles affaires, elle examine seulement s'il n'y a pas eu des violations de la loi, *« de nature à priver l'arrêt en la forme des conditions essentielles de son existence légale »*.

Cette formulation hermétique signifie que, dans l'affaire basque, la chambre criminelle se bornera à vérifier si la chambre d'accusation de Pau a bien respecté le code de procédure pénale, ce qui limite les chances des séparatistes d'obtenir satisfaction.

Aux Etats-Unis

UNE « GREFFÉE » DU CŒUR DONNE NAISSANCE A UN ENFANT

San-Diego (*AFP*). – Une femme qui a subi une transplantation cardiaque a, pour la première fois dans l'histoire de la médecine, donné naissance à un enfant, a-t-on appris au centre médical de l'université de Californie à San-Diego.

Betsy Sneith, vingt-trois ans, qui souffrait d'une tumeur, avait reçu en 1980 le cœur d'un homme. Elle a mis au monde dimanche 16 septembre une petite fille de 3,18 kilos en parfaite santé.

« La littérature médicale ne fait état d'aucun précédent », a déclaré le docteur Thomas Key de l'université de Californie, précisant qu'il y a eu des cas de grossesse, mais qu'elles ne sont jamais allées à terme, généralement parce que la patiente ne le souhaitait pas.

En République sud-africaine

LA GRÈVE DES MINEURS PARTIELLEMENT SUIVIE

Trois Noirs tués à Katlehong

Deux hommes ont été tués par des balles en caoutchouc utilisées par la police dans la cité noire de Katlehong, située à l'est de Johannesburg, et le corps d'une femme, tuée d'une balle dans la tête, a été découvert dans la même ville, a annoncé, lundi 17 septembre, le porte-parole de la police de Pretoria. Ces trois morts portent à trente-huit le nombre officiel des victimes des émeutes qui se sont produites dans les « townships » du Transvaal au cours des deux dernières semaines.

L'agitation des étudiants s'est également poursuivie lundi à l'université (noire) du Nord, où les étudiants boycottent les cours depuis trois semaines. Cette université, ainsi que celle du Zoulouland, dans le foyer tribal du Kwazoulou, a été fermée. La première grève légale organisée en Afrique du Sud par un syndicat noir, celui des mineurs, n'a été, d'autre part, que partiellement suivie lundi, par environ quarante mille mineurs. Ce mouvement, qui touche les mines d'or, devrait cependant se prolonger par une nouvelle grève – illégale celle-ci – à l'ouest de Johannesburg, dans la mine de Durban-Deep, où, selon le porte-parole de Rand Mines, de violents incidents ont été signalés lundi. – (*AFP, AP, Reuter*).

M. BACHY (PS) SE DÉCLARE FAVORABLE A UN ASSOUPLISSEMENT DE LA LÉGISLATION SUR L'EMBAUCHE

M. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national du PS chargé des entreprises, rappelle dans une interview publiée par *les Echos* mardi 18 septembre, que le ministre du travail *« consulte, ces jours-ci, les partenaires sociaux pour une révision des textes sur le contrat à durée déterminée »*. *« Nous, socialistes*, indique M. Bachy, *nous pensons que mieux veut embaucher quelqu'un, même si c'est sous contrat à durée déterminée, que de le laisser au chômage. »*

« De même, continue M. Bachy, *nous pensons que, pour certaines petites entreprises, notamment, il est possible d'admettre un certain assouplissement des seuils fiscaux, car, pour beaucoup d'entre elles,* [embaucher] *accroît le poids des charges. »*

M. Bachy estime qu'*« il ne faut pas utiliser la crise comme prétexte pour rayer d'un trait de plume un certain nombre d'acquis historiques »*. Il juge, cependant, que la mobilité de l'emploi, *« rendue indispensable par la mutation industrielle »*, peut impliquer *« des évolutions dans la pratique sociale et dans la législation »*.

INCIDENTS A L'USINE CITROËN DE NANTERRE

Vers 4 heures du matin, mardi 18 septembre, des militants cégétistes ont découpé au chalumeau les sas grillagés installés à l'entrée de l'usine Citroën de Nanterre (Hauts-de-Seine).

Vers 6 h 30, à la prise de travail, la direction a fermé l'entrée principale de l'usine, ne laissant entrer les non-licenciés que par une petite porte. Une bagarre a opposé, devant l'établissement, des agents de maîtrise et des salariés licenciés.

● *Chantiers navals : appel à la grève le 19 septembre à Saint-Nazaire.* – Les syndicats CGT, CFDT et FO des Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire ont appelé à une grève mercredi matin 19 septembre avec manifestation en ville pour *« réaffirmer leur opposition au plan de congés conversion dans la navale »*, qu'ils qualifient de *« licenciements déguisés »*.

Sur le vif

Strapontin

Je suis d'une humeur de chien, ce matin. Je l'ai franchement mauvaise. Pour un peu, je mordrais. Non, mais c'est vrai ! Je croyais que ça marchait pour moi, que ma notoriété dépassait le Puy-de-Dôme et gagnait les Landes et le Cotentin. Mes copains me disaient : gare à la grosse tête, bientôt tu ne passeras plus la porte. Je les envoyais au bain.

Qui c'est qui a été invitée à adhérer à un nouveau club, un truc très chic, très fermé, le Club L, rien que des femmes, rien que des cracks, des vedettes de la finance, de l'industrie, de la politique, des médias et de la haute administration. Un truc à faire pâlir le Siècle, même principe, même modèle, mais masculin.

Hier, j'y vais, ça a lieu le troisième lundi de chaque mois, au Royal-Monceau. Il y avait plein de filles très chouettes, on s'amusait bien, on était ravies d'être là, entre soi, et de faire la nique aux mecs du Siècle. Et qu'est-ce qu'on apprend ? Le Siècle vient de s'ouvrir aux femmes. Il en a déjà recruté une demi-douzaine, triées sur le volet.

Est-ce que ces super-nanas, encore plus super que celles qui sont là, autrement les hommes n'en voudraient pas, font également partie de notre club ? Pensez-vous ! Il faudrait qu'elles soient folles. S'il a franchi la ligne, un Noir américain ne va pas tout flanquer par terre en allant jouer au poker à Harlem.

Alors, on avait l'air de quoi, nous, là ? De compter pour du beurre. Une *zweite Garnitur*, comme disent les Allemands, du second choix. On faisait antichambre, en attendant que l'élite de ces messieurs veuille bien se serrer un peu pour nous céder une petite place, un strapontin au palmarès de la réussite. Quel genre de succès ? Il n'y en a toujours qu'un, hélas ! masculin.

CLAUDE SARRAUTE.

AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Le salaire horaire ouvrier a augmenté de 2 %

Selon les résultats de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 1er juillet 1984 publiés par le ministère du travail, le taux de salaire horaire des ouvriers de plus de dix-huit ans a augmenté de 2 % au deuxième trimestre 1984, soit légèrement plus que ce qui avait été prévu – 1,9 % (*le Monde* du 3 août 1984).

Cette hausse du salaire horaire est supérieure à celle du premier trimestre 1984 (1,5 %) mais inférieure à celle du deuxième trimestre 1983 (2,5 %). Le ministère observe que *« malgré une hausse plus forte du SMIC au second trimestre de 1984 (4,7 %, réalisé en deux fois : 3,4 % en mai et 1,2 % en juillet) qu'au même trimestre de 1983 (4,1 %), la hausse du taux de salaire horaire est sensiblement plus faible cette année (2 %) que l'an dernier (+ 2,5 %). Ceci semble confirmer un ralentissement du rythme annuel de hausse des salaires : + 7,6 % de juillet 1983 à juillet 1984 contre 9,8 % de janvier 1983 à janvier 1984 »*. En tenant compte de l'évolution de la durée du travail, la hausse du salaire mensuel est de 2,2 % au cours du second semestre 1984 et de 6,9 % sur un an. Quant à l'indice brut des effectifs salariés, il enregistre une légère hausse de 0,2 % mais du 30 juin 1983 au 30 juin 1984 la baisse est de 2,7 %.

Au Maroc

M. Akka Ghazi (USFP) est élu député des émigrés du nord de la France

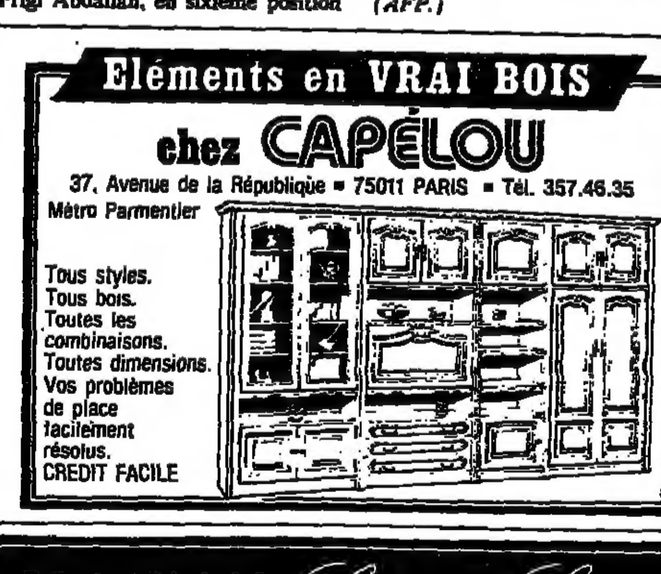
M. Akka Ghazi, secrétaire du syndicat CGT de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), candidat de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) au Parlement marocain a remporté les élections marocaines pour la zone nord de la France, recueillant 5 627 voix, soit 30 % des suffrages, a annoncé lundi soir à Paris le président de la commission des opérations de dépouillement de vote.

Quinze candidats briguaient les suffrages des électeurs pour la circonscription nord de la France, qui regroupe Paris, Nanterre, Bobigny, Lille et Strasbourg. Il y a eu 20 145 votants et 18 677 suffrages exprimés. Ali Wahbi (PND) arrive en seconde position derrière Akka Ghazi (USFP) avec 3 368 voix (18 %). Le candidat du parti de l'Istiqlal, M. Mohamed Al-Meknassi, est en troisième position avec 1 703 voix (9,12 %) et celui du parti communiste marocain M. Al Frigi Abdallah, en sixième position avec 1 035 voix (soit 5 % des suffrages).

Quelque 250 000 ressortissants marocains, âgés de plus de 21 ans et résidant en France, étaient appelés à élire deux députés pour les représenter à l'Assemblée nationale marocaine, l'un pour la première circonscription, dite du nord, l'autre pour la circonspription, dite du sud. Celle-ci est constituée de Lyon, Rennes, Marseille, Bordeaux, Montpellier et Bastia.

Les résultats du secteur sud n'étaient pas connus mardi en début de matinée.

Au Maroc même, quatre jours après les élections législatives marocaines, l'éventualité d'un remaniement ministériel – même s'il est probable – n'était pas encore évoquée. En effet, un tiers du futur Parlement (soit 102 députés) doit encore être désigné au suffrage indirect, le 2 octobre. La rentrée parlementaire aura lieu le 13 octobre. – (*AFP.*)





QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE

La stratégie de la dette